

« Le Point »
quitte
le groupe Hachette

LIBRE PAGE 30

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3,50 F

Abonnements : 1 an : 350 F (hors taxes) ; 6 mois : 180 F ; 3 mois : 90 F ; 15 jours : 20 F. Les abonnements sont payables à l'avance. Les tarifs sont en francs français. Les abonnements sont envoyés en France par la poste. Les abonnements étrangers sont envoyés par avion. Les abonnements sont envoyés en France par la poste. Les abonnements étrangers sont envoyés par avion. Les abonnements sont envoyés en France par la poste. Les abonnements étrangers sont envoyés par avion.

L'Espagne et son armée

Le gouvernement limoge les membres

Reprise en main

C'est une mesure tout à fait inhabituelle qu'a prise le ministre espagnol de la Défense le jeudi 14 janvier en annonçant ce qu'il faut bien appeler le limogeage de la junte des chefs d'état-major des forces armées. Les membres de la junte avaient joué un rôle modeste lors de la tentative de putsch du 23 février 1981, mais leur loyalisme à l'égard du roi Juan Carlos et du gouvernement n'avait pas été mis en cause. Il était même acquis que le général Gabeiras, chef d'état-major de l'armée de terre, avait contribué à désarticuler les plans d'intervention des chefs de la division blindée Brunete, basée près de la capitale, dont l'engagement total aurait très probablement modifié le cours des choses, en accélérant le ralliement au putsch des capitaines-généraux encore hésitants.

Le général Gabeiras et ses trois collègues de la junte, organisés en un conseil d'administration, sont purement et simplement relevés de leurs fonctions. Officiellement, le ministère de la Défense a fait valoir que les quatre membres de la junte étaient en « totale hypothèse » de la réserve active, c'est-à-dire de la réserve, et que la procédure adoptée pour leur réaffectation était en cours. En fait, les militaires de la junte, dont le général Gabeiras, ont été relevés de leurs fonctions et de leurs fonctions de chefs de la division blindée Brunete, basée près de la capitale, dont l'engagement total aurait très probablement modifié le cours des choses, en accélérant le ralliement au putsch des capitaines-généraux encore hésitants.

Il paraît cependant difficile de ne pas replacer ce bouleversement du haut état-major dans la longue et délicate tentative de reprise en main des forces armées amorcée par le roi et le gouvernement le 23 février. Depuis l'instauration d'un régime démocratique en Espagne, quelques-uns des plus remarquables et des plus agressifs parmi les chefs de file des militaires ultras pour la plupart anciens combattants volontaires sur le front de l'Est aux côtés des forces allemandes pendant la seconde guerre mondiale — ont bien été écartés à la suite de mutations ou de mises à la réserve anticipées. Avec habileté et intelligence, Juan Carlos, très au fait des vrais rapports de forces au sein d'une institution dont il est très proche, a fait alterner souplesse et rigueur pour tenter de mettre les centurions au diapason de la nation.

La tentative de putsch du 23 février — et ce qu'elle a révélé de malaise profond dans les casernes — a montré que cette tentative était un demi-échec. L'armée espagnole, dans ses profondeurs, est restée hostile à une authentique démocratisation, et elle est très sensible aux arguments des dirigeants politiques de droite et d'extrême droite, qui réclament avec vigueur un « gouvernement fort » et la mise au pas des « séparatistes » et des « autonomistes ». Il est également difficile de ne pas lier la relève du haut état-major à l'approche du procès des putschistes du 23 février. Procès appréhendé par le gouvernement, en raison des risques de tensions accrues dans l'armée et des « révélations » possibles lors des débats. Le procès doit avoir lieu en février ou en mars. A la veille de cet orage, le gouvernement espère, encore, en nommant une équipe plus équilibrée à la tête de l'état-major, lutter plus efficacement contre la grogne grandissante de larges secteurs de l'armée hostile aux sanctions envisagées contre les putschistes.

La loi de nationalisation

M. Mauroy paraît confiant

dans la décision du Conseil constitutionnel

Le Conseil constitutionnel devrait faire connaître, samedi 16 janvier, au premier ministre sa décision sur la loi de nationalisation qui lui a été déférée par l'opposition le 19 décembre. C'est ce qu'a indiqué jeudi M. Pierre Mauroy à l'occasion de l'échange des vœux avec la presse.

Ce même jeudi soir, lors d'une réunion électorale, à Vitry-le-François, le premier ministre s'est dit convaincu que la loi pourrait être promulguée par le président de la République dès les premiers jours de la semaine prochaine. Il paraît donc confiant dans la décision du Conseil constitutionnel.

La fièvre du samedi soir

par PHILIPPE BOUCHER

A quelques heures de la publication, par le Conseil constitutionnel, de sa décision sur la loi de nationalisation, les incertitudes demeurent. Soutenues par le rapport du doyen Georges Vedel, les neuf du Palais-Royal vont-ils se montrer maximalistes ou minimalistes, tailler large dans un texte sur lequel repose pour partie la crédibilité du gouvernement, ou bien encore se contenter d'édicter telle ou telle disposition d'importance secondaire ? La censure du Conseil, si elle s'exerce, changera-t-elle ou non la nature de la loi ?

Le collège que préside M. Roger Frey, qui en est aussi le benjamin, n'est évidemment pas entièrement libre de l'étendue de sa censure. D'autant qu'il s'est, depuis longtemps, fixé une limite, qu'il rappelle volontiers dans ses décisions, et selon laquelle il ne dispose pas d'un pouvoir général d'appréciation et de décision identique à celui du Parlement, mais (a) seulement compétence pour se prononcer sur la conformité à la Constitution des lois déférées à son examen.

En ce sens, il paraît peu vraisemblable que le Conseil se prononce sur la « nécessité publique », dont l'article 17 de la Déclaration des droits de l'homme fait un préalable à toute nationalisation (encore que la loi n'y figure pas). D'autant que, en 1981, époque à laquelle s'annonçait la loi de nationalisation, il n'était pas envisagé que l'on pût contester une décision de la représentation nationale.

(Lire la suite page 27.)

Un avertissement de F.O.

M. Bergeron critique certains projets sociaux

et l'action des communistes

C'est un double et ferme avertissement que F.O. vient d'adresser au gouvernement en critiquant plusieurs projets sociaux et en lui demandant de veiller à ce que les ministres ou nouveaux responsables communistes ne favorisent pas le placement de leurs camarades militants.

A l'unanimité, le comité confédéral national a adopté, ce vendredi 15 janvier, une résolution qui apporte, certes, le soutien de la centrale aux initiatives gouvernementales pour la création d'emplois mais se déclare « particulièrement circonspect » à l'égard des comités locaux pour l'emploi. A une large majorité, il a adopté le rapport sur l'attitude des communistes et demande de créer une « commission permanente pour la défense des libertés ».

Le premier avertissement de F.O. porte sur la politique économique et sociale du gouvernement. Certes, la centrale avec la tendance « socialiste » approuve nombre des initiatives du pouvoir socialiste, mais par la voix de son secrétaire général M. Bergeron et par le vote d'une résolution, vendredi 15 janvier, de son comité confédéral national, entre les congrès — elle met avec netteté les points sur les i.

Le déficit du budget de l'Etat pour relancer la demande puis l'indemnité de la création d'emplois fait l'objet d'une critique nuancée mais réelle.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(Lire la suite page 26.)

La Mauritanie en quête de stabilité

Lire page 4 le début de l'enquête de PAUL BALTA

M. N.

(Lire la suite page 6.)

AU JOUR LE JOUR

DISPARITION

Il avait disparu depuis six jours. Les télévisions du monde entier nous avaient montré le visage bouleversé de sa mère. La presse s'interrogeait avec angoisse sur son sort. Des rumeurs folles parcourent l'opinion. On parlait d'enlèvement.

Grâce à d'impressionnantes moyens techniques (aéronautiques, hélicoptères), on a fini par retrouver Mark Thatcher au milieu du désert.

En Argentine, les « folles de la place de Mai » se sont à l'origine un rallye automobile.

BRUNO FRAPPAT.

(Lire la suite page 27.)

I. — TOURS ET DEMI-TOURS

Passons par le couloir des chefs — on aperçoit leurs ombres — à l'arrière des fauteuils — pour déboucher sur le pool. C'est le cinquième étage de Cognac-Jay.

par CHRISTIAN COLOMBANI

tout le flux de TF1 amoncelé depuis le hall par des flèches design, du plastique polychrome, remonte à ce cœur battant, courant, chassant de l'information télévisée : le pool. Alors, les services (politique intérieure, politique étrangère, société) balancent mollement leurs trompes pour saisir au passage un de ces anonymes et opérationnels, un individu indéfinissable, dans la mare grouillante et grenouillante.

Une cinquantaine d'anciens et de modernes jetés là, péle-mêle, au hasard d'un nouvel organisme. Pigistes « réintégrés », vieux routiers des « infos gérés », grands reporters genre Hemingway regroupés en tribus sur des territoires précis indissociables pour un œil candide et nu. Assis sur des bureaux — il n'y a pas assez de sièges — les membres d'une équipe toute ronde comme une malle de rugby discutent, le dos tourné, les oreilles tendues. A l'avant, quelques jeunes pigistes « intégrés » s'affairent autour des téléphones en prenant des pauses de journaliste pour des photographies de press-book. Au milieu, un ancien, froid et froissé comme un rod par des vagues d'amarne, montre une totale désapprobation, tandis que des nouveaux que personne ne connaît

L'information télévisée après le 10 mai

Un nouvel épisode vient de relancer le débat sur l'objectivité de l'information télévisée : M. Jacques Hébert, journaliste politique à TF1, est suspendu par le président-directeur général, M. Jacques Boutet, pour avoir « altéré » un reportage sur les élections législatives dans la quatrième circonscription de Seine-et-Marne.

La phrase « A la télé, rien n'a changé depuis le 10 mai », lancée par une passante au candidat socialiste, M. Fromion, est devenue l'antenne : « Rien n'a changé depuis le 10 mai ».

Expliquant les motifs de sa décision, M. Jacques Boutet a déclaré : « Je n'ai pas manqué, dès ma prise de fonctions à TF1, d'indiquer à la rédaction de cette société l'importance toute particulière que j'attache au respect de la déontologie. » Rappelons que M. Boutet était président de la commission de contrôle des émissions politiques à la télévision lors de la campagne pour l'élection présidentielle de 1981.

A TF1, où, comme dans les autres chaînes de télévision, la rédaction vit en état de crise permanente, cet incident apparaît à beaucoup comme la confirmation de l'échec de la réforme tentée par le président de la société au mois de septembre.

Mais cela dépasse le cadre de TF1 pour témoigner des difficultés du malaise qui, connaissant aujourd'hui l'ensemble des médias (et pas seulement le secteur audiovisuel) pour tout ce qui relève de la politique et du pouvoir.

marchent, l'air décidé, d'un bout à l'autre de la salle, toujours là.

(Lire la suite page 23.)

CRÉATION A L'OPÉRA DU RHIN

Le jeu des voix

Les créations lyriques se comptent, en France, sur les doigts de la main. Aussi l'Opéra du Rhin fait-il figure d'exception, cette année, avec deux premières auditions : celle de *Comme il vous plait*, de Pierre Hasquenoph, présentée le 14 janvier, à Strasbourg, et celle de *Liobesod*.

M. YVON GATTAZ INVITÉ DE L'ÉMISSION R.T.L. — « LE MONDE »

M. Yvon Gattaz, nouveau président du C.N.P.F., sera, le dimanche 17 janvier, l'invité de l'émission « La grande jury », organisée par R.T.L. et le Monde et diffusée de 18 h. 15 à 19 h. 30. Le président du Conseil national du patronat français répondra aux questions des journalistes de la station de radio et du journal.

GÉRARD CONDE.

(Lire la suite page 22.)

Le sacrifice d'une solution nationale

Il y a une solution nationale à la crise espagnole. Elle est simple, elle est évidente, elle est urgente. Elle est le résultat d'une réflexion profonde et d'une volonté ferme. Elle est la seule issue possible à la situation actuelle. Elle est la seule voie qui mène à la stabilité et à la prospérité de l'Espagne. Elle est la seule solution qui respecte les intérêts de tous les Espagnols. Elle est la seule solution qui peut être mise en œuvre immédiatement. Elle est la seule solution qui peut être acceptée par tous les Espagnols. Elle est la seule solution qui peut être mise en œuvre immédiatement. Elle est la seule solution qui peut être acceptée par tous les Espagnols.

NICOLL

la grande vente de la semaine

SOLDES

du 2 au 23 janvier

Les tentatives de putsch du 23 février — et ce qu'elle a révélé de malaise profond dans les casernes — a montré que cette tentative était un demi-échec. L'armée espagnole, dans ses profondeurs, est restée hostile à une authentique démocratisation, et elle est très sensible aux arguments des dirigeants politiques de droite et d'extrême droite, qui réclament avec vigueur un « gouvernement fort » et la mise au pas des « séparatistes » et des « autonomistes ». Il est également difficile de ne pas lier la relève du haut état-major à l'approche du procès des putschistes du 23 février. Procès appréhendé par le gouvernement, en raison des risques de tensions accrues dans l'armée et des « révélations » possibles lors des débats. Le procès doit avoir lieu en février ou en mars. A la veille de cet orage, le gouvernement espère, encore, en nommant une équipe plus équilibrée à la tête de l'état-major, lutter plus efficacement contre la grogne grandissante de larges secteurs de l'armée hostile aux sanctions envisagées contre les putschistes.

20 rue Trochet, depuis 1923

Le Monde

idées

L'ALLIANCE EN QUESTION

L'impossible paix ?

La discordance des réactions occidentales aux événements de Pologne comme la reprise des négociations soviéto-américaines sur les armements en Europe reposent la question de l'alliance. Tandis que Pierre Emmanuel met en garde contre ce qu'il appelle la névrose anti-américaine, Philippe de Saint-Robert voit dans l'Europe neutraliste d'aujourd'hui la fille naturelle de l'Europe atlantiste d'hier. Mais François de Rose pense que la France a sa part de responsabilité dans la crise actuelle.

L'EUROPE était verte : elle est bleue. La crise polonaise n'est pas la cause : elle agit comme un révélateur. L'histoire épiloguera sur la lâcheté ou la complicité des gouvernements européens, sur leur impuissance réelle ou feinte à sauver à tout le moins leur honneur, enseveli par leur amour immodéré de la paix, de la paix à tout prix, de la paix surtout au prix de la liberté des autres. Ce qu'il convient de souligner, c'est moins cette impuissance, complètement justifiée d'ailleurs, que la logique de cette impuissance. A vrai dire, il ne nous manque que M. Giscard d'Estaing pour aller régler à Kaboul le problème polonais, comme il avait si bien réglé à Varsovie le problème afghan. Le fond du problème n'est évidemment pas que tel ou tel gouvernement européen soit de gauche ou de droite, car toute action partisane ou idéologique est de toute façon paralysée par quelque chose.

Il y a une incompatibilité fondamentale, comme cela s'est déjà vu dans les années 30, entre les démocraties occidentales et la maîtrise de l'histoire. Dès lors qu'on donne le nom de paix à sa propre tranquillité, et qu'on identifie sa propre liberté au seul progrès matériel, on n'oppose plus que des émotions sans force aux puissances qui marchent sur les consciences, et qui n'ont de conscience que leur propre puissance, où l'idéologie se fonde au comportement et le sert.

Régis Debray, dans sa Critique de la raison politique (1), montre parfaite-

ment comment « l'idéologie en terre les autres les autres les autres philosophiques », parce que, maladie ou symptôme, « l'acte de croire est universel et nécessaire, là où il y a des hommes réunis sur un quelconque arpent de terre ». De là que nous sommes interdits devant l'erreur et la violence, dès lors qu'elles sont poussées, soutenues par une telle force. Mais les religions transcendantales acclimaient le malheur de l'homme, elles ne prétendaient pas l'organiser : l'humanité a bien franchi un pas inouï. D'un côté, un système s'identifie au salut, tandis que, de l'autre, les cités marchandes accomplissent un progrès matériel où la personne humaine perd le sens ultime d'une liberté qui, pourtant, semble y surabonder. Ainsi notre monde, comme l'avait bien vu C.-G. Jung dans son dernier livre (2), « est, pour ainsi dire, dissocié à la façon des névrosés, le rideau de fer figurant la ligne de partage symbolique ».

Jung explicitait fort à fond son analyse, des plus actuelles : « L'homme occidental, se rendant compte de la volonté de puissance agressive de l'Est, se voit obligé de prendre d'extraordinaires mesures de défense. Mais en même temps, il se flâte de sa vertu, et de ses bonnes intentions. Ce qu'il ne voit pas, c'est que ce sont ses propres vices, qu'il a dissimulés sous le masque des bonnes manières sur le plan international, que le monde communiste lui renvoie sans vergogne, et méthodi-

par PHILIPPE DE SAINT-ROBERT

quement, en pleine figure. Ce que l'Ouest a toléré, mais en secret, avec un léger sentiment de honte (c'est-à-dire le mensonge diplomatique, la duplicité systématique, les menaces voilées) lui est aujourd'hui servi ouvertement, et avec prodigalité, par l'Est, provoquant en nous des névroses. C'est le visage grimaçant de sa propre ombre mauvaise que l'homme occidental voit grimacer de l'autre côté du rideau de fer. Et cet état de choses explique l'étrange sentiment d'impuissance dont souffrent tant de gens dans les sociétés occidentales. »

Valta

Ainsi, il n'est pas indifférent que, au cours des quatre-vingt dernières années, il y ait eu corrélation continue entre les événements consécutifs à Valta en Europe centrale, et ceux consécutifs, au partage de la Palestine au Proche-Orient. Avec cette différence de pure apparence qu'on croyait à l'Ouest ne rien pouvoir changer à l'état de fait établi en Europe de l'Est, mais qu'on pensait bien pouvoir tout se permettre au Proche-Orient, modifier par trois guerres successives le partage initial, et prendre jusqu'au risque d'implanter les Soviétiques où ils n'étaient pas, par le seul jeu de l'abandon et

du désespoir où l'on plongeait les uns après les autres les pays arabes. De l'écrasement de Budapest suivant l'opération de Suez jusqu'à l'annexion du Golan suivant le coup de force de Varsovie, en passant par l'occupation de la Tchécoslovaquie suivie de quelques mois la guerre de six jours et l'occupation de l'Afghanistan, suivant de moins encore les accords de Camp David qui pré-tendaient (mais un peu tard) exclure l'Union soviétique de tout règlement au Proche-Orient, il y a une corrélation si persévérante et si constante que seule la cécité politique ou la plus simple mauvaise foi peuvent refuser de la voir, de la comprendre, de l'analyser. Et voilà pourquoi notre diplomatie, notre politique, notre morale sont muettes.

Seule l'étendue de notre complicité dans les événements du Proche-Orient explique l'étendue de notre impuissance et le creux de notre discours dans tous les événements, ou non-événements, qui se sont succédés dans l'Est européen depuis que Moscou y étend et y maintient la logique schizophrénique de son empire de structure tsariste et de super-structure idéologique. La vérité est que nous demeurons aussi interdits devant la schizophrénie du gérontocrate Brejnev que nous demeurons interdits et fascinés devant la paranoïa qu'exerce à Tel-Aviv, au nom de son pays, et, prétend-il abusivement, au nom de tout le peuple juif, cet ancien général de l'orgueil qui avait déjà osé écrire et signer une justification du massacre de Deir-Yassin, acte terroriste fondateur d'un État qui, depuis, s'est tant plaint du terrorisme de ses victimes, à quoi il les avait réduites.

Les sanctions proposées par le président Reagan à l'encontre de Moscou seraient certainement plus efficaces et plus convaincantes si elles ne visaient pas autant les alliés de l'Amérique que la puissance antagoniste et complice avec laquelle elle joue depuis la dernière guerre. Et si, dans le temps même que Washington manifeste avec euphémisme son « étonnement et son mécontentement » de l'annexion du Golan, on n'apprenait cette fois qu'en fait de sanctions (et pour le coup seraient bien faciles à prendre) le Pentagone vient de proposer d'augmenter de 300 millions de dollars les crédits d'armements destinés à Israël — chiffre qui, selon des responsables du département américain de la défense, « ne représente pas une grosse somme si l'on considère l'importance des forces militaires qu'il leur doit entretenir, et l'inflation dont souffre ce pays ». C'est-à-dire que les États-Unis continuent de donner les moyens de ce qu'ils feignent par ailleurs de condamner, avec un cynisme qui n'a d'égal que celui avec lequel les Russes donnent au monde entier des leçons de « non-ingérence ».

Encore ne dit-on rien des dictatures d'Amérique latine, qui appliquent depuis bien longtemps les méthodes du général Jaruzelski, pour le

plus grand confort de cette autre imposture de l'histoire qu'est la « doctrine de Monroe ». Dès lors, comment s'étonner de l'inutilité des plaintes vertueuses qu'éleve l'Occident pour son seul bonheur moral ? C'est bien son ombre mauvaise que l'autre bloc lui renvoie. En Europe, les pays qui pendant vingt ans ont accusé la France, parce qu'elle voulait rompre la logique des blocs, de faire le « jeu de Moscou », sont ceux-là mêmes qui, aujourd'hui, font réellement ce jeu en sombrant dans un « national-neutralisme » puritain et débile.

Domage, en vérité, que nous n'ayons pas été entendus. A l'Europe atlantiste succède l'Europe neutraliste, éternel jouet d'une dialectique dont elle est la victime ravie et tranquille. J'admire qu'on veuille sortir du système de Valta en fonction des « lenteurs de l'histoire » : la France, quant à elle, n'a jamais cautionné ce système et n'a pas à feindre d'en tenir compte. Elle n'a pas à feindre non plus d'appartenir à une Europe qui n'existe pas et qui ne veut pas exister. Et elle n'a pas, au Proche-Orient, à feindre de maintenir une balance égale entre les agresseurs et les agressés, au motif que cela lui donnerait du prestige pour parler à des gens qui, de toute façon, ne veulent rien entendre de personne. Il y a des moments de l'histoire où la véritable diplomatie est la contraire de la diplomatie, et où, lorsque personne ne fait rien, un certain langage peut avoir la force des actes : encore faut-il, pour qu'il sorte, ne pas être empêtré dans ses propres contradictions.

Tout le monde veut apparemment la paix, mais c'est « la paix comme le monde la donne » dont parle saint Jean. Une paix qui repose sur des équilibres fictifs et des peurs convenues. Parce que ces équilibres tiennent artificiellement depuis trente ans, on se flâte de croire qu'il en sera toujours ainsi. On a simplement oublié de se pencher sur cette évidence encore discrète qui fait que, depuis l'apparition des armements nucléaires tactiques, toute la théorie de la dissuasion dont nous nous berçons depuis plus de vingt ans est à présent du bidon. Une guerre nucléaire est parfaitement devenue possible, parce qu'elle pourrait être circonscrite et localisée, et je vous demande où ? Détonateur : Proche-Orient. Champ de bataille : Europe. Je n'ai pas besoin de commenter les deux sanctuaires dont tout le jeu est de faire se battre les autres à leur place, la suprême Cité marchande et la suprême Cité idéologique, ces deux négociations agissantes de la liberté des autres. C'est en faveur de leur seule conservation que jouent, depuis Valta, les lenteurs de l'histoire. Mais il n'y a dans tout cela d'autre fatalité que celle que nous portons d'abord en nous-mêmes, née sans doute d'un ennui de vivre dans un monde trop facile dont il nous semble pourtant qu'il faut chaque jour l'améliorer davantage.

(1) Gallimard éd.
(2) Essai d'exploration de l'inconscient, Denoël-Gonthier éd.

Contre la névrose anti-américaine

par PIERRE EMMANUEL

A la fin des années 40, le neutralisme fut une façon de rejeter le communisme sans s'attaquer de front à lui. Ce neutralisme était souvent doublé d'anti-américanisme, du fait, entre autres, de la paranoïa macarthyste, dont ceux qui l'ont subi n'oublient pas la bêtise et la décadence. On trouverait la trace de cet anti-américanisme dans un article de *Monde* où, dans le style du temps, je traitais le président Truman de « marchand de bretelles ».

La mode était alors de qualifier les Américains de « barbares », et, chez certains Français, il en va toujours ainsi. Le macarthysme est mort depuis un quart de siècle, mais l'anti-américanisme se porte encore fort bien. J'en comprends maintenant les raisons inconscientes, celles d'un complexe au sens psychanalytique du mot. Si ce complexe devenait une composante de la politique, il risquerait d'ouvrir à brève échéance un fossé entre l'Amérique et l'Europe de l'Ouest.

La raison immédiate en serait la Pologne, révélatrice d'une nouvelle donnée historique que l'Europe de l'Ouest n'est pas prête à assumer. Pourtant le chancelier Schmidt, ce « neutralisateur », l'a déclaré lui-même : la crise polonaise est une crise du système soviétique tout entier. Il faut donc s'attendre à des événements graves, voire imprévisibles. En bonne logique, il faudrait donc élargir son champ d'action, et dans la mesure du possible, y parler. Ce qui appellerait d'abord une concertation avec les États-Unis, puis l'annonce des étapes d'une politique commune.

Or, il se passe tout le contraire, du fait de l'Allemagne en premier lieu. Bien des Allemands commencent à dire tout haut ce que leur culpabilité leur avait fait refouler : que la Pologne est un malentendu géographique dont ses voisins devraient bien se défaire. Même si le chancelier ne va pas aussi loin, son indifférence au sort du peuple polonais s'accroît de ce côté étrange « réalisme ». Puisque, pense-t-il, le système soviétique est en crise, l'aide dont il a besoin pour se maintenir peut lui être avantageusement marchandée. D'autres responsables européens pensent à peu près de même. Quant aux pacifistes, en Allemagne ou ailleurs, ils se chargeront de détourner l'attention sur un objet qui la retienne : cet objet, c'est l'anti-américanisme.

Pour une politique commune

Rien n'est plus simple. Il suffit d'expliquer les compromissions américaines avec les gangsters politiques ou militaires d'Amérique latine, selon une technique de l'amalgame chère aux communistes français. Mais les États-Unis, comme l'Allemagne fédérale ou la France, sont un État de droit. Entre eux et les régimes communistes, l'hiatus est de la légalité à l'arbitraire pur : il n'y a aucun degré de comparaison entre la démocratie et le système totalitaire.

Ainsi donc, la protestation contre les dictatures d'Amérique latine peut et doit se référer aux principes sur lesquels les États-Unis sont fondés. C'est de même à partir de ces principes que devrait se définir une politique commune envers la Pologne, face à la crise qui grandit à l'Est. L'état d'esprit que l'on observe s'y prête-t-il ? En France, où le pacifisme reste assez limité, la solidarité avec la Pologne revêt pour l'instant une grande force : elle est, et demeurera sans doute, une question politique majeure. En revanche, les États-Unis y sont l'objet d'un ressentiment qui pourrait, si l'on le laisse croître, ressembler à celui d'il y a trente ans. Psychologiquement, la pente commune est de haïr les États-Unis plutôt que l'U.R.S.S. Malgré l'évidence de l'inhumanité du système soviétique, un tabou empêche de démythifier entièrement la « patrie du socialisme ». Au contraire, et par substitution, toutes les tares de la société productiviste — aux avantages de laquelle nul ne se moindrerait — sont censées avoir pour cause première et universelle les États-Unis.

Si ce rejet névrotique s'accroît en Europe, l'isolationnisme l'emporterait aux États-Unis. On plût, les États-Unis étant un continent, ils regarderaient de plus en plus vers le Pacifique, lieu de formation du vingt et unième siècle. Laissons à elle-même, l'Europe occidentale ne serait plus qu'une presqu'île. Sans unité politique, sans vision, tiraillée par des intérêts divergents, elle deviendrait tôt ou tard un protectorat capitaliste de l'Est. Peut-être les Allemands en caressent-ils l'idée, complé avec celle d'une réunification des deux Allemagnes. On voit l'intérêt qu'y trouveraient l'Union soviétique et les milieux d'affaires « réalistes » outre-Rhin. Seulement ce serait la fin de ce qui s'est toujours nommé l'Europe.

A celle-ci, l'alliance des États-Unis est nécessaire, pour assurer son indépendance et fortifier son influence sur un monde promis à de grands changements. La France, partenaire exigeant mais porteur d'une idée des droits de l'homme, pourrait renouveler l'esprit de l'alliance et conduire les États-Unis, par la persuasion des principes, à modifier leur attitude à l'égard de régimes que les Américains eux-mêmes jugent odieux. Les nobles paroles adressées par le président Mitterrand au corps diplomatique donnent à penser qu'il est possible de fonder sur le respect intégral des droits de l'homme un projet planétaire nouveau. Encore faut-il imposer des limites à l'intolérable, seule façon de rendre aux opprimés quelque espoir face aux oppresseurs. Cette volonté implique aussi la claire énonciation des sacrifices qui la rendront concrète, en particulier, mais non point uniquement, ceux qui toucheraient au niveau de vie de chacun. Tôt ou tard, il faudra qu'un gouvernement les décrète et que les citoyens les acceptent. Mieux vaudrait que ce ne fût pas à la veille d'une catastrophe ni au terme d'un sévère affaiblissement moral.

Tailler pour recoudre...

par FRANÇOIS DE ROSE (*)

NOTRE gouvernement envisagerait, à la lumière des événements de Pologne, de donner une garantie de leur emploi pour le compte de nos alliés. Et que dire des fureurs déchaînées lorsque M. Giscard d'Estaing rappelait que la sécurité et l'indépendance de la France sont liées à celles de ses voisins et des critiques adressées à M. Mitterrand pour avoir considéré que la menace des missiles soviétiques nous concerne également.

Trop de responsables et... d'irresponsables ont donné l'image, hélas récurrente dans notre histoire, d'un désaccord entre notre politique étrangère et notre politique de défense pour que nous n'ayons pas notre part de culpabilité dans la crise à laquelle les tentations neutralistes exposent aujourd'hui la sécurité de l'Europe, et par conséquent la nôtre. C'est peut-être en taillant dans l'économie vis-à-vis de l'U.R.S.S. que l'on pourrait recoudre dans la politique entre alliés.

Au moment où l'on se demande comment aider les Polonais, on pourrait peut-être commencer par ne pas aider le Kremlin. Plus encore que notre indépendance énergétique, c'est le concours de ce formidable ballon d'oxygène à la stratégie adverse qui devrait retenir notre attention.

La France, qui a manqué la chance qui lui était offerte d'assurer, après l'invasion de l'Afghanistan, l'échec des Jeux olympiques de Moscou (sa non-participation est, à coup sûr, entraînée celle de la plupart des pays européens et de très nombreux pays africains), a peut-être aujourd'hui celle de faire capoter un accord qui ferait passer la coopération avec l'U.R.S.S. à son apogée, alors que la détente est en crise et l'entente à son étiaage.

Une telle évolution mettrait nos actes en accord avec cette vague de fond qui soulève l'opinion en France et qui apporte le démenti aux sondages indiquant lesquels les trois quarts d'entre nous seraient d'avis qu'en cas de crise mieux vaudrait négocier que tenir tête. Un coup d'éclat sur le gazoduc, dans la ligne de ces réactions, pourrait peut-être donner aussi un coup d'arrêt à ce neutralisme à l'éclat duquel nous ne sommes pas sans avoir contribué et qui représente le plus grand danger pour toute l'Europe.

Souvenons-nous en effet. Nos reproches à la République fédérale d'être trop « atlantiste ». La mise sur le même rang des États-Unis et de l'Union soviétique, de l'alliance atlantique et du pacte de Varsovie par nos déclarations des deux « bégéismes » et d'une prétendue « politique des blocs », alors que l'Occident, comme le fait remarquer Cornelius Castoriadis (1), ne constitue même pas un camp. La présentation tendancieuse des accords de Valta comme un partage du monde entre Washington et Moscou (2). Sur le plan militaire, un Livre blanc (1972) énonçant un concept qui pourrait nous conduire à nucléariser un conflit sur le territoire de nos alliés pour sanctuariser le nôtre. Le gros de nos forces classiques réservé à une sorte de bataille des frontières destinée à « éprouver les intentions » de l'adversaire avant le recours aux armes stratégiques dont

il est reconnu, à juste titre d'ailleurs, qu'elles ne nous permettent pas de donner une garantie de leur emploi pour le compte de nos alliés.

Et que dire des fureurs déchaînées lorsque M. Giscard d'Estaing rappelait que la sécurité et l'indépendance de la France sont liées à celles de ses voisins et des critiques adressées à M. Mitterrand pour avoir considéré que la menace des missiles soviétiques nous concerne également.

(*) Ambassadeur de France.

(1) Cornelius Castoriadis : *Devenir la guerre*, Fayard.
(2) Cf. André Fontaine : « J'y suis, j'y reste », *Le Monde* du 23 décembre.

SALON NAUTIQUE INTERNATIONAL

SALON INTERNATIONAL DE LA PISCINE

16-25 JANVIER 82.CNIT.PARIS.
Tous les jours de 10h.à 19h. Nocturnes les 19 et 22 jusqu'à 23h.



Le Monde

Le Monde

étranger

paix ?

PROCHE-ORIENT

Les participants européens à la force de paix confirment que leur rôle se limitera au Sinai

Les ambassadeurs des quatre pays européens qui participent à la force de paix dans le Sinai (France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas) ont remis le 13 janvier à M. Shamir, ministre israélien des Affaires étrangères, la réponse à la déclaration américaine-jérusalémite du 3 décembre, confirmant-on dans les milieux autorisés français.

Cette nouvelle réponse des Quatre se borne à réaffirmer celle qu'ils avaient faite le 23 novembre à la demande de participation à la force du Sinai. Ils confirment qu'ils acceptent de participer à cette force « sur la base du traité de paix égypto-israélien et de ses annexes ». Les Quatre ne reviennent donc nullement sur ce qu'ils disent que la force multinationale « n'a pas d'autre rôle » que de maintenir la paix dans le Sinai, que la mise en œuvre du traité égypto-israélien est à leurs yeux « tout à fait distincte et indépendante du reste du processus de Camp David », que leur politique reste celle de la déclaration de Venise de 1980, reconnaissant le droit du peuple palestinien « à l'autodétermination » et demandant que l'O.L.P. soit associée à un processus de « paix globale ».

La nouvelle réponse des Quatre ne sera pas publiée, sans doute pour éviter une polémique. Israël et les Etats-Unis avaient répondu par une déclaration (3 décembre) soulignant l'attachement des deux pays aux accords de Camp David, qui impliquent l'appui à une autre solution pour le problème palestinien (l'autonomie) de la Cisjordanie.

Les Quatre auraient préféré en rester là, mais Israël a insisté pour qu'ils répondent à nouveau, ce qu'ils viennent de faire en réitérant leur position antérieure. — M. D.

Les « dix mauvaises surprises » de M. Begin

De notre correspondant

Jérusalem. — Après une première journée d'entretiens avec les dirigeants israéliens, le secrétaire d'Etat américain, M. Alexander Haig, s'est montré prudent en évoquant la possibilité d'une relance des négociations sur l'autonomie. Il s'est contenté de dire à ce sujet qu'il n'était « pas pessimiste ». Il a déclaré que son voyage, qui l'a conduit d'abord au Caire, puis à Jérusalem, n'avait pour objet que d'« étudier » les positions respectives des deux gouvernements, mais que, après examen, l'administration américaine pourrait être amenée à prendre dans « quelques semaines » des « décisions », sans précéder lesquelles.

Il se confirme, d'autre part, que l'un des buts principaux, mais inavoués, de la visite en Israël du secrétaire d'Etat est d'inciter M. Begin à adopter une attitude « raisonnable » dans les mois à venir. La presse israélienne souligne que, depuis l'annexion du Golan, les dirigeants américains deviennent de plus en plus méfiants à l'égard du premier ministre et craignent qu'il ne prenne de nouvelles initiatives « intempestives », profitant d'une conjoncture favorable, dans la mesure où, estimant à Jérusalem, ni les Etats-Unis ni l'Egypte ne peuvent véritablement sévir contre le gouvernement israélien avant le retrait définitif du Sinai.

Ainsi, deux quotidiens, le Jerusalem Post et Al-Hamishmar, ont repris à la « une », ce 15 janvier, une nouvelle pu-

blée le même jour à Washington, dans une lettre d'information bihebdomadaire sur le Proche-Orient, le Middle East Policy Survey. Il s'agit d'une liste de « surprises » que M. Begin pourrait réserver aux Américains d'ici au 26 avril (le Monde du 15 janvier).

C'est l'ambassadeur des Etats-Unis en Israël, M. Samuel Lewis, qui aurait, à la demande du département d'Etat, établi à la fin du mois de décembre cette liste. Il envisagerait dix hypothèses : le transfert des bureaux du premier ministre israélien dans la partie orientale de Jérusalem ; une nouvelle invasion du Sud-Liban pour rétablir les positions palestiniennes ; un raid aérien contre des missiles syriens dans la Bekaa libanaise ; une campagne contre la résistance palestinienne, tant au Proche-Orient qu'en Europe, cela pour les plus « probables ».

Mais il n'écarte pas d'autres hypothèses, telles que l'annulation du retrait du Sinai, de nouveaux raids de reconnaissance au-dessus de l'Arabie Saoudite, l'extension de la loi israélienne en Cisjordanie, le maintien du contrôle sur les flots du détroit de Tiran (qui, bien que sous souveraineté israélienne, doivent être, selon le traité de paix, restitués à l'Egypte, à laquelle Ryad les « prête » naguère), et, enfin, des attaques contre des installations nucléaires en cours de construction au Pakistan et en Libye.

FRANCIS CORNU.

ASIE

Inde

Mme Gandhi a présenté un programme de relance économique

Mme Gandhi a procédé, ce vendredi 15 janvier, à un remaniement ministériel, à l'occasion du deuxième anniversaire de son retour au pouvoir et de la publication d'un programme économique. Le premier ministre a abandonné le portefeuille de la défense qu'elle détenait depuis deux ans pour l'attribuer à M. Ramaswami Venkataraman. Celui-ci a abandonné le ministère des Finances qui a été confié à M. Pranab Mukherjee, auparavant ministre du commerce. Le ministre des Pétroles, M. P.C. Sethi, a pris le poste de ministre des chemins de fer occupé par M. Kedar Pandey, qui a été nommé à l'Irrigation, tandis que M. Jagannath Kaulshali a reçu la charge de la Justice. — (Reuters, A.F.P.)

De notre correspondant

New-Delhi. — Dans une allocution radiodiffusée prononcée jeudi 14 janvier, le premier ministre indien, Mme Indira Gandhi, a présenté au pays un nouveau programme économique en vingt points destinés à relancer celui qui avait été rendu public le 1^{er} juillet 1975, peu après la proclamation de l'état d'urgence. Ce programme, qui entend favoriser la production et dont Mme Gandhi attend « des résultats tangibles immédiats », met notamment l'accent sur le secteur agricole (amélioration des semences, production de légumineuses et d'oléagineux, réformes foncières, salaire minimum pour les journaliers), sur la condition des catégories sociales les plus défavorisées (Mme Gandhi a souligné « l'impérieuse nécessité » de protéger les indouchables et les minorités), sur la production d'énergie électrique et d'énergies nouvelles (bio-gaz, notamment), l'éducation, la santé, le contrôle des naissances (« sur une base volontaire »), sur le développement du réseau de magasins d'Etat offrant des produits à des prix contrôlés, la libéralisation des investissements et la révision des politiques industrielles afin de compléter les projets dans les délais fixés, la lutte contre les fraudes et spéculations, l'évaluation fiscale et le meilleur fonctionnement des entreprises publiques.

LE PREMIER MINISTRE DE L'ETAT DU MAHARASHTRA ACCUSE DE CORRUPTION A REMIS SA DEMISSION

(De notre correspondant)

New-Delhi. — Le chef du gouvernement du Maharashtra (Bombay), M.A.E. Antulay, qui, il est vrai, y avait été élu, et par les dirigeants de son parti, le Congrès-Indira, et par le premier ministre, Mme Gandhi, a remis sa démission, mardi 12 janvier, au gouverneur de l'Etat, qui l'a acceptée, tout en le priant de conserver son poste jusqu'à l'élection de son successeur.

Ce faisant, M. Antulay trait, laborieusement, semble-t-il, les questions de l'ajournement tardif du jour même par la haute cour de Justice de Bombay, qui venait en effet de reconnaître le bien-fondé des accusations portées contre le gouvernement local et son chef. Il lui était reproché d'avoir, au mépris des dispositions en vigueur, alloué aussi généreusement qu'il le pouvait des subventions à certains entrepreneurs en échange de « donations » à des institutions privées dont il assure la gestion.

Le départ de M. Antulay marque le dénouement d'une affaire qui, depuis juillet, défrayait la chronique. M. Antulay avait, dès l'été, offert sa démission à Mme Gandhi (pour lui avoir involontairement causé du tort en mettant son nom à cette affaire), qui, en dépit des nombreuses preuves accumulées sur elle, l'avait jusqu'à présent refusée. — P. P.

Prisonniers de conscience

Amnesty International reconnaît ne pas être en mesure de fournir le nombre précis de prisonniers politiques ; le gouvernement pakistanais affirme, pour sa part, qu'il n'y en a pas. Cependant, l'organisation humanitaire estime que six mille personnes ont été arrêtées en mars 1981, pour des raisons politiques ; il s'agit pour la plupart de membres ou de sympathisants du Mouvement pour la restauration de la démocratie, un rassemblement de partis. Ces « prisonniers de conscience », comme les appelle Amnesty, ont généralement été relâchés. M. Shuja — la fille du premier ministre pendu en 1979, — et le général de corps d'armée aérienne Asghar Khan, chef d'une petite formation, ont été maintenus en ré-

dence surveillée pendant plus de vingt-quatre mois.

Le rapport dresse la liste de cent quatre-vingt-trois personnes condamnées à des peines de prison et au supplice du tout depuis que les militaires sont au pouvoir. Sur tout, il indique encore que la torture est « systématiquement pratiquée » sous différentes formes par la police et par l'armée. Il cite le cas d'une dizaine de prisonniers morts sous la torture.

La peine de mort est, d'autre part, appliquée dans un nombre de plus en plus grand de cas. « Des centaines de Pakistanais sont exécutés chaque année par pendaison », et le chef de l'Etat, le général Zia-ul-Haq, a lui-même fait état, en mars 1979, de la « pendaison de quatre cents personnes durant les dix-huit derniers mois », rappelle Amnesty International. Dans le seul Etat du Punjab, il y avait mille deux cent cinquante condamnés à mort à la fin de 1981. Le rapport publie la photo d'une exécution publique de trois condamnés, ainsi que celle, attachée sur son lit d'hôpital, d'un journaliste venant d'être flagellé pour avoir « organisé des rassemblements publics » et « commencé une grève de la faim ».

Comme il est d'usage au terme de tels constats, l'organisation internationale dresse la liste des recommandations qu'elle a adressées au gouvernement d'Islamabad. Il lui est, en particulier, demandé de respecter les conventions sur les droits de l'homme, de réviser ses dispositions sur les détentions et de restaurer l'indépendance de la justice. Elle suggère la proclamation d'une amnistie générale.

Le général Zia Ul Haq, président du Pakistan, fera les 25 et 26 janvier une visite en France, dans le cadre d'une tournée européenne qui l'aura conduit auparavant en Italie, en Roumanie et en Yougoslavie, a-t-on indiqué jeudi 14 janvier à l'ambassade du Pakistan à Paris.

(1) 16, rue Théodore-Deck, 75015 Paris. Tél. : 871-85-85.

PATRICK FRANCES.

A travers le monde

Colombie

LES FORCES ARMÉES REVOLUTIONNAIRES DE COLOMBIE (FARC pro-communistes) ont enlevé deux médecins, un banquier et un éleveur, membres du Front de libération Boyacá à 300 kilomètres au nord-est de Bogotá. Depuis le début du mois de janvier, vingt-sept personnes ont été enlevées dont vingt par les FARC. — (A.F.P.)

Egypte

LE CAIRE CHERCHE A NORMALISER SES RAPPORTS AVEC L'UNION SOVIETIQUE, annonce l'hebdomadaire libanais Al-Moustaqbal du 16 janvier. Selon cette publication, une haute personnalité égyptienne, actuellement à Moscou, a été chargée par le président Mubarak d'exprimer le contentement du régime égyptien, qui oppose les deux pays. L'ambassadeur soviétique avait été contraint de quitter Le Caire en septembre dernier après que plusieurs personnalités égyptiennes eurent été accusées d'« espionnage » en faveur de l'U.R.S.S. L'affaire a été classée après l'assassinat de Sadate.

Union soviétique

UN APPEL A TOUS LES AMBASSEURS A MOSCOU. — La Soviétique Inna Lavrova, qui poursuit une grève de la faim à Moscou, depuis le 21 décembre, pour obtenir le droit d'épouser un Français, M. Guy Torrent, est très affaiblie au vingt-cinquième jour de son jeûne, annonce sa mère. La jeune femme a lancé un appel à tous les ambassadeurs en poste à Moscou pour qu'on lui accorde enfin l'autorisation qu'on lui a refusée à quinze reprises depuis quatre ans. — (A.F.P.)

Habitez aujourd'hui ce qui sera introuvable demain!!

RÉSIDENCE CANNES CENTER

Au cœur de Cannes, à quelques pas de la Croisette, tout près des commerces, une résidence de prestige où les problèmes de sécurité ont été particulièrement étudiés... Du studio au 4 pièces + terrasse à partir de 11.953 F le m²

LES MARINES DE VILLENEUVE

Située en bord de plage, entourée de près de 2 hectares de jardin à proximité du champ de courses de Cagnes-sur-Mer, une magnifique résidence en forme d'étoile... Du studio au 4/5 pièces + terrasse et/ou jardin à partir de 10.955 F le m²

MERRYLAND 2

En bord de mer, à Cagnes-sur-Mer, dans un village vivant, un immeuble tranquille, plein de charme, entouré d'oliviers, d'orangers et de palmiers... Du studio au 4 pièces + terrasse à partir de 9.831 F le m²

- Gestion locative assurée toute l'année.
- Crédit long terme à taux variable.
Prix janvier 82 jusqu'à épuisement de l'offre.

Violettes Emerand, Bureau de Vente :
6, rue St-Florentin - 75001 PARIS
0161 000000
Tél. : (1) 260.04.21

Vous êtes intéressé par ces offres de vente ?
Envoyez votre dossier de demande de renseignements à :
Violettes Emerand, Bureau de Vente :
6, rue St-Florentin - 75001 PARIS - Tél. : (1) 260.04.21

ON NAUTIQUE
ERNATIONAL
N INTERNATIONAL
LA PISCINE
JANVIER 82.CNIT.PARIS
0161000000 Nocturnes les 19 et 22 jusqu'à 22h



AFRIQUE

La Mauritanie en quête de stabilité

I. - La réconciliation manquée avec Rabat

De notre envoyé spécial PAUL BALTA

M. Jean-Pierre Cot, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, qui s'est rendu ces derniers mois dans plusieurs pays d'Afrique au sud du Sahara, notamment au Cameroun et au Sénégal, sera reçu officiellement en Mauritanie du 21 au 23 janvier. Avant d'aller à Nouakchott, M. Jean-Pierre Cot ira aux îles du Cap-Vert, et de nouveau au Sénégal.

Nouakchott. — « Ils ont confondu la fête nationale avec le 1^{er} mai », s'était exclamé le lieutenant de vaisseau Moustapha Diop, secrétaire permanent adjoint du comité militaire de salut national et ministre de l'information, lors de la parade du 23 novembre dernier marquant le vingt et unième anniversaire de l'indépendance. Le fait est que, pour la première fois depuis le renversement du président Ould Daddah, le 10 juin 1978, la partie militaire du défilé, mieux ordonnée, il est vrai, que dans le passé, avait été réduite à l'essentiel, alors que sa partie populaire était presque exclusivement consacrée aux sections de l'Union mauritanienne du travail.

Fait encore plus significatif, les différentes corporations syndicales avaient fait appel à l'imagination populaire pour décorer les chars symbolisant métiers et professions et, surtout, elles arbo-

raient des slogans d'une vigueur revendicative sans précédent, même sous l'ancien régime. Qu'on se juge : « Rapprochement du SMIC », « Réformes agraires », « Protéger nos travailleurs à l'étranger », « Uniformisation des allocations familiales », « Baisse des prix », « Pour un syndicat libre, uni et démocratique », « Soins gratuits », « Politique sociale du logement », « Halte au chômage », « Amélioration urgente des problèmes de transport », etc. Il faut bien dire, toutefois, que ce catalogue des difficultés quotidiennes n'aurait pas été ainsi présenté au chef de l'Etat, le lieutenant-colonel Khouna Ould Eddalla, s'il n'avait énuméré des objectifs que le C.M.S.N. voudrait également atteindre.

L'émergence du syndicat est une des conséquences de la tentative de coup d'Etat manqué, le 18 mars 1981, par un groupe d'officiers exiliés, dirigés par les lieutenants-colonels Kader et Ahmed Salem Ould Sidi (le Monde des 18 et 19 mars). Se réclamant de l'A.M.D. (Alliance pour une Mauritanie démocratique) et soutenus par Rabat, ils ont contribué à modifier considérablement la situation dans ce pays qui répugne aux effusions de sang, du fait même qu'ils ont provoqué la mort de plusieurs personnes. Leur échec, en outre, infirmé les analyses

hâtives et superficielles des services de renseignements marocains et d'opposants de l'A.M.D. : se fondant sur le mécontentement existant dans quelques couches de la population et sur certaines dissensions au sein des sphères dirigeantes, les putschistes avaient espéré provoquer un soulèvement populaire et bénéficier du rallie-

ment d'officiers du C.M.S.N. Or ni l'un ni l'autre ne se sont produits. Et, si des Mauritanien déplorant que les félons aient été passés par les armes — ce qui n'est pas coutume ici — ils éprouvent quelque gêne à prendre leur défense, ce style de coup de force ne correspondant pas au sens de l'honneur propre au pays.

L'emprise de l'armée

« Il est surprenant que les Mauritanien, qui avaient renversé le régime de l'Etat, en reprenant tous les pouvoirs auxquels elle avait commencé à renoncer avec la formation, le 15 décembre 1980, d'un gouvernement présidé par un civil, M. Sid Ahmed Ould Benelharja, dont la gestion semble avoir été décevante. Le 20 avril 1981, le chef de l'Etat-major, le colonel Mouswya Ould Edd Ahmed Taya, officier connu pour sa grande rigueur, formait un cabinet comportant civils et militaires. Le pouvoir en profitait pour écarter quelques hommes dont l'action ou le comportement avait pu prêter à critique, soit qu'ils aient défendu avec un enthousiasme suspect l'idéologie du parti Bassa irakien, soit qu'ils se soient montrés trop « compréhensifs » à l'égard de la Libye. Cette éviction se fit « à la maurita-

nienne », les intéressés étant « invités » à regagner leur village natal en attendant des jours meilleurs. D'autres, comme le lieutenant-colonel Boukrel ou le capitaine Braïda Mbarek, restèrent en poste à Nouakchott et à Zouerate, qui passaient pour être favorables au Front Polisario alors qu'ils ont avant tout la réputation d'être des patriotes, ont été mutés dans des secteurs moins névralgiques que ceux dont ils avaient la charge. Pour éviter que la Mauritanie ne fût l'objet de la moindre suspicion de la part de son voisin du Nord.

De même, le ministère des affaires étrangères qui venait d'être confié au lieutenant de vaisseau Dahana, lui fut-il retiré. Dynamique et débordant d'idées, il passait pour être « l'homme des Américains » car il avait fait un voyage d'études de deux mois aux Etats-Unis. En réalité, on lui a reproché d'avoir été trop timoré après l'élection de M. Mitterrand, jugée « positive » par le C.M.S.N. et trop impulsif dans la tentative de réconciliation entre Rabat et Nouakchott. Il n'aurait pas obtenu suffisamment de garanties avant la rencontre entre Hassan II et le président Eddalla, sous l'égide du roi Khaled d'Arabie Saoudite, à Taïf, le 28 juin, après le sommet de l'O.U.A. au cours duquel le souverain marocain avait accepté le principe de

l'autodétermination au Sahara occidental.

Les deux chefs d'Etat ont, en effet, signé à Taïf un accord en sept points élaborés par l'Arabie Saoudite, l'Irak et la Ligue arabe, avec la participation des ministres des affaires étrangères libyens, qui demeurent énormes, toujours pas été suivi d'effet. L'article 2 prévoit que chacun des deux pays s'abstiendra de laisser une opposition quelconque utiliser son territoire contre l'autre », nous a précisé le lieutenant de vaisseau Moustapha Diop. Selon lui, le roi s'était engagé à expulser les opposants se réclamant de l'A.M.D. et à leur interdire l'accès de Radio-Morocco, ce qu'il n'avait pas fait malgré une nouvelle démarche, en juillet, du ministre mauritanien des affaires étrangères, retardant par là même le rétablissement des relations diplomatiques, prévu par l'accord de Taïf.

Un conflit qui pèse

Hassan II, en revanche, a accusé la Mauritanie d'aider le Front Polisario et même de lui avoir donné abri après l'attaque de Guellet-Zemmour, en octobre dernier, provoquant ainsi un regain de tension. « Ces accusations sont sans fondement, nous ont dit les dirigeants mauritanien, mais le Maroc ne s'accommode pas de la neutralité de notre gouvernement car il y voit un obstacle à ses visées expansionnistes. Il n'a pas renoncé à installer à Nouakchott un régime « plus compréhensif » qui fermerait les yeux sur ses agissements pour annexer le Sahara occidental, ou tout au moins le « triangle utile », alors que l'O.U.A. prévoit expressément que le peuple sahraoui pourra s'exprimer librement ».

Des attachés militaires, dont celui des Etats-Unis, qui se sont rendus dans le nord du pays avant et après l'attaque de Guellet-Zemmour, nous ont confirmé que le Front Polisario n'a pas eu besoin de s'y réfugier puis que ses combattants sont restés dans les montagnes du Zemmour, comme l'a confirmé depuis lors l'évacuation de la région par l'armée marocaine. La plupart des diplomates ne pensent pas, non plus, que les Sahraouis aient utilisé des bases à Toudra, les Américains estiment que la Libye a livré de tels engins au Front, mais ils eximent la présence de Cubains ou d'Allemands de l'Est. « Nous mettons ces mots pour former un servent de Sam-S. Compte tenu de l'environnement, mais aussi de la capacité d'adaptation dont les Sahraouis ont donné maintes preuves, on peut estimer que certains de leurs combattants aient mis entre six mois et un an pour apprendre à manier les Sam-S », nous a confié un expert.

Le conflit saharien continue donc à peser sur l'avenir de la Mauritanie, bien que ses dirigeants aient tenu à sortir de cette « guerre fratricide » pour se concentrer sur les problèmes intérieurs, qui demeurent énormes. S'ils avaient accueilli favorablement au printemps la visite de M. Chester Crocker, sous-secrétaire d'Etat, la première effectuée par un dirigeant américain depuis l'indépendance, ils s'inquiètent aujourd'hui du soutien accru promis par Washington à Rabat. « Nous sommes convaincus que Hassan II cherche à destabiliser la Mauritanie par tous les moyens et nous estimons que l'aide américaine risque d'être utilisée contre nous. En revanche, nous avons été sensibles à l'attitude du président Mitterrand, et c'est pourquoi le président Eddalla a, pour la première fois, accepté de participer, début novembre, au sommet franco-africain », nous a dit le ministre de l'information.

L'agression marocaine du 16 mars », selon la terminologie officielle, a contraint la Mauritanie à maintenir sous les armes plus d'effectifs qu'elle ne l'aurait souhaité et à prendre des mesures plus strictes de sécurité. Bien que des coopérants marocains soient retournés à Nouakchott récemment, les liaisons aériennes sont suspendues avec le royaume, et la magnifique mosquée qu'il a construite, dans la capitale (« grâce à un discret financement saoudien », précisent les Mauritanien), n'a toujours pas été inaugurée.

Les événements du 16 mars ont également contribué à mieux faire prendre conscience au régime militaire, en quête de stabilité, du « vide politique » qui existait dans le pays. Avec une belle franchise, le C.M.S.N. utilise lui-même cette expression dans le texte du 11 novembre instituant « les structures d'éducation des masses ». Estimant que l'instauration du multipartisme dans un pays aux structures sociales archaïques ne pourrait que favoriser les clans traditionnels, les militaires ont renoncé au projet de Constitution élaboré début 1981 et décidé de poursuivre leur politique de réformes en commençant par la base. Ils ont ainsi pris une série de mesures pour favoriser la renaissance du syndicat, la libération des haratin (esclaves africains), la réforme agraire et le redressement économique et social.

Prochain article :

LE PRIX D'UN HOMME

GALERIES LA FAYETTE

Les Fastes de l'Orient

Exposition : tapis d'Orient, meubles et objets orientaux du 9 janvier au 12 mars.

Une grande exposition-vente tapis d'Orient vient d'ouvrir ses portes à Paris, au 4^e étage des Galeries Lafayette Haussmann. En provenance directe du Cashemire, de Chine, du Pakistan... Tous les tapis d'Orient des Galeries Lafayette ont un certificat d'authenticité, sont garantis

nous à la main et peuvent même vous être présentés à domicile.

— 20 % SUR LES TAPIS D'ORIENT

Vous bénéficiez en plus d'une remise de 20 % sur tous ces tapis d'Orient jusqu'au 12 mars, ne manquez surtout pas cette offre exceptionnelle.

Les fastes de l'Orient aux Galeries Lafayette, ce sont aussi des meubles, des paravents, des porcelaines et des objets rares du Népal, de Birmanie, de Corée... En vedette également, la galerie de peintures indiennes et chinoises.

CRÉDIT GRATUIT*

Et pour que chacun puisse profiter des « Fastes de l'Orient », les Galeries Lafayette vous offrent le crédit gratuit sur l'ensemble de l'exposition et pendant toute la durée de la manifestation.

Galeries Lafayette
HAUSSMANN 4^e ÉTAGE



* Crédit gratuit 6 mois du 9/01 au 12/03/82 à partir de 2.000 F d'achats, sur l'ensemble de l'exposition, sauf points rouges, des acceptation du dossier, après versement comptant 20 %. Les frais de crédit Cetelem, sauf assurance facultative, sont pris en charge par les Galeries Lafayette.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

AFRIQUE

Algérie

LE CONGRÈS DE L'UNION NATIONALE DES PAYSANS

L'agriculture est atteinte de maux profonds communs à tous les pays du tiers-monde

De notre correspondant

Alger. — Le troisième congrès de l'Union nationale des paysans algériens (U.N.P.A.), réuni au palais des Nations d'Alger, s'est terminé, jeudi 14 janvier, après quatre jours de travaux par la rédaction au poste de secrétaire général de M. Nedjem Aïssa, trente-neuf ans, qui dirigeait l'organisation depuis le premier congrès en avril 1978.

Lors de la séance d'ouverture, le président Chadli Bendjedid, développait le thème principal des assises : « L'autosuffisance, objectif fondamental de la révolution », avait mis l'accent sur l'impérieuse nécessité d'élever le niveau de la production agricole afin de préserver l'indépendance nationale. L'arme alimentaire était aujourd'hui cédée par les grandes puissances pour influencer sur les options des pays en voie de développement. L'Algérie est dans ce domaine particulièrement vulnérable puisqu'elle consacre une part croissante de ses recettes d'hydrocarbures à l'importation de denrées alimentaires.

La production de céréales, en dépit de conditions climatiques relativement favorables, s'est élevée en 1981 à 19 millions de quintaux seulement, ce qui a rendu nécessaire l'achat de 25 millions de quintaux environ (1), source d'une dépense de près de 2 mil-

liards de dinars (3,6 milliards de francs). En raison d'une sécheresse persistante depuis plus de six mois, l'année 1982 paraît sérieusement compromise et des dispositions ont dû être prises pour sauvegarder le cheptel.

Dans ces conditions l'autosuffisance constitue plus un thème mobilisateur qu'un véritable objectif économique qui paraît hors de portée, compte tenu de la croissance démographique très rapide. L'Algérie compte entre trente-cinq et quarante millions d'habitants en l'an 2000, contre une vingtaine actuellement. Mais il y a plus préoccupant : les deux tiers de la production des céréales sont assurés actuellement par le secteur privé, qui dispose pourtant de moyens réduits et pratique largement l'autoconsommation. Le secteur socialiste, installé pour l'essentiel sur les meilleures terres anciennement cultivées par les colons français, est de façon globale — largement déficitaire. C'est ainsi qu'en 1981 le gouvernement a dû déboursier au total 1,5 milliard de dinars (2 milliards de francs) pour combler les déficits des domaines dits autogérés et des coopératives durant la

campagne 1978-1979. Et pourtant l'agriculture est largement assistée.

C'est surtout les prix à la production des céréales, les paysans sont exondés d'impôts et ils bénéficient entre autres avantages d'une détaxe sur les carburants et de taux d'intérêt préférentiels sur tous les crédits. Une large opération de restructuration des domaines « autogérés » est en cours ainsi que la formation avec l'aide de la C.I.R. de mille cinq cents ingénieurs agricoles et de trois mille comptables. Mais l'agriculture est atteinte de maux profonds communs à tous les pays du tiers-monde. Les jeunes désertent la terre pour les villes, préférant travailler dans les usines et les bureaux. Les deux tiers des paysans encore en activité sont près de la retraite (2), ce qui explique leur faible productivité. Fait plus grave, ils ne peuvent transmettre leur savoir-faire. Et, situation paradoxale dans un pays où le chômage augmente, l'agriculture manque de bras.

Combattre la bureaucratie

Il faut est de constater que l'Union nationale des paysans, créée en 1974, n'a pas joué le rôle mobilisateur que l'on attendait d'elle. Il est vrai qu'à l'époque l'accent était mis en priorité sur une industrialisation rapide et massive qui se taillait la part du lion dans les investissements. C'est aujourd'hui une vision plus nuancée et plus équilibrée qui prévaut et les responsables, au nom du réalisme et de l'efficacité, s'emploient à combattre la bureaucratie pour rendre sa place à l'initiative personnelle. « A l'avenir », a ainsi déclaré le président Chadli Bendjedid, « aucune mesure incompatible avec le volontarisme ne sera prise », et il a indiqué que les décisions ne seraient adoptées qu'après consultation avec les intéressés et les travailleurs sociaux.

L'effort entrepris pour redresser la situation très compromise de l'agriculture ne portera ses fruits que dans quelques années, car ce sont des actions de fond qui ont été engagées. La plus importante d'entre elles concerne la mobilisation des ressources hydrauliques, qui a reçu 23 milliards de dinars de crédit (près de 30 milliards de francs) pour la durée du plan quinquennal en cours (1980-1984) (3). Le reboisement est également privilégié ainsi que l'amélioration des conditions de vie des paysans, notamment par la construction de quelques deux cents logements. Enfin, les propriétaires privés pourront bénéficier, eux aussi, de l'aide de l'Etat, notamment par le biais d'un « Banque agricole pour le développement de la campagne, dont le siège est à Blida, au cœur de la Mitidja, et qui va ouvrir sur tout le territoire plusieurs centaines d'agences.

DANIEL JUNQUA.

(1) Devant le Congrès, M. Abdelhak Brahimi, ministre de la planification, a indiqué que l'Algérie importait aussi 50 % de son lait et que l'importation de la viande avait été multipliée par vingt en dix ans.

(2) A Blida, dans le sud, 30 % des paysans ont plus de soixante ans.

(3) Un seul grand barrage a été construit depuis l'indépendance, celui de Djerr-Djerdj, depuis le lancement du nouveau plan en 1980 selon schéma de barrages ont été et vingt-cinq autres sont programmés.

LA RECHERCHE D'UN RÈGLEMENT EN NAMIBIE

M. Jorge, ministre angolais des affaires étrangères, rencontre à Paris le sous-secrétaire d'Etat américain, M. Crocker

Le ministre des affaires étrangères angolais, M. Paulo Jorge, est attendu ce vendredi 15 janvier à Paris, où il doit s'entretenir avec le sous-secrétaire d'Etat américain, M. Chester Crocker. Ce dernier a rencontré, jeudi, à Londres, M. Brand Fourie, proche collaborateur du ministre sud-africain des affaires étrangères, M. Botha.

M. Jorge est, par ailleurs, porteur d'un message du président Dos Santos à M. François Mitterrand et doit être reçu samedi par M. Claude Chéysson, ministre des relations extérieures.

De notre correspondant

Johannesburg. — La première manche de la difficile partie négociée par la diplomatie américaine sur l'échiquier d'Afrique australe est entrée dans une phase décisive avec les entretiens américano-angolais de Paris.

Selon Washington, la question des relations diplomatiques entre les deux pays — les Etats-Unis n'ont jamais reconnu le gouvernement de Luanda — ne doit pas être abordée durant des conversations consacrées au règlement du dossier namibien. Il serait cependant étrange, compte tenu de l'étroite imbrication des deux problèmes — au demeurant soulevés à la Maison Blanche — que les conversations ignorent totalement le premier.

Lorsqu'elle « ramasse » le dossier namibien en désobéissance, à l'absence de l'ère Reagan, la diplomatie américaine avait dans son jeu deux atouts qui manquaient aux quatre autres membres du groupe de contact (France, Allemagne fédérale, Canada, Grande-Bretagne). Le premier consistait à offrir à l'Afrique du Sud le solide « parapluie » diplomatique américain en échange d'un peu de bonne volonté sur le dossier namibien.

Le second de ces atouts est sur le point d'être abattu. Pays hôte du mouvement de guérilla namibien (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain - SWAPO) dont les attaques en territoire contrôlé par Pretoria lui valent périodiquement de durs coups de botte militaires, l'Angola dispose d'un incontestable moyen de pression sur l'organisation dirigée par M. Sam Nujoma. C'est d'abord ce levier que M. Crocker souhaiterait voir mis à l'œuvre pour amener le bouillant dirigeant nationaliste à accepter le plan de décolonisation rédigé par les cinq.

Aux yeux des Américains, si le SWAPO, et bien sûr l'Afrique du Sud, souscrivent au programme devant mener à des élections libres à Windhoek, un cessez-le-feu sera proclamé et son respect garanti par sept mille cinq cents casques bleus. Plus de quarante, plus de raids dévastateurs des Sud-Africains en Angola, donc plus besoin des vingt mille Cubains qui y stationnent depuis 1975. En clair, Washington propose sa reconnaissance de Luanda et donc la reprise de l'aide économique en échange du retrait des troupes cubaines.

Toute la stratégie américaine repose sur la bonne volonté supposée de Pretoria. Certes, la première phase, dite « constitutionnelle », du plan a pratiquement atteint son terme. Après la rencontre de Londres, dont rien n'a officiellement transpiré, la réponse sud-africaine devrait être transmise rapidement aux intéressés.

Elle devrait être positive bien qu'assortie des habituelles réserves que Pretoria excelle à rédiger.

Mais M. Crocker et Fourie ont également abordé la seconde phase du plan, la plus délicate, puisqu'elle concerne les pouvoirs qui seront dévolus aux « casques bleus », leur composition, et la fameuse « impartialité » requise de l'ONU et habituellement interprétée par Pretoria dans les négociations. Cette notion si vague est l'arme secrète des Sud-Africains et leur permet de bloquer à tout moment l'ensemble du processus en cours.

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, est un ennemi résolu de l'apartheid et vient de le répéter haut et fort. Se plaçant en posture de victime « injustement attaquée » à un moment où elle négocie son retrait de Namibie, l'Afrique du Sud a exploité l'incident. En l'espace d'une semaine, M. P. Botha a rappelé deux fois le secrétaire général à l'ordre en lui reprochant d'avoir « démontré son incapacité à agir de façon juste et impartiale vis-à-vis des Etats membres dont on fait des bœufs émissaires ».

PATRICE CLAUDE.

LA CRISE TCHADIENNE

M. Cot : l'ambiguïté sur le rôle de la force interafricaine n'est pas levée

Entendu jeudi 14 janvier par la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, M. Jean-Pierre Cot, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, a indiqué que la France ne pouvait avoir, vis-à-vis du Tchad, que des objectifs limités : obtenir la consolidation du retrait libyen ; soutenir les efforts de l'O.U.A. et aider les Africains à prendre en main leurs affaires en dehors de toute ingérence extérieure ; essayer d'aider à la reconstruction du Tchad.

Radio-Tripoli — citée par l'A.F.P. — a annoncé le jeudi 14 janvier que la ville de Faya-Largeau, dans le nord du Tchad, et à 800 kilomètres de N'Djaména, était tombée aux mains des forces M. Hissène Habré. Aucune autre source n'a fourni cette information. Si elle était confirmée, la chute de la capitale de la province septentrionale du pays priverait le président Koukouni Ouéddei de sa base arrière traditionnelle.

La préfecture du Borkou-En-

La France n'a donc pas, a-t-il dit, l'intention de s'immiscer dans les affaires intérieures du Tchad. Elle soutient, a-t-il rappelé, le gouvernement d'union nationale reconnu par l'O.U.A.

L'ambiguïté sur le rôle de la force interafricaine n'est pas encore totalement dissipée, a ajouté M. Cot, en soulignant qu'elle est considérée par l'O.U.A. comme une simple force de police, alors que le gouvernement d'union nationale souhaite qu'elle soit utilisée comme un « fer de lance » contre les troupes de M. Hissène Habré.

Depuis le retrait des troupes libyennes du Tchad, en novembre 1981, on ignorait comment avait évolué la situation dans la région septentrionale, aucun journaliste n'ayant pu se rendre sur le terrain.

du vendredi 15 janvier
au samedi 30 janvier

Solides FOURRURES DU NORD

...que des affaires
extraordinaires!..

MANTEAUX

Chevrette gris marron	3.250 F	2.650 F
Ragondin	5.750 F	4.650 F
Murmél	5.850 F	4.750 F
Patte Guanaco	4.850 F	3.450 F
Vison dark	13.750 F	12.850 F
Vison pastel	22.850 F	18.750 F
Rat d'Amérique	6.350 F	4.850 F
Astrakan pleine peau	4.850 F	3.450 F
Chat d'Asie	2.750 F	1.850 F
Lapin naturel	1.750 F	1.450 F
Pahmi	7.650 F	6.350 F
Rat d'Amérique (flanc)	5.750 F	4.350 F
Castorette	2.450 F	1.650 F
Patte d'Astrakan	2.650 F	1.850 F
Weasel	6.850 F	4.850 F
Patte Zorinos	3.750 F	2.650 F
Opossum	4.250 F	2.650 F
Queue de Vison	8.750 F	7.350 F

VESTES

Renard bleu	5.750 F	4.650 F
Marmotte	8.350 F	6.750 F
Astrakan marron, gris, noir	4.750 F	3.850 F
Agneau de Toscane	2.850 F	1.950 F
Opossum d'Australie	1.850 F	950 F
Vison et cuir	5.850 F	4.250 F
Patchwork Vison	5.350 F	4.650 F
Marmotte de Sibérie	2.750 F	7.850 F
Chevrette	1.850 F	1.450 F
Agneau Béarn	1.450 F	1.150 F
Chat d'Asie	1.450 F	850 F
Chacal	2.350 F	1.350 F
Lapin naturel	1.350 F	950 F
Mouton champagne	1.450 F	780 F
3/4 Mouton doré	2.450 F	1.450 F

PELISSES

Intérieur Castorette, col Ragondin	3.750 F	2.450 F
Intérieur Renard	5.850 F	4.350 F
Intérieur Lapin, col Marmotte	2.850 F	1.950 F
Intérieur Lapin	1.850 F	1.450 F

Les plus larges facilités de paiement
Reprise en compte de vos fourrures actuelles au plus haut cours

115,117,119
rue La Fayette
PARIS 10^e
PRES GARE du NORD

100
Av. Paul Doumer
PARIS 16^e
ANGLE RUE de la POMPE

MAGASINS OUVERTS TOUS LES JOURS DE 9H30 A 19H
SANS INTERRUPTION SAUF LE DIMANCHE

de stabilité à Rabat

Le Maroc a connu une période de stabilité politique et économique. Le roi Hassan II a pris des mesures pour renforcer la démocratie et la justice. Le pays a connu une croissance économique soutenue et une amélioration des conditions de vie de la population. Le Maroc est devenu un pays émergent et a gagné en influence internationale.

S E



LE PALAIS ROYAL

EUROPE

Albanie

Les rumeurs sur la mort de M. Hodja sont démenties indirectement par plusieurs ambassades

Belgrade (A.F.P.). — Le premier secrétaire du P.C. albanais, M. Enver Hodja, a proposé jeudi 14 janvier au Parlement de Tirane la nomination de M. Adil Carcani au poste de premier ministre, ont annoncé les ambassades d'Albanie à Paris, à Belgrade et à Vienne. M. Carcani succéderait à M. Mehmet Shehu, qui, selon la version officielle, s'est suicidé le 18 décembre dernier « dans un moment de dépression nerveuse ».

La séance de l'Assemblée populaire était présidée par M. Simon Stekeli, président du Parlement. La

suite des débats a été renvoyée à ce vendredi pour procéder à l'investiture de M. Carcani et pour suivre l'examen du plan et du budget pour 1982.

M. Adil Carcani, premier vice-président du conseil des ministres depuis 1974, est né en 1922 à Scutari. Il est membre du bureau politique du P.C. albanais depuis 1974 et vice-président du conseil depuis 1980. Il a été responsable de divers départements techniques et économiques (mines, construction, électrification, commerce extérieur).

Depuis la disparition de M. Shehu, diverses rumeurs ont couru sur le sort de M. Hodja, qui n'avait guère paru en public. Selon ces bruits, M. Hodja aurait été blessé ou tué lors d'un affrontement avec M. Shehu, dont on mettait en doute qu'il se soit donné volontairement la mort, affirmant soit qu'il avait été contraint au suicide, soit qu'il avait été assassiné à la suite d'un différend avec M. Hodja. C'est pour démentir ces rumeurs que les ambassades albanaises ont annoncé la participation de M. Hodja aux travaux parlementaires. Cependant, l'agence yougoslave Tassogov relate que, si la radio albanaise a diffusé le discours de M. Hodja, la télévision, contrairement à son habitude

n'a pas présenté d'images de M. Hodja à l'ouverture de la session. Le journal officiel du parti yougoslave, Borba, affirmait, jeudi, que l'analyse attendue des discours de M. Hodja et Shehu devant le huitième congrès du P.C. en novembre dernier montrait « des fissures dans l'unité » de la direction albanaise. Tandis que le premier secrétaire du parti se prononçait pour « la pureté idéologique et l'radicalisation des résidus du capitalisme dans le pays », proposant la confiscation des derniers lopins de terre individuels, le numéro deux relevait « les difficultés économiques » et « soulignait la nécessité d'améliorer les rapports sociaux à la campagne », ajoutait Borba.

LA « NORMALISATION » EN POLOGNE

SELON LE PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT DE VARSOVIE

1056 personnes ont été relâchées sur les 5906 qui (selon les chiffres officiels) avaient été internées

Au lendemain de la visite à Poznan des journalistes étrangers devant lesquels M. Zdzislaw Pozwalak, président régional de la section de Solidarité, avait regretté d'avoir signé un communiqué approuvant la proclamation de l'état de guerre (le Monde du 15 décembre), le centre de presse du ministère des affaires étrangères à Varsovie a donné connaissance d'une nouvelle déclaration de l'intérieur.

Aux dires des officiels, M. Roswalek se serait rendu jeudi matin 14 décembre à la radio de Poznan pour faire savoir qu'il n'avait subi aucun contrainte et que sa condamnation de l'état de guerre concernait seulement la région de « Grande Pologne », c'est-à-dire celle de Poznan, où la coopération entre les autorités locales et Solidarité était bonne et rendait inutile le recours à des mesures aussi sévères.

De son côté, le porte-parole du gouvernement, M. Urban, a indiqué que 1 060 personnes avaient été relâchées à la date du 13 janvier sur les 5 906 personnes qui, selon les chiffres officiels, avaient

été « internées » entre le 13 décembre et le 5 janvier.

La surveillance stricte instaurée devant les ambassades des pays occidentaux à Varsovie s'est, pour la première fois, relâchée jeudi matin. Cette mesure est interprétée par les observateurs comme un signe de relative détente, de même que le fait que la plupart des théâtres de Varsovie devaient rouvrir leurs portes ce vendredi soir.

Le premier numéro d'un nouveau quotidien, Rzeczpospolita (la République), a été mis en vente jeudi matin. Son rédacteur en chef est M. Jozef Barecki, qui fut porte-parole du gouvernement d'août 1980 à août 1981.

Quatre autres quotidiens nationaux paraissent actuellement : Trybuna Ludu, l'organe du parti, Zolnier Wolnosci, celui de Varsovie, Dzienik Ludowy et Kurier Polski, ceux des formations satellites du POUP, les partis paysan et démocratique.

Cependant, radio Varsovie a annoncé jeudi que M. Bronislaw Wlęgosz, responsable de Solida-

rité à l'usine Gliwici avait été condamné à trois ans de prison pour avoir organisé, dès le 14 décembre, une grève de deux mille ouvriers dans la région de Nowy Sącz, dans le sud du pays. La radio signale que d'autres condamnations pour le même délit ont été prononcées par divers tribunaux et que, tous les jours, « plusieurs centaines » de Polonais sont condamnés à des amendes ou à des peines de détention pouvant aller jusqu'à un mois de prison, pour violation du couvre-feu.

L'arrestation d'un écrivain

Selon d'autres informations parvenues de Varsovie, M. Marian Brandys, auteur de plusieurs essais historiques sur la Pologne du dix-neuvième siècle, et mari de Mme Halina Mikolajewska, actrice, ancien membre du KOR, a été arrêté le 12 décembre. M. Marian Brandys avait signé la protestation contre le régime de la loi martiale, avec sept autres personnalités du monde intellectuel et artistique de Var-

sovie : MM. Stanislaw Broniewski, ancien commandant de scouts pendant l'occupation allemande ; Stefan Kieniewicz, un des plus grands historiens polonais, membre de l'Académie polonaise des sciences ; Mme Zofia Kuratowska, médecin ; MM. Daniel Olbrychski, acteur ; Jozef Rybicki, un des dirigeants de l'AK (armée de l'intérieur) pendant la guerre, prisonnier politique pendant la période stalinienne et ancien membre du KOR ; Mme Wanda Wilkomska, violoniste de renommée mondiale et l'abbé Jan Zieja, aumônier de l'AK pendant la guerre, lui aussi ancien membre du KOR.

La déclaration de loyauté

Une autre protestation signée déjà par plus de quarante personnalités circulerait en ce moment à Varsovie.

Enfin, nous publions ci-dessous le texte de la « déclaration de loyauté » que l'on fait signer aux ouvriers et aux employés :

« Je déclare par la présente avoir pris connaissance de la note du chef administratif du cabinet du conseil des ministres en date du 17 décembre 1981 et je confirme avoir pleinement connaissance du fait que j'ai le devoir de me comporter conformément aux principes de la légalité populaire.

« Me guidant selon l'intérêt de la société et les principes de l'éducation du socialisme, je m'engage à respecter par toute ma conduite l'autorité du pouvoir populaire et d'exécuter scrupuleusement les ordres de service de mes supérieurs en ayant toujours à l'esprit le développement socialiste de la République populaire de Pologne et la maintenance de la fidélité à l'Etat populaire.

« Considérant le fait que de nombreux organes dirigeants du syndicat N.S.Z. Solidarité ont agi au cours de ces derniers mois de façon violente contre les organes constitutionnels du pouvoir et de l'administration, visant à partir de positions contre-révolutionnaires à renverser le régime socialiste, je déclare me retirer de ce syndicat. »

« Le gouvernement japonais, dans une déclaration publiée jeudi 14 janvier, demande à nouveau qu'il soit mis fin le plus rapidement possible à la situation anormale qui prévaut actuellement en Pologne. Le Japon, pour ce texte, « partage avec les pays occidentaux l'opinion que cette situation est le résultat de pressions exercées par l'Union soviétique » et invite ce dernier pays à la « modération ». Enfin, Tokyo, tout en « continuant à étudier quelles mesures appropriées pourraient être prises » en matière de sanctions, « verra à ne pas aller à l'encontre d'ententes mûres et décidées par d'autres pays occidentaux ». — (A.F.P.)

« Pas de visa pour M. Sarda. — Le consulat de Pologne à Paris a refusé à M. François Sarda, avocat au barreau de Paris, un visa l'autorisant à se rendre en Pologne. La Confédération internationale des syndicats libres (C.I.S.L.) avait désigné M. François Sarda comme observateur des procédures engagées contre les syndicalistes polonais.

« PRECISION. — Le Comité de contrôle des fonds de soutien à Solidarnosc précise que M. Georges Minck, membre de ce comité au titre du Comité de coordination Solidarnosc, y figure en tant qu'expert et Français, spécialiste des questions est-européennes et non pas de syndicaliste polonais que pourrait laisser entendre la note remise à la presse et présentée dans le Monde du 15 janvier.

Espagne

LE GOUVERNEMENT LIMOGES LES MEMBRES DU HAUT ETAT-MAJOR DE L'ARMÉE

(Suite de la première page.)

On estime à Madrid que ces explications officielles ont pour but de dédramatiser une situation qui s'est aggravée depuis la publication, le 8 décembre dernier, d'un manifeste des « cent », signé par cent officiers et sous-officiers (dont beaucoup appartenaient à la division blindée Brunete) qui exprimaient ouvertement leurs sympathies pour les officiers impliqués dans la tentative de putsch du 23 février 1981 et qui devaient, en principe, passer en jugement en février ou en mars.

La date exacte de ce procès, qui suscite bien des appréhensions dans les milieux politiques et dirigeants, n'a pas encore été fixée exactement. Selon certaines rumeurs, les avis de plusieurs officiers putchistes auraient menacé de faire des « révélations » délicates pour le gouvernement de Madrid, et pour la personne du roi Juan Carlos, très directement mis en cause depuis quelques semaines dans les casernes.

Dans une déclaration solennelle, l'roi Juan Carlos a personnellement mis en garde le semaine dernière tous ceux qui propagent des « rumeurs » dans les casernes et il s'est plaint publiquement, pour la première fois, d'une « campagne de calomnie » dirigée contre lui et contre les institutions. Le roi a demandé avec fermeté aux militaires de rester « loyaux » à l'égard de la Constitution et à la réclamation des autres secteurs de la société « respect et compréhension » pour les forces armées. Signe supplémentaire d'un malaise grandissant, l'approche d'un procès qui a été instruit avec une prudence et une lenteur révélatrices.

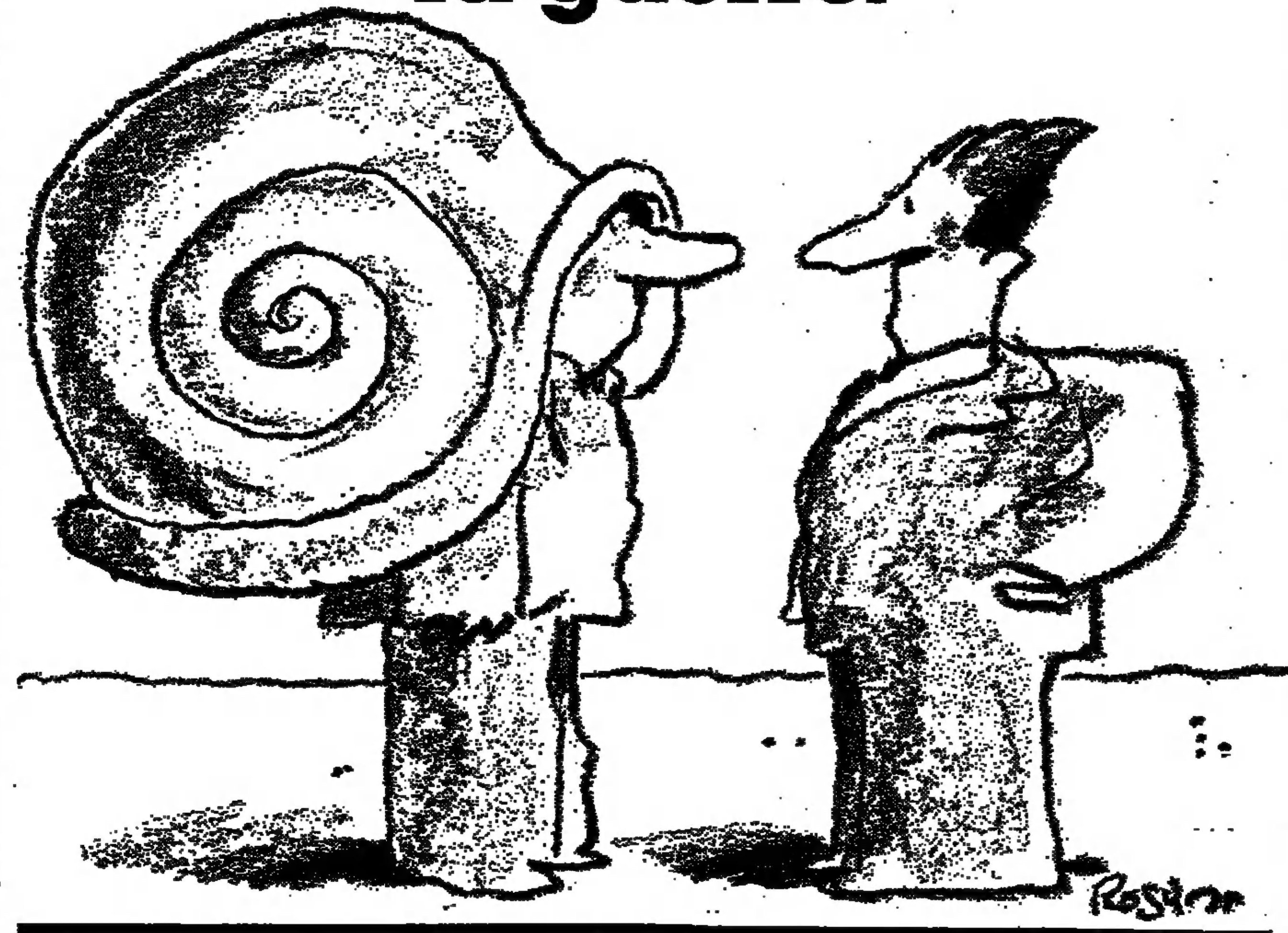
Le reproche, non formulé, adressé aux officiers membres de la Junte et limogés, jeudi, est qu'ils ont manqué de fermeté dans la tentative de rendre son ordre de l'armée. Le général Gabecas, en particulier, passe pour ne disposer d'aucun crédit auprès des commandants d'unités. C'était aussi le cas du général Gutiérrez Mellado, ancien ministre de la défense, dont le comportement avait été particulièrement valeureux pendant l'occupation des Cortes par les compagnons d'aventure du colonel Tejero. Le général Gutiérrez Mellado a pourtant été remercié par le gouvernement avec l'espoir que cette disgrâce donnerait satisfaction aux éléments les plus « durs » des forces armées. Il ne semble pas que le limogement du général Gabecas, dont la nomination avait irrité les ultras, puisse octroyer la grogne des casernes.

M. N.

« Les exportations agricoles de l'Allemagne fédérale vers la C.E.E. ont augmenté plus rapidement que les exportations industrielles. — Selon le gouvernement de Bonn, qui répondait à un parlementaire, en vingt-trois ans, les exportations agricoles allemandes vers ses huit partenaires, ont augmenté de 2 560 %, alors que les exportations industrielles et commerciales (sans les matières premières) n'ont progressé que de 222 %. Les importations agricoles de la R.F.A. ont progressé dans le même temps de 605 %, et les importations industrielles (sans matières premières) de 1 908 %.

LE NOUVEL Observateur

Propriétaires, locataires : la guerre.



DOSSIER SPECIAL LOGEMENT

- A qui profite la loi Quillot ?
- Les prix moyens de location dans 25 grandes villes.
- Quatre conseils de Roger Priouret à ceux qui veulent acheter un logement en 1982.
- Les prix moyens d'achat dans 25 grandes villes.
- Comment de riches locataires, comme certains petits malins, utilisent les astuces de la surface corrigée.
- Mes 30 démenagements, par François Caviglioli.
- Interviews contradictoires du directeur général de l'Union nationale de la propriété immobilière et du président de la Confédération nationale du logement.

Au sommaire du même numéro :

PC-PS : l'effet Poperen.

Ce qui se passe au « Monde ».

CETTE SEMAINE

Jocelyn
PARIS

4, FG ST-HONORE
78, CH-ELYSEES LIDO

SOLDE

SES COLLECTIONS
(HOMME-FEMME)

couture
chaussures
sacs bagages
accessoires

ET SES REPERCUSSIONS

DIPLOMATIE

M. Maurice Delour est mort

1982.01.15

EUROPE

ET SES RÉPERCUSSIONS

AU COURS D'UN DÉBAT TUMULTUEUX AU BUNDESTAG

M. Schmidt et l'opposition se rejettent la responsabilité de la mauvaise image de l'Allemagne fédérale dans la presse occidentale

Bonn. — Depuis bien longtemps, le Bundestag n'avait pas connu un tel tumulte que celui auquel on assista au cours du débat qui a consacré, jeudi 14 janvier, à la crise polonaise. Pendant plusieurs minutes, le chancelier Schmidt fut incapable de poursuivre son discours face aux furieuses protestations des chrétiens-démocrates. Cette empoignade ne reflète pas seulement des divergences politiques entre le camp gouvernemental et celui de l'opposition. Elle est aussi pour une bonne part le résultat de l'inimitié personnelle qui se manifeste entre M. Schmidt et le leader de la C.D.U., M. Kohl.

De notre correspondant

entre le nazisme d'autrefois et le parti chrétien-démocrate d'aujourd'hui. M. Kohl s'est même étonné que de tels propos aient pu être tenus par le chancelier, alors que bien des choses pourraient être dites au sujet du député Helmut Schmidt. Tout le monde au Bundestag avait compris l'allusion : pendant la guerre, en effet, le jeune lieutenant Schmidt avait, sur l'ordre de ses supérieurs, été envoyé comme observateur de la Luftwaffe au procès des conjurés anti-hitlériens du 20 juillet 1944. Après avoir indiqué que bien des dirigeants de la C.D.U. ont, à ce moment-là, défendu l'"autre Allemagne", M. Kohl a lancé une attaque encore plus directe. Le leader de la C.S.U. bavaroise, M. Strauss, dit-il, « n'a pas à se demander quelle était sa position en juillet 1944 ». Quant au président de la C.D.U., il était alors âgé de quatorze ans.

gouvernement de Bonn poursuivait, à l'égard de la Pologne, une politique « de suppression de la liberté telle qu'elle avait été convenue en 1939 par Hitler et Staline » (1). Répliquant par avance à ce réquisitoire, le chancelier avait soutenu que, au contraire, ses visites à Washington et à Paris auraient mis en évidence un accord presque parfait au sein de l'alliance occidentale. Français et Allemands en particulier adopteraient la même attitude lorsqu'il s'agit de prendre des « mesures concrètes ». Ainsi, M. Chrysosom n'a pas seulement dénoncé comme une « absurdité » les attaques de ceux qui veulent voir en M. Schmidt un « neutraliste » ; à propos du gazoduc sibérien, le ministre français aurait résumé de façon très claire la position commune de Paris et de Bonn en disant qu'il n'y a pas lieu de « nous sanctionner nous-mêmes ».

Face aux nombreuses critiques dont il a été l'objet un peu partout à gauche, de la « faiblesse » dont il ferait preuve dans la crise polonaise, le chancelier a adopté une très vieille tactique : passer tout de suite à l'offensive. Il n'a donc pas craint de dire que l'opposition chrétienne démocrate aurait, par son attitude, inspiré ou même stimulé les attaques des médias français et américains. Les adversaires de M. Schmidt auraient ainsi « réveillé des voix » que celui-ci n'aurait « plus jamais voulu entendre ». Allant encore plus loin — peut-être un peu trop — le chancelier a indiqué que les campagnes de l'opposition auraient pour conséquence d'encourager les « vieux nazis » à se manifester, en prenant position à la fois contre la Pologne, contre la Russie et contre la République fédérale. Lorsqu'il s'est écrié : « Voilà le produit de ce que vous avez semé », la tempête a éclaté sur les bancs chrétiens-démocrates.

M. Kohl a encore rappelé que, il y a quelques mois, il avait défendu le chancelier contre les attaques injustifiées de M. Begin touchant le rôle de M. Schmidt pendant la guerre. Aussi, les insinuations calomnieuses du chancelier rendraient-elles très difficile, selon lui, le maintien de « rapports humains » au Bundestag.

Tout en reconnaissant que l'affaire polonaise a peut-être éveillé plus d'émotion sur les bords de la Seine que sur ceux du Rhin, le chancelier a soutenu que, au lieu d'exprimer bruyamment son « indignation morale », le gouvernement de Bonn vise plutôt à exercer une influence réelle sur l'évolution des choses à Varsovie. Pour cela, il faudrait éviter tout ce qui semblerait à la guerre froide ou même à une confrontation entre l'Est et l'Ouest. Le chancelier n'en a pas moins mis en cause le gouvernement de Varsovie, dont « aucun signe ne montre qu'il ait rempli ses promesses de reprendre le chemin des réformes », tout comme celui de Moscou, dont la responsabilité « risque de mettre en danger la confiance dans la coopération entre l'Est et l'Ouest ».

Le chef de l'opposition répondit avec la même violence, dénonçant la mauvaise conduite de l'opposition qu'une certaine parenté subsisterait

entre le projet de résolution présenté par les chrétiens-démocrates, qui mettaient l'accent de façon très claire sur les responsabilités soviétiques et sur la nécessité de sanctions politiques et économiques. Le texte adopté par la majorité socialiste libérale prévoit seulement que le problème polonais doit être soulevé à la conférence de Madrid sur la coopération européenne.

En fin de compte, le Bundestag a rejeté le projet de résolution présenté par les chrétiens-démocrates, qui mettaient l'accent de façon très claire sur les responsabilités soviétiques et sur la nécessité de sanctions politiques et économiques. Le texte adopté par la majorité socialiste libérale prévoit seulement que le problème polonais doit être soulevé à la conférence de Madrid sur la coopération européenne.

DIPLOMATIE

Les conséquences des mouvements diplomatiques

Grogne dans la Carrière

Les rumeurs, fondées, de nouvelles nominations d'ambassadeurs à des postes importants ou agréables (ou les deux à la fois) commencent à provoquer la grogne au Quai d'Orsay, même dans les rangs les mieux disposés envers le gouvernement.

Il est quasi certain que M. Claude de Krompholz, cinquante-neuf ans, qui a derrière lui une longue carrière de fonctionnaire international et qui est depuis 1968 conseiller pour les affaires internationales de la Banque de Paris et des Pays-Bas, sera nommé ambassadeur à La Haye quand l'actuel titulaire du poste, M. G.-D. Jurgensen, ambassadeur de France, atteindra, l'été prochain, l'âge de la retraite.

Il est, d'autre part, probable que l'écrivain François-Régis Baillif sera nommé ambassadeur à Stockholm en remplacement de M. Gérard Gausson.

Le recrutement extérieur pour les postes diplomatiques n'est pas une pratique nouvelle, et elle est beaucoup plus répandue dans d'autres pays (aux Etats-Unis, notamment) qu'en France. Ce qui alimente la grogne dans la Carrière, c'est d'abord une question de proportion. Les nominations à La Haye et

Stockholm viendront, chronologiquement, après celles de Mme Jacqueline Baudrier, ex-présidente de Radio-France, comme ambassadeur auprès de l'UNESCO ; de M. Gilles Martinet, journaliste, membre du comité directeur du P.S. à Rome ; de M. Francis Guzman, ancien industriel et directeur général de la Croix-Rouge, au poste le plus élevé de l'administration centrale, le secrétariat général ; de M. Georges Vinson, médecin, ami de M. Mitterrand, aux Seychelles, et de M. Vannier-Pellier, ancien P.-D.G. de Renault, à Washington.

Mais ce qui irrite plus encore, c'est que, contrairement aux promesses faites, l'"ouverture" à l'extérieur joue à son avantage. Depuis le changement de gouvernement, aucun diplomate n'a été nommé à une fonction importante hors du Quai d'Orsay. Cette anomalie devrait cependant recevoir un début de correction : M. Jean-Pierre Brunet, qui quitte l'ambassade de Bonn (et qui n'a pas voulu celle de Moscou), sera nommé à la tête d'une grande entreprise nationale. Il reste que plusieurs de ses collègues se trouvent, sans avoir aucunement démérité, sur la voie de garage. — M. D.

AMBASSADEUR DE FRANCE

M. Maurice Dejean est mort

M. Maurice Dejean, ambassadeur de France, commandeur de la Légion d'honneur et médaillé de la Résistance, est mort à Paris le 14 janvier.

Né en 1899, licencié en lettres et diplômé d'études supérieures de philosophie, Maurice Dejean avait été avant la seconde guerre mondiale secrétaire d'ambassade à Berlin, puis, de 1939 à 1940, sous-chef de cabinet du ministre des affaires étrangères (alternativement Daladier et Paul Reynaud), puis de Gaulle en 1941, il a été directeur des affaires politiques de la France libre, puis commissaire national aux affaires étrangères et, après la Libération, directeur politique au Quai d'Orsay. A partir de 1945, il est successivement ambassadeur à Prague, représentant de la France à l'Assemblée internationale de la Ruhr (1949), ambassadeur à Tokyo (1953) et commissaire général en Indonésie pendant la dernière période de la guerre, en 1953 et 1954. En décembre 1955, il est

nommé ambassadeur à Moscou, un poste qu'il occupera pendant huit ans, au point de devenir, au début de 1964, doyen du corps diplomatique dans la capitale soviétique.

Le général de Gaulle lui confia pendant la guerre à cette date, à la suite de résolutions d'un conseil de guerre du K.G.B. (police secrète soviétique) relatant des aventures sentimentales compromettantes pour l'ambassadeur. Nommé d'abord conseiller diplomatique au gouvernement, puis admis à faire valoir ses droits à la retraite quelques mois plus tard, tout en étant élevé à la dignité d'ambassadeur de France, Maurice Dejean cessa de servir lors de son départ pour la retraite, ainsi qu'il l'association France-U.R.S.S.

M. Berlinguer refait l'unité du P.C.I. sur une ligne hostile à l'U.R.S.S.

Rome. — « Combien d'ouvriers italiens, même parmi l'ouvrière qui soulevait véritablement un déshonneur du capitalisme et qui veut construire une société socialiste dans notre pays et en Europe occidentale, aspirent-ils à un type de société et à un ordre économique et politique comme celui qui existe en U.R.S.S. ? Je pense que si l'on procédait à un référendum, une étroite majorité se prononcerait favorablement. » L'argument, pour un peu court de son côté, utilisé par la droite pour discréditer l'idée socialiste dans son ensemble et la ramenant à son « modèle soviétique », n'a pas fait pour M. Berlinguer, secrétaire général du P.C.I. Il l'a en effet utilisé dans les conclusions d'une session du comité central sanctionnant par un vote à la quasi-unanimité une condamnation et une prise de distance sans détour de l'Union soviétique par un vote à la quasi-unanimité des délégués de Pologne (le Monde du 15 décembre).

De notre correspondant

la sensibilité prosocratique apparaissant très minoritaire. Pour les communistes italiens aujourd'hui, le prosocratisme dont M. Cossutta s'est fait le porte-parole, n'apparaît que comme un phénomène résiduel. Politiquement, idéologiquement sans doute. Mais s'agit-il d'une étroite minorité ? On peut se demander si quantitativement le phénomène est aussi clair à la base du parti. En fait, les communistes italiens paraissent convaincus que loin de clore un débat, la « réflexion » sur les événements polonais et les conclusions du comité central ouvrent un débat plutôt qu'il ne le ferme. A cet égard, le congrès régional du P.C. sicilien qui s'est ouvert jeudi 14 janvier sera révélateur.

insérer cette troisième voie dans le cours de l'évolution du mouvement ouvrier en distinguant d'un autre concept : troisième phase (dans la marche vers le socialisme), la seconde étant le communisme. « La troisième voie est caractérisée par les rapports avec les modèles de type socialiste et avec les expériences social-démocrates. La formule « troisième phase » faisant référence, au contraire, à l'expérience historique et donc aux deux précédentes phases de développement qu'a connues le mouvement ouvrier européen. La troisième voie n'est possible qu'en référence à cette troisième phase. »

Seul le rapport dialectique entre troisième voie et troisième phase permet, selon M. Berlinguer, de concilier socialisme et démocratie. Cette démarche, à moins d'en rester à des jeux dialectiques, conduit le P.C.I. à se chercher de nouveaux atterrages dans la réalité italienne et internationale. En premier lieu, certes, il se tourne vers le P.S. italien, mais celui-ci est-il disposé à répondre aux ouvertures de M. Berlinguer ? C'est davantage vers un « nouvel internationalisme » que le P.C.I. fonde ses espoirs : en regardant vers les partis socialistes et sociaux-démocrates européens.

Un modèle erroné

Le P.C.I. semble avoir consommé une coupure. S'agit-il d'une rupture avec l'Union soviétique ? Dans les faits, sans doute, mais le mot n'est pas prononcé. Tout en restant, formellement du moins, au niveau du droit à la critique entre les partis. En fait, jamais le P.C.I. n'avait été aussi loin, se contentant pas seulement de critiquer certains aspects « douteux » de la politique de puissance de l'Union soviétique, mais mettant en cause les fondements mêmes du système soviétique tant intérieur qu'extérieur. Aujourd'hui, la diversité dans l'unité n'est plus ce constat nécessaire et inévitable dont Togliatti fit une de ses thèses. Il n'y a plus d'autre issue que revivifier la diversité face à un modèle jugé désormais non seulement dépassé, mais encore erroné.

Le P.C.I. semble avoir consommé une coupure. S'agit-il d'une rupture avec l'Union soviétique ? Dans les faits, sans doute, mais le mot n'est pas prononcé. Tout en restant, formellement du moins, au niveau du droit à la critique entre les partis. En fait, jamais le P.C.I. n'avait été aussi loin, se contentant pas seulement de critiquer certains aspects « douteux » de la politique de puissance de l'Union soviétique, mais mettant en cause les fondements mêmes du système soviétique tant intérieur qu'extérieur. Aujourd'hui, la diversité dans l'unité n'est plus ce constat nécessaire et inévitable dont Togliatti fit une de ses thèses. Il n'y a plus d'autre issue que revivifier la diversité face à un modèle jugé désormais non seulement dépassé, mais encore erroné.

Philippe Pons.

« Pologne : plusieurs organisations C.G.T. ont réaffirmé leur soutien à la position confédérale, dénonçant toute tentative de dénaturation » de l'analyse de la C.G.T. La commission exécutive de la Fédération des affaires sociales, le bureau de l'Union fédérale des retraités des transports, celui de la Fédération française des travailleurs du livre, la Fédération des services publics, le syndicat national des agents des douanes et l'union locale du vintiquième arrondissement à Paris souhaitent d'une manière générale, la levée du régime d'exception en Pologne.

JEAN WETZ.

(1) M. Kohl fait probablement allusion à un « point de vue » de M. Philippe de Saint-Robert (publié dans le Monde du 20 décembre), qui écrivait notamment : « Pour ne jamais s'engager dans les affaires polonaises, il n'y a pas de doute que l'Europe comme l'Allemagne et la France, il est donc bien rassurant de voir (...) en deux nouvelles conjonctions de tous les engagements et de tous les démentis de la Pologne, se retrouver d'accord sur l'essentiel, et, chez elles, se fait qu'un avec l'essentiel. »

Cette violence distribue à l'endroit de M. Cossutta s'explique sans doute par le caractère oral de l'intervention de M. Berlinguer. Elle semble aussi être la conclusion d'un long processus de maturation : le P.C.I. tire en fait la conclusion logique d'un débat qui le secoue de plus en plus profondément depuis dix ans.

ski france suisse
Service enfants
de 7 à 20 ans
Vacances de Février
et Pâques

Thomas Cook
25, rue de la Pépinière
75008 PARIS 260-33-20

ROCHE-BOBOIS
Etonnant

Étonnant le prix de ce canapé en buffle, une Edition Spéciale de Roche-Boboï. Étonnant et superbe cette couleur, un bleu marine profond et satiné. Étonnant enfin, ce buffle à l'aspect riche et au toucher très souple, sous lequel s'épanouit de la plume molle mêlée à de la mousseline qui en accroît l'élasticité naturelle.

*Des marchés programmés à l'avance, nous permettront de vous faire bénéficier, pendant un temps limité, d'un prix très préférentiel sur ce modèle.

A Paris, 92-98, bd de Strasbourg - 10 à 18, rue de Lyon - 207, bd St-Germain
52, avenue de la Grande-Armée, En banlieue, Athis-Morin, 37, rue de Fontainebleau
Bourg-la-Reine, 73, bd du Mal Joffe - Melun, 2, rue St-Etienne
Versailles, 6, rue au Pain (pl. du Marché) et dans toutes les grandes villes de France.

ISATION EN POLOGNE
GOVERNEMENT DE VARSOVIE
relâchées sur les 5906
ficiels) avaient été internées

leur
doires :

Jockey
SOLD
TESEMA

Le Monde

politique

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES PARTIELLES DES 17 ET 24 JANVIER

LA VISITE DE MM. MAUROY ET RALITE A VITRY-LE-FRANÇOIS

Le souvenir de Valmy

Vitry-le-François. — La troisième circonscription de la Marne appartient à ces hauts lieux où les événements du passé y sont si fortement inscrits. Le souvenir de Valmy est si présent dans l'âme de la ville qu'il a même été inscrit sur la façade de la mairie. C'est pourquoi, le 14 janvier, jour de la bataille de Valmy, les élus de la ville ont tenu à honorer ce jour. Ils ont organisé une cérémonie à la mairie, où M. Jean-Louis Maury, député-maire, a prononcé un discours. Il a évoqué le souvenir de Valmy et a souligné l'importance de ce jour pour la ville. Il a également évoqué le rôle de la ville dans l'histoire de France. M. Maury a déclaré que la ville de Vitry-le-François était fière de son passé et qu'elle continuerait à honorer ce jour. Il a également évoqué le rôle de la ville dans l'histoire de France. M. Maury a déclaré que la ville de Vitry-le-François était fière de son passé et qu'elle continuerait à honorer ce jour.

De notre envoyé spécial

qui avaient fleuri sous quelques mois, a souligné M. Maury. Le changement, mené à un rythme soutenu, ne ressemble guère aux autres changements que connaît la région. A la fin de l'année, la France devrait être aujourd'hui à feu et à sang.

« Le cap du bien commun » M. Ralite, pour sa part, a dénoncé le « mépris et l'abandon de la classe moyenne », qui caractérise, à ses yeux, le style de M. Maury. Il leur a opposé « la solidarité, la fraternité, l'humanité, la morale politique » des amis de M. Maury-Léger.

À l'issue de cette journée, M. Maury a déclaré que la ville de Vitry-le-François était fière de son passé et qu'elle continuerait à honorer ce jour. Il a également évoqué le rôle de la ville dans l'histoire de France. M. Maury a déclaré que la ville de Vitry-le-François était fière de son passé et qu'elle continuerait à honorer ce jour.

Seine-et-Marne : que feront les écologistes ?

De notre envoyé spécial

Provins. — La dernière livraison du scrutin du 17 janvier — du Sursaut républicain, journal électoral de M. Alain Peyrefitte, vient de paraître. Elle est la dernière, car le 24 janvier, les élections législatives auront lieu. M. Peyrefitte, qui est député-maire de Provins, a écrit dans son journal que les écologistes doivent se préparer à une campagne électorale. Il a déclaré que les écologistes doivent se préparer à une campagne électorale. Il a déclaré que les écologistes doivent se préparer à une campagne électorale.

« Un homme seul » M. Maury, qui aime à répéter l'ancien refrain des succès, a déclaré que la ville de Vitry-le-François était fière de son passé et qu'elle continuerait à honorer ce jour. Il a également évoqué le rôle de la ville dans l'histoire de France. M. Maury a déclaré que la ville de Vitry-le-François était fière de son passé et qu'elle continuerait à honorer ce jour.

ont constatées, et il a reçu, en l'occurrence, le soutien inattendu de M. Maury. M. Maury a déclaré que la ville de Vitry-le-François était fière de son passé et qu'elle continuerait à honorer ce jour. Il a également évoqué le rôle de la ville dans l'histoire de France. M. Maury a déclaré que la ville de Vitry-le-François était fière de son passé et qu'elle continuerait à honorer ce jour.

M. LECANUET : LE TEMPS D'UNE CERTAINE RÉSISTANCE EST VENU

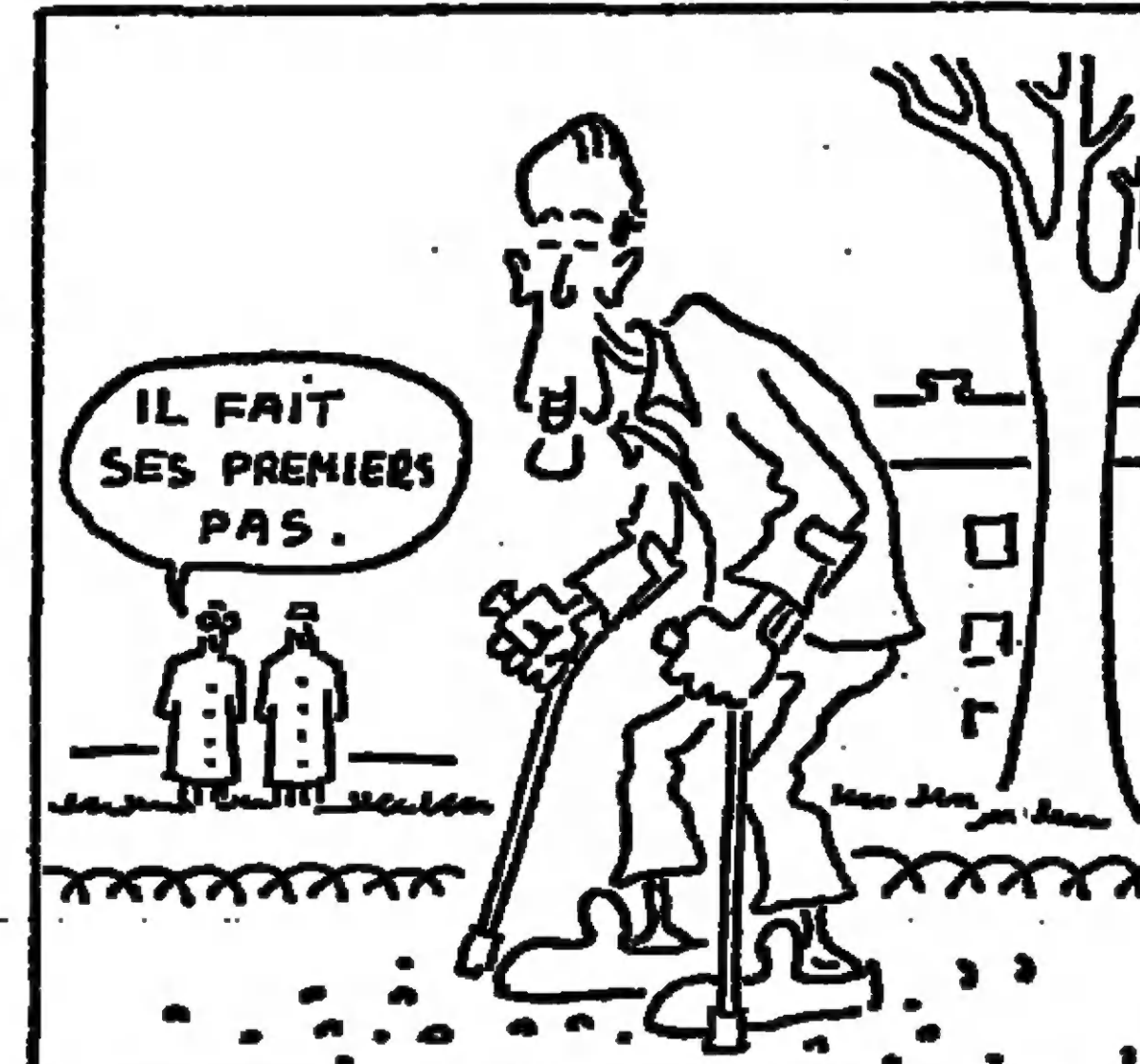
MM. Jean Lecanuet et Jacques Chirac sont intervenus, jeudi 14 janvier, au cours d'une réunion de soutien à M. Pierre de Bénédicte (app. R.P.R.), dont l'opposition dans la deuxième circonscription de Paris a été anéantie par le Conseil constitutionnel. Le président de l'U.D.F., a estimé que « le temps d'une certaine résistance est venu » pour ceux qui sont attachés aux valeurs essentielles. Il a précisé que cette élection partielle devait manifester cette volonté de résistance contre les mirages et les illusions de l'hétéroclite coalition socialo-communiste.

M. LAURENT (P.C.F.) : LES ÉVÉNEMENTS DE POLOGNE N'ONT PAS PORTÉ ATTEINTE À LA SOLIDARITÉ GOUVERNEMENTALE

M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., a participé, jeudi 14 janvier, à une réunion organisée, dans un préau d'école, par les communistes de la 12^e circonscription de Paris, pour soutenir la candidature de M. Giscard d'Estaing (P.S.) à l'élection législative partielle du 17 janvier.

M. Valéry Giscard d'Estaing : « Le déficit commence par l'euphorie et finit par la facture »

M. Giscard d'Estaing se défend d'avoir fait sa rentrée politique jeudi 14 janvier en venant soutenir M. Jacques Dominati, candidat de l'opposition dans la deuxième circonscription de Paris. « On ne fait de rentrée politique qu'en s'adressant à l'ensemble des Français », a déclaré l'ancien chef de l'État dans la permanence du candidat, boulevard Sébastopol, où l'attendaient une centaine de sympathisants, de jeunes « ga-



(Dessin de KONK.)

LES VŒUX DU PREMIER MINISTRE AUX JOURNALISTES

M. Maury : le gouvernement révisera les textes régissant la vie de la presse

Présentant ses vœux aux journalistes, jeudi après-midi 14 janvier, à l'hôtel Maitignon, M. Pierre Maury a évoqué l'appréhension que « qu'il ne manquera pas dans certaines rédactions » sur l'avenir de la presse. « Il n'est pas en mon pouvoir de dissiper aujourd'hui toutes ces inquiétudes », a-t-il déclaré, mais le premier ministre. « Il n'est pas possible, dès notre arrivée, de réformer les règles de la presse pour l'année budgétaire qui commence. Une revalorisation sensible (35,5 %) des crédits consacrés aux aides directes est toutefois intervenue et la TVA sur les périodiques a été maintenue, pour un an, à 4 % alors qu'elle aurait dû passer à 7 %. Une réflexion et une concertation sont en cours pour l'année budgétaire qui commence. Une revalorisation sensible (35,5 %) des crédits consacrés aux aides directes est toutefois intervenue et la TVA sur les périodiques a été maintenue, pour un an, à 4 % alors qu'elle aurait dû passer à 7 %. Une réflexion et une concertation sont en cours pour l'année budgétaire qui commence.

cardiens, de collègues d'affiches et un quartier de journalistes entourant l'ancien député U.D.F., a déclaré, jeudi 14 janvier, que la campagne de M. Giscard d'Estaing était une campagne de caractère local sans aucune portée nationale. Mais en venant soutenir M. Dominati « en tant que fidèle de l'État », pour le moins, « rappeler qu'il se considère toujours « en réserve de la République ». — A. P.

M. LE PEN : MITTERRAND C'EST GISCARD EN PIRE

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national (extrême droite), a déclaré, jeudi 14 janvier, que la campagne de M. Giscard d'Estaing était une campagne de caractère local sans aucune portée nationale. Mais en venant soutenir M. Dominati « en tant que fidèle de l'État », pour le moins, « rappeler qu'il se considère toujours « en réserve de la République ». — A. P.

Du baume sur le cœur

Ce sont, toutefois, dans les communes plus urbaines, plus « ouvrières », que va se jouer le scrutin, tout dépendant du report, au deuxième tour, des voix communistes. A Provins, estime M. Jean Valéry, professeur de mathématiques, son conseiller municipal communiste de la ville et conseiller général l'entente P.S.-C. est la plus équilibrée. A Montargis — la cité la plus industrielle et la plus peuplée du canton — c'est moins évident. D'abord, parce qu'il existe un conseil municipal d'extrême droite, mais aussi parce que les élections cantonales de 1979, un mauvais report des voix socialistes avait entraîné la défaite du maire communiste.

MICHEL CASTAING

Plusieurs juristes expriment leur approbation de l'œuvre accomplie par M. Alain Peyrefitte, comme garde des sceaux, et souhaitent qu'elle reçoive du peuple une adhésion massive à l'occasion de ce scrutin. Ce sont Jean-Yves Bongert, MM. Albert Buisson, André Desnoes, Roland Albert, Jacques Foyer, Jean-François Goyard, Roger Jambon, Michel Jasson, Jean-Claude Lepetit, François Tard, professeur à Paris-II, Albert Chauveau (Lyon-III), Mme Michèle-Laurie Bassat (Paris-XII), Mme Alain Vianier (Gers), Richard Brunello, Claude Flament, Georges Fichet, André Guilbert, François Sarda, Jean-Marie Varet, Michel Villard, avocat à la cour d'appel de Paris, Michel Fustin, président honoraire du tribunal de grande instance de Bobigny, Georges Reynaud, conseiller honoraire à la Cour de cassation, Freddy Sauter, conseiller honoraire de la chambre nationale d'Édgar Savitry, avocat à la cour d'appel d'Amiens.

SCANDINAVIEN
SUIK

62/10/15/20

47.1.10.15.20

DES 17 ET 24 JANVIER

que feront les écologistes?

De notre envoyé spécial à Paris

Le débat sur l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie a été l'un des thèmes dominants de la semaine dernière. Les écologistes ont été nombreux à se prononcer sur ce sujet. Certains, comme M. Emmanuelli, ont soutenu l'indépendance, tandis que d'autres, comme M. Stirn, ont soutenu la France. Les écologistes ont également souligné l'importance de la participation des populations locales dans le processus de décision.

Un homme

Le débat sur l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie a été l'un des thèmes dominants de la semaine dernière. Les écologistes ont été nombreux à se prononcer sur ce sujet. Certains, comme M. Emmanuelli, ont soutenu l'indépendance, tandis que d'autres, comme M. Stirn, ont soutenu la France. Les écologistes ont également souligné l'importance de la participation des populations locales dans le processus de décision.

Un homme

Le débat sur l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie a été l'un des thèmes dominants de la semaine dernière. Les écologistes ont été nombreux à se prononcer sur ce sujet. Certains, comme M. Emmanuelli, ont soutenu l'indépendance, tandis que d'autres, comme M. Stirn, ont soutenu la France. Les écologistes ont également souligné l'importance de la participation des populations locales dans le processus de décision.

Au R.P.R. M. BERNARD PONS NOMME VINGT-QUATRE CHARGES DE MISSION

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., a annoncé mercredi 13 janvier la nomination de vingt-quatre charges de mission auprès de lui. Ce sont : MM. Yves Lancelin, député (désigné), Pierre Manger, député (désigné), Claude Martin, ancien député (désigné), Mmes Noëlle Dewavrin (libertés publiques et problèmes juridiques), Michèle Allot (conseil public), MM. Jean-Marie Vialat (politique industrielle), Louis Souvet, sénateur (emploi), Jacques Daurès et Bernard Valois (P.M.E.-P.M.I.), Jacques Codratin, député (cadres), Henry Berger, ancien député (professions libérales), Jean-Claude Pasty, ancien député, et Jean Moncel (agriculture et agro-alimentaire), Marcel Blanchard (commerce et artisanat), Adrien Gouteyron, ancien député (éducation), Alain Gillet (ordre de vie), Mme Françoise de Panafieu (famille), M. Philippe Mout (sécurité), Christian Bergelin, député (sport), Mmes Jacqueline Crépé (personnes âgées et handicapées), Françoise Sème (action féminine et consommateurs), M. Michel Hamon (rapatriés), Grégoire Dires (finances publiques), Roger Karoutchi (jeunes).

M. Pons a également nommé deux députés nationaux aux élus locaux. M. Jacques Boyon, ancien député, a été nommé adjoint à M. Jean-Pierre Casabiel, ancien député. M. Gérard de Firal étant chargé de mission.

M. COUSTÉ SE DÉMET DE SON MANDAT DE PARLEMENTAIRE EUROPÉEN

M. Pierre-Bernard Cousté, député du Rhône, appartenant au R.P.R., a informé M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., qu'il se démettait de son mandat de représentant à l'Assemblée des Communautés européennes de Strasbourg. M. Cousté, qui avait refusé de prêter le serment de « tourniquet » après avoir été élu sur la liste D.F.P., soutenu par le R.P.R. en 1979, avait été mis en demeure de prêter le serment le 13 janvier, de choisir entre son appartenance à l'Assemblée de Strasbourg et son appartenance au groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale à Paris.

LE PROJET SUR LES ORDONNANCES EN NOUVELLE-CALÉDONIE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les silences calculés de M. Emmanuelli

Au terme de la procédure législative, le gouvernement devrait être autorisé à promouvoir, par ordonnances, en Nouvelle-Calédonie, les réformes nécessaires par la situation dans ce territoire. Lorsque celles-ci auront été mises en œuvre, à l'expiration du mandat de l'Assemblée nationale, le projet de loi sera soumis à l'Assemblée nationale. Le secrétaire d'Etat chargé des DOM-TOM, qui n'exclut aucune hypothèse quant à l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie, en a trop dit ou pas assez. A dessein. Prônant une approche pragmatique, placé devant une situation qui peut rapidement dégénérer en « spirale de violence », M. Emmanuelli sait qu'il ne peut se permettre d'envisager lui-même l'hypothèse de l'indépendance, parce que les conséquences, en Nouvelle-Calédonie, en seraient catastrophiques. Le seul mot d'indépendance, prononcé officiellement à Paris, peut engendrer, à Nouméa, une situation que le gouvernement n'est pas certain de pouvoir maîtriser.

M. Emmanuelli est contraint à la litote : « Il faut d'abord préparer et construire. » Quel ? L'avenir du territoire bien sûr. L'ancien député socialiste des Landes, qui est plutôt, par nature, partisan des situations claires et des solutions franches, a bien du mal à faire ses préférences personnelles. Ainsi se contente-t-il de saluer la position « fort courageuse » de M. Stirn (U.D.F.), qui,

lui, se prononce — nettement — en faveur d'une indépendance préparée de la Nouvelle-Calédonie. L'ancien secrétaire d'Etat aux DOM-TOM est prêt à aider M. Emmanuelli quand celui-ci aura pris sa décision, mais, ajoute-t-il, il vous faut trancher. M. Stirn pense que le flou est la pire des politiques et conseille même au gouvernement de s'inspirer de l'indépendance — réussie — de Djibouti. M. Emmanuelli s'est montré sensible au ton plutôt conciliant du député U.D.F., tout en constatant que le point de vue exprimé par celui-ci doit être assez minoritaire au sein de la formation à laquelle il appartient.

Oblié de mettre en œuvre une politique des « petits pas », le secrétaire d'Etat se contente d'enregistrer avec satisfaction la « cassure » de la majorité à l'Assemblée territoriale. Celle-ci n'est-elle pas la preuve que la mission du nouveau haut commissaire dans le territoire, M. Nucci (P.S.), est en train de porter ses fruits ? Telle est en tout cas la tactique choisie.

A bien des égards, la position de M. Emmanuelli n'est pas enviable. Un échec en Nouvelle-Calédonie deviendrait un échec politique dans le territoire, M. Nucci (P.S.), en insistant M. Stirn, pas la nôtre. Chacun son tour.

LAURENT ZECCHIN

Le projet de loi sur les ordonnances en Nouvelle-Calédonie a été adopté par 321 voix contre 148.

M. Emmanuelli a déclaré qu'il était satisfait de la décision de l'Assemblée nationale.

M. Stirn a déclaré qu'il était déçu de la décision de l'Assemblée nationale.

M. Emmanuelli a déclaré qu'il était satisfait de la décision de l'Assemblée nationale.

M. Stirn a déclaré qu'il était déçu de la décision de l'Assemblée nationale.

M. Emmanuelli a déclaré qu'il était satisfait de la décision de l'Assemblée nationale.

M. Stirn a déclaré qu'il était déçu de la décision de l'Assemblée nationale.

M. Emmanuelli a déclaré qu'il était satisfait de la décision de l'Assemblée nationale.

M. Stirn a déclaré qu'il était déçu de la décision de l'Assemblée nationale.

M. Emmanuelli a déclaré qu'il était satisfait de la décision de l'Assemblée nationale.

M. Stirn a déclaré qu'il était déçu de la décision de l'Assemblée nationale.

M. Emmanuelli a déclaré qu'il était satisfait de la décision de l'Assemblée nationale.

M. Stirn a déclaré qu'il était déçu de la décision de l'Assemblée nationale.

UNE RENCONTRE AU SOMMET ENTRE LE P.S. ET LA C.G.T. EST A L'ÉTUDE

Les dirigeants socialistes vont proposer une rencontre au sommet avec la C.G.T. Cette initiative fait suite à une mise en garde récente de M. Kravtchik adressée au P.S. Le secrétaire confédéral avait, dans un article publié le 28 décembre dans l'Humanité, estimé qu'il est « absolument vain d'espérer, par des pressions extérieures, valoir ce qui relève du débat intérieur » à la C.G.T.

Les derniers contacts officiels entre les dirigeants socialistes et cégétistes remontent au 10 octobre 1979 (M. Mitterrand, alors premier secrétaire du P.S., avait reçu M. Séguin), puis au 17 décembre 1981 : ce jour-là, les représentants de la C.G.T. avaient décliné l'offre du P.S. de participer à un meeting de soutien au peuple polonais.

A la C.G.T., on indique que la rencontre au sommet avec le P.S. est « au stade des hypothèses ».

M. DOMINATI SE RENDRA EN ISRAËL EN FÉVRIER

M. Dominati a adressé une lettre à M. Pierre Mauroy, dans laquelle il écrit : « Au terme de huit mois d'expérience socialiste, je constate que, si M. Mitterrand avait promis de consacrer son premier voyage officiel à Israël, il s'est rendu en Arabie Saoudite d'abord et sans consultation. Ensuite, je constate que M. Cheysson retient à sa table les dirigeants de F.O.L.P. Ibrahim Soussi et Kadoum sans les avoir fait renoncer à la charte assassine dont le candidat socialiste avait pourtant posé pour préalable à toute rencontre le retrait définitif. »

M. Dominati annonce qu'avec une délégation d'hommes politiques français de tous horizons, il se rendra en Israël « pour marquer — même si M. Mitterrand est déçu — que la France, elle, reste fidèle à ses engagements ».

Sulka

COSTUMES, VESTES, PANTALONS, IMPERMÉABLES, VÊTEMENTS DE LOISIRS, PULLS, CHEMISES, ACCESSOIRES

SOLDES

du 13 au 16 janvier

2 rue de Castiglione, Paris 1^{er} (260.38.08)
Angle rue de Rivoli - Parking Vendôme

SCANDINAVIE: DES ECONOMIES SUR TOUTE LA LIGNE.

FAITES DES ECONOMIES

Nouveaux tarifs Air France-Vacances

COPENHAGUE	890 F
OSLO	1130 F
STOCKHOLM	1230 F
GÖTEBORG	1085 F

Les tarifs aller-retour les plus bas au départ de Paris vers la Scandinavie*

Tarifs Economiques: baisse de 10%

Tarif Classe Economique

Egalement en baisse : renseignez-vous auprès de votre Agent de voyages ou auprès d'Air France.

*Vente et transport soumis à des conditions particulières. Pour des départs à partir du jeudi 21 janvier 1982.


Sous réserve d'approbation gouvernementale.

FAITES DES AFFAIRES

Baisse de plus de 15% sur les tarifs Classe Affaires

Et toujours un service de qualité français : Au sol, un comptoir d'enregistrement séparé vous évite une longue attente. En vol, un compartiment vous est réservé à l'avant de l'appareil. Vous y bénéficiez d'un confort plus grand et d'un service de haut niveau.

Un véritable cadre pour les cadres.



LE VOYAGE QU'IL VOUS FAUT.

(Publié)

DES DÉPUTÉS, DES SÉNATEURS, DES CONSEILLERS DE PARIS,
DES PERSONNALITÉS PROFESSIONNELLES DEMANDENT

LE RETRAIT DES ACCORDS D'HELSINKI

L'écrasement de la liberté en Pologne soulève la conscience et l'indignation des pays du monde libre. L'Ouest a été dans le passé le témoin impuissant des événements de Hongrie et de Tchécoslovaquie.

Nous exigeons du gouvernement qu'il poursuive une action concrète :

- Une action sur le plan économique doit être entreprise : une suspension des transferts technologiques, un embargo sur les céréales, l'interdiction aux navires soviétiques de faire relâche dans les ports occidentaux.
- Le boycottage de l'Union soviétique dans le domaine culturel et sportif doit entrer en vigueur.
- Le retrait des pays occidentaux des accords d'Helsinki, qui ont été cyniquement dévoyés par l'Union soviétique, doit devenir effectif.

Les Soviétiques peuvent prétendre qu'ils n'ont rien à voir avec la normalisation. Nous ne sommes pas dupes.

PLUS DE 130 DÉPUTÉS, SÉNATEURS ET CONSEILLERS DE PARIS ONT
SIGNÉ CE TEXTE AVEC LES PERSONNALITÉS PROFESSIONNELLES
CI-DESSOUS :

Aimé AUBERT, Daniel ARNOUX, Pierre BATAILLE, Michel BEDAT, Jean BEYTON, Jean BILLECOQ, Jacques BONCOMPAIN, Yann BONNET, Roger BOUCHER, Martine BOUCHER, M. BOUM, Didier BOURCEAU, Pierre de CALAN, Michel de CAZAUX, Georges CHAVANES, Alain CHEVALIER, Robert CHOTEAU-VOUTERS, Pierre COMAR, A. COURTAIGNE, Jean-Philippe DECRÉ, Jacques DELAIRE, Louis DEVAUX, Philippe DAUBLAIN, Suzanne DUBOUT, Hervé DUFRESNE, Jean ÉCOLE, Jean-Yves EICHENBERGER, Pierre EMANUELLI, René ESCURAT, Pierre GARCETTE, Jacques GUENNEC, Jean-Jacques GUERLAIN, Marie-Noëlle GUILLAUME, Bernard GUY, Robert HALLEY, Maurice HANNART, Bernard HANQUIEZ, André JACOMET, R. JUNQUA, Gérard KAPPE, Vincent LABOURET, Robert LANG, M. LAUGA, Mme LE CALVE, J.-J. LIENGNE, Jean MARTIN, Roland MUESSER, Francis PATRY, Didier ROQUETTE, Stéphane ROUAULT, André SOULIE, Paul SPIET, Jacques TESSIER, Philippe THOMAS, Arnaud de VOGUE, Jean-François WATTEAU, Jean-Jacques WILMOT-ROUSSEL.

« POUR LA POLOGNE », 66, rue La Boétie, Paris-8

Les vrais livres
n'ont pas de petits trous



relier sans petits trous

BON pour documentation à retourner à
MACHPROSER S.A.
41 Bd de Strasbourg
75010 PARIS

Je veux savoir de plus sur le système Unibind
pour relier sans trous.

Nom : Société :
Fonction : Adresse :
Lieu : Téléphone :

MACHPROSER
Siège Social: 41, Bd de Strasbourg, 75010 PARIS
Tél. 523.47.07 - Telex MACHPAR 840851F
Société Anonyme au capital de 100.000 francs - R.C. Paris B 318 083 045

POLITIQUE

« UNE POLITIQUE POUR L'AVENIR »

M. Barre prend date

M. Raymond Barre, qui affichait naguère un mépris souverain pour les contingences de la vie politique, semble aujourd'hui s'en accommoder. Depuis plusieurs semaines, l'ancien premier ministre multiplie les contacts privés, distille les petites phrases, à quelques confidences, avec la volonté manifeste de demeurer présent sur l'arrière-scène politique.

Il se rappelle plus ouvertement au bon souvenir de chacun en publiant, chez Plon, un ouvrage regroupant celles de ses interventions passées qu'il juge « les plus significatives ». Il le fait sous un titre — Une politique pour l'avenir — qui indique, on ne peut plus clairement, que l'auteur se préoccupe de son propre destin. L'ambition de M. Barre — il le dit — est de « prendre position pour l'avenir », surtout prendre date. En attendant, il règle à mots feutrés quelques comptes avec le proche passé.

Outre plusieurs discours et conférences prononcés en diverses circonstances officielles, M. Barre livre au public quatre études économiques rédigées en février 1981, donc à trois mois de l'élection présidentielle. Or, deux de ces textes seulement avaient été publiés, dans les colonnes du Figaro. Les deux au-

tres, consacrés à l'inflation et aux « réalités de l'emploi », étaient jusqu'ici inédits. M. Barre s'en explique en laissant entendre que leur publication n'aurait pas eu l'heur de plaire aux giscardiens.

Après avoir indiqué qu'il avait refusé, pour sa part, de se « mêler » à la pré-campagne électorale — « ce festival de démagogie politicienne », — l'ancien premier ministre écrit, en effet : « Sur l'inflation et l'emploi, ce que je souhaitais dire allait à l'encontre du silence ou des opinions qu'inspiraient ces sujets. Je préférais donc éviter que, devant mes deux textes, les stratèges et tacticiens des divers bords ne croient au scandale ou ne soient plongés dans la consternation ».

M. Barre estime, au demeurant, que les historiens retiendront des résultats de l'élection présidentielle, entre autres, « l'événement égotiste de certaines catégories sociales plus sensibles à leurs intérêts qu'à un enjeu national, mais aussi (...) les réactions négatives de divers milieux nostalgiques des années de facilité à une politique qui appelait un effort prolongé au service de la nation ».

La politique de la gauche au pouvoir ? M. Barre préfère, pour l'in-

stant, ne pas trop en parler : « On ne peut juger sur quelques mois des résultats d'une politique nouvelle, même si de grandes appréhensions sont permises. » Il souligne, au passage, à l'adresse de M. Jacques Chirac et du R.P.R., que, « de plus, bien des critiques actuelles proviennent de ceux-là mêmes qui ont contribué, directement ou indirectement, à l'avènement du nouveau pouvoir ». Il craint, au bout du compte, que pour les Français « le temps de l'état de grâce ne soit suivi du temps de la contrition et de la pénitence ».

En conclusion, le député du Rhône cite Alexis de Tocqueville, qui jugeait le peuple français « plus capable d'héroïsme que de vertu, de génie que de bon sens ». Est-ce à dire que pour M. Barre les citoyens français ont perdu, le 10 mai, ce « bon sens » proverbial sur lequel il fondait lui-même, il y a un peu plus de sept mois, ses infatigables certitudes ?

A.R.

* « Une politique pour l'avenir », Raymond Barre, Plon, 244 p. 50 F (En vente à partir du 22 janvier).

LE COMBAT CONTRE LES DRAGONS

« Père gaudes-vous à droite ! Père gaudes-vous à gauche ! » Il y a du Jean le Bon dans Raymond Barre, tel qu'il se présente dans son livre Une politique pour l'avenir.

Bille en tête, l'ancien premier ministre fonce sur le dragon qu'on lui reproche tant de n'avoir pas vaincu : l'inflation. C'est le premier chapitre inédit de l'ouvrage. Ce n'est pas le moins intéressant. On dit que l'actuel ministre de l'économie et des finances se pose parfois cette question : comment se fait-il que le précédent de M. Mauroy, qui avait fait misé dans son action sur la lutte contre la hausse des prix, ait finalement échoué ?

La réponse donnée par M. Barre est qu'il a fallu se garder à la fois d'une politique de droite, ou si l'on veut « monétariste », qui prônerait plus d'austérité, avec les conséquences sur l'emploi observées « dans certains pays industrialisés », et contre une politique de gauche, prêchant la relance, l'augmentation des dépenses publiques, un assouplissement du crédit, une « valeur plus réaliste du franc ». C'est-à-dire la dévaluation, politique qui exprimait selon lui un choix en faveur de l'inflation.

Si l'on regarde l'indice des prix, les résultats n'ont certes pas été brillants dans la dernière phase (M. Barre a l'honnêteté de dire que ce n'est pas seulement à cause du second choc pétrolier, mais si l'on considère l'évolution des facteurs déterminants de l'inflation (masse monétaire et liquidité de l'économie, déficit budgétaire, pouvoir d'achat des rémunérations), le tableau lui paraît moins sombre car on constate que « le processus de désinflation a été engagé en profondeur ».

Il est assez piquant de lire ce texte écrit fin février 1981 à la lumière de ce que l'on vit aujourd'hui. M. Barre se proposait de ramener en 1982 le taux d'inflation en dessous de 10 %. Cela ne vous dit-il rien ? Il y a mieux : dans les mesures à court terme proposées par l'ancien premier ministre, on trouve ceci : « Dans cadre des procédures conventionnelles, arrêter des modalités nouvelles de fixation des rémunérations afin d'éviter de multiples hausses en cours d'année. Le principe du maintien global du pouvoir d'achat étant admis, il conviendrait de prévoir un petit nombre de mesures fixes (semestrielles par exemple) et l'ajustement des rémunérations sur la hausse des prix en fin d'année ».

Notre propos n'est pas de transformer Delors... en Barre (pardon ! comment résister au jeu de mots ?), mais sur ce point il existe d'étranges similitudes. Car, comme l'écrit notre auteur, « on ne sort pas du jour au lendemain d'une inflation chronique. On ne transforme pas du jour au lendemain des mentalités et des comportements ! ».

Autre dragon : le chômage. M. Barre y consacre l'autre des deux chapitres inédits de son livre. « Si le recul du chômage était une affaire de cœur et de volonté de la part des gouvernements, comment s'expliquerait, devant le monté mondial du chômage, tant de dirigeants aient pu manquer à ce point de cœur et de volonté ? » L'ancien premier ministre rappelle un certain nombre de thèmes, qu'il résume jadis à, souligner : tous les demandeurs d'emploi ne sont pas des chômeurs ; le chômage de 1980 n'est pas celui de 1930 ; l'évolution des sociétés industrielles conduit à des positions intermédiaires entre chômage et activité professionnelle (travail temporaire, partiel, etc.).

Après avoir recensé les causes « classiques » du phénomène (démographie, croissance de l'activité des femmes, inadéquation de l'offre à la demande de travail, chocs pétroliers, réorganisation des structures de production), M. Barre souligne que la situation de l'emploi ne s'est pas détériorée en France aussi profondément que chez ses principaux partenaires. Il rejette d'un revers de main les recettes-miracles (relance globale de l'économie, augmentation du poids de l'appareil administratif, réduction de la durée du travail) et préconise le soutien régulier de l'économie, et l'intensification des mesures spécifiques. « Il faut tout faire pour l'emploi... mais pas n'importe quoi », M. Barre ne dit pas s'il a tout fait, mais on lit entre les lignes qu'il

estime en tout cas avoir fait assez. Rien n'ébranle M. Barre, il a toujours conscience d'avoir raison contre tous ceux qui s'opposent à lui, dans l'ancienne majorité comme dans la nouvelle. Ceux-là sont rapidement rangés dans la classe démagogique, lui seul sachant résister au dévergondage politicien. Raymond Barre, tel qu'en lui-même.

On savait qu'il menait clairement les concepts, que sa dialectique était bien affûtée. Son livre le confirme. On aimerait maintenant qu'il nous livre ses Mémoires, qu'il entoure d'un peu de chair ses idées, qu'il fasse vivre les personnages qui ont glissé sous les lambris de l'Élysée et de l'Élysée avant de tomber dans la trappe.

PIERRE DROUIN

TAPIS D'ORIENT
POUR LES CONNAISSEURS
POUR LES ACHETEURS SÉRIEUX

Atighetchi
le spécialiste depuis 1894
4, RUE DE PENTHIÈVE, 8°
Métro : Mirois - 265.90.43 +
de lundi au samedi inclus.

OUVERT DIMANCHE 17 JANVIER

Le Monde

DIMANCHE

Au sommaire du numéro du 17 janvier

- La belle histoire de Merlin S.A.
- Le face-à-face militaire en Europe.
- Quand Aron était à gauche de Sartre.

- Signes : les marchands de contacts.
- La grand-messe de Twickenham.
- S.O.S. consommateurs en détresse.
- Éduquer les enfants à la paix.
- La stratégie de la petite graine.
- Sauver les ours !
- Japon : les châteaux fous de la sexualité.
- Interview : les paysages de Saul Bellow.

L'actualité du disque

Une nouvelle d'Oswaldo Soriano
« Fantômes de Patagonie »

L'AFRIQUE
EN CONSERVE

A LIVRE DAN

Le Monde

Société

SPORTS

LE «MASTERS» DE TENNIS A NEW YORK

McEnroe bat Connors, mais se fait conspuer

De notre envoyé spécial

L'Américain John McEnroe et le Tchèque Ivan Lendl ont obtenu, le jeudi 14 janvier, au Madison Square Garden de New-York, leur deuxième victoire dans le «Masters» de tennis en battant respectivement l'Américain Jimmy Connors (6-2, 7-6) et l'Argentin Guillermo Vilas (6-4, 6-1), ont assuré leur place en demi-finale.

En revanche, l'Américain Roscoe Tanner, à nouveau battu par son compatriote Eliot Teltscher (6-4, 6-1, 6-4) et l'Argentin Jose Luis Clero, souffrant d'une cheville et dominé par l'Américain Vitas Gerulaitis (7-6, 6-1), sont d'ores et déjà éliminés.

New-York. — La deuxième journée du Masters s'est concentrée, autour du match McEnroe-Connors. Le rencontre était annoncée comme le «règlement de comptes» à O.K. Corral. Une publicité que le Garden s'était efforcée de mettre en évidence pour remplir son arène et compenser la mauvaise recette de son programme inaugural.

Jimmy Connors contre John McEnroe, c'est l'éternel opposé de deux générations. Connors, vingt-neuf ans, numéro 3 mondial au classement de l'Association des professionnels, vainqueur du tournoi de Wimbledon en 1974 et trois fois champion des États-Unis (à Forest Hills), McEnroe, vingt-deux ans, numéro mondial, fut champion à Wimbledon en 1981 et deux fois champion des États-Unis (à Flushing-Meadow). C'est ensuite une rivalité purement américaine : tous deux se disputent la popularité auprès du public yankee.

C'est, aussi, une rivalité technique. McEnroe préfère le jeu serviloque qui prend son plein rendement sur terre ou sur courtif. Connors préfère les coups en diagonale ou diagonaux du fond.

de court, particulièrement redoutables lorsque les balles sont lourdes et que le terrain est lent (c'est-à-dire le plus souvent). C'est enfin une rivalité de tempérament entre les deux hommes. Connors se sert les tripes sur chaque point, chaque jeu, chaque set. Il discute avec après les erreurs d'arbitrage, mais, très fort sur les coups de publicité, il a l'art de mettre le public dans sa poche au bon moment.

Avec McEnroe, c'est une tout autre histoire. Doté du plus beau jeu d'anticipation que nous ayons admiré depuis Rod Laver, McEnroe semble incapable de pousser la moindre philosophie et ne possède aucunement le sens de l'humour. Ce jeune milliardaire du tennis a l'esprit chagrin. Harry Hopman, le grand entraîneur australien, explique ainsi ses attitudes de moral : «McEnroe tente trop de choses, des coups impossibles, comme jadis John Bromwich, mon ancien camarade de la Coupe Davis. Lorsqu'il intercepte une volée risquée, qu'il y met une énergie fantastique, une concentration terrible, et que cette balle superbe est complétement justifiée, il ne peut imaginer que lui qui a le meilleur coup d'œil du monde se soit trompé. Alors il n'est plus maître de ses nerfs et sa folie commence...»

On imagine que pour un vieux renard comme Connors, les algarades de McEnroe avec les juges de ligne sont de l'argent comptant. Mais il a largement vu lors de leurs dernières rencontres, se demander s'il ne s'agit pas d'un numéro de duetistes quand on sait que les deux protagonistes sont parvenus au golf et qu'ils leur arrive de s'entraîner fort gentiment ensemble. Or, dans cette arène du sport commercial où les tabourets du hockey sur glace et du basket sont les condiments dans la foule et les condiments dans la foule, on peut tout supposer.

Ce fut pourtant un combat à la loyale que disputèrent McEnroe

et Connors, au cours de cette soirée éblouissante, commencée dans un silence de cathédrale et terminée dans les clameurs d'un vélodrome. Tout au long du match, gagné par McEnroe sur le score de 6-2, 7-6, le jeu fut en effet d'une qualité supérieure. Au premier set, chaque point fut acquis après des échanges d'une profondeur, d'une tension inégalables.

Au deuxième set, calme et concentré, McEnroe prit encore la tête : 3-0, puis 5-1, puis 6-1. Jusqu'à ce moment-là, redoublant les passing-shots et les lobs meurtriers de son adversaire, il se contentait de renvoyer les balles les plus rapides du fond du court avec une facilité et une déconcentration qu'on l'eût cru à l'entraînement.

Connors, cependant, en vain ses «Ah !» de bûcheron et s'acharnait vers une défaite qui serait les cœurs. Cependant, le public le soutint vigoureusement quand il se mit à hurler : «C'est ainsi que pour une péroraison, McEnroe s'en prit à un juge de ligne féminin, brandissant galemment le poing dans sa direction à plusieurs reprises. Connors à partir de cet instant, et se croyant persécuté, le champion devint «dingue». Il vociféra contre la multitude, contre l'arbitre de chaise, il appela le superviseur Mike Robertson, refusant de servir, récolta un avertissement, bref, se rendit odieux.

Le compte d'un face, vaguement hystérique, en profitant pour souffler, même pour remonter deux fois et égaliser à quatre partout.

Comment, dans ce pandémonium où le public lui combla dans les oreilles des «Jimmy / Jimmy / McEnroe parvint-il à garder son timing ? Comment reprit-il le commandement par 5-4 d'abord, par 6-5 ensuite, pour conclure le match par un passing-shot magistral ? Mystère insaisissable des petites oreilles grises du phénomène.

OLIVIER MERLIN.

LE RALLYE PARIS-DAKAR

Mark Thatcher et ses coéquipiers retrouvés

Les autorités algériennes avaient déployé un important dispositif de recherche

De notre correspondant

Alger. — M. Mark Thatcher, fils du premier ministre britannique, et Mme Anne-Charlotte Verney, qui participait avec lui en compagnie d'un mécanicien, M. Jean Garnier, au rallye automobile Paris-Dakar, ont été retrouvés après six jours de disparition. Ils ont été repérés, jeudi matin 14 janvier (nos dernières éditions), par un avion militaire algérien en plein décollage à proximité de l'indret. A 400 kilomètres au sud-ouest de Tamanrasset. Ils se tenaient debout près de leur Peugeot Dangel 504 de couleur blanche et ont fait de grands signes pour attirer l'attention du pilote. Un hélicoptère est immédiatement parti les chercher afin de les ramener à Tamanrasset, où les attendaient M. Thatcher ainsi que l'ambassadeur et le consul général de Grande-Bretagne à Alger. Dès qu'il a appris la nouvelle, le premier ministre, M. Abdeghani, a télé-

phoné à Mme Margaret Thatcher à Londres pour la rassurer sur le sort de son fils.

Les autorités algériennes ont tout mis en œuvre pour retrouver les disparus, mobilisant l'aviation, des unités de l'armée nationale populaire, du darak el wazai (gendarmérie) et de la police des frontières. Quatre avions, deux hélicoptères et une dizaine de Land Rover ont ainsi ratissé un territoire particulièrement accidenté. Les recherches étaient contrariées par un violent vent de sable qui s'est calmé jeudi matin. Les responsables, cependant, n'étaient pas inquiets, l'équipage étant disposant dans sa voiture de réserves d'eau et de vivres pour plusieurs jours.

Le rallye a déjà fait deux victimes : le motocycliste néerlandais B. Costerhuis, victime d'une

chute, et une journaliste française du Point, Ursula Zentisch, tuée dans un accident de camion. Cent cinquante véhicules environ ont déjà abandonné sur les deux cent soixante et un participants.

DANIEL JUNQUA.

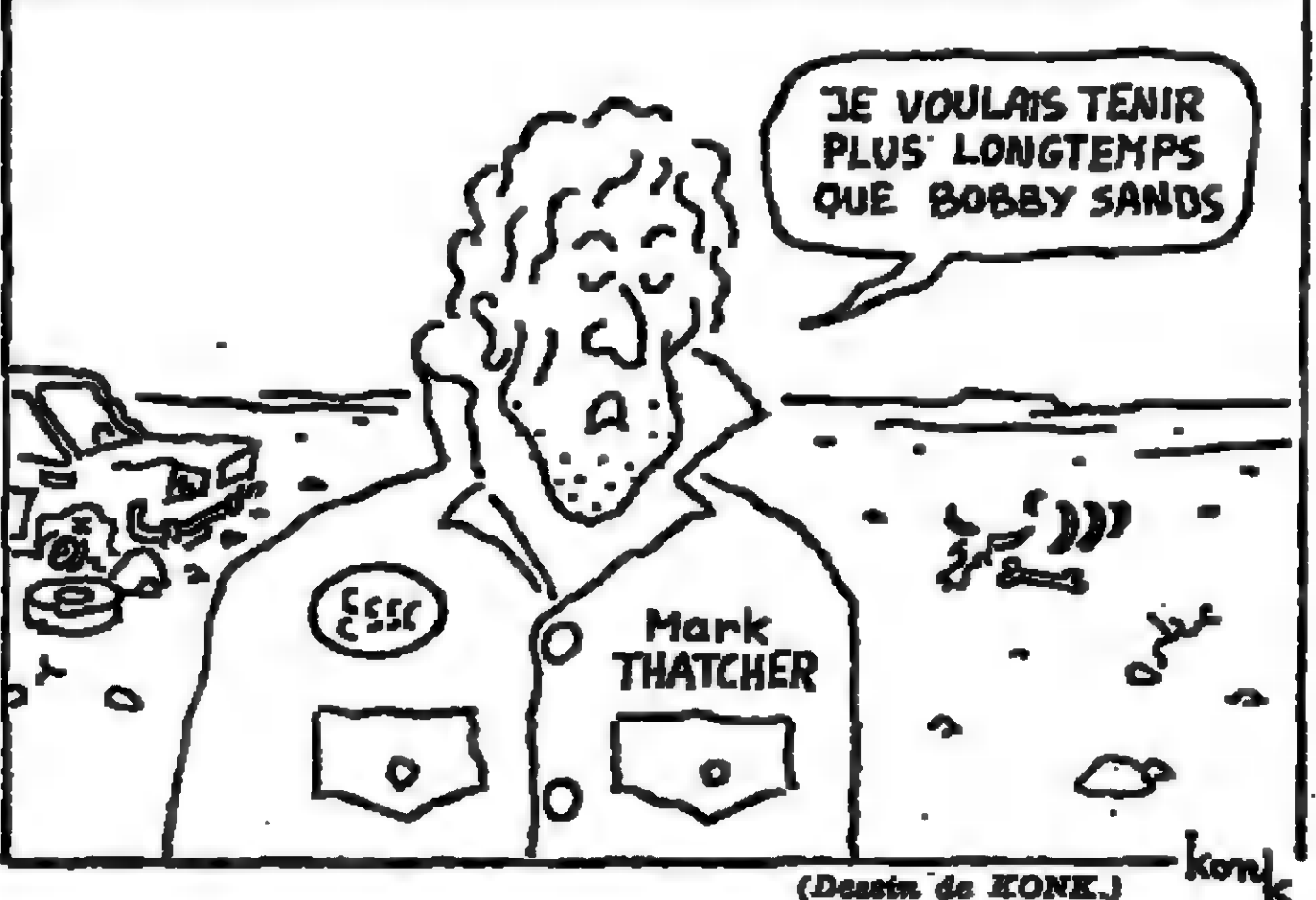
FOOTBALL

L'opération grands stades

LE CONSEIL GÉNÉRAL DU RHÔNE A VOTÉ SA PARTICIPATION

Le conseil général du Rhône a voté, jeudi 14 janvier, par 31 voix et 2 abstentions, le principe de sa participation financière à la modernisation du stade de Gerland, à Lyon, dans la perspective du championnat d'Europe de football 1994. L'assemblée départementale débitera 5,4 millions de francs pour des travaux dont le coût global était évalué, fin 1980, à 30 millions de francs.

VOILE. — Le bateau français Charles-Heidsieck-III, barre par Alain Gabbay, a doublé le cap Horn, jeudi 14 janvier, dans la troisième étape de la course autour du monde, disputée entre Auckland (Nouvelle-Zélande) et Mar-del-Plata (Argentine). Il avait été précédé la veille par le néerlandais Flyer, du baron Cornelius Van Rietstoven, le néo-zélandais Ceramoco, de Peter Blake, et Suramaré, d'Eric Tabarly. Si le vent se maintient, les premiers bateaux devraient rallier Mar-del-Plata au début de la semaine prochaine.



AT CONTRE LES DRAGONS

Après avoir remporté les coupe de l'Europe et de la Coupe de la Ligue, les joueurs de l'équipe de France de football ont été reçus par le président de la République, M. François Mitterrand, à l'Élysée. Le président leur a remis la Coupe de la Ligue et leur a souhaité de nouvelles victoires. Les joueurs ont répondu par une ovation et ont déclaré qu'ils étaient fiers de représenter leur pays.

PIERRE B.

TAPIS D'ORIENT
PAR LES
L'AMBIANCE
DES
L'AMBIANCE
DES

Atighetchi
4 rue de la République
69001 LYON

OUVERT DIMANCHE 17 JANVIER

Le Monde
MANCHE

Le Monde
MANCHE

Le Monde
MANCHE

Le Monde
MANCHE

Le Monde
MANCHE

Le Monde
MANCHE

Le Monde
MANCHE

Le Monde
MANCHE

Le Monde
MANCHE

Le Monde
MANCHE

Le Monde
MANCHE

Le Monde
MANCHE

Le Monde
MANCHE

Le Monde
MANCHE

SCIENCE DIGEST

SUIVRE DANS SCIENCE DIGEST

les dossiers des dernières innovations et une analyse de toutes les conséquences du progrès. Science Digest vous aide à prévoir et à décider. C'est en cela que Science Digest est un magazine scientifique qui se lit comme un magazine d'actualité.

LE MAGAZINE D'ACTUALITÉ DE LA SCIENCE.

1^{er} NUMÉRO LE 15 JANVIER 82

50.000.000

JUSTICE

AU TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS

Les bonnes affaires des pharmacies-banque

Les affaires des pharmacies-banque ont été jugées par le tribunal correctionnel de Paris. Les défendants ont été condamnés à des peines de prison et d'amende.

Concurrence... Les affaires des pharmacies-banque ont été jugées par le tribunal correctionnel de Paris. Les défendants ont été condamnés à des peines de prison et d'amende.

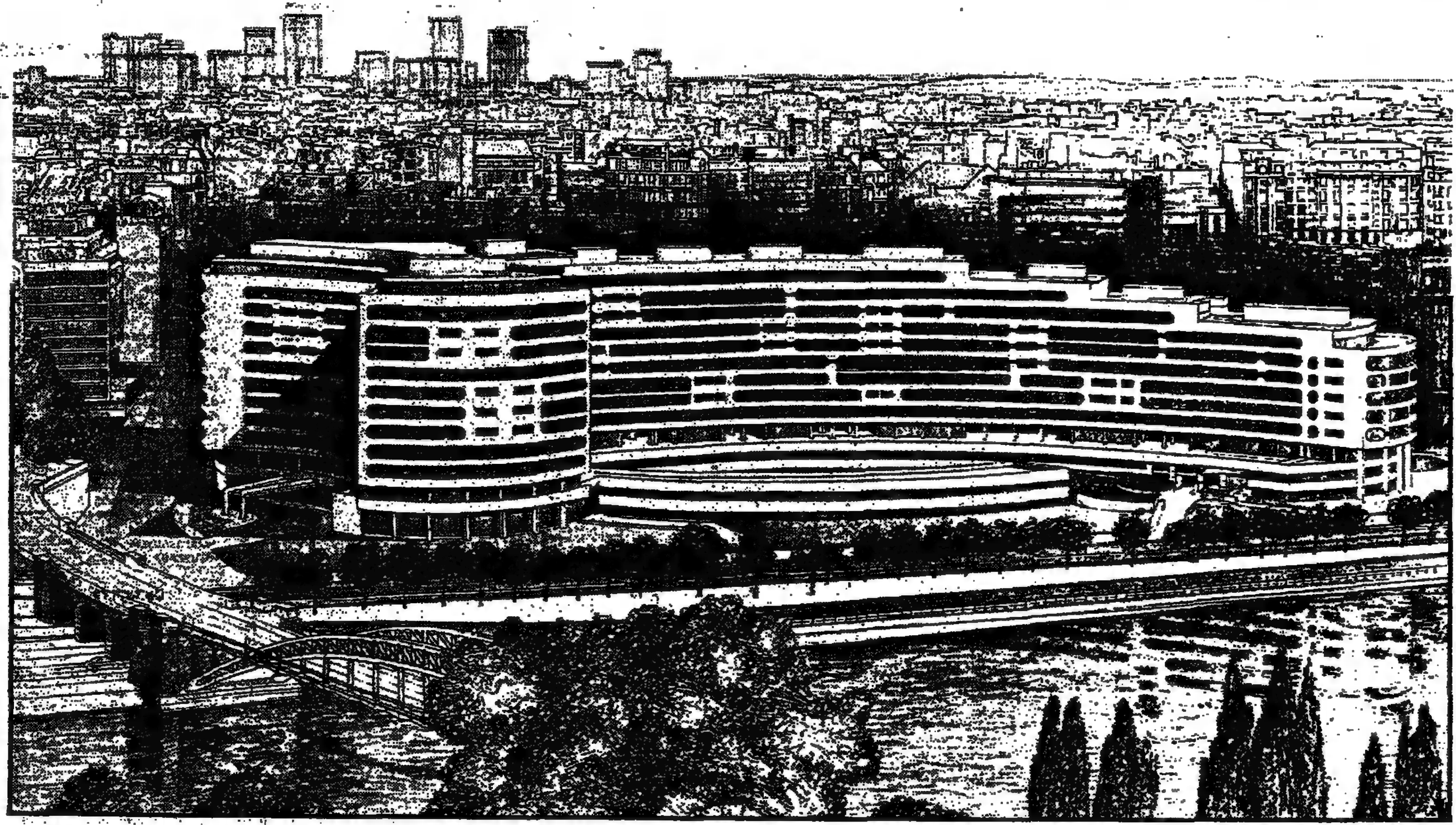


Illustration G. Lohé

L'événement

TR ET JUGEMENTS

Une tentative d'assomoir à l'antenne... Condamnation dans une affaire de faux bons de Tronç...

Une résidence au programme ambitieux et prestigieux voit le jour sur les quais de Passy. Intégrer des appartements classiques, une résidence-services Hespérides, un hôtel international, un club sportif, c'est plus qu'une harmonieuse organisation de l'espace. C'est une nouvelle manière de vivre, une nouvelle conception de la Résidence, plus vivante, plus dynamique.

PASSY KENNEDY
Avenue du Président Kennedy
PARIS 16^e

Au-delà des mètres carrés prestigieux, Passy Kennedy offre une nouvelle notion de services : "l'homme aux clefs d'or", un secrétariat d'affaires, téléx, bureaux, salles de réunion, équipement audio-visuel, SOS dépannages, femme de ménage, coiffeur, bar, lavage voiture, masseur, club sportif, piscine... et même une "quatrième chaine" TV diffusant 24 heures sur 24 en français et en anglais. Sans oublier les services particuliers de la résidence Hespérides : cercle de loisirs, jardin privé, restaurant et assistance paramédicale. Passy Kennedy sera sans nul doute la plus ambitieuse Résidence que l'on puisse découvrir aujourd'hui.



Commercialisation : Manera - Gefe - Cogedim
Une réalisation Manera

ENGINEER
Copies color...

Le projet de décentralisation est adopté en seconde lecture

fière, que l'accord se fût entre les deux assemblées en commission, et qu'il n'y eût eu, d'ailleurs, ni discussion, ni vote ; mais, évidemment, je ne veux pas composer un texte contre la majorité sénatoriale ».

Dans son ultime intervention, le ministre avait précisé : « L'intention du M^r Schièffé (Trés. Contr., Han-Rhin), qu'il lui eussent fait connaître », que les conseillers régionaux élus deviennent électeurs sénatoriaux. En réponse à une question d'un député sénateur communiste, M. Defferre déclara : « Les députés de l'Alsace et de Moselle, qui jouissent d'une législation spéciale, verront celle-ci intégralement maintenue, et qu'il interviendrait notamment auprès du Sénat pour leur faire reconnaître la question des producteurs dans cette région.

on peut dire, comme Alfred Capus, que « nous ne sommes plus séparés que par un abîme ». On nous dit : il faut d'abord définir l'entité nouvelle. Mais, n'est-ce pas plus facile de définir les compétences de ce qui existe que de définir ce qui n'existe pas, comme Spinoza, que les attributs existent l'existence ! (...). Peut-il exister une politique communale autonome, indépendante, autonome de la formation ? Seule la région comporte, avec les basins d'emploi, la dimension nécessaire. »

L'ancien président de l'Assemblée nationale souhaite la création d'un conseil régional de l'enseignement supérieur et celle d'un comité régional des prêts, qui serait chargé d'examiner les demandes de concession du crédit dans la région.

M. Gaston defferre : « M. Edgar Faure a énoncé, comme il lui arrive souvent, des propositions intelligentes, originales et pleines d'imagination. Ses idées sur la recherche rejoignent les initiatives de M. Chevènement. Après ça, j'ai fait une grande peur pour certains en mai 1986, il a défendu une loi dans nous attendions beaucoup. Je pense que M. Scaary saura s'en souvenir ».

» M. Delors souhaite comme vous, monsieur Edgar Faure, que quelques chose soit fait pour le

Réceptions

— L'ambassadeur du Japon et
Mme Katsurichi Iwano ont donné
une réception à l'occasion du leur
départ le mardi 12 janvier.

Naissances

— Boris et Catherine OUGRENNINE,
nés Bloc-Duraufort, Elisabeth et
Henri, ont la joie d'annoncer la
naissance de
Agnes,
le 12 décembre 1981.
22, rue de Tauxy,
75016 Paris.

— M. et Mme Claude VANDER-
SPELDEN ont la joie d'annoncer la

la balaisance de leur petit-fils, l'écuyer
fils de Philippe et Sophie BAKAN,
à Vernon, le 20 novembre 1961.

Décès

— Jean-Pierre et Hortense Blanc,
Stanislas et Dorothea,
Ariane et Yvette Blanc,
Catherine et Lavier,
Jeanine Blanc,
Virginie et Alexis Coehard,
Yves et Bernadette Blanc,
Annette Arlene et Annette,
Denise Blanc, Damien des Sables-
Jorge,
Marcel et Annette Blanc,
ont le tristes du faire part du
décès de leur père et grand-père,
Georges BLANC,
notaire à
de l'Ecole polytechnique,
docteur en droit,
chevalier du 13 novembre 1909,
survécu à Paris, le 30 janvier 1962,
dans sa quatre-vingt-quatrième an-
née,
et prient d'assister au service reli-
gieux, qui aura lieu en l'église
paroissiale de Saint-Germain-an-
Anglais

Ils rappellent le souvenir de leur
 mère et grand-mère, son épouse
 bien-aimée,
Madeleine BLANC,
 née Schoeliter,
 décédée le 13 septembre 1978.
 27, rue Franklin,
 78100 Saint-Germain-en-Laye.

— Les vice-présidents,
 Et les membres du bureau du
 Comité de Mourir sans Mutilation de

mais pas l'économie et les finances — était à l'étude. Si la décision est prise avant la fin du mois, il faudra encore trois mois d'étude détaillée du programme avant le choix d'un concepteur.

Deux procédures sont possibles : le choix direct par le président de la République, ou l'organisation d'un concours public de dimension internationale. « C'est la meilleure formule », a précisé M. Belmont, celle

que je défendais. » Il semble aussi en tout cas de lancer une nouvelle consultation restreinte comme les trois qui ont été organisées depuis dix ans, mais à dessein. On sait d'autre part que l'architecte américain I. M. Pei, auteur d'un projet de tour en U il y a dix ans, a été consulté ces derniers mois.

Pour justifier l'appel éventuel à la compétition internationale, M. Belmont a dit : « Les Japonais ont construit des villes entières, des logements, des centaines d'écoles. Mais ils ne savent pas faire l'architecture monumentale. Au Japon et en Amérique, où le génral existe, les architectes ont gardé le main. C'est nous, cela va revenir, il est en France que des talents, des créateurs, des artistes du monde. Fontainebleau a été construit par des Italiens, et c'est un grand monument français. »

Pour l'aménagement du quartier de la Dénée, « on n'a jamais vraiment choisi, estime M. Belmont.

enfin Manhattan et Brasília. Au début, l'ensemble a été conçu comme un vaste plateau où les avions pouvaient laisser pousser les terres, plus ou moins haut, comme à New-York. La seule façon aujourd'hui de reconnaître le tir, de redonner une cohésion à la Défense, est de faire un signal. Une tour de 100 mètres, dans le ciel nocturne, pour marquer l'époque, comme le tour Eiffel, la « tour de mille pixels » a exprimé le dynamisme de l'époque industrielle... On peut imaginer, par exemple, des signaux de lumière, des lasers bleus qui s'élèvent plusieurs dizaines de mètres au-dessus du cadastre. Le bureau de président des CEAD, M. Belmont a la maquette de la « tour de lumière cybernétique » qu'avait proposée, en 1971, Nicolas Schoffer... Si M. Mitterrand va à la Défense avant le 26 janvier, il la verra.

MICHELE CHEVILLON

M. Louis Le Penec, ministre de la mer, qui présentait le 14 janvier l'ordre du jour de cette conférence, a indiqué qu'en France deux cent trente inspecteurs et contrôleurs étaient chargés de veiller au respect des normes techniques internationales sur la sécurité à bord de tous les navires (qu'ils soient de nationalité) fréquentant les ports français.

En 1982 (compte tenu du collec-

postes de contrôleurs seront créés et une trentaine en 1983. Environ deux mille cargos étrangers ont été contrôlés l'an dernier dans les ports français et, sur 10 % d'entre eux, des déficiences ont été constatées. Les armateurs ont été remédiés ces déficiences avant que leurs navires soient autorisés à repartir.

Depuis la mi-octobre, dans le grand H.E.R. de Châtelet-Les Halles, trente-cinq chaînes de télévision, à des heures et à des points « stratégiques » de la salle des échanges, diffusent, en circuit fermé, de 7 heures le matin à 21 heures le soir, un journal en vidéo-idéaste, réalisé par les sociétés Métrombus-Publicité et Vidéo-Diffusion-Communication.

Au programme, figurent un journal de cinq minutes, une revue de presse, un bulletin hebdomadaire, des émissions de l'Agence France-Presse qui transmet, actualisées en permanence et en direct, toutes les nouvelles tant nationales qu'internationales, et présente l'actualité avec des informations de service de la R.A.T.P. et des spots publicitaires pré-enregistrés sur cassettes vidéo.

— 100 —

BRUXELLES
POINTE A PITRE
2790 F

1520

Le Monde

LOISIRS ET TOURISME

Bon vent, bonnes voiles

La navigation de plaisance était à la cape. Le record des immatriculations s'est établi, en 1981, à 10 %. On n'avait jamais vu ça depuis douze ans, et aucune catégorie de bateaux n'a été trouvée à l'abri de ce coup de chien.

Pourtant, les industriels français semblent avoir gardé le moral et, plutôt que de gémir et de se peigner comme on le fait volontiers dans d'autres secteurs des loisirs, ils ont suivi le marché et

adaptent leurs produits aux désirs et aux moyens de celui-ci. Coques, voiles, accastillage, formules nouvelles d'appropriation, infrastructures portuaires légères : dans tous les domaines, l'imagination est au travail.

Certains professionnels prédisent une accalmie. Presque tous estiment que, à terme, les vents redeviendront favorables. L'augmentation du temps libre, un littoral immense et convenablement équi-

pé, une large gamme de bâtiments contribueront à renforcer l'engouement du public pour les sports d'eau.

Le 21^e Salon nautique international, qui ouvrira ses portes le samedi 16 janvier, donnera peut-être aux marins l'occasion de renvoyer un peu de joie...

* C.N.I.T. - La Défense, du 16 au 25 janvier, de 10 heures à 18 heures. Nocturne jusqu'à 23 heures le 19 et le 22 janvier, 20 F.

Une planche de salut pour le dériveur

APRÈS avoir donné au nautisme une dimension nouvelle, la planche à voile connaît elle-même une révolution. Elle paraît maintenant lointaine, l'époque où tenait sur un flotteur provoquant la curiosité admirative des touristes au rivage, tandis que, dans le premier cas, on se faisait synonyme de bain forcé. Se tenant à l'écart, les plancheurs se sont tournés vers la rigueur, aux règles calquées sur la compétition en dériveur, c'est-à-dire le « parcours olympique ».

Mais cette forme de jeu stricte ne semble toujours pas correspondre à un engin aussi fou que la planche à voile. Est-il logique, pour un symbole de liberté, de se laisser confiner dans des courses autour de bouées mouillées en triangle ? Et puis, arrivé à un certain niveau, rien n'est plus ennuyeux que de plancher par petit temps ; d'ailleurs, pour les concours, les régates de faible brise sont de véritables calvaires.

Il y a bien la « free-style », équivalent nautique de la gymnastique et du patinage artistique, qui a vite trouvé ses adeptes, mais, comme il demande à la fois un entraînement rigoureux et des conditions de mer et

de vent précises, il n'a pu dépasser le stade d'amusement occasionnel, tandis que quelques artistes en ont fait une spécialité.

C'est des vagues d'Hawaï que nous est venue une nouvelle forme de voile libre. Comparant la voile classique et la planche, on peut dire que, dans le premier cas, on se fait une gloire de parvenir à naviguer dans la direction d'où souffle le vent, tandis que, dans l'autre, on cherche uniquement à se faire plaisir en allant le plus vite possible, c'est-à-dire aux allures portantes. Ainsi sont apparues des planches spécialement conçues pour naviguer dans la brise et les vagues. C'est une troisième génération de planches à voile.

La première consistait en flotteurs entièrement plats, simples extrapolations du surf ; dans la seconde, les flotteurs avaient pris la forme de bateaux et étaient capables de remonter à un angle très fermé avec le vent. La troisième serait une sorte de retour aux sources, puisque ces flotteurs de vitesse et de vague empruntent au surf certaines de ses caractéristiques.

Ces nouvelles planches ont pour nom « fun-board », qui se traduit littéralement par « planche pour se

faire plaisir ». Depuis plusieurs années se disputent aux îles Hawaï des compétitions à côté desquelles le triangle olympique reste bien fade. Il s'agit, quand les grandes vagues apportent du large des vagues énormes qui déferlent en rouleaux, d'effectuer des parcours vent portants, à travers les vagues : dans un sens, on affronte les déferlantes, dans l'autre, on les surfe. Ce type d'épreuve s'appelle « ins and outs ». C'est encore dans les îles du Pacifique que sont nées les épreuves de vitesse sur longue distance : les « speed-crossings ». Ils consistent en parcours qui peuvent atteindre plusieurs dizaines de kilomètres mais qui sont toujours orientés le long d'une ligne de vent constant. C'est encore dans les îles du Pacifique que sont nées les épreuves de vitesse pure. Elles consistent à effectuer un parcours chronométré sur 500 mètres ; bien sûr, ce parcours est conçu pour valoriser les meilleures performances : eau plate, et orientation idéale par rapport au vent. L'actuel record se situe à 45 kilomètres, à

l'heure. Les planches conçues pour ce type d'épreuves très libres, et aux règlements sommaires, ne sont tenues à aucune règle de jeu.

C'est ainsi que cette année les « fun-boards » envahissent le salon nautique. Leurs carènes n'ont pas encore le temps de s'uniformiser, aussi on observe des flotteurs de taille et de forme sensiblement différentes ; mais les allures multicolores, les « tout-usage » (taille plate), leur donnent un air de famille qui ne trompe pas.

Curieusement, c'est sans doute le développement de la planche à voile qui redonne une nouvelle jeunesse à la voile classique. D'abord, bien des gens se sont essayés à la planche à voile, mais ont rapidement atteint leurs limites, le plus souvent en raison de leur âge, ou d'une condition physique et d'un entraînement insuffisants. Cette clientèle potentielle pourrait se laisser séduire par les petits multicoques de sport ; on peut voir au salon une dizaine de nouveaux modèles, dont la taille va de 3,60 mètres à 6 mètres. Il y en a pour tous les goûts, et tous les niveaux techniques ou sportifs. Les uns sont destinés à la navigation en double, et les autres à la solitaire. Le chantier Océanaut propose même deux trimarans, dont l'un équipé de « voiles », inspirées sans doute du bateau d'Eric Tabary.

Bateau de poche

Par ailleurs, certains ont pensé que le dériveur classique pouvait être amélioré, s'il offrait quelques-unes des qualités qui ont fait le succès de la planche à voile : la sobriété, la facilité de transport et de mise en œuvre, plus la vitesse. Le chantier Bénéteau s'est lancé voici deux ans dans la mise au point d'un dériveur « révolutionnaire », mais ce n'est que cette année qu'il est officiellement proposé sur le marché. Transportable sur le toit d'une voiture, rapide à gréer, capable de performances étonnantes, il semble promis à un avenir brillant ; d'ailleurs, il se trouve déjà copié ! Ces nouveaux dériveurs pourraient bien rencontrer un succès comparable, toutes proportions gardées, à celui de la planche à voile d'il y a quelques années. Il est de grandes chances qu'ils ne reprendront pas pour terrains de jeu le parcours olympique ou la promenade, mais plutôt les parcours de longue du style « ins and outs ». Se souvient-on que la planche à voile est née d'une extrapolation du surf ? On la voit revenir maintenant aux vagues de ses origines, et peut-être y entraînent-elle les dériveurs de la nouvelle génération ?

DOMINIQUE LE BRUN.

(Lire la suite page 16.)

Navigation de plaisir

Il sera là, plus tout à fait le même, mais encore un autre.

Pour la première fois, le chantier danois Borresen expose au Salon de Paris un Dragon, ce long voilier léger, humide et nerveux, qui a longtemps fait les joies des plans d'eau du Havre et d'Arcachon. Seul brèche dans la tradition, la coque est désormais en fibre de verre, ôtant au propriétaire autant de soucis que de fierté.

L'exposition de ce bateau, dessiné en 1980, et qui fut série olympique en 1980, est un symbole, celui du retour à la voile sportive. Ce Salon 1982 est, par ailleurs, un appel lancé aux amateurs d'embarcations et de sensations fortes qui assurent, depuis quelques années, les succès de la planche à voile.

Après avoir tué le dériveur et percipé son propre succès, celui-ci est en effet en train de réinventer la voile-plaisir et de générer toute une famille de bateaux « virils », que l'on peut schématiquement classer en trois catégories : les multicoques, qu'il s'agisse de trimarans ou de catamarans ; les monocoques, monotypes dessinés en dehors de toute règle contraignante, et la nouvelle génération des « dériveurs-plan-

ches à voile », engins hybrides, certifiés « grandes sensations » et « grande vitesse ».

La convergence étonnante des chantiers vers ce créneau se justifie par l'absence d'un véritable produit doté des performances d'une planche à voile, sans son inconfort et ses limites. L'immense succès des catamarans Hobie Cat et Tornado, qui avaient déjà tracé la voie, ont conduit la plupart des chantiers français à s'engouffrer dans ce secteur, pour le plus grand bien du plaisancier.

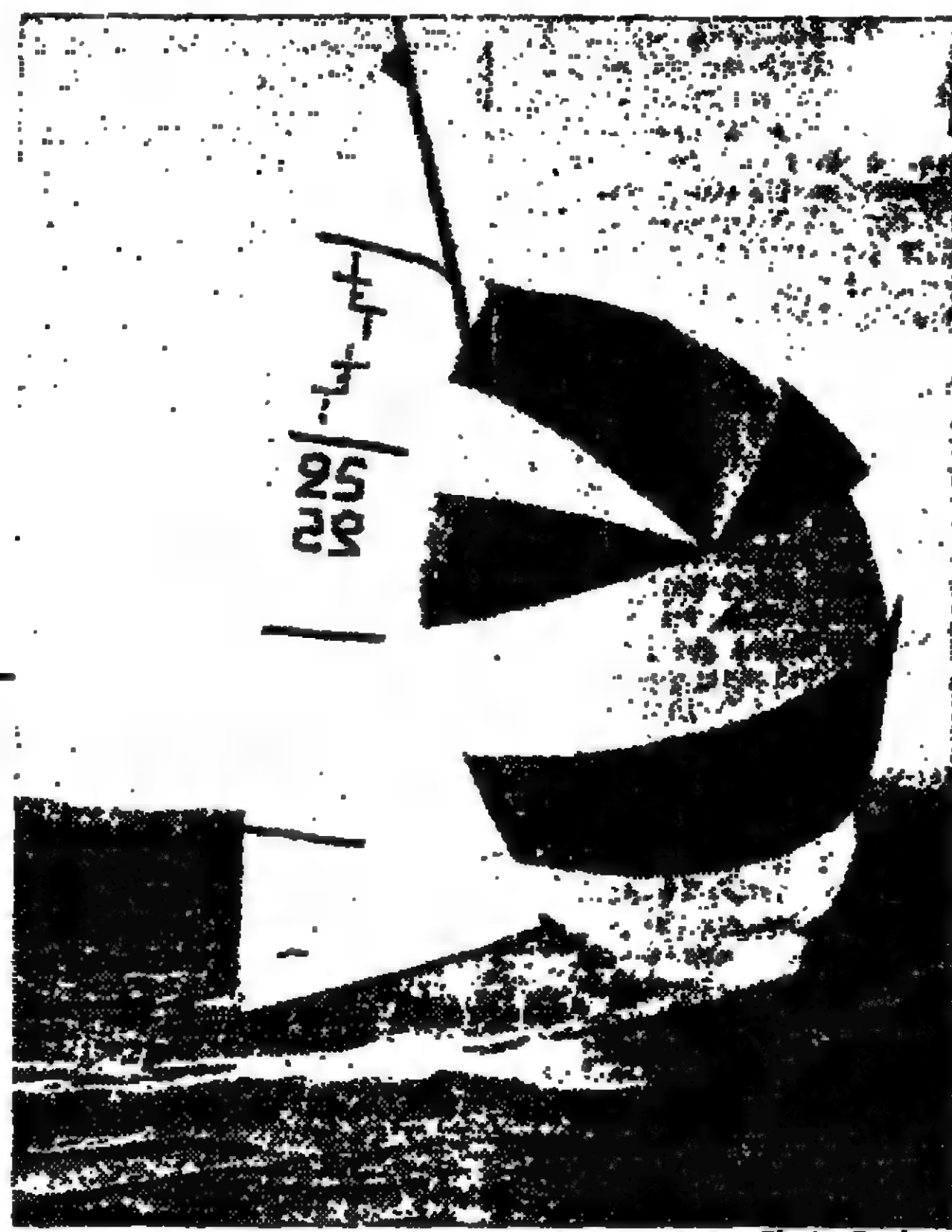
Un premier rang de ces engins diaboliques, on trouve le « dériveur-planche à voile » lancé conjointement par Bénéteau, Kelt-Marine et Bénéteau Marine. Du dériveur, il tient le foie à l'avant, un gouvernail, une position assise et la possibilité de naviguer à deux personnes. Fini le temps où les « veuves » de répliques planchistes attendaient sur la plage le retour de leur sportif préféré.

Mais il a emprunté à la planche son grément à wishbone plus simple, sa coque ultra-platte et ouverte à l'arrière. Très léger, rapide par les types de temps et aisément transportable sur le toit d'une voiture, ce nouveau

bateau a fait l'objet d'études poussées au niveau technique.

Bénéteau fabrique le sien selon un procédé d'injection qui a été long à mettre au point, alors que Bénéteau, qui présente son modèle en septembre 1982 seulement, hésite encore entre l'injection et l'extrusion-soufflage. Des architectes de renom ont été choisis pour dessiner ces carènes limpides : Jacques Pauroux, triple champion du monde en Moth, pour le Skellett et le futur Bénéteau, et Jean-Marie Finot pour le Wis de Bénéteau. Signe des temps, l'école de voile des Giennois vient de se rendre acquiescent d'une dizaine de Wis. Parallèlement, la bataille des prix a déjà commencé ; puisque le Wis est commercialisé à 8500 francs, le Skellett à 8500 francs et que Bénéteau pense vendre le sien à environ 6400 francs ! Bruno Troublé, directeur du marketing de la société, s'en explique : « Notre engin n'aura ni spi ni trapèze et s'apparentera plus au Vaurien qu'au 505. Il s'agit surtout de faire un produit marrain, moderne et pas cher. »

DOMINIQUE GAUTRON.



(Photo Bepho.)

Un ketch à Malte

La voile pour la voile, certes, on peut faire ce choix. Allez les petits gars, tout le monde sur le pont, embruns dans les boucles lottes et la barbe mal taillée, traits tirés par le sel, etc. Certains aiment ça, pourquoi pas ?

Quitte à tirer des bords en Méditerranée, on peut préférer oublier par instants l'émotion virile des ghes et contre-ghes pour poser un peu les pieds sur des terres chargées d'histoires et fertiles d'anecdotes.

C'est le choix que fait, il y a deux ans, un chercheur du C.N.R.S., Claude Lapage, la cinquantaine grisonnante et l'accent toulonnais pas encore oublié, qui, profitant de la manne bienvenue d'un mécène sud-américain, commande désormais un ketch de 21 mètres dans les eaux de la « grande bleue », le « Mirage of Moon », tout un programme...

Féru d'histoire ancienne et spécialiste des civilisations méditerranéennes, s'il s'attarde au bateau pour le grand tourisme hauturier, il a choisi, l'hiver, d'arrêter son ketch au port de La Valette, superbe capitale de l'île de Malte.

Ainsi, tout près de Paris, il faut en effet moins de deux heures pour relier les deux villes, Claude Lapage invite le marin en mal de mer à venir découvrir, outre le plaisir de naviguer à bord d'un bateau luxueux de fabrication artisanale, une île absolument extraordinaire, un archipel rocheux qui s'étire à quelque 150 kilomètres au sud de la Sicile, à mi-chemin de Gibraltar et de Suez.

Depuis la nuit des temps, Malte est l'étape obligée de nombre de commerçants et conquérants, l'objet de convoitises de tous les peuples dont elle figure le centre et, bien sûr, le champ clos de leurs affrontements meurtriers.

À tel point que l'île a dû s'enfermer de lignes de défense spectaculaires et de fortifications qui ne sont pas moins : chaque baie, chaque crique est gardée par une tour, un bastion ou un fort. Toutes les villes sont fortifiées, protégées par des remparts, énormes et infranchissables murs d'enceinte.

Une promenade à l'intérieur des terres, des pierres devienne- nous écorce, ne laissera de surprendre le visiteur : en quelques kilomètres, on passera des temples de l'âge de pierre en passant par Michel-Ange, Francesco Laparelli, en 1565 : un plan de ville à la Manhatan dessinée dans le plus pur style de la Renaissance italienne... Décidément, le voyage s'impose.

OLIVIER SCHMITT.

BRUXELLES
POINTE-A-PITRE
aller-retour
2790 F
Valable 1 an dans les 2 sens
Navette bus Paris Bruxelles: 120 F

nouvelles frontières

Sur une idée de Gilles de Baud
Mise en scène par Philippe Briand
LE NOUVEAU KELT 9 MÈTRES
dans sa version sécurité hauturière

En exclusivité au Salon Nautique International
C.N.I.T. PARIS, stand KELT 3 B 7, niveau 3
C'est une réalisation du chantier Kelt Marine
Z.N. de Prod, 36000 VANNES - Tél. (97) 54-17-89.

LA GRECE

VOIS QUOTIDIENS ATHÈNES
aller-retour depuis Paris
Particules départ depuis Limoges
1395 F

HÔTEL-CLUB PREVEZA BEACH
Séjour bord de mer
1 semaine pension complète
vins compris
Transport aller-retour Paris inclus
2535 F

EXCEPTIONNEL
Séjour 1 mois pour retraités
Forfait tout compris
valable du 17 avril au 15 mai
3990 F

AIR GRECE
inscriptions immédiates
260.30.20

• Tarifs spéciaux sur demande • Toute la Grèce à votre service pour groupes, congrès, vacances, Rhodés, la Crète, les îles, etc.
Demandez nos brochures gratuites envoyées par le VOYAGE EN GRECE
6, rue de l'Écluse, 75001 PARIS (angle 246, rue St-Henri), M^e PALAIS-ROYAL
Nom : _____ Adresse : _____ Ville : _____ Code : _____

Plaisirs de la table

Bottin gourmand

A CCEPTEZ, amis lecteurs, que pour me mettre à jour avec l'actualité gourmande, j'aie aujourd'hui du style télégraphique. Voici donc quelques adresses et quelques plats dont vous pouvez vous régaler sans malice :

Le Régent, 8, rue de Miromesnil (tél. 285-20-39). J'en ai parlé il y a un an. Rétrotrouvé cette galerie d'art gentille, calme le

soir, avec son classique menu de plats bien sages (morue à l'ancienne, gigot aux oignons, gâteau d'épinards, charlotte au chocolat). Menu à 110 francs et carte.

Le Petit Périgord, 126, rue de Tocqueville (tél. 287-60-07), de l'ancienne mémoire et qui demeure une solide petite boîte régionale (magret fumé, pipérade, cassoulet, confit mais aussi rôt au coulis de tomates, foie de veau au vinaigre de framboise, bœuf des Pyrénées). Bon cahors haute-terre (38 francs, prix honnête).

Le Gostier en pente, 3, rue Sarval (tél. 260-22-29). J'ai signalé son bon gros sel à 18 francs, la bavette aux échalotes (35 francs), de merveilleux petits rocamadours et un soufflé aux noisettes. Un saint-émilion à 45 francs. **La Rotisserie-sur-Seine**, 8, rue Linois (tél. 575-72-29) n'a pas le même attrait qu'avec sa terrasse d'été, mais la carte est agréablement modifiée (coulis brouillés aux oursins, canard au lyonnais, émincé de saumon au noilly) et toujours la broche pour le poulet de grain, le cochon de lait, le bœuf d'agneau et le lapin au serpolet. Mon petit doigt me souffle que Simone Lemaire, présidente de l'ARC, est venue « soutenir » la carte et encourager le chef.

Un grives de Côte à 40 francs. **Claudio**, 33, rue Berges (tél. 233-97-07). C'est étonnant : une bonne porte ouverte depuis bientôt un demi-siècle, me direz-vous ? Oui et non, puisque je vous signale en nouveauté un menu à 88 francs tout compris : potée ou plat de côtes, dessert, 25 cl. de gamay. Et toujours le bœuf à la fiocelle, la potée, la succulente tête de veau, copieusement servis.

Pascal, 12, rue de l'Éperon (tél. 694-13-34), qui a en bien des malheurs et qui mérite toutes ses chances avec ses plats du jour :

bourguignon du lundi, navarin du mardi, coq au vin du mercredi, blanquette du jeudi, had-dock beurre blanc du vendredi, pitée de viande rôtie du samedi. Et aussi sa carte de « cuisine de recherche » en opposition, avec un ragout de veau à l'ail-gre-doux d'ananas ou une canette de Barbérie aux cerises flamées au cherry.

L'Estournel, 88 bis, avenue Kléber (tél. 553-33-33) et sa carte d'hiver : daurade à l'effiloche de chavottes et citron vert, blanc de saint-pierre au beurre de pistache, râble de lièvre aux marrons, quenelle de lièvre sauce poivrade, etc. Une très belle maison, on le sait, et jusqu'à l'apothéose des desserts.

Les Maronniers, 53 bis, boulevard Arago (tél. 707-58-57). La carte classique et imaginative de Gilbert devrait vous enchanter comme elle m'enchantait, par la qualité du produit, le bon enfant de la préparation, l'honneur du service. Et quelques trouvailles comme les rillettes de saumon (mêlé à l'ail), la soupe angevine, le boudin cuit et terre, la salade de haricots verts aux anchois, la charlotte de marrons confits au rhum.

Canegrès, 73, avenue de Suffren (tél. 734-90-85) qu'il ne faut pas oublier. Dans un décor délicat, une délicate cuisine, notamment de poissons et de gibier. La nage de saint-jacques et bulots et le lièvre farci aux côtes devaient vous séduire. Bonnes profiteroles au chocolat.

LA REYNIERE.

Ledoyen n'est pas à vendre. — M. G. Lejeune, P.-D.G. du restaurant parisien Ledoyen, nous écrit pour nous faire savoir que l'édifice faisant état de la mise en vente supposée de son établissement (le Monde du 29 août 1981) était « dénué de tout fondement ».

LES NEIGES DU SUD : SKIEZ PYRÉNÉES
INFORMATIONS-RESERVATIONS :
PARIS : 24, rue du 4-Septembre 75002 - Tél. (1) 742-21-34 - Téléc. : MAISPYR 231824
NANTES : 2, place F.-Fourrier 44000 - Tél. (40) 89-04-17
BORDEAUX : 8, cours du 30-Juillet, 33000 - Tél. (56) 81-63-66

Les foie gras de la Quitterie

L ES dames de la Quitterie n'y vont pas de main morte : elles consacrent en cinq repas l'histoire d'une gastronomie nourrie à la mamelle du Limousin et du Périgord. Leur ferme, bâtie au dix-huitième siècle, avec d'épais murs de grès rose, appartient géographiquement au pays de Brive, petite région à cheval sur les deux provinces.

Ginette Gayerle fournit côpes et châtignons. Sa fille, Brigitte, foies gras, truffes et confits. La première maîtrise, avec la modestie des cuisinières de tradition, cette excitante omelette. La seconde a décidé de suivre la trace de sa mère. Elles ne communiquent pas, les deux savoir plus de cinq week-ends dans l'hiver, cinq week-ends de stage à la fin desquels on saura fabriquer soi-même son foie gras. En mars et en avril, elles prolongent le même type de formation du pain et de la pâtisserie. Mais restons pour le moment, au jeu de l'été, dont voici la chronique, partagée entre le marathon de la table et les incursions en cuisine.

Vendredi midi : dans la cour pavée de la ferme, Maurice Gayerle, le bœuf à la main, accueille les six personnes de la Mayenne et les trois de Coulommiers par l'odeur du confit alléché. Plusieurs d'entre elles connaissent la maison. Elle ont entraîné des amis. Le couleur brun du vin de noir remplit les verres.

Dans le quart d'heure qui suit, la soupe au petit salé remplit les assiettes. La soupe fait l'unité des jours dans les fermes de Corbère et les stagiaires découvrent le rite du coulin qui lui est attaché. Celui du « broil », la rascasse de vin qui colore le fond de bouteille. Suit le cou d'oiseau qu'on apprendra à confectionner dans quelques heures, puis la « mique », pâte massive mais au goût fin, une invention de l'époque où le pain était considéré comme un luxe. Petit salé et légumes précèdent les fromages, tirés du lait des limousines installées à l'étable. Un gâteau aux pommes pour finir. Une eau-de-vie de prune pour prolonger le plaisir. Il est temps d'abandonner la fourchette pour le couteau.

Un produit de beauté

L'opération oie commence autour de la table ronde, devant le « canton » — la chaudière corréenne, — face à cinq solides bestioles pesant chacune entre 10 et 12 kilos. La peau dorée craque à hauteur du ventre sous la pression du foie. Ginette Gayerle commande le découpage, indique la meilleure façon de briser les ailes, de casser les pattes, de faire filer le couteau le long de la principale pour écarter la chair et découper dans une jolie forme les pièces qui feront les confits. Michel, François, André, Yvonne, etc. n'ont d'yeux que pour le foie qui commence de révéler sa masse. Ginette Gayerle prend les gestes attentivement d'une acconcheuse pour ôter les derniers filets de graisse. Elle les fait répéter aux messieurs en tablier, violemment puis s'écrit que les dames par cette tâche.

Chaque oie libre alors son trésor extraordinairement compressé par la carcasse. On ne connaît jamais à l'avance le poids du foie. Une sorte de loterie, de jeu qui coûte cher. On verse le lendemain, au marché de Brive, que pour réduire la part du hasard les Corréennes examinent, avec un soin particulier, les étalages d'oies pleines. Le verdict de la balance de Mme Gayerle donne 850 grammes pour le plus petit et 1 kg. 100 pour le plus imposant. Elle imprime le bout d'un doigt dans chaque pièce : « Si la marque reste, c'est bon signe », explique-t-elle aux personnes étonnées. Une chair couteuse signifie que le foie est de mauvaise qualité.

Ces travaux pratiques, réalisés depuis la nuit des temps, avant les fêtes mais aussi, bien qu'avec moins de cérémonial, jusqu'à la fin de l'hiver, font du bien aux mains : « La graisse les glisse ». Les fermières n'ont pas besoin

de produit de beauté », dit-elle en commentant l'exercice. Le « de l'oie se nourrit également de parfums. Et pas n'importe lequel ».

Une petite boîte de truffes circule sous le nez des apprentis d'un week-end. Une fois le découpage soigné, et après qu'on a soigneusement mis de côté la peau des côtes (elle sera cousue et remplie de chair à saucisse avec du foie pur et de la truffe en lamelles), la mise en boîte commence.

Les confits ont pris position dans leur lit de sel. Les stagiaires changent de table. Au menu du soir : soupe, rillettes, cassoulet de confit d'oie, sorbet fraise et merveilleux périgourdins, un dessert traditionnel de carnaval.

Le bilan de la journée, établi par les stagiaires devant les flammes de la cheminée, est tout à l'honneur de Ginette et Brigitte Gayerle. Leur cuisine a vraiment du panache.

Samedi 8 heures. — Les étreintes en inévitables plumes d'oie ont couvé les stagiaires. Le programme de la matinée comprend une visite du marché de Brive-la-Gaillarde que Brassens a immortalisé. Le marché « aux gras » se grille en décembre et janvier aux dizaines de rangées de paniers remplis d'oies, de légumes et de volailles. Sur des toiles blanches, oies et canards. Entiers ou en morceaux. Rien ne se perd chez ces animaux. Tout se vend, même les pattes au détail pour la soupe. La truffe est affichée 140 F les 100 grammes.

Retour à la Quitterie pour se remettre à table. Un foie gras relance l'appétit et ouvre sur d'autres matières non moins délicieuses comme une confiture aux côpes et aux châtignons et des œufs à la neige.

Ceux qui ont acheté une oie à Brive peuvent répéter les gestes de la veille. Les autres suivent la chaîne du travail de Ginette Gayerle. Elle en est au stade de la préparation des rillettes qui impose une longue pa-

tience, celle du nettoyage complet des carcasses.

Entre l'usage du couteau et celui de la fourchette, la famille Gayerle propose de meubler judicieusement les temps morts. Par exemple, en suivant Brigitte. La nuit vient de tomber. Pour la troisième fois de la journée, elle gare ses trente-deux oies. Elle leur administre une avalanche de maïs, masse le long jabot pour faire glisser le grain.

Le règne de l'abondance se prolonge le soir devant le magret, les gâteaux grillés au feu de la cheminée et les « tourtons », ces crêpes de blé noir qu'on trouve sur les marchés du Limousin.

Dimanche matin. — Quartier libre. Michel, prévenu du régime de fête de la Quitterie, a prévu de partir en courant à la conquête du pny d'Yssandon, joli poste d'observation sur les collines corréennes et la vallée de la Vézère. A 100 mètres de la ferme, au fond d'un chemin impossible, un bouillier de cru ne plait pas la gnoise chaude. On n'échappera donc pas au syndrome de la bonne chèvre ?

Tôt le matin, j'ai surpris Ginette Gayerle pétrissant des croissants dans la farine. Elle et sa fille préparent le repas de clôture qualifié de « gastronomique » sur le programme. Je n'en dirai pas davantage. Simplement une exclamation relevée au passage : « N'en faites plus, la table est pleine ! ». Puis cet écho joyeux et réconfortant : « Gardarem lou confit ! ». A la Quitterie on prend en supplément une cure de bonne humeur.

LIBERT TARRAGO.

★ Week-ends en janvier et février. Maximum : 16 personnes. Prix : 450 F (200 F en inscription individuelle), comprenant la prise en charge du vendredi 12 heures au dimanche après-midi. Repas très variés et confortables.

★ Week-ends pain-pâtisserie en mars et avril. Prix : 350 F par personne. Pris en charge du vendredi en fin d'après-midi au dimanche après-midi. Repas très variés et confortables. Adresse : M. et Mme Gayerle, La Quitterie, Yssandon 19310 Aveyr. Tél. : (85) 25-11-88.

TOURISME HÔTELS SÉLECTIONNÉS

Côte d'Azur

MENTON (06500)
HOTEL DU PARC *** NN. Prix mer et casino, plein centre. Park. Gr. parc.

NICE (06000)
HOTEL SPLENDID *** 4 étoiles. Hôtel de ville. Cuisine de femme. Week-ends, séjours de repos. Idéal. (Baignoire, sauna, piscine, etc.). Hôtel-restaurant.
HOTEL GONNOR *** 2, rue Gonod. Un vrai confort à des prix 3 étoiles. Près mer et tranquille. Garage.

06190 ROQUEBRUNE
CAP MARTIN
HOTEL VICTORIA *** NN (sur la plage) chambre 2 personnes (bier du montagne) 200 à 300 F net (à pet. déj. incl.). Tél. (93) 20-55-80. Déjeuner sur demande. Carte VISA et American Express acceptées.

Montagne

AURON
HOTEL DU PILON, 66000 Auron. Les sports d'hiver à une heure de l'air. 3 étoiles, grand confort, chambre et petit déjeuner et repas au choix.
06490 ST-VERAN (Hauts-Alpes)
Les chalets du Villard. Tél. : (92) 45-82-85. Studio avec cuisinette. Prix. Fond. De l'été à l'automne. Fortins à plein d'hiver.

Paris

GAMBETTA
HOTEL PYRÉNÉES-GAMBETTA *** N.N. 12, avenue des Pyrénées (20^e). T. : 263-23-47 et 797-75-57, antichambre, rénové, calme et confortable, situé dans un quartier très calme à PARIS. Spécial week-end forfait vend. sam. dim. Chambre 2 pers. avec bain ou douche, petit déj. comp. 45 F. Accès direct au métro Gambetta. Proximité périph. autor. A 3 (porte Bagnolet, direction : place Gambetta).

Provence

MARSEILLE-LYON
2 HOTELS DE GRAND CONFORT. Hôtels confortables, modernes, équipés, situés au cœur de quartiers d'affaires, proches d'une station de métro.
HOTEL CASTELLANE *** 31, rue de Rome, 13006 MARSEILLE. Tél. (91) 70-27-54. Métro Castellane. Hôtel de prestige.
158, rue de Créquy, 69003 LYON. Tél. (71) 880-30-47. Métro Guichard.

MAS D'AIGRET ***
13520 LES BAUX-DE-PROVENCE (90) 97-33-54
72 chambres - Vue et calme
Ouvert du 20 décembre au 1^{er} novembre
HOTEL RESTAURANT MAS D'AIGRET DEPENDANCE DE LA MAISON

Rive gauche

ASSIETTE AU BŒUF
"Formule Boeuf"
38⁹⁰ SDC
123, av. Champe-Moyes - 8^e
9, boulevard des Italiens - 2^e
Pl. St. Germain-des-Près - 6^e
103, bd du Montparnasse - 6^e
Tous les jours jusqu'à 14 h du matin

Alsace à Paris
9, pl. St-André-4-Arta, 8^e
326-30-36 - P. Merveille
DEJUNERS, DINERS, SOUPERS
Grillades - Choucroutes
POISSONS
Terrasse plein air
Huitres - Coquillages
Salons 15, 20, 30, 60 personnes

le domaine
133, avenue du Maine, 75014 PARIS
Tél. : 322-50-24

LE PETIT ZINC
FAM. DE M. DE LA FAYE
et son épouse propriétaire de 40 ans
LE FÜRSTENBERG
FAM. FÜRSTENBERG et son fils Jean-François
A la hauteur de l'hôtel d'Alsace à la hauteur
le Maniche
MARRIAGES, COQUELLES, SPÉCIALITÉS
25, rue de Buci - PARIS 6

le bar à huitres
le seul bar à Paris
où vous pouvez déguster même une huitre
SPÉCIALITÉS DE POISSONS et COQUELLES
TERRASSE OUVERTE
112, bd du Montparnasse 14^e - Tél. : 328-21-11
Tous les jours de 11 h à 2 h de la nuit
possibilité de parking

Rive droite

la MAISON d'ALSACE
38, Champe-Moyes, Paris 8^e - 323-44-24

L'AUBERGE DES TEMPLES
SPÉC. CHINOIS, CAMBODGIEN, THAÏLAIS
APRÈS-MIDI, VITAMINISÉS, (serv. 70 F)
préparés par anciens chefs du pays
7, rue de Dunkerque (Avenue) 874-84-41

le grand café
30, rue de Valenciennes - 105^e
4, Bd des Capucines, Paris 9^e - 742-75-77

le Dessirier
27.82.14 380.50.72
MAÎTRE-ÉCARTIER RESTAURATEUR
9, PLACE DU MARÉCHAL JUIN (ex-place Férrière) 17^e

BRASSERIE DE L'EST (FACE GARE DE L'EST)
SA FABULEUSE CHOUROUTE
LE DELICIEUX JARRET DE PORC - CONFIT DE CANARD POMMES SAUTES
7, rue de la Harpe 105 - 40 - 807-8084 - De 9 h du matin à 2 h du matin

Plage Clichy
les belles huitres
ne décollent plus de
La Champagne
LA CHAMPAGNE
Huitres, huîtres, coquilles de mer, coquillages
10 bis, place Clichy à Paris 9^e
Tél. : 874-44-72
Ouvert tous les jours jusqu'à 3 h du matin

COMMENT VOUS LE COMMANDEZ PAS LE TERMINEZ-VOUS ?
CUISSON SIMPLE ET RAFFINE
MA CHÈRE !
TERMINUS NORD
Ouvert le dimanche
Soupers après minuit
Coquillages chauds
Banc d'huitres
23, rue de Dunkerque
Paris 10^e - Tél. : 285.05.15

MARIUS et JANETTE
TOUS LES FRUITS DE MER
et toutes les spécialités provençales
4, av. Ségur - 723-41-45 et 723-44-36
Environ de Paris
La Petite Auberge Franc-Comtoise
Cuisine REGIONALE
Cuisine INVENTIVE
65, av. J.-B. Guennet, 21000 DIJON
Tél. 03.85.22.15 - 03.85.22.16

DETHY - LOCATION
OCCASIONS EN VENTE
TENTES FAMILIALES
Remarques ERIK SKUS
20, place des Vosges, PARIS
Tél. : 872-30-97
CHATEAUX à NERES

ET DU TOURISME

Jeux

échecs N° 952

UNE DÉESSE
COURAGEUSE

1. d4 25. h3 Dd5! (p)
2. g3 (a) 26. Cxg7 (q) 27.
3. f3 (q) 28. Dd5 (q) f3g
4. Cc3 29. Rxf3
5. 0-0 30. Cxh3 (d)
6. e4 31. Txf2 Fxh3+
7. Cc3 (d) 32. Rg1 Txf2
8. d5 (f) 33. Rxf2 Txf2+
9. Cxg5 (h) 34. Rg1 Txf2+
10. e4 35. Rg1 Txf2+
11. M (c) 36. Rg1 Txf2+
12. Fd3 (a) 37. Rg1 Txf2+
13. Ch5 (a) 38. Rg1 Txf2+
Ceci (e)

NOTES

(Tournoi zonal féminin de Hongrie, Budapest, 1981)
Blancs : CSOVIKOS
Noirs : BRUSTMAN
Défense hollandaise

- 1) Sur 2. f3, il vaut mieux répondre 2... g3 ou 2... Cg5 que 2... e4, joué dans une partie récente Wilder-Blanc, Lons-Pine, 1981, qui donna lieu à une délicate tactique après 3. d4xg5, Dd5+ 4. Cg5, 46; 5. e4, 47; 6. Dd5+, 48; 7. Dd5, 49; 8. 0-0, 50; 9. Dd5, 51; 10. Dd5, 52; 11. Dd5, 53; 12. Dd5, 54; 13. Dd5, 55; 14. Dd5, 56; 15. Dd5, 57; 16. Dd5, 58; 17. Dd5, 59; 18. Dd5, 60; 19. Dd5, 61; 20. Dd5, 62; 21. Dd5, 63; 22. Dd5, 64; 23. Dd5, 65; 24. Dd5, 66; 25. Dd5, 67; 26. Dd5, 68; 27. Dd5, 69; 28. Dd5, 70; 29. Dd5, 71; 30. Dd5, 72; 31. Dd5, 73; 32. Dd5, 74; 33. Dd5, 75; 34. Dd5, 76; 35. Dd5, 77; 36. Dd5, 78; 37. Dd5, 79; 38. Dd5, 80; 39. Dd5, 81; 40. Dd5, 82; 41. Dd5, 83; 42. Dd5, 84; 43. Dd5, 85; 44. Dd5, 86; 45. Dd5, 87; 46. Dd5, 88; 47. Dd5, 89; 48. Dd5, 90; 49. Dd5, 91; 50. Dd5, 92; 51. Dd5, 93; 52. Dd5, 94; 53. Dd5, 95; 54. Dd5, 96; 55. Dd5, 97; 56. Dd5, 98; 57. Dd5, 99; 58. Dd5, 100; 59. Dd5, 101; 60. Dd5, 102; 61. Dd5, 103; 62. Dd5, 104; 63. Dd5, 105; 64. Dd5, 106; 65. Dd5, 107; 66. Dd5, 108; 67. Dd5, 109; 68. Dd5, 110; 69. Dd5, 111; 70. Dd5, 112; 71. Dd5, 113; 72. Dd5, 114; 73. Dd5, 115; 74. Dd5, 116; 75. Dd5, 117; 76. Dd5, 118; 77. Dd5, 119; 78. Dd5, 120; 79. Dd5, 121; 80. Dd5, 122; 81. Dd5, 123; 82. Dd5, 124; 83. Dd5, 125; 84. Dd5, 126; 85. Dd5, 127; 86. Dd5, 128; 87. Dd5, 129; 88. Dd5, 130; 89. Dd5, 131; 90. Dd5, 132; 91. Dd5, 133; 92. Dd5, 134; 93. Dd5, 135; 94. Dd5, 136; 95. Dd5, 137; 96. Dd5, 138; 97. Dd5, 139; 98. Dd5, 140; 99. Dd5, 141; 100. Dd5, 142; 101. Dd5, 143; 102. Dd5, 144; 103. Dd5, 145; 104. Dd5, 146; 105. Dd5, 147; 106. Dd5, 148; 107. Dd5, 149; 108. Dd5, 150; 109. Dd5, 151; 110. Dd5, 152; 111. Dd5, 153; 112. Dd5, 154; 113. Dd5, 155; 114. Dd5, 156; 115. Dd5, 157; 116. Dd5, 158; 117. Dd5, 159; 118. Dd5, 160; 119. Dd5, 161; 120. Dd5, 162; 121. Dd5, 163; 122. Dd5, 164; 123. Dd5, 165; 124. Dd5, 166; 125. Dd5, 167; 126. Dd5, 168; 127. Dd5, 169; 128. Dd5, 170; 129. Dd5, 171; 130. Dd5, 172; 131. Dd5, 173; 132. Dd5, 174; 133. Dd5, 175; 134. Dd5, 176; 135. Dd5, 177; 136. Dd5, 178; 137. Dd5, 179; 138. Dd5, 180; 139. Dd5, 181; 140. Dd5, 182; 141. Dd5, 183; 142. Dd5, 184; 143. Dd5, 185; 144. Dd5, 186; 145. Dd5, 187; 146. Dd5, 188; 147. Dd5, 189; 148. Dd5, 190; 149. Dd5, 191; 150. Dd5, 192; 151. Dd5, 193; 152. Dd5, 194; 153. Dd5, 195; 154. Dd5, 196; 155. Dd5, 197; 156. Dd5, 198; 157. Dd5, 199; 158. Dd5, 200; 159. Dd5, 201; 160. Dd5, 202; 161. Dd5, 203; 162. Dd5, 204; 163. Dd5, 205; 164. Dd5, 206; 165. Dd5, 207; 166. Dd5, 208; 167. Dd5, 209; 168. Dd5, 210; 169. Dd5, 211; 170. Dd5, 212; 171. Dd5, 213; 172. Dd5, 214; 173. Dd5, 215; 174. Dd5, 216; 175. Dd5, 217; 176. Dd5, 218; 177. Dd5, 219; 178. Dd5, 220; 179. Dd5, 221; 180. Dd5, 222; 181. Dd5, 223; 182. Dd5, 224; 183. Dd5, 225; 184. Dd5, 226; 185. Dd5, 227; 186. Dd5, 228; 187. Dd5, 229; 188. Dd5, 230; 189. Dd5, 231; 190. Dd5, 232; 191. Dd5, 233; 192. Dd5, 234; 193. Dd5, 235; 194. Dd5, 236; 195. Dd5, 237; 196. Dd5, 238; 197. Dd5, 239; 198. Dd5, 240; 199. Dd5, 241; 200. Dd5, 242; 201. Dd5, 243; 202. Dd5, 244; 203. Dd5, 245; 204. Dd5, 246; 205. Dd5, 247; 206. Dd5, 248; 207. Dd5, 249; 208. Dd5, 250; 209. Dd5, 251; 210. Dd5, 252; 211. Dd5, 253; 212. Dd5, 254; 213. Dd5, 255; 214. Dd5, 256; 215. Dd5, 257; 216. Dd5, 258; 217. Dd5, 259; 218. Dd5, 260; 219. Dd5, 261; 220. Dd5, 262; 221. Dd5, 263; 222. Dd5, 264; 223. Dd5, 265; 224. Dd5, 266; 225. Dd5, 267; 226. Dd5, 268; 227. Dd5, 269; 228. Dd5, 270; 229. Dd5, 271; 230. Dd5, 272; 231. Dd5, 273; 232. Dd5, 274; 233. Dd5, 275; 234. Dd5, 276; 235. Dd5, 277; 236. Dd5, 278; 237. Dd5, 279; 238. Dd5, 280; 239. Dd5, 281; 240. Dd5, 282; 241. Dd5, 283; 242. Dd5, 284; 243. Dd5, 285; 244. Dd5, 286; 245. Dd5, 287; 246. Dd5, 288; 247. Dd5, 289; 248. Dd5, 290; 249. Dd5, 291; 250. Dd5, 292; 251. Dd5, 293; 252. Dd5, 294; 253. Dd5, 295; 254. Dd5, 296; 255. Dd5, 297; 256. Dd5, 298; 257. Dd5, 299; 258. Dd5, 300; 259. Dd5, 301; 260. Dd5, 302; 261. Dd5, 303; 262. Dd5, 304; 263. Dd5, 305; 264. Dd5, 306; 265. Dd5, 307; 266. Dd5, 308; 267. Dd5, 309; 268. Dd5, 310; 269. Dd5, 311; 270. Dd5, 312; 271. Dd5, 313; 272. Dd5, 314; 273. Dd5, 315; 274. Dd5, 316; 275. Dd5, 317; 276. Dd5, 318; 277. Dd5, 319; 278. Dd5, 320; 279. Dd5, 321; 280. Dd5, 322; 281. Dd5, 323; 282. Dd5, 324; 283. Dd5, 325; 284. Dd5, 326; 285. Dd5, 327; 286. Dd5, 328; 287. Dd5, 329; 288. Dd5, 330; 289. Dd5, 331; 290. Dd5, 332; 291. Dd5, 333; 292. Dd5, 334; 293. Dd5, 335; 294. Dd5, 336; 295. Dd5, 337; 296. Dd5, 338; 297. Dd5, 339; 298. Dd5, 340; 299. Dd5, 341; 300. Dd5, 342; 301. Dd5, 343; 302. Dd5, 344; 303. Dd5, 345; 304. Dd5, 346; 305. Dd5, 347; 306. Dd5, 348; 307. Dd5, 349; 308. Dd5, 350; 309. Dd5, 351; 310. Dd5, 352; 311. Dd5, 353; 312. Dd5, 354; 313. Dd5, 355; 314. Dd5, 356; 315. Dd5, 357; 316. Dd5, 358; 317. Dd5, 359; 318. Dd5, 360; 319. Dd5, 361; 320. Dd5, 362; 321. Dd5, 363; 322. Dd5, 364; 323. Dd5, 365; 324. Dd5, 366; 325. Dd5, 367; 326. Dd5, 368; 327. Dd5, 369; 328. Dd5, 370; 329. Dd5, 371; 330. Dd5, 372; 331. Dd5, 373; 332. Dd5, 374; 333. Dd5, 375; 334. Dd5, 376; 335. Dd5, 377; 336. Dd5, 378; 337. Dd5, 379; 338. Dd5, 380; 339. Dd5, 381; 340. Dd5, 382; 341. Dd5, 383; 342. Dd5, 384; 343. Dd5, 385; 344. Dd5, 386; 345. Dd5, 387; 346. Dd5, 388; 347. Dd5, 389; 348. Dd5, 390; 349. Dd5, 391; 350. Dd5, 392; 351. Dd5, 393; 352. Dd5, 394; 353. Dd5, 395; 354. Dd5, 396; 355. Dd5, 397; 356. Dd5, 398; 357. Dd5, 399; 358. Dd5, 400; 359. Dd5, 401; 360. Dd5, 402; 361. Dd5, 403; 362. Dd5, 404; 363. Dd5, 405; 364. Dd5, 406; 365. Dd5, 407; 366. Dd5, 408; 367. Dd5, 409; 368. Dd5, 410; 369. Dd5, 411; 370. Dd5, 412; 371. Dd5, 413; 372. Dd5, 414; 373. Dd5, 415; 374. Dd5, 416; 375. Dd5, 417; 376. Dd5, 418; 377. Dd5, 419; 378. Dd5, 420; 379. Dd5, 421; 380. Dd5, 422; 381. Dd5, 423; 382. Dd5, 424; 383. Dd5, 425; 384. Dd5, 426; 385. Dd5, 427; 386. Dd5, 428; 387. Dd5, 429; 388. Dd5, 430; 389. Dd5, 431; 390. Dd5, 432; 391. Dd5, 433; 392. Dd5, 434; 393. Dd5, 435; 394. Dd5, 436; 395. Dd5, 437; 396. Dd5, 438; 397. Dd5, 439; 398. Dd5, 440; 399. Dd5, 441; 400. Dd5, 442; 401. Dd5, 443; 402. Dd5, 444; 403. Dd5, 445; 404. Dd5, 446; 405. Dd5, 447; 406. Dd5, 448; 407. Dd5, 449; 408. Dd5, 450; 409. Dd5, 451; 410. Dd5, 452; 411. Dd5, 453; 412. Dd5, 454; 413. Dd5, 455; 414. Dd5, 456; 415. Dd5, 457; 416. Dd5, 458; 417. Dd5, 459; 418. Dd5, 460; 419. Dd5, 461; 420. Dd5, 462; 421. Dd5, 463; 422. Dd5, 464; 423. Dd5, 465; 424. Dd5, 466; 425. Dd5, 467; 426. Dd5, 468; 427. Dd5, 469; 428. Dd5, 470; 429. Dd5, 471; 430. Dd5, 472; 431. Dd5, 473; 432. Dd5, 474; 433. Dd5, 475; 434. Dd5, 476; 435. Dd5, 477; 436. Dd5, 478; 437. Dd5, 479; 438. Dd5, 480; 439. Dd5, 481; 440. Dd5, 482; 441. Dd5, 483; 442. Dd5, 484; 443. Dd5, 485; 444. Dd5, 486; 445. Dd5, 487; 446. Dd5, 488; 447. Dd5, 489; 448. Dd5, 490; 449. Dd5, 491; 450. Dd5, 492; 451. Dd5, 493; 452. Dd5, 494; 453. Dd5, 495; 454. Dd5, 496; 455. Dd5, 497; 456. Dd5, 498; 457. Dd5, 499; 458. Dd5, 500; 459. Dd5, 501; 460. Dd5, 502; 461. Dd5, 503; 462. Dd5, 504; 463. Dd5, 505; 464. Dd5, 506; 465. Dd5, 507; 466. Dd5, 508; 467. Dd5, 509; 468. Dd5, 510; 469. Dd5, 511; 470. Dd5, 512; 471. Dd5, 513; 472. Dd5, 514; 473. Dd5, 515; 474. Dd5, 516; 475. Dd5, 517; 476. Dd5, 518; 477. Dd5, 519; 478. Dd5, 520; 479. Dd5, 521; 480. Dd5, 522; 481. Dd5, 523; 482. Dd5, 524; 483. Dd5, 525; 484. Dd5, 526; 485. Dd5, 527; 486. Dd5, 528; 487. Dd5, 529; 488. Dd5, 530; 489. Dd5, 531; 490. Dd5, 532; 491. Dd5, 533; 492. Dd5, 534; 493. Dd5, 535; 494. Dd5, 536; 495. Dd5, 537; 496. Dd5, 538; 497. Dd5, 539; 498. Dd5, 540; 499. Dd5, 541; 500. Dd5, 542; 501. Dd5, 543; 502. Dd5, 544; 503. Dd5, 545; 504. Dd5, 546; 505. Dd5, 547; 506. Dd5, 548; 507. Dd5, 549; 508. Dd5, 550; 509. Dd5, 551; 510. Dd5, 552; 511. Dd5, 553; 512. Dd5, 554; 513. Dd5, 555; 514. Dd5, 556; 515. Dd5, 557; 516. Dd5, 558; 517. Dd5, 559; 518. Dd5, 560; 519. Dd5, 561; 520. Dd5, 562; 521. Dd5, 563; 522. Dd5, 564; 523. Dd5, 565; 524. Dd5, 566; 525. Dd5, 567; 526. Dd5, 568; 527. Dd5, 569; 528. Dd5, 570; 529. Dd5, 571; 530. Dd5, 572; 531. Dd5, 573; 532. Dd5, 574; 533. Dd5, 575; 534. Dd5, 576; 535. Dd5, 577; 536. Dd5, 578; 537. Dd5, 579; 538. Dd5, 580; 539. Dd5, 581; 540. Dd5, 582; 541. Dd5, 583; 542. Dd5, 584; 543. Dd5, 585; 544. Dd5, 586; 545. Dd5, 587; 546. Dd5, 588; 547. Dd5, 589; 548. Dd5, 590; 549. Dd5, 591; 550. Dd5, 592; 551. Dd5, 593; 552. Dd5, 594; 553. Dd5, 595; 554. Dd5, 596; 555. Dd5, 597; 556. Dd5, 598; 557. Dd5, 599; 558. Dd5, 600; 559. Dd5, 601; 560. Dd5, 602; 561. Dd5, 603; 562. Dd5, 604; 563. Dd5, 605; 564. Dd5, 606; 565. Dd5, 607; 566. Dd5, 608; 567. Dd5, 609; 568. Dd5, 610; 569. Dd5, 611; 570. Dd5, 612; 571. Dd5, 613; 572. Dd5, 614; 573. Dd5, 615; 574. Dd5, 616; 575. Dd5, 617; 576. Dd5, 618; 577. Dd5, 619; 578. Dd5, 620; 579. Dd5, 621; 580. Dd5, 622; 581. Dd5, 623; 582. Dd5, 624; 583. Dd5, 625; 584. Dd5, 626; 585. Dd5, 627; 586. Dd5, 628; 587. Dd5, 629; 588. Dd5, 630; 589. Dd5, 631; 590. Dd5, 632; 591. Dd5, 633; 592. Dd5, 634; 593. Dd5, 635; 594. Dd5, 636; 595. Dd5, 637; 596. Dd5, 638; 597. Dd5, 639; 598. Dd5, 640; 599. Dd5, 641; 600. Dd5, 642; 601. Dd5, 643; 602. Dd5, 644; 603. Dd5, 645; 604. Dd5, 646; 605. Dd5, 647; 606. Dd5, 648; 607. Dd5, 649; 608. Dd5, 650; 609. Dd5, 651; 610. Dd5, 652; 611. Dd5, 653; 612. Dd5, 654; 613. Dd5, 655; 614. Dd5, 656; 615. Dd5, 657; 616. Dd5, 658; 617. Dd5, 659; 618. Dd5, 660; 619. Dd5, 661; 620. Dd5, 662; 621. Dd5, 663; 622. Dd5, 664; 623. Dd5, 665; 624. Dd5, 666; 625. Dd5, 667; 626. Dd5, 668; 627. Dd5, 669; 628. Dd5, 670; 629. Dd5, 671; 630. Dd5, 672; 631. Dd5, 673; 632. Dd5, 674; 633. Dd5, 675; 634. Dd5, 676; 635. Dd5, 677; 636. Dd5, 678; 637. Dd5, 679; 638. Dd5, 680; 639. Dd5, 681; 640. Dd5, 682; 641. Dd5, 683; 642. Dd5, 684; 643. Dd5, 685; 644. Dd5, 686; 645. Dd5, 687; 646. Dd5, 688; 647. Dd5, 689; 648. Dd5, 690; 649. Dd5, 691; 650. Dd5, 692; 651. Dd5, 693; 652. Dd5, 694; 653. Dd5, 695; 654. Dd5, 696; 655. Dd5, 697; 656. Dd5, 698; 657. Dd5, 699; 658. Dd5, 700; 659. Dd5, 701; 660. Dd5, 702; 661. Dd5, 703; 662. Dd5, 704; 663. Dd5, 705; 664. Dd5, 706; 665. Dd5, 707; 666. Dd5, 708; 667. Dd5, 709; 668. Dd5, 710; 669. Dd5, 711; 670. Dd5, 712; 671. Dd5, 713; 672. Dd5, 714; 673. Dd5, 715; 674. Dd5, 716; 675. Dd5, 717; 676. Dd5, 718; 677. Dd5, 719; 678. Dd5, 720; 679. Dd5, 721; 680. Dd5, 722; 681. Dd5, 723; 682. Dd5, 724; 683. Dd5, 725; 684. Dd5, 726; 685. Dd5, 727; 686. Dd5, 728; 687. Dd5, 729; 688. Dd5, 730; 689. Dd5, 731; 690. Dd5, 732; 691. Dd5, 733; 692. Dd5, 734; 693. Dd5, 735; 694. Dd5, 736; 695. Dd5, 737; 696. Dd5, 738; 697. Dd5, 739; 698. Dd5, 740; 699. Dd5, 741; 700. Dd5, 742; 701. Dd5, 743; 702. Dd5, 744; 703. Dd5, 745; 704. Dd5, 746; 705. Dd5, 747; 706. Dd5, 748; 707. Dd5, 749; 708. Dd5, 750; 709. Dd5, 751; 710. Dd5, 752; 711. Dd5, 753; 712. Dd5, 754; 713. Dd5, 755; 714. Dd5, 756; 715. Dd5, 757; 716. Dd5, 758; 717. Dd5, 759; 718. Dd5, 760; 719. Dd5, 761; 720. Dd5, 762; 721. Dd5, 763; 722. Dd5, 764; 723. Dd5, 765; 724. Dd5, 766; 725. Dd5, 767; 726. Dd5, 768; 727. Dd5, 769; 728. Dd5, 770; 729. Dd5, 771; 730. Dd5, 772; 731. Dd5, 773; 732. Dd5, 774; 733. Dd5, 775; 734. Dd5, 776; 735. Dd5, 777; 736. Dd5, 778; 737. Dd5, 779; 738. Dd5, 780; 739. Dd5, 781; 740. Dd5, 782; 741. Dd5, 783; 742. Dd5, 784; 743. Dd5, 785; 744. Dd5, 786; 745. Dd5, 787; 746. Dd5, 788; 747. Dd5, 789; 748. Dd5, 790; 749. Dd5, 791; 750. Dd5, 792; 751. Dd5, 793; 752. Dd5, 794; 753. Dd5, 795; 754. Dd5, 796; 755. Dd5, 797; 756. Dd5, 798; 757. Dd5, 799; 758. Dd5, 800; 759. Dd5, 801; 760. Dd5, 802; 761. Dd5, 803; 762. Dd5, 804; 763. Dd5, 805; 764. Dd5, 806; 765. Dd5, 807; 766. Dd5, 808; 767. Dd5, 809; 768. Dd5, 810; 769. Dd5, 811; 770. Dd5, 812; 771. Dd5, 813; 772. Dd5, 814; 773. Dd5, 815; 774. Dd5, 816; 775. Dd5, 817; 776. Dd5, 818; 777. Dd5, 819; 778. Dd5, 820; 779. Dd5, 821; 780. Dd5, 822; 781. Dd5, 823; 782. Dd5, 824; 783. Dd5, 825; 784. Dd5, 826; 785. Dd5, 827; 786. Dd5, 828; 787. Dd5, 829; 788. Dd5, 830; 789. Dd5, 831; 790. Dd5, 832; 791. Dd5, 833; 792. Dd5, 834; 793. Dd5, 835; 794. Dd5, 836; 795. Dd5, 837; 796. Dd5, 838; 797. Dd5, 839; 798. Dd5, 840; 799. Dd5, 841; 800. Dd5, 842; 801. Dd5, 843; 802. Dd5, 844; 803. Dd5, 845; 804. Dd5, 846; 805. Dd5, 847; 806. Dd5, 848; 807. Dd5, 849; 808. Dd5, 850; 809. Dd5, 851; 810. Dd5, 852; 811. Dd5, 853; 812. Dd5, 854; 813. Dd5, 855; 814. Dd5, 856; 815. Dd5, 857; 816. Dd5, 858; 817. Dd5, 859; 818. Dd5, 860; 819. Dd5, 861; 820. Dd5, 862; 821. Dd5, 863; 822. Dd5, 864; 823. Dd5, 865; 824. Dd5, 866; 825. Dd5, 867; 826. Dd5, 868; 827. Dd5, 869; 828. Dd5, 870; 829. Dd5, 871; 830. Dd5, 872; 831. Dd5, 873; 832. Dd5, 874; 833. Dd5, 875; 834. Dd5, 876; 835. Dd5, 877; 836. Dd5, 878; 837. Dd5, 879; 838. Dd5, 880; 839. Dd5, 881; 840. Dd5, 882; 841. Dd5, 883; 842. Dd5, 884; 843. Dd5, 885; 844. Dd5, 886; 845. Dd5,

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

CINÉMA

Mad Max et la vengeance du sauvage

LA VENDETTA SAUVAGE

La vengeance du sauvage, c'est un film qui vous fait passer de la peur à la pitié, de la pitié à la colère, de la colère à la tristesse. C'est un film qui vous fait réfléchir sur la violence, sur la haine, sur la vengeance. C'est un film qui vous fait découvrir un monde où la loi du plus fort règne en maître.

Le film de George Miller

Le film de George Miller

Le film de George Miller



SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées et municipales

LES SPECTACLES NOUVEAUX

OLYMPIC MAN, Centre Pompidou (277-12-33), 20 h 30 : VIE ET MORT DU ROI BOL-TEUX, Fondation Deutscher de la Mémoire (241-82-16), 20 h 30 : AIN SALAH, Théâtre de l'Épicerie (271-51-00), 20 h 30 : LES JOIES DE LA VIE, Théâtre Noir (797-85-15), 20 h 30 : ANTOINE ET CÉCILE, Crétel, maison de la Culture (899-40-20), 20 h 30 : ARLEQUIN, EMPEREUR DANS LA LUNE, Théâtre 13 (707-73-07), 20 h 30 : LA DIVINE COMÉDIE, Cité internationale, grande salle (589-38-69), 20 h 30 : CHÉRI, Variétés (233-09-92), 20 h 30 : TRAFIQUANTS, Montparnasse (320-89-90), 20 h 30 : SUSAN, Aubervilliers, Théâtre de la Commune (833-16-16), 20 h 30 : ENTRETIEN AVEC M. SAID HAMMADI, Chaillet, grand foyer (727-81-15), 18 h 15 : L'ÉTÉ D'ANGEL, LA MAL-SON, Théâtre de la Tempête, Carthage (328-36-36), 20 h 30 : LA FINESTRE PASSION, DU PROFESSEUR FORENSETTE, Ivry, Théâtre des Quartiers (672-37-43), 20 h 30 : LE MISANTHROPE, Espace Marin (271-04-19), 20 h 30.

Les autres salles

Antoine (208-77-71), 20 h 30 : Potiche, Ateliers (606-49-24), le Samedi. Bouffes du Nord (239-34-50), la Tragiédie de Caron. Bouffes parisiens (296-97-03), 21 h : Diable d'homme. Cartoucherie, Égée de Bois (808-39-74), 20 h 30 : Ecrits contre la Commune. Théâtre du Soleil (374-24-08), 18 h 30 : Richard II. Centre d'Art collégiale (258-97-62), 20 h 30 : Éros. CESP - Théâtre Paris - 12 (343-19-01), 20 h 45 : Les Moutons bleus. Cité internationale (589-38-69), Galerie, 20 h 30 : La Religieuse. Comédie Camerlain (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'église. Comédie des - Champs-Élysées (770-08-24), 20 h 45 : le Jardin d'Épouse. Comédie Italienne (321-22-22), 20 h 30 : le Servant amoureux. Comédie de Paris (281-00-11), 20 h 30 : le Chantre d'Orléans. Dames (261-68-14), 21 h : La vie est trop courte. Deux Portes (361-49-92), 20 h 30 : les Femmes Confidantes. Espace Mésail (271-10-19), 22 h 30 : Mous et Paillassons. Espace (278-46-42), salle 1, 20 h : la Principesse de Babylone. Fontaine (874-74-40), 20 h 30 : les Trois Jeanne.

En v.o. : MONTE CARLO - GEORGE V - PARAMOUNT ODÉON - STUDIO ALPHA FORUM LES HALLES - STUDIO JEAN COSTAUD En v.f. : PARAMOUNT OPÉRA - PARAMOUNT MARIGNY - PARAMOUNT MONTMARTRE - PARAMOUNT BASTILLE - MAX LINDER - GIE BEAUBOURG HALLES - PARAMOUNT MONTPARNASSE - PARAMOUNT ORLÉANS - PARAMOUNT GODELINS - PARAMOUNT GALAXIE - CONVENTION ST-CHARLES

Si préférence : VILLAGE HENRI - PARAMOUNT Le Village - OLIVIER COLOMBES BIKY Val d'Yver - CÉRAMIQUES - VELIZY II - FRANÇAIS English - 4 TEMPS La Réserve

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées)

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 15 janvier 1982

Galilé Montparnasse (322-16-18), 20 h 15 : Ça fait mal quand je touche ; 22 h : Est-ce que les fous jouent-ils ? ; Galerie 55 (326-63-91), 20 h 30 : Zoo story. Grand Hall Montparnasse (233-80-78), 20 h 30 : Dialogues d'immigrés. Huchette (326-38-99), 20 h 30 : la Castatrice obscure ; 21 h 15 : la Locuse. La Bruyère (874-76-99), 21 h : le Divan. Lacombe (544-57-34), Théâtre Noir, 18 h 30 : Versus ; 20 h 30 : Antoine ; 22 h 15 : Elle lui dirait dans l'oeil. Théâtre Rouge ; 18 h 30 : Ladybug ; 20 h 30 : Milos ; 22 h 15 : le Combat de la Mouche ; Petite salle, 18 h 30 : Paroles françaises. Madeline (265-07-09), 20 h 45 : Du vent dans les branches de minifras. Maison des Amateurs (366-42-17), 20 h 30 : Aricula. Made Stant (508-17-80), 20 h 30 : l'île des cibles ; 22 h 15 : Pourquoi la robe d'Aune ne veut pas redescendre ? Marigny, salle Gabriel (225-20-74), 21 h : le Garçon d'appartement. Mazarine (265-90-00), 18 h 30 : le Grain de sable ; 21 h : Jacques et son maître. Michel (265-35-02), 21 h 15 : On dînait au lit. Michèle (280-09-30), 20 h 30 : le Journal d'une femme de chambre. Montparnasse (320-89-90), petite salle, 20 h 30 : les Archivistes. Nouveautés (770-52-76), 21 h : Forme sans yeast et prose à l'Anglais. Œuvre (874-42-52), 20 h 30 : Orles... chud. Pabst-Roy (287-59-81), 20 h 30 : Joyeux Fagots. Petit Forum (297-53-47), 20 h 30 : Toute loute loute. Pleinair (320-00-06), 20 h 45 : Frère et Sœur. Roquette (805-71-51), Petite salle, 20 h 30 : Il était trois fois. Saint-Georges (878-63-47), 20 h 45 : le Chariot. Studio des Champs-Élysées (723-35-10), 20 h 45 : le Cœur sur la main. TAI - Théâtre d'Égalité (270-10-79), 20 h 30 : l'Épouse des jours. Théâtre d'Égalité (322-11-02), 20 h 30 : Vampires au pensionnat ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire ; 23 h 15 : Vingt ans rien. Théâtre en route (387-88-14), 20 h 30 : Molière-mouline ; 22 h : Roxane Pavay. Théâtre du Marais (278-03-53), 20 h 30 : Henri IV. Théâtre de la Rivière (633-08-80), 20 h 30 : Écoute le vent sur la lande. Théâtre Prémont (203-03-35), 20 h 30 : le Grand Bilan ; 21 h : Aïme. Théâtre des Quatre-Corues - Coups (633-01-21), 20 h 30 : Christophe Colomb. Théâtre de Saint-Pol (256-70-80), 20 h 30 : Oh ! les beaux jours ; Petite salle, 20 h 30 : De toutes les couleurs ; Maison internationale du théâtre, 18 h 30 : Saint Simon le voyageur. Théâtre-18 (226-47-47), 22 h : Gaspard. Théâtre de la Ville (542-79-46), 20 h 45 : Crime parfait. Tristram-Bernard (522-08-40), 21 h : Une heure à tuer.

Les concerts

Salle Pleyel, 20 h 30 : Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. : U. Segal (Beethoven Webern, Janáček). Salle Gaveau, 21 h : E. Heideck (Chopin, Beethoven). Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : Y. Boukoff (Beethoven). Salle Cortot, 20 h 30 : M. Tagliaferro (Bach). Radio-France-Auditorium 106, 20 h 30 : F. Fernandez, W. Jansen (Bach). FIAP, 20 h 30 : F. Prêtre, B. Perboni (Haydn, Schubert, Ravel). Église Saint-Thomé-d'Aquin, 20 h 30 : Nova Schola Gregoriana, dir. : L. Agostini. St-Joseph, amph. Richelieu, 12 h 30 : E. Kitz (Villa-Lobos, Bach, Gull-Str.). La danse

Atelier des Quatre-Vents (307-98-97), 21 h : Transatlantique. Centre Mandap (589-01-00), 20 h 45 : Ballet E. Glou. Théâtre de Paris (280-09-30), 20 h 30 : l'Ensemble de Pékin. Théâtre 18 (226-47-47), 20 h : Lolita.

Les comédies musicales

Porte-Saint-Martin (607-37-53), 20 h 30 : Violettes impériales.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h : Achille François. Deux-Ases (603-10-26), 21 h : C'est pas tout rose.

AU MUSÉE DE L'HOMME PLACE DU TROCADERO

L'Inde au quotidien

Les peuples himalayens : scènes de la vie laotakhi et népalaise

REPORTAGE HUGUES COSTA Deux diaporamas

Vendredi 15 janvier 1982 20 h 30

samedi 16 et 22 janvier 1982 17 h et 19 h

dimanches 17, 24 janvier 1982 15 h et 17 h

Une sélection de photographies sera exposée au Studio Média, 5, rue de Média (97)

Vernissage le 20 janvier 1982 19 heures

En v.o. : MONTE CARLO - GEORGE V - PARAMOUNT ODÉON - STUDIO ALPHA FORUM LES HALLES - STUDIO JEAN COSTAUD En v.f. : PARAMOUNT OPÉRA - PARAMOUNT MARIGNY - PARAMOUNT MONTMARTRE - PARAMOUNT BASTILLE - MAX LINDER - GIE BEAUBOURG HALLES - PARAMOUNT MONTPARNASSE - PARAMOUNT ORLÉANS - PARAMOUNT GODELINS - PARAMOUNT GALAXIE - CONVENTION ST-CHARLES

Si préférence : VILLAGE HENRI - PARAMOUNT Le Village - OLIVIER COLOMBES BIKY Val d'Yver - CÉRAMIQUES - VELIZY II - FRANÇAIS English - 4 TEMPS La Réserve

un mélange explosif de sexe, d'alkool et de poésie.



AU MUSÉE DE L'HOMME PLACE DU TROCADERO

L'Inde au quotidien

Les peuples himalayens : scènes de la vie laotakhi et népalaise

REPORTAGE HUGUES COSTA Deux diaporamas

Vendredi 15 janvier 1982 20 h 30

samedi 16 et 22 janvier 1982 17 h et 19 h

dimanches 17, 24 janvier 1982 15 h et 17 h

Une sélection de photographies sera exposée au Studio Média, 5, rue de Média (97)

Vernissage le 20 janvier 1982 19 heures

En v.o. : MARIGNAN PATHÉ - QUINTETTE PATHÉ - En v.f. : FRANÇAIS PATHÉ - MONTPARNASSE 83 - FAUVETTE - NATION - CLICHY PATHÉ - GAUMONT OUEST.



POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES



CENTRE CULTUREL CANADIEN

à l'É. de Constantine (77) 331-35-73

Métro Invalides

CONCERT - MIDI

MARDI 19 JANVIER, à 12 h 30

RÉJEAN COALLIER

Pianiste

LISE GERMAIN

Nécessaire

Œuvres de Bach, Rameau, Martin, Altkin, Fauré

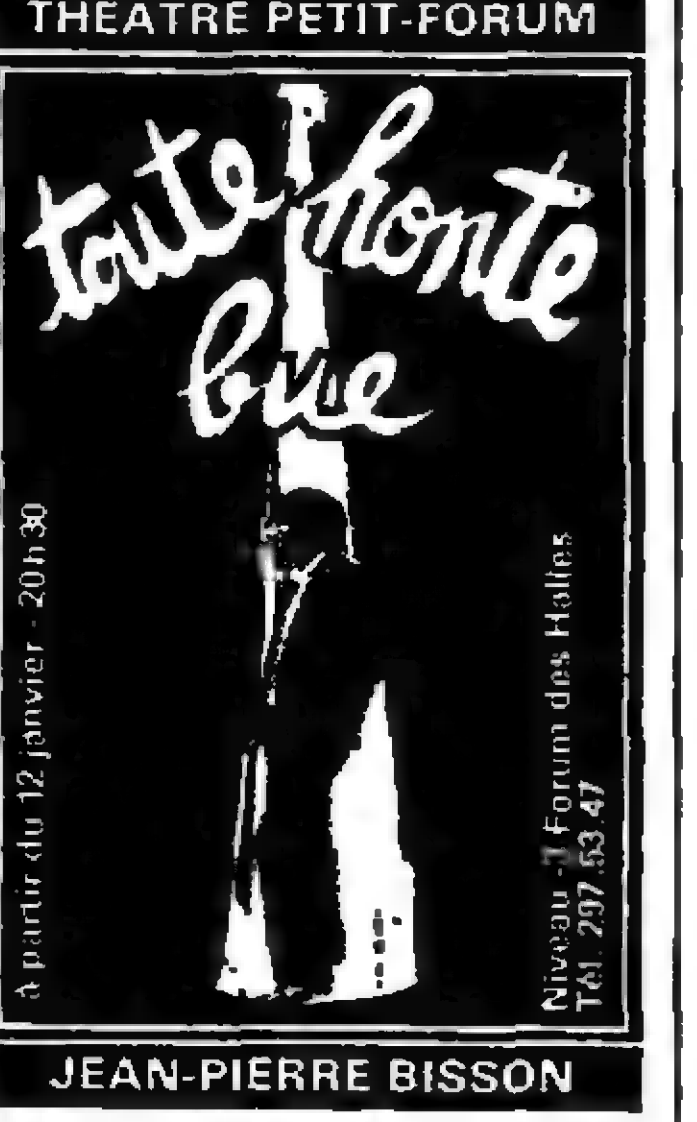
Entrée libre

Le récital de la cantatrice GRAZIELLA SCUTTITTI au THÉÂTRE DE L'ATHÉNÉE le lundi 18 janvier, est reporté au lundi 24 mai 1982. Les places seront validées ou remboursées aux caisses du THÉÂTRE DE L'ATHÉNÉE

Pendant la fermeture technique du Centre Georges POMPIDOU, la Compagnie ELS JOGLARS donnera son spectacle

« OLYMPIC MAN »

dans la grande salle (1^{re} sous-sol) les : jeudi 14, vendredi 15, samedi 16 et lundi 18 janvier 1982 à 20 h 30. Les billets seront délivrés à l'entrée de la salle à partir de 20 h.



CHAILLOT

THÉÂTRE NATIONAL

Débat public sur FAUST

de Goethe

mise en scène d'Antoine Vitez

Au Grand Foyer

Dimanche 17 janvier à 11h

POESIE

Rendez-vous avec Jacques Roubaud

Au Grand Foyer

Lundi 18 janvier à 20 h 30

à partir du 20 janvier

SPAGHETTI BOLOGNESE

de tilly

mise en scène michel hermon

avec jean bolo - hélène surgère - olivier foy - charles nelson caroline loeb - andré chaumeau - jeanne coudray josiane stoleru - ève lo-ré

co-production TGP/THÉÂTRE 9/STUDIO-THÉÂTRE DE VITRY

THÉÂTRE GERARD PHILIPPE DE SAINT-DENIS

59, bd Jules-Guesde loc. 243.00.59 - fnac - agences - copar

MARIGNY

A partir du vendredi 22

FRANÇOIS PÉRIER ROMAN POLANSKI

amadeus

de PETER SHAFFER

Texte français : POL QUENTIN

Décor et costumes : ANTHONY POWELL

Mise en scène : ROMAN POLANSKI

GEORGES ATLAS - RAYMOND BAILLET MARC DUDICOURT GUY KERNER - NAËL KEROVAS JACQUES MAURY - GEORGES MONTILLIER BERNARD MUSSON - JEAN-PIERRE RAMBAL SONIA VOLLEREAUX

LOCATION OUVERTE

THEATRE MONTPARNASSE

Jacqueline CORMIER

présente

SAMI FREY CAROLINE CELLIER ANDRE DUSSOLLIER

TRANISNS

Harold Pinter

adaptation Française/ Eric KAHANE

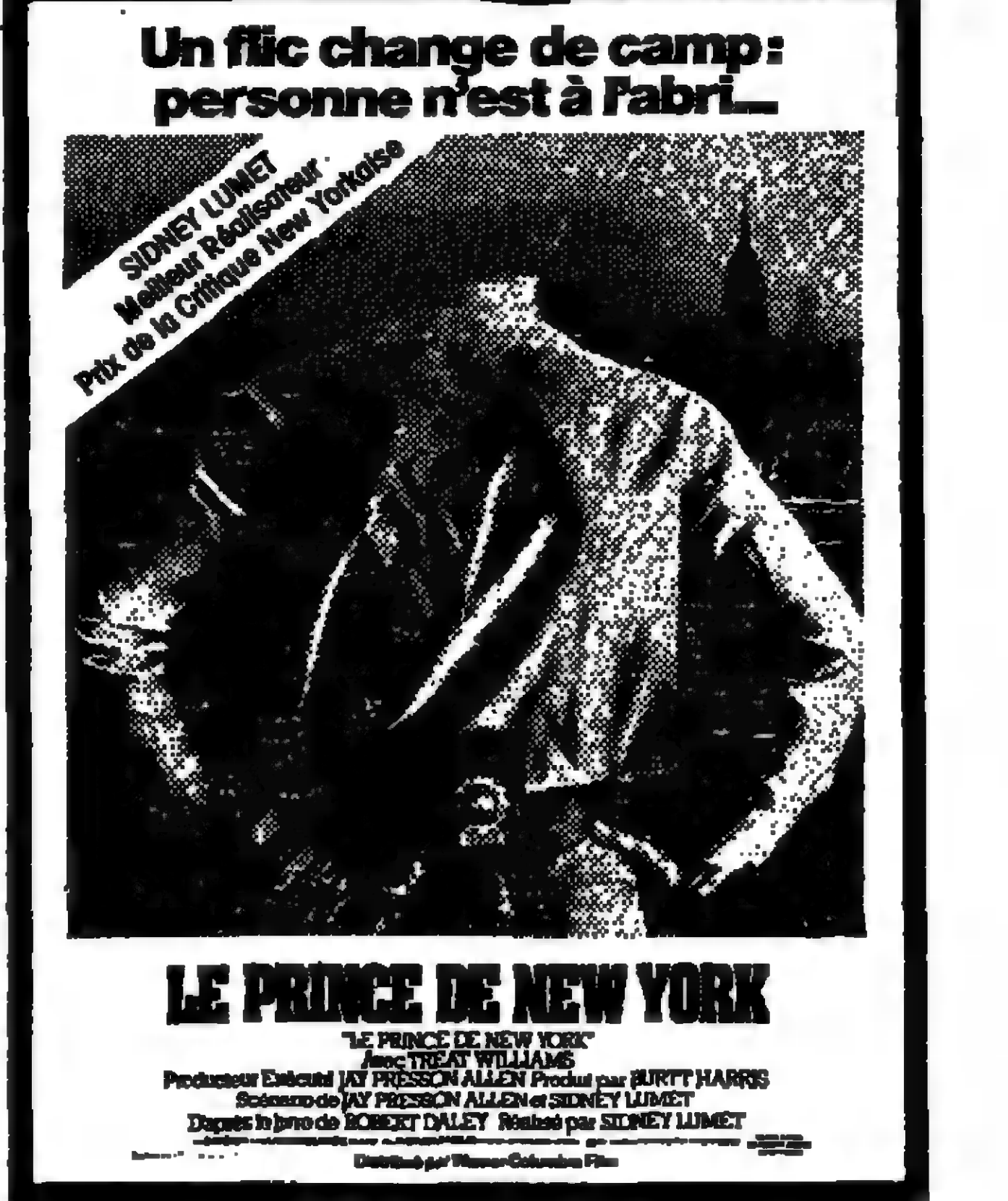
décor/ PAGE

mise en scène/ Raymond GEROME

PREMIERE LE 15

Location ouverte 320.88.90

PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES (v.o.) - PARAMOUNT ODÉON (v.o.) - PARAMOUNT MONTPARNASSE (v.o.) - GAUMONT HALLES (v.o.) - STUDIO MÉDICIS (v.o.) - PARAMOUNT MARILLOT (v.f.) - PARAMOUNT OPÉRA (v.f.) - PARAMOUNT MONTPARNASSE (v.f.) - PARAMOUNT MONTMARTRE (v.f.) - PARAMOUNT ORLÉANS (v.f.) - CYRANO VERSAILLES



Le Monde

économie

SOCIAL

LA RÉGULARISATION DES IMMIGRÉS CLANDESTINS

Environ 100 000 dossiers sont en cours d'examen

L'opération de régularisation exceptionnelle des immigrés « sans papiers » devait, théoriquement, prendre fin le 15 janvier, date limite des dépôts de candidature. Cette échéance — qui n'interrompt nullement la poursuite de l'étude des dossiers ni le délivrance éventuelle des documents de séjour et de travail accordés

À la date du 31 décembre, quelque cent quinze mille récépissés provisoires de trois mois avaient été délivrés à tous les immigrés qui pouvaient prétendre à la régularisation, sur simple preuve de leur présence en France avant le 1^{er} janvier 1981. Cette opération, dont la clôture avait été initialement prévue pour le 31 décembre, avait été prolongée de deux semaines pour la majeure partie des postulants (et jusqu'au 30 janvier pour les saisonniers), en raison des difficultés d'application relevées, notamment, par les lites menées par certains clandestins à qui leurs employeurs refusaient de signer un contrat.

Dès le début de novembre, il est vrai, M. Autain, secrétaire d'État aux Immigrés, avait lancé un avertissement aux employeurs qui tentaient de licencier leurs ouvriers « sans papiers », au lieu de faciliter leur régularisation. D'autre part, sous la pression des immigrés en lutte et des organisations qui les défendent, de nouvelles instructions rappelaient aux autorités administratives que la présentation d'un contrat de travail d'un an par le postulant n'était pas indispensable, à condition qu'il apporte « tous les types de preuve » justifiant qu'il occupait réellement un emploi régulier. Fin novembre, une réunion interministérielle avait abouti à la prolongation des récépissés. Ce dispositif reste valable aujourd'hui. Les récépissés arrivant à échéance conserveront leur validité — sans apposition d'aucune mention au-delà de la date portée sur le document — jusqu'à la décision définitive. Les fonctionnaires de police aussi bien que les patrons devront considérer ces étrangers comme étant en règle, comme l'a confirmé une nouvelle « lettre aux employeurs » disponible dans les bureaux d'accueil.

En revanche, aux termes de la loi du 17 octobre 1981, il est prévu une aggravation des peines de prison et d'amendes à l'égard des chefs d'entreprise qui, à ce jour, ne se seraient pas mis en règle et continueraient d'embaucher clandestinement, dépourvus de titre de séjour et de travail, ou d'un récépissé provisoire en tenant lieu.

Selon les services de M. Autain, quelque 100 000 dossiers sont en cours d'examen. Environ 40 000 demandes avaient été déposées au 4 janvier pour la seule préfecture de Paris, et, sur environ 90 000 demandes parvenues à l'Office national d'immigration, 33 692 titres de séjour et de travail avaient déjà été délivrés à la même date, 11 000 l'ont été depuis lors. Ces chiffres peuvent sembler bien faibles au regard du nombre des clandestins, estimés, dans les syndicats, à environ 500 000 personnes. Mais le secrétaire d'État considère que la « quasi-totalité » des « sans-papiers » ayant déposé leur demande pourront être régularisés.

Ceux dont le dossier est insuffisant — par exemple lorsqu'ils ne peuvent prouver qu'ils occupent un emploi régulier — sont entendus par les commissions départementales de régularisation, accompagnées des personnes de leur choix, et avisé de la décision. Ces décisions, cas par cas, continueront au cours des prochains mois.

chaînes mois et devraient conduire, indique-t-on, à de nombreuses régularisations. Lorsqu'une décision positive n'aura pu intervenir, une autorisation provisoire de séjour d'un mois sera accordée. Quant aux dossiers, ils seront soit classés, soit restitués aux intéressés s'ils le souhaitent. Il est réaffirmé qu'en aucun cas des dossiers ne seront utilisés en vue de poursuites — d'où la loi du 29 octobre 1981 — les étrangers en situation irrégulière, ni même en vue de les renvoyer.

Mais qu'advient-il de ces clandestins rejetés du circuit, à l'instar de ceux entrés en France après le 1^{er} janvier 1980 ? Tout nouveau dossier sera désormais refusé et les contrevenants seront, fut-ce avec des regards, reconduits aux frontières. Ceux qui, repartis de gré ou de force dans leur pays d'origine, souhaitent revenir dans notre pays, devront se soumettre à la réglementation draconienne qui régit la délivrance d'un premier titre de séjour et qui n'accorde qu'exceptionnellement le droit de travailler en France, en dehors des catégories dites privilégiées (Marocains, réfugiés politiques, etc.) ou des quotas annuels négociés avec les pays d'origine. Bien plus : même s'ils franchissent ce barrage, les migrants qui auront bénéficié de l'aide au retour — désormais supprimée — devront normalement restituer les sommes perçues.

Si généreuse que soit la démar-

che du gouvernement en matière d'immigration, illustrée ces derniers mois par la suspension des expulsions, la réinsertion des jeunes étrangers de la deuxième génération, le regroupement des familles, la régularisation des clandestins, cette politique s'inscrit dans une conjoncture de crise internationale. Les frontières de la France restent fermées à toute nouvelle immigration massive. Ce verrouillage n'est pas en accord avec le principe socialiste de la libre circulation des personnes. Il démontre, qu'en la veuille ou non, que l'immigration demeure un volant de main-d'œuvre, un facteur d'exploitation des pays pauvres par les pays riches.

La solution de ces problèmes, estime-t-on au secrétariat d'État, passe par l'établissement d'un meilleur dialogue entre le Nord et le Sud. Mais les organisations de défense des immigrés semblent décidées à rester vigilantes pour que les injustices et les « bavures » observées sous l'ancienne majorité ne se perpétuent pas, et ne se renouvellent pas, à l'égard des immigrés restés en France. « Nous dénonçons, notait récemment le CIMAIDE (1), continuer à sensibiliser la population française et plus que jamais élargir les horizons au-delà de l'hexagone. » — J. B.

(1) Organisation communale d'entraide, dossier CIMAIDE-Immigration, novembre 1981, 178, rue de Grenelle, Paris-VI.

Le projet de licenciement de 950 salariés du groupe Éclair-Prestit

L'usine du Petit-Quevilly (Seine-Maritime) est occupée par son personnel

De notre correspondant

Rouen. — Depuis le 7 janvier, l'usine Éclair-Prestit du Petit-Quevilly (Seine-Maritime) est occupée par les employés syndiqués à la C.G.T. et à F.O., après l'annonce du projet de restructuration présenté au comité d'entreprise, le 6 janvier. Ce projet prévoit le licenciement de cent cinquante personnes sur trois ans, dont cinq cents au Petit-Quevilly, la plus grosse unité du groupe avec mille deux cents salariés (le Monde daté 9 et 11 janvier). Pour ces derniers, la situation actuelle était attendue. Ainsi, à travers plusieurs dossiers très précis, la C.G.T. avait attiré l'attention des pouvoirs publics sur la désorganisation de l'entreprise, tant au niveau de la production qu'à celui de la gestion. Le syndicat affirme, aujourd'hui, que l'objectif du groupe Éclair-Prestit a toujours été « d'appliquer une politique de réduction pour ne conserver qu'une seule usine de fabrication. Pour parvenir à ce résultat, il fallait que les trois usines soient en déficit et désorganisées ».

Pour favoriser la relance de l'entreprise, les syndicats estiment que l'ensemble des administrations françaises et l'armée — qui sont actuellement clientes de fabricants japo-

nais — doivent revenir à l'achat de machines françaises. Toutefois, la solution avancée par la direction, à savoir le repli sur cette unique production en abandonnant les autres activités de la société (les montures de lunettes notamment), est inacceptable pour la C.G.T. et F.O. Le comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles (CIASI) et le ministère de l'Industrie ont été saisis : les employés comptent sur les pouvoirs publics pour limiter les conséquences sociales liées à la reorganisation de l'entreprise, qui semblent inéluctables. En quelques jours, les employés d'Éclair-Prestit ont tenté de créer, à Rouen, un mouvement d'opinion en faveur du produit « fermeture éclair », en distribuant, par exemple, un tract sur lequel une de ces célèbres fermetures a été agrafée.

On s'engage donc dans un conflit sur l'intervention de la direction le mardi 12 janvier, visant, accompagnée de quelques cadres, pénétrer dans l'entreprise, n'a pas annoncé la détermination des grévistes. Mais le 14 janvier, quelques non-grévistes ont réussi à entrer dans les locaux. Il n'y a pas eu d'affrontement.

ÉTIENNE BANZET.

Un avertissement de F.O.

(Suite de la première page.)

M. Bergeron souligne l'aspect inflationniste de cette politique ainsi que les dangers qu'elle implique pour l'équilibre de nos échanges. « La note F.O. — et toutefois il en existe une — se situe vraisemblablement à mi-chemin entre le rigorisme de M. Barre et de ce qui se fait aujourd'hui », note le leader syndical.

La relance économique n'est pas très crédible, et F.O. tient à manifester son réalisme pour obtenir les correctifs qui occupent un emploi régulier. Les commissions départementales de régularisation, accompagnées des personnes de leur choix, et avisé de la décision. Ces décisions, cas par cas, continueront au cours des prochains mois.

M. Bergeron, toujours avec prudence, indique que, selon certains experts, 1982 pourrait être marqué par un nouveau ralentissement de l'ordre de 2 %, et un déficit commercial de quelque 100 milliards résultant d'une part de la dégradation de la compétitivité de l'industrie et, d'autre part, d'un très lourd déficit public aggravé par celui de la sécurité sociale.

Le leader de l'inflation

Viennent ensuite des critiques plus sévères. F.O. reproche au projet du ministre du travail, M. Auroux, sur les droits des travailleurs d'abuser les négociations dans les branches » par l'obligation de négocier et la création d'un droit de veto des syndicats représentant 50 % des inscrits. Il avertit le ministre que les comités locaux de l'emploi préconisés par le gouvernement risquent de céder à « la démagogie et à la surenchère » et de devenir « une sorte de tribunal populaire ». Il dénonce aussi les projets de loi qui, par le biais du droit d'expression des salariés, de l'entrée des élus politiques dans les services de l'AFPA et de l'ANPE, introduisent une conception autogestionnaire opposée à celle de F.O. Par ces réformes on veut, estime F.O., « faire assumer au mouvement syndical des responsabilités qui ne sont pas les siennes » et « orienter vers une sorte d'autogestion des services publics qui ne peut déboucher que sur une belle pagaille ».

Le deuxième avertissement de F.O. porte sur les dangers que peut comporter l'attitude de certains ministres communistes. Faisant allusion aux négociations dans la fonction publique qui se soldent par des signatures syndicales limitées à une partie seulement des textes de l'accord,

M. Bergeron déclare : « Les ministres communistes ont manqué, et cela de permettre à la C.G.T. de s'insérer dans les mécanismes de la négociation collective sans se trouver pour autant contraintes d'accepter trop vite et sans conditions ce qu'elle condamne depuis de nombreuses années ».

En outre, à partir d'un rapport présenté par des syndicats F.O. et modifié par le comité confédéral national, la centrale dénonce la démarche de certains ministres ou dirigeants d'entreprises communistes qui favorisent soit la C.G.T., soit des salariés à tendance cégétiste ou communiste. Certes F.O. n'a pas voulu dresser une liste noire, des exemples sont donnés, mais ils demeurent limités. Sin l'ait, à partir de ces quelques cas, F.O. entend démontrer que l'idéologie et la pratique des responsables communistes ne peuvent qu'aboutir à une sorte de boyottage. Finalement, F.O. veut tirer la sonnette d'alarme. Avec la large expérience que les y autorise, les responsables F.O. signifieront, pour eux, le P.O. comme la C.G.T. sont de dangereux interlocuteurs qui, tel Bismarck, ne font que mieux cacher leur jeu à la société française.

JEAN-PIERRE DUMONT.

LES ORDONNANCES

• Durée du travail

La C.F.T.C. critique la clause sur le droit de vote syndical

La C.F.T.C. porte un jugement globalement positif sur les ordonnances relatives à la durée du travail et aux contrats de solidarité, mais elle n'approuve pas la clause qui permet à une ou des organisations syndicales de s'opposer à un accord d'entreprise, à condition de représenter plus de la moitié des salariés. Pour la centrale chrétienne, cette disposition va entraîner, dans certaines entreprises, la fin de la politique contractuelle, en refusant aux sections syndicales, qui viennent de se créer, le droit de s'exprimer.

La C.G.C. exprime des inquiétudes analogues, en notant « avec intérêt », toutefois, que ce droit de veto ne pourra s'exercer que par collège électoral. Ainsi, constate-t-elle, les ouvriers ne pourront pas mettre obstacle à des dispositions contractuelles par les organisations syndicales représentatives des ingénieurs, cadres, agents de maîtrise et techniciens.

Pour sa part, le Centre national des jeunes artisans « se félicite du progrès social » créé par les ordonnances, mais il estime qu'une réforme des charges sociales des entreprises s'impose d'autant plus que les mesures prises par le conseil des ministres du 13 janvier vont, selon le C.N.J.A., accroître ces charges.

M. Krasucki demande à M. Mauroy de réunir la commission supérieure des conventions collectives

M. Krasucki demande à M. Mauroy de réunir fin janvier la commission supérieure des conventions collectives afin d'étudier les conséquences sur le SMIC de la réduction de la durée du travail à trente heures hebdomadaires.

Dans une lettre adressée jeudi au premier ministre, le secrétaire confédéral de la C.G.T. estime cette réunion nécessaire « pour éviter toute perte de sécurité sociale et les conséquences négatives de la réduction du salaire minimum de l'ordre de 10 % ».

Le parti socialiste unifié (P.S.U.) estime « les ordonnances prises par le gouvernement sur les trente-heures hebdomadaires, le chômage saisonnier et les contrats de solidarité marquent bien sa volonté de réduire la durée du travail. L'urgence de ces mesures (...) ne doit pas faire oublier le débat fondamental sur le partage du travail entre tous et toutes, impliquant un nouveau type d'organisation du travail ».

• Contrats de solidarité

L'ÉTAT ACCORDERA SON AIDE AUX FIRMES PROGRAMMANT UNE RÉDUCTION DE LA DURÉE DU TRAVAIL À 36 HEURES D'ICI À SEPTEMBRE 1983

Outre l'ordonnance sur la réduction de l'aménagement de la durée du travail, le conseil des ministres a adopté, mercredi 13 janvier, une deuxième ordonnance sur les contrats de solidarité.

Cette ordonnance complète un décret du 30 décembre 1981 (Journal officiel du 31 décembre 1981) qui prévoit la signature d'un contrat de solidarité en cas d'urgence, par exemple, en cas de catastrophe naturelle, de chômage de masse, de fermeture d'usine, etc.

Deux autres formes de contrat de solidarité sont prévues par l'ordonnance et concernent les entreprises du secteur privé (1).

En cas de forte réduction de la durée du travail :

- Le titre I de l'ordonnance prévoit un programme de baisse de la durée du travail inférieur ou égale à trente-sept heures au 1^{er} janvier 1983 ou à trente-six heures au 1^{er} septembre 1983.

Cette programmation pourra être entreprise à compter du 1^{er} septembre 1981 au plus tard le 1^{er} septembre 1983 et concerner tout ou partie du personnel.

Le contrat passé entre l'État et l'employeur devra faire mention de la négociation entre ce dernier et les représentants des salariés et préciser le nombre d'emplois créés ou maintenus au bénéfice de l'État. Ce nombre ne pourra excéder le pourcentage de l'accroissement net de l'emploi.

L'État de l'État sera accordé pour chaque emploi supplé-

AFFAIRES

Pour la première fois de son histoire

FORD NE DISTRIBUERA PAS DE DIVIDENDE AU PREMIER TRIMESTRE 1982

Signe des temps : pour la première fois depuis son introduction à la Bourse en 1956, Ford ne distribuera pas de dividende à ses actionnaires au premier trimestre 82. M. Caldwell, président du groupe automobile américain, a justifié cette décision par « la poursuite de la crise du marché automobile et des incertitudes concernant les perspectives générales de l'économie ». Ford, qui a perdu 700 millions de dollars au cours des trois premiers mois de l'année, a déjà réduit son dividende de 1 dollar à 30 cents par action au troisième trimestre 1981. Ce nouveau geste est donc à l'actif de la firme, mais ne peut être considéré comme une mesure de salut pour convaincre les salariés du groupe d'accepter de nouvelles concessions salariales à l'occasion de la négociation pour le renouvellement de la convention collective qui vient de s'ouvrir entre la direction et le syndicat de l'Automobile.

Grâce à un accord passé avec International Harvester

IVECO ESPÈRE MULTIPLIER PAR QUATRE SES VENTES SUR LE MARCHÉ AMÉRICAIN

Iveco, filiale du groupe Fiat, deuxième producteur européen de véhicules industriels, espère rapidement multiplier par quatre ses ventes sur le marché américain grâce à l'accord passé avec International Harvester, a déclaré M. François Marc, P.-D. G. d'Iveco, filiale française d'Iveco, en présentant le 14 janvier les résultats de sa société. Aux termes du contrat signé le 6 janvier dernier, Iveco Trucks of North America (ITONA) confie à International Harvester, l'un des tout premiers producteurs américains de poids lourds et de matériel agricole, la distribution en Amérique du Nord de ses véhicules de gamme moyenne (6 à 18 tonnes) à moteurs Diesel sous la marque I.E.-Iveco.

Cet accord, conclu pour six ans et renouvelable, laisse à l'initiative des négociations plus poussées entre les deux constructeurs, notamment en Europe, où International Harvester possède des participations dans trois sociétés fabricant des poids lourds (Daf Trucks aux Pays-Bas, Ensa en Espagne et Seddon Atkinson en Grande-Bretagne). M. Marc s'est contenté d'assurer que cet accord constituait une « belle plate-forme de discussion ».

Le développement des ventes d'Iveco en Amérique du Nord ne doit cependant pas avoir de conséquences pour l'Unité, la filiale française n'assurant plus depuis l'an dernier que le marketing de véhicules de 10 à 16 tonnes, après le transfert de la fabrication des camions de 6 à 10 tonnes, de l'usine de Trappes (Yvelines) à celle de Brescia, en Italie. Ce transfert explique la diminution des effectifs (444 en 1981), de la production (8 970 véhicules en 1981, contre 17 800 en 1980), et du chiffre d'affaires (3,5 milliards de francs contre 3,9 milliards de francs) d'Unité.

Les perspectives du constructeur neurent néanmoins favorables du fait, a assuré M. Marc, du redressement commercial opéré depuis le lancement en France en septembre 1981 d'une nouvelle gamme de véhicules légers et de l'assainissement financier amorcé l'an passé. Les pertes ont été réduites de moitié, passant de 150 millions de francs à 70 millions de francs.

(Publié)

Signature Belge, Président de la Compagnie ICHLADAR, forme que l'exercice 1981 sera profitable pour la Compagnie.

ICHLADAR, qui a connu en 1979 — et surtout en 1980 — de sérieux problèmes, a pu en 1981 rééquilibrer son budget et faire quelques profits.

Cette situation a des conséquences du fait d'importantes réductions des cotisations d'exploitation en réalisant une complète réorganisation à l'intérieur de la compagnie.

Grâce à son expérience transatlantique et à ses contacts avec les compagnies aériennes, ICHLADAR sera une des rares compagnies à ne pas perdre d'argent sur la destination des États-Unis.

ICHLADAR — le pionnier des bus tarifs à destination des U.S.A. — a récemment voulu appliquer une politique tarifaire raisonnée sans toutefois baisser les prix à des limites extrêmes.

Cette politique lui permet de proposer à ses clients un ordre de tarifs compétitifs à destination des États-Unis.

Dans cet esprit, ICHLADAR propose cet hiver un tarif aller simple à 1.250 F et un tarif aller-retour (après un séjour de trente ans) à 1.500 F.

NEUBAUER

PEUGEOT - TALBOT

Conditions exceptionnelles jusqu'au 30 janvier 1982

VOTRE PEUGEOT 82 MOINS CHÈRE

RACHAT DE VOTRE VOITURE PLUS CHER

M. DENOLT - Tél. : 270-35-85

La fièvre du sa

Une banque n'était agréable

47/11/1982

AFFAIRES

VANCES

travail
que la clause
est syndical

Pour la première
de son histoire
FORD NE DISTINGUE
DE DIVISION
AU PREMIER TRIMESTRE

Grâce à un accord
avec l'inter-syndicat

VECO ESPERE
PAR QUATRE JOURS
SUR LE MARCHÉ

Grâce à un accord
avec l'inter-syndicat

VECO ESPERE
PAR QUATRE JOURS
SUR LE MARCHÉ

Grâce à un accord
avec l'inter-syndicat

VECO ESPERE
PAR QUATRE JOURS
SUR LE MARCHÉ

Grâce à un accord
avec l'inter-syndicat

VECO ESPERE
PAR QUATRE JOURS
SUR LE MARCHÉ

Grâce à un accord
avec l'inter-syndicat

VECO ESPERE
PAR QUATRE JOURS
SUR LE MARCHÉ

Grâce à un accord
avec l'inter-syndicat

VECO ESPERE
PAR QUATRE JOURS
SUR LE MARCHÉ

Grâce à un accord
avec l'inter-syndicat

VECO ESPERE
PAR QUATRE JOURS
SUR LE MARCHÉ

Grâce à un accord
avec l'inter-syndicat

VECO ESPERE
PAR QUATRE JOURS
SUR LE MARCHÉ

Grâce à un accord
avec l'inter-syndicat

VECO ESPERE
PAR QUATRE JOURS
SUR LE MARCHÉ

Grâce à un accord
avec l'inter-syndicat

VECO ESPERE
PAR QUATRE JOURS
SUR LE MARCHÉ

Grâce à un accord
avec l'inter-syndicat

VECO ESPERE
PAR QUATRE JOURS
SUR LE MARCHÉ

Grâce à un accord
avec l'inter-syndicat

VECO ESPERE
PAR QUATRE JOURS
SUR LE MARCHÉ

Grâce à un accord
avec l'inter-syndicat

VECO ESPERE
PAR QUATRE JOURS
SUR LE MARCHÉ

Grâce à un accord
avec l'inter-syndicat

VECO ESPERE
PAR QUATRE JOURS
SUR LE MARCHÉ

Grâce à un accord
avec l'inter-syndicat

VECO ESPERE
PAR QUATRE JOURS
SUR LE MARCHÉ

Grâce à un accord
avec l'inter-syndicat

VECO ESPERE
PAR QUATRE JOURS
SUR LE MARCHÉ

Grâce à un accord
avec l'inter-syndicat

VECO ESPERE
PAR QUATRE JOURS
SUR LE MARCHÉ

Grâce à un accord
avec l'inter-syndicat

VECO ESPERE
PAR QUATRE JOURS
SUR LE MARCHÉ

Grâce à un accord
avec l'inter-syndicat

VECO ESPERE
PAR QUATRE JOURS
SUR LE MARCHÉ

Grâce à un accord
avec l'inter-syndicat

VECO ESPERE
PAR QUATRE JOURS
SUR LE MARCHÉ

Grâce à un accord
avec l'inter-syndicat

VECO ESPERE
PAR QUATRE JOURS
SUR LE MARCHÉ

Grâce à un accord
avec l'inter-syndicat

VECO ESPERE
PAR QUATRE JOURS
SUR LE MARCHÉ

Grâce à un accord
avec l'inter-syndicat

VECO ESPERE
PAR QUATRE JOURS
SUR LE MARCHÉ

Grâce à un accord
avec l'inter-syndicat

VECO ESPERE
PAR QUATRE JOURS
SUR LE MARCHÉ

Grâce à un accord
avec l'inter-syndicat

VECO ESPERE
PAR QUATRE JOURS
SUR LE MARCHÉ

Grâce à un accord
avec l'inter-syndicat

VECO ESPERE
PAR QUATRE JOURS
SUR LE MARCHÉ

Grâce à un accord
avec l'inter-syndicat

VECO ESPERE
PAR QUATRE JOURS
SUR LE MARCHÉ

Grâce à un accord
avec l'inter-syndicat

VECO ESPERE
PAR QUATRE JOURS
SUR LE MARCHÉ

Grâce à un accord
avec l'inter-syndicat

VECO ESPERE
PAR QUATRE JOURS
SUR LE MARCHÉ

Grâce à un accord
avec l'inter-syndicat

VECO ESPERE
PAR QUATRE JOURS
SUR LE MARCHÉ

Grâce à un accord
avec l'inter-syndicat

VECO ESPERE
PAR QUATRE JOURS
SUR LE MARCHÉ

Grâce à un accord
avec l'inter-syndicat

VECO ESPERE
PAR QUATRE JOURS
SUR LE MARCHÉ

Grâce à un accord
avec l'inter-syndicat

VECO ESPERE
PAR QUATRE JOURS
SUR LE MARCHÉ

Grâce à un accord
avec l'inter-syndicat

VECO ESPERE
PAR QUATRE JOURS
SUR LE MARCHÉ

Grâce à un accord
avec l'inter-syndicat

VECO ESPERE
PAR QUATRE JOURS
SUR LE MARCHÉ

Grâce à un accord
avec l'inter-syndicat

VECO ESPERE
PAR QUATRE JOURS
SUR LE MARCHÉ

Grâce à un accord
avec l'inter-syndicat

VECO ESPERE
PAR QUATRE JOURS
SUR LE MARCHÉ

Grâce à un accord
avec l'inter-syndicat

VECO ESPERE
PAR QUATRE JOURS
SUR LE MARCHÉ

Grâce à un accord
avec l'inter-syndicat

VECO ESPERE
PAR QUATRE JOURS
SUR LE MARCHÉ

NATIONALISATIONS

La fièvre du samedi soir

(Suite de la première page.)

Aujourd'hui encore, on peut estimer que la définition de la « nécessité publique » appartient au seul Parlement.

En revanche, le Conseil est assurément fondé à vérifier que le principe d'égalité de traitement en cas d'acquisition d'un titre en Bourse ne donne aucun droit, lors des cessions ultérieures, sur les richesses desdites filiales, qui, de fait, influencent déjà le cours des titres de la société-mère.

Outre qu'il ne sera pas facile d'établir que la majorité d'un capital social est détenue par des non-résidents (en raison des titres au porteur), il faut convenir que la rédaction du titre II de la loi a subi des variations qui conduisent à penser qu'on a, en fait, dressé la liste des banques nationalisables, avant que ne soient découverts les critères destinés à l'établissement de cette liste.

On peut, à ce propos, observer, comme l'opposition, qu'il n'existe même plus dans la version actuelle de la loi, à son article 13, de relation de cause à effet entre la définition des banques nationalisables et la liste de celles qui le sont.

On peut donc estimer que le gouvernement n'a pas donné une assise juridique convenable à son désir politique d'écarter les banques étrangères du champ des nationalisations. Mais censurent le critère juridique mal assis, le Conseil ne pourra-t-il être alors accusé de faire obstacle, par le fait, au choix politique du législateur ? Encore qu'il faille de nouveau se demander à partir de quand une banque (ou l'importe quelle autre société) cesse d'être française.

L'opposition espère aussi beaucoup des reproches qu'elle a émis quant au mode d'indemnisation des action-

naires dépossédés. Bien que le gouvernement, faisant montre de bonne volonté, ait repris purement et simplement la version suggérée par le Conseil d'Etat, l'opposition estime qu'il faut aller plus loin et faire intervenir, dans les calculs, les actifs des filiales et sous-filiales. A quoi on peut répliquer que l'acquisition d'un titre en Bourse ne donne aucun droit, lors des cessions ultérieures, sur les richesses desdites filiales, qui, de fait, influencent déjà le cours des titres de la société-mère.

On peut aussi s'interroger sur le fait que le versement du dividende 1981 est exclu pour les actionnaires étrangers. Sous réserve que cela relève certainement de la compétence du Conseil constitutionnel.

Sur tous ces points, et sur quelques autres peut-être, réponse samedi soir. Dans la fièvre du samedi

soir. Qu'il sera décidé, le président de la République disposera de deux voies d'action. Aux termes de l'article 23 de la loi organique sur le Conseil constitutionnel, le chef de l'Etat peut purement et simplement promulguer ce qui reste de la loi, à la condition que la (ou les) disposition(s) annulée(s) soient séparables de l'ensemble du texte. Le chef de l'Etat peut aussi demander une nouvelle lecture de la loi au Parlement, en tenant compte, bien sûr, de l'argumentation du Conseil.

Pour sa part, le premier ministre, tout en assurant ne disposer d'aucune information particulière, s'est dit convaincu, jeudi, que la loi pourrait être promulguée dans les premiers jours de la semaine prochaine. Ce qui revient à dire qu'il ne craint pas que la loi sera dénoncée par l'intervention du Conseil. Juridiquement parlant, il est difficile de penser qu'il a tort.

Dans la cas contraire, il y a lieu de croire que, d'une manière géné-

rale, s'ouvrirait un conflit, de nature politique, entre le Conseil et la majorité, et sur lequel il sera toujours temps de revenir.

Pourtant, quelle que sera la décision, elle met le Conseil constitutionnel dans une situation assez paradoxale, compte tenu de la date à laquelle il fait connaître sa décision. Celle-ci intervient, en effet, à la veille même de quatre élections législatives partielles auxquelles les ministres ont, légitimement certes, abondamment participé.

Quoi qu'il jugera, le Conseil va

passer sur le scrutin. Légèrement, il est vrai, mais pour des sièges tous acquis de justesse. L'effet sera d'autant plus grand que la censure le serait aussi. Les candidats ne pourront, bien sûr, en faire état, la campagne officielle étant alors close. Mais les élus-majors ne sont pas tenus au silence. Et que ne dirait pas l'opposition, au profit de ses quatre poules, si se trouvait réduite à rien une loi dont le gouvernement a toujours affirmé qu'elle était un outil essentiel de sa politique ?

PHILIPPE BOUCHER.

LA NOMINATION DES P.-D.G.

Du point de vue industriel l'important est la continuité
déclare M. Pierre Dreyfus à « l'Unité »

Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire socialiste « l'Unité », le 15 janvier, le ministre de l'Industrie évoque la prochaine nomination des responsables des groupes nationalisables : « On peut envisager ces nominations en se plaçant du point de vue de la continuité industrielle. En ce cas, l'important est la continuité. Car discontinuité signifie trouble dans l'entreprise, et cela donne une crise ajoutée à la crise générale. Si on peut l'éviter, c'est préférable et je conseille, sur un plan industriel, d'éviter un trouble non nécessaire. Evidemment la continuité est impossible dans les cas où la personne en place ne fera pas la politique à long terme, appuyée sur les organisations existantes, que nous souhaitons. Certains sont très clairs sur la question : la première fois où je l'ai rencontré, André Rousseau m'a dit son refus net d'une firme nationalisée », déclare M. Dreyfus, qui ajoute : « Je peux très bien comprendre qu'on pose le problème du point de vue politique. Mon rôle à moi, ministre de l'Industrie, que François Mitterrand et Pierre Mauroy ont pris de bien vouloir prendre la tête de ce ministère, est de les mettre en garde contre certains dangers. C'est mon devoir. »

Dans les groupes concernés, vis-à-vis des prochaines nominations suscitant des controverses. C'est ainsi que trois mille cadres de Rhône-Poulenc (le groupe en compte cinq mille huit cents en France et un millier à l'étranger) ont opposé leur signature au bas d'une pétition demandant le maintien de

M. Jean Gando à la présidence. Notons à ce propos que M. Dreyfus, dans le même entretien, s'accorde à l'Unité, donne un satisfaction à l'actuel président, en déclarant : « Rhône-Poulenc, qui dispose d'un bon secteur de recherche, qui est bien mené depuis quelques années (mais seulement depuis quelques années après une période de lacsisme). »

De leur côté, les cadres régionaux dans le Syndicat professionnel des ingénieurs et cadres supérieurs de la sidérurgie ont publié, le 9 janvier dans le « Républicain lorrain », un communiqué qualifiant un éventuel départ de M. Mayoux (P.-D.G. de Saurat-Solac) de décision « incohérente, incompréhensible et inquiétante ».

RÉSIDENTS - CLUBS
3^e AGE
Spécialiste Côte d'Azur
Cabinet INDEXA
52, rue Jean-Médard - 06000 NICE
Tél. : (93) 80.88.31 (F.R.A.I.M.)

Olivier FRANC
JAZZ QUINTET
Concerts • Stars • Animation
8, rue du Dauphin - 75001 PARIS
Téléph. : 228-67-46

Avis aux actionnaires et aux détenteurs de certificats d'actions au porteur de

VALUE CAPITAL LIMITED

(en liquidation)

Il sera procédé à une première distribution au bénéfice des actionnaires et des détenteurs de certificats d'actions au porteur de Value Capital Limited dès que cela sera possible après vérification des créances. Pour se procurer les formulaires de réclamation requis, les détenteurs d'actions nominatives et de certificats d'actions au porteur sont invités à écrire, en donnant seulement leurs nom et adresse (en lettres majuscules), à :

RoyWest Trust Corporation
(Bahamas) Limited,
The Agents for the Official Liquidators
of Value Capital Limited,
P.O. Box N. 7785, Nassau, Bahamas.

Prière, à ce stade, de ne pas retourner de certificats.

DAVID N. SHEASBY/PAUL F. CLARKE
Syndics de liquidation
Value Capital Limited

Voici venu le temps des ingénieurs

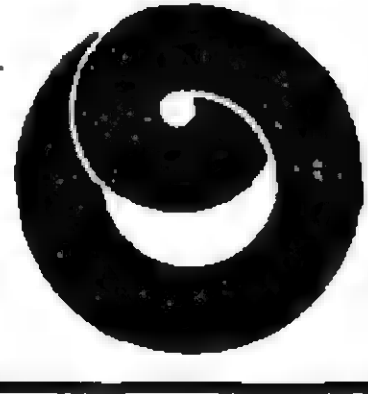
Dix offres pour un ingénieur disponible, une mobilité insignifiante, une surcote effrénée des salaires. Entre dix et douze mois pour embaucher un confirmé. Des hommes très prudents qui se tournent vers d'autres fonctions.

Telles sont, parmi des dizaines d'autres, les difficultés auxquelles sont confrontés les entreprises qui recrutent des ingénieurs. Et pourtant, chaque avancée technologique exige des hommes capables de l'exploiter et de la développer.

Ces hommes, qui sont-ils ? Que veulent-ils ? Où sont-ils et comment les recrute-t-on ?

Havas Contact a enquêté et a édité, à l'intention des Directeurs de Personnel et des chargés de recrutement, une étude portant sur cet « homme du siècle qui sait un maximum de choses de ce qu'il est utile de connaître... »

Pour se procurer cette enquête, il convient d'en faire la demande écrite à :
HAVAS CONTACT
Service Développement
156, bd Haussmann 75008 Paris



Une banque rapide,
c'était agréable.

C'est devenu essentiel.

Quand le marché de l'immobilier est incertain, l'avenir est à la banque rapide. C'est ce qui fait le succès de la Banque de La Hénin : elle répond en 48 heures.

La Banque de La Hénin reste la grande banque dont l'immobilier est la première vocation. Elle a toujours été à la pointe en ce domaine. Elle est parmi les toutes premières banques distributrices de Prêts Conventionnés : elle a su créer les barèmes progressifs, le Compte Epargne Résidence Secondaire et certains crédits immobiliers sans hypothèque.

A la Banque de La Hénin, vous trouverez toujours comme partenaire un véritable expert en immobilier. Un partenaire qui sait à quel point son interlocuteur peut avoir besoin de conseils, de souplesse et de rapidité de décision.

Dans l'immobilier en 1982, il faudra savoir aller vite. A la Banque de La Hénin, ce n'est pas seulement une conviction. C'est une volonté.

Banque de La Hénin
La Banque-orchestre de l'immobilier



Siège social : 16, rue de la Ville-Evêque, 75384 Paris Cedex 08. Tél. (1) 265.35.15

TRAVAIL

TRAVAIL
Samedi 16 janvier 1982
NOTES DE LA SEMAINE
1. L'immobilier
2. Le marché du travail
3. Les salaires
4. Les licenciements
5. Les embauches
6. Les démissions
7. Les congés
8. Les absences
9. Les accidents
10. Les maladies
11. Les décès
12. Les mariages
13. Les naissances
14. Les décès
15. Les mariages
16. Les naissances
17. Les décès
18. Les mariages
19. Les naissances
20. Les décès

ÉTRANGER

LES MOUVEMENTS SOCIAUX EN EUROPE

La grève générale dans le sud de l'Italie a été largement suivie

De notre correspondant

Rome. — Tout le sud de l'Italie a connu, le 14 janvier, une grève générale de huit heures à l'appel des trois grandes confédérations syndicales (C.G.I.L., C.I.S.L. et U.I.L.) afin d'attirer l'attention du gouvernement et du Parlement sur la situation économique et sociale du sud de la péninsule. Des grèves de soutien de deux heures ont eu lieu dans la région du Latium ; d'autres ont été décidées pour les prochains jours en Lombardie et dans le Piémont.

Cette action unitaire, la plus massive organisée ces dernières années, a concerné plusieurs millions de travailleurs. Elle a été largement suivie. « C'est la plus importante manifestation jamais vue ici », a commenté un syndicaliste de Bari, où quelque cinquante mille personnes ont répondu à l'appel des syndicats pour venir écouter M. Lama, secrétaire général de la C.G.I.L. Malgré les mesures et les engagements pris par le gouvernement, la situation économique et

sociale dans le Mezzogiorno s'aggrave de jour en jour. Pour le P.C.I., la situation est si grave qu'il est vain d'espérer qu'une reprise de l'activité industrielle dans le nord du pays puisse avoir des effets suffisants pour pallier les difficultés du Sud. Selon les syndicats, des régions, comme la Campanie, la Calabre, la Basilicate, sont dans un état de crise tel qu'il engendre une grave tension sociale. Le chômage touche près d'un demi-million de personnes en Campanie et cent vingt mille à Naples uniquement.

Officiellement le nombre des chômeurs en Italie s'élevait, en octobre 1981, à 2,1 millions de personnes, soit 9,1 % de la population active. On estime que 1,3 million se trouvent dans le Sud, soit 60 % du total, après l'Italie du Nord où 35 % de la population nationale. Le chômage représente 13,2 % de la population active dans le Mezzogiorno (7,2 % dans le nord du pays).

Ph. N.

LE VOTE DES MINÉURS BRITANNIQUES SUR LES PROPOSITIONS D'AUGMENTATION DES SALAIRES S'ANNONCE TRÈS SERRÉ

De notre correspondant

Londres. — Les deux cent cinquante mille mineurs britanniques étaient appelés à voter les 14 et 15 janvier, à bulletin secret, pour ou contre les propositions d'augmentation de salaires faites, début décembre 1981, par les autorités des Charbonnages. Celles-ci

offrent entre 7,8 et 9,13 % de hausse, selon les catégories, alors que le syndicat réclamait à l'origine 22 %.

Contrairement à la direction du syndicat, qui avait recommandé l'acceptation de l'offre patronale, une assemblée générale élargie, où l'aile gauche est majoritaire, a décidé de soumettre la décision à un vote de tous les adhérents. Il faut qu'une majorité qualifiée de 55 % se prononce contre la proposition des Charbonnages, pour que la direction du syndicat puisse être autorisée à envisager une grève officielle.

Le scrutin, dont le résultat devrait être connu au milieu de la semaine prochaine, s'annonce très serré. Le président sortant du syndicat des mineurs, le modéré Joe Gormley, a pris publiquement position contre un conflit, tandis que son successeur, qui prendra ses fonctions en avril, M. Arthur Scargill, beaucoup plus marqué à gauche, est prêt à affronter le gouvernement.

« J'espère que le bon sens l'emportera, mais cela ressemble un peu à 1974 », avait-il déclaré après l'échec des négociations. La grève des mineurs durant l'hiver 1973-1974 avait amené le premier ministre d'alors, M. Edward Heath, à décider des élections législatives anticipées qui devaient être remportées par les travaillistes. Plutôt que d'affronter les mineurs, Mme Thatcher a préféré, l'année dernière, céder à leurs revendications et avait accepté de leur accorder des augmentations de salaire allant jusqu'à 13 %, en contradiction avec sa politique d'austérité. — D. V.

Le gouvernement espagnol a protesté auprès de l'ambassadeur à Madrid, après l'annonce, mercredi 13 janvier, d'un train espagnol de fruits et légumes, près de Perpignan (Le Monde 15 janvier). Le secrétaire d'État aux affaires étrangères, M. Gabriel Manzano, a fait état de la « gravité » avec laquelle son gouvernement considèrerait de tels incidents s'ils venaient à se répéter.

La couronne islandaise a été dévaluée de 12 % le 14 janvier. Cette mesure a été décidée pour soutenir les exportations, essentiellement de poisson (Le Monde 15 janvier) et pour enrayer le compte d'inflation. Il s'agit de la troisième — et plus importante — dévaluation intervenue durant les cinq derniers mois. La couronne islandaise avait été dépréciée de 5 % le 10 août 1981, puis de 6,5 % le 10 novembre. Elle était plus officiellement cotée depuis le 5 janvier. — (A.F.P.)

MONNAIES

LA BANQUE DE FRANCE COMPTABILISE L'OR AU PRIX DE 76 457 F LE KLO CONTRE 83 567 F PRÉCÉDEMMENT

Comme à la fin de chaque semestre, la Banque de France a pu, à jour, pour les six mois à venir, les bases d'évaluation de ses réserves d'or et de devises, des droits de tirages spéciaux (D.T.S.) et ECU. A partir de la situation hebdomadaire du 31 décembre 1981 (et jusqu'à la situation de fin juin), les avoirs de réserves seront comptabilisés comme suit :

- L'or au prix de 76 457 F le kilo, au lieu de 83 567 F précédemment (pour le semestre de 1981, la monnaie-value a été imputée au compte à réserve de réévaluation des avoirs publics en or) ;
- Le dollar au cours de 5,7400 F, contre 5,7400 F ;
- Les ECU au cours de 1 ECU = 6,5637 F, contre 6,5637 F ;
- Les D.T.S. au cours de 1 D.T.S. = 6,5637 F, contre 6,5637 F.

AGRICULTURE

Les procédures d'indemnisation des agriculteurs touchés par les calamités seront accélérées déclare Mme Cresson

Les procédures d'indemnisation pour les agriculteurs touchés par les calamités vont être accélérées, a annoncé, jeudi 14 janvier, devant l'Association française des journalistes agricoles (A.F.J.A.), Mme Cresson, ministre de l'Agriculture.

La commission nationale des calamités agricoles, qui devra reconnaître le principe des calamités, examinera les dossiers le 26 janvier prochain. A titre exceptionnel, les sinistres les plus gravement touchés pourront consi-

tuer dès à présent leur dossier individuel. Les conditions d'indemnisation de ces cas seront fixées le 10 ou le 11 février.

La distinction opérée par le ministre pour les cas les plus graves fait référence à la réforme du régime d'administration publique sur le régime des calamités agricoles adoptée le 30 septembre 1979. Devant les abus enregistrés par la Cour des comptes pour l'année 1977, le montant et la validité des sinistres étant décidés alors par des commissions communales et les préfets, une procédure de reconnaissance préalable de l'état de calamité par une commission nationale avait été adoptée. C'est cette reconnaissance préalable que, pour faire vite, Mme Cresson a décidé de faire sauter pour les cas les plus graves.

De plus, les arrêtés préfectoraux permettant l'octroi de prêts spéciaux bonifiés pourront être pris sans attendre le délai d'un mois prévu par les textes. Le Crédit agricole est invité à examiner les dossiers avec rapidité à faciliter les avances de trésorerie, à des taux d'intérêt le plus bas possible. Enfin, comme les prêts spéciaux risquent d'ajouter aux difficultés des agriculteurs déjà coudoyés avec des prêts relatifs aux calamités des années précédentes, Mme Cresson propose que l'Etat prenne à sa charge une partie des intérêts des emprunts antérieurs.

LOGEMENT

LES H.L.M. EXPRIMENT LEUR « ACCORD PROFOND » AVEC LE PROJET DE LOI DE M. QUILLIOT

Les H.L.M. ont été « des pionniers en matière de concertation entre propriétaires et locataires », a déclaré, mercredi 13 janvier, à la presse, M. Roland Pignol, délégué général de l'Union nationale des H.L.M., qui a exprimé l'accord profond des organismes avec les intentions globales du projet de loi Quilliot. En effet, des commissions mixtes H.L.M.-usagers existent depuis 1975. Toutefois, l'Union des H.L.M. souhaite que les parlementaires complètent la loi, notamment le principe d'un loyer initial « objectif » et en donnant aux locataires la possibilité de se faire assister en justice par un représentant d'une association d'usagers reconnue.

M. Pignol a enfin regretté la limitation autoritaire de la hausse des loyers H.L.M. (5 à 7 % en janvier) et la hausse des taxes des prêts aidés par l'Etat, tout en approuvant l'accroissement de l'aide à la pierre, la réévaluation « très concertée » du montant du prêt moyen, et le relèvement des aides personnelles.

Mme Edith Cresson, ministre de l'Agriculture, a remis jeudi 14 janvier le Grand Prix du journalisme agricole à notre confrère Jean-Claude Labasse du *Courrier Jeune* pour un article intitulé : « La grande soif de la Haute-Volta ».

Trente et un pays participent au cinquantième anniversaire de la création de l'Organisation internationale des femmes agricultrices du 7 au 14 mars, porte de Versailles, à Paris. Plus de mille quatre cents marques françaises et neuf cents marques étrangères seront présentes.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

■ **M. Gérard Higon**, qui fut d'avril 1977 à juin 1981 directeur des affaires à la délégation générale à l'armement, vient d'entrer à la Société nationale industrielle aéronautique (S.N.I.A.), qui préside le général Jacques et la hausse des taxes des prêts aidés par l'Etat, tout en approuvant l'accroissement de l'aide à la pierre, la réévaluation « très concertée » du montant du prêt moyen, et le relèvement des aides personnelles.

Social

■ **Les firmes américaines Caterpillar** a annoncé, mercredi 13 janvier, la suppression d'un six cents emplois sur un effectif total de soixante sept mille sept cents personnes. De plus, onze mille deux cents salariés de la firme seront mis au chômage technique pendant une semaine au début de février.

■ **Quarante chômeurs de Cerny (Deux-Sevres)** ont décidé de créer des coopératives ouvrières pour lutter contre la précarité des entreprises mises en faillite. (Société Chessaeron de transport mise en liquidation en septembre, vingt-huit salariés en chômage ; société Bessacorian Electricité, soixante employés en chômage dont douze ont créé une coopérative.)

■ **Les trois cents ouvrières de « Chantelles »**, à Saint-Herblain (Loire-Atlantique) ont décidé de reprendre le travail le 15 janvier, après huit semaines de grève, la direction leur ayant accordé une augmentation de 2 % des salaires et une amélioration des conditions de travail.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ ou -	en %	+ ou -	en %	+ ou -	en %	+ ou -	en %
S. E.-U. ...	5,9405	5,9405	+ 0,0001	0,0017	+ 0,0001	0,0017	+ 0,0001	0,0017
S. can. ...	4,9765	4,9765	+ 0,0001	0,0020	+ 0,0001	0,0020	+ 0,0001	0,0020
Yen (100) ...	2,3500	2,3500	+ 0,0001	0,0043	+ 0,0001	0,0043	+ 0,0001	0,0043
D.M.	2,5375	2,5375	+ 0,0001	0,0039	+ 0,0001	0,0039	+ 0,0001	0,0039
Suède ...	2,1190	2,1190	+ 0,0001	0,0047	+ 0,0001	0,0047	+ 0,0001	0,0047
F.R. (100) ...	14,9200	14,9200	+ 0,0001	0,0067	+ 0,0001	0,0067	+ 0,0001	0,0067
F.S.	2,1485	2,1485	+ 0,0001	0,0047	+ 0,0001	0,0047	+ 0,0001	0,0047
L. (1 000) ...	4,7350	4,7350	+ 0,0001	0,0021	+ 0,0001	0,0021	+ 0,0001	0,0021
S.	10,5010	10,5010	+ 0,0001	0,0095	+ 0,0001	0,0095	+ 0,0001	0,0095

TAUX DES EURO-MONNAIES

	10	12 3/4	15	17 1/2	20	22 1/2	25	27 1/2	30	32 1/2	35	37 1/2	40	42 1/2	45	47 1/2	50
D.M.	10	12 3/4	15	17 1/2	20	22 1/2	25	27 1/2	30	32 1/2	35	37 1/2	40	42 1/2	45	47 1/2	50
S. E.-U. ...	10	12 3/4	15	17 1/2	20	22 1/2	25	27 1/2	30	32 1/2	35	37 1/2	40	42 1/2	45	47 1/2	50
Yen (100) ...	10	12 3/4	15	17 1/2	20	22 1/2	25	27 1/2	30	32 1/2	35	37 1/2	40	42 1/2	45	47 1/2	50
F.S.	10	12 3/4	15	17 1/2	20	22 1/2	25	27 1/2	30	32 1/2	35	37 1/2	40	42 1/2	45	47 1/2	50
L. (1 000) ...	10	12 3/4	15	17 1/2	20	22 1/2	25	27 1/2	30	32 1/2	35	37 1/2	40	42 1/2	45	47 1/2	50
S.	10	12 3/4	15	17 1/2	20	22 1/2	25	27 1/2	30	32 1/2	35	37 1/2	40	42 1/2	45	47 1/2	50

Notes données ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de semaine par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LA REDOUTE

LETRE AUX ACTIONNAIRES

Cher actionnaire,

Devenue « holding » depuis le 1^{er} mars 1981, votre société n'a pas encore de résultats réels significatifs à vous présenter.

En 31 août 1981, elle enregistre un bénéfice net de 157,5 millions de francs, dont 40,4 millions de francs dus à la rétrogradation de la « provision pour hausse de prix », et 113,5 millions de francs résultant de plus-values nettes consécutives à des apports d'actif à des sociétés.

Si les résultats de votre société ne sont pas encore réellement significatifs, il n'en va pas de même de ceux des principales filiales, encore que l'apport de la saison printemps-été soit sensiblement moindre que celui de la saison automne-hiver.

C'est ainsi que pour la période du 1^{er} mars 1981 au 31 août 1981 :

La S.A. Redoute-Catalogue a enregistré un chiffre d'affaires de 1 807 millions de francs, un bénéfice d'exploitation de 37 millions de francs (après une dotation aux comptes d'amortissements de 22,1 millions de francs) et un bénéfice net de 16,8 millions de francs ;

La S.N.E.R. a réalisé un chiffre d'affaires de 98 millions de francs, entraînant une perte de 3,5 millions de francs (contre une perte de 8,3 millions de francs pour la même période de l'exercice précédent) ;

Le groupe des éditions Rombold voit son chiffre d'affaires progresser de 22 % et sa perte être ramenée à 2 millions de francs (contre 6,5 millions de francs pour la même période de l'exercice précédent) ;

Le groupe « Freimann-Sodir », a réalisé un chiffre d'affaires de 238 millions de francs, net de 8,4 millions de francs ;

En Italie, la société Vestro a réalisé un chiffre d'affaires de 10 milliards de francs et ramène sa perte d'exploitation à 273 millions de francs contre 485 millions de francs l'exercice précédent ;

Les premiers mois d'activité de la saison automne-hiver s'annoncent par les bonnes dispositions affichées à l'issue du printemps-été. Nous demeurerons scrupuleux quant à l'usage de l'exercice 1981-1982.

D'ores et déjà, 14 vous signalons que pour les six premiers mois de l'exercice en cours le bénéfice net consolidé s'élève à 15,5 millions de francs (après une dotation aux comptes d'amortissements et de provisions de 22,1 millions de francs) ce chiffre ne tenant pas compte des éléments à caractère exceptionnel dont le vous ferez part au début de ma lettre et que nous avons porté directement dans les comptes de capitaux propres.

Au 30 novembre, le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 540 millions de francs, en progression de 18 %.

Le groupe des éditions Rombold voit son chiffre d'affaires progresser de 22 % et sa perte être ramenée à 2 millions de francs (contre 6,5 millions de francs pour la même période de l'exercice précédent) ;

Le groupe « Freimann-Sodir », a réalisé un chiffre d'affaires de 238 millions de francs, net de 8,4 millions de francs ;

En Italie, la société Vestro a réalisé un chiffre d'affaires de 10 milliards de francs et ramène sa perte d'exploitation à 273 millions de francs contre 485 millions de francs l'exercice précédent ;

Les premiers mois d'activité de la saison automne-hiver s'annoncent par les bonnes dispositions affichées à l'issue du printemps-été. Nous demeurerons scrupuleux quant à l'usage de l'exercice 1981-1982.

D'ores et déjà, 14 vous signalons que pour les six premiers mois de l'exercice en cours le bénéfice net consolidé s'élève à 15,5 millions de francs (après une dotation aux comptes d'amortissements et de provisions de 22,1 millions de francs) ce chiffre ne tenant pas compte des éléments à caractère exceptionnel dont le vous ferez part au début de ma lettre et que nous avons porté directement dans les comptes de capitaux propres.

Au 30 novembre, le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 540 millions de francs, en progression de 18 %.

Le groupe des éditions Rombold voit son chiffre d'affaires progresser de 22 % et sa perte être ramenée à 2 millions de francs (contre 6,5 millions de francs pour la même période de l'exercice précédent) ;

Le groupe « Freimann-Sodir », a réalisé un chiffre d'affaires de 238 millions de francs, net de 8,4 millions de francs ;

En Italie, la société Vestro a réalisé un chiffre d'affaires de 10 milliards de francs et ramène sa perte d'exploitation à 273 millions de francs contre 485 millions de francs l'exercice précédent ;

Les premiers mois d'activité de la saison automne-hiver s'annoncent par les bonnes dispositions affichées à l'issue du printemps-été. Nous demeurerons scrupuleux quant à l'usage de l'exercice 1981-1982.

D'ores et déjà, 14 vous signalons que pour les six premiers mois de l'exercice en cours le bénéfice net consolidé s'élève à 15,5 millions de francs (après une dotation aux comptes d'amortissements et de provisions de 22,1 millions de francs) ce chiffre ne tenant pas compte des éléments à caractère exceptionnel dont le vous ferez part au début de ma lettre et que nous avons porté directement dans les comptes de capitaux propres.

Au 30 novembre, le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 540 millions de francs, en progression de 18 %.

Le groupe des éditions Rombold voit son chiffre d'affaires progresser de 22 % et sa perte être ramenée à 2 millions de francs (contre 6,5 millions de francs pour la même période de l'exercice précédent) ;

Le groupe « Freimann-Sodir », a réalisé un chiffre d'affaires de 238 millions de francs, net de 8,4 millions de francs ;

En Italie, la société Vestro a réalisé un chiffre d'affaires de 10 milliards de francs et ramène sa perte d'exploitation à 273 millions de francs contre 485 millions de francs l'exercice précédent ;

Les premiers mois d'activité de la saison automne-hiver s'annoncent par les bonnes dispositions affichées à l'issue du printemps-été. Nous demeurerons scrupuleux quant à l'usage de l'exercice 1981-1982.

D'ores et déjà, 14 vous signalons que pour les six premiers mois de l'exercice en cours le bénéfice net consolidé s'élève à 15,5 millions de francs (après une dotation aux comptes d'amortissements et de provisions de 22,1 millions de francs) ce chiffre ne tenant pas compte des éléments à caractère exceptionnel dont le vous ferez part au début de ma lettre et que nous avons porté directement dans les comptes de capitaux propres.

Au 30 novembre, le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 540 millions de francs, en progression de 18 %.

Le groupe des éditions Rombold voit son chiffre d'affaires progresser de 22 % et sa perte être ramenée à 2 millions de francs (contre 6,5 millions de francs pour la même période de l'exercice précédent) ;

Le groupe « Freimann-Sodir », a réalisé un chiffre d'affaires de 238 millions de francs, net de 8,4 millions de francs ;

En Italie, la société Vestro a réalisé un chiffre d'affaires de 10 milliards de francs et ramène sa perte d'exploitation à 273 millions de francs contre 485 millions de francs l'exercice précédent ;

Les premiers mois d'activité de la saison automne-hiver s'annoncent par les bonnes dispositions affichées à l'issue du printemps-été. Nous demeurerons scrupuleux quant à l'usage de l'exercice 1981-1982.

D'ores et déjà, 14 vous signalons que pour les six premiers mois de l'exercice en cours le bénéfice net consolidé s'élève à 15,5 millions de francs (après une dotation aux comptes d'amortissements et de provisions de 22,1 millions de francs) ce chiffre ne tenant pas compte des éléments à caractère exceptionnel dont le vous ferez part au début de ma lettre et que nous avons porté directement dans les comptes de capitaux propres.

Au 30 novembre, le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 540 millions de francs, en progression de 18 %.

Le groupe des éditions Rombold voit son chiffre d'affaires progresser de 22 % et sa perte être ramenée à 2 millions de francs (contre 6,5 millions de francs pour la même période de l'exercice précédent) ;

Le groupe « Freimann-Sodir », a réalisé un chiffre d'affaires de 238 millions de francs, net de 8,4 millions de francs ;

En Italie, la société Vestro a réalisé un chiffre d'affaires de 10 milliards de francs et ramène sa perte d'exploitation à 273 millions de francs contre 485 millions de francs l'exercice précédent ;

Les premiers mois d'activité de la saison automne-hiver s'annoncent par les bonnes dispositions affichées à l'issue du printemps-été. Nous demeurerons scrupuleux quant à l'usage de l'exercice 1981-1982.

D'ores et déjà, 14 vous signalons que pour les six premiers mois de l'exercice en cours le bénéfice net consolidé s'élève à 15,5 millions de francs (après une dotation aux comptes d'amortissements et de provisions de 22,1 millions de francs) ce chiffre ne tenant pas compte des éléments à caractère exceptionnel dont le vous ferez part au début de ma lettre et que nous avons porté directement dans les comptes de capitaux propres.

Au 30 novembre, le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 540 millions de francs, en progression de 18 %.

Le groupe des éditions Rombold voit son chiffre d'affaires progresser de 22 % et sa perte être ramenée à 2 millions de francs (contre 6,5 millions de francs pour la même période de l'exercice précédent) ;

Le groupe « Freimann-Sodir », a réalisé un chiffre d'affaires de 238 millions de francs, net de 8,4 millions de francs ;

En Italie, la société Vestro a réalisé un chiffre d'affaires de 10 milliards de francs et ramène sa perte d'exploitation à 273 millions de francs contre 485 millions de francs l'exercice précédent ;

Les premiers mois d'activité de la saison automne-hiver s'annoncent par les bonnes dispositions affichées à l'issue du printemps-été. Nous demeurerons scrupuleux quant à l'usage de l'exercice 1981-1982.

D'ores et déjà, 14 vous signalons que pour les six premiers mois de l'exercice en cours le bénéfice net consolidé s'élève à 15,5 millions de francs (après une dotation aux comptes d'amortissements et de provisions de 22,1 millions de francs) ce chiffre ne tenant pas compte des éléments à caractère exceptionnel dont le vous ferez part au début de ma lettre et que nous avons porté directement dans les comptes de capitaux propres.

Au 30 novembre, le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 540 millions de francs, en progression de 18 %.

Le groupe des éditions Rombold voit son chiffre d'affaires progresser de 22 % et sa perte être ramenée à 2 millions de francs (contre 6,5 millions de francs pour la même période de l'exercice précédent) ;

Le groupe « Freimann-Sodir », a réalisé un chiffre d'affaires de 238 millions de francs, net de 8,4 millions de francs ;

En Italie, la société Vestro a réalisé un chiffre d'affaires de 10 milliards de francs et ramène sa perte d'exploitation à 273 millions de francs contre 485 millions de francs l'exercice précédent ;

Les premiers mois d'activité de la saison automne-hiver s'annoncent par les bonnes dispositions affichées à l'issue du printemps-été. Nous demeurerons scrupuleux quant à l'usage de l'exercice 1981-1982.

D'ores et déjà, 14 vous signalons que pour les six premiers mois de l'exercice en cours le bénéfice net consolidé s'élève à 15,5 millions de francs (après une dotation aux comptes d'amortissements et de provisions de 22,1 millions de francs) ce chiffre ne tenant pas compte des éléments à caractère exceptionnel dont le vous ferez part au début de ma lettre et que nous avons porté directement dans les comptes de capitaux propres.

Au 30 novembre, le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 540 millions de francs, en progression de 18 %.

Le groupe des éditions Rombold voit son chiffre d'affaires progresser de 22 % et sa perte être ramenée à 2 millions de francs (contre 6,5 millions de francs pour la même période de l'exercice précédent) ;

Le groupe « Freimann-Sodir », a réalisé un chiffre d'affaires de 238 millions de francs, net de 8,4 millions de francs ;

En Italie, la société Vestro a réalisé un chiffre d'affaires de 10 milliards de francs et ramène sa perte d'exploitation à 273 millions de francs contre 485 millions de francs l'exercice précédent ;

Les premiers mois d'activité de la saison automne-hiver s'annoncent par les bonnes dispositions affichées à l'issue du printemps-été. Nous demeurerons scrupuleux quant à l'usage de l'exercice 1981-1982.

D'ores et déjà, 14 vous signalons que pour les six premiers mois de l'exercice en cours le bénéfice net consolidé s'élève à 15,5 millions de francs (après une dotation aux comptes d'amortissements et de provisions de 22,1 millions de francs) ce chiffre ne tenant pas compte des éléments à caractère exceptionnel dont le vous ferez part au début de ma lettre et que nous avons porté directement dans les comptes de capitaux propres.

Au 30 novembre, le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 540 millions de francs, en progression de 18 %.

Le groupe des éditions Rombold voit son chiffre d'affaires progresser de 22 % et sa perte être ramenée à 2 millions de francs (contre 6,5 millions de francs pour la même période de l'exercice précédent) ;

Le groupe « Freimann-Sodir », a réalisé un chiffre d'affaires de 238 millions de francs, net de 8,4 millions de francs ;

En Italie, la société Vestro a réalisé un chiffre d'affaires de 10 milliards de francs et ramène sa perte d'exploitation à 273 millions de francs contre 485 millions de francs l'exercice précédent ;

Les premiers mois d'activité de la saison automne-hiver s'annoncent par les bonnes dispositions affichées à l'issue du printemps-été. Nous demeurerons scrupuleux quant à l'usage de l'exercice 1981-1982.

D'ores et déjà, 14 vous signalons que pour les six premiers mois de l'exercice en cours le bénéfice net consolidé s'élève à 15,5 millions de francs (après une dotation aux comptes d'amortissements et de provisions de 22,1 millions de francs) ce chiffre ne tenant pas compte des éléments à caractère exceptionnel dont le vous ferez part au début de ma lettre et que nous avons porté directement dans les comptes de capitaux propres.

Au 30 novembre, le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 540 millions de francs, en progression de 18 %.

Le groupe des éditions Rombold voit son chiffre d'affaires progresser de 22 % et sa perte être ramenée à 2 millions de francs (contre 6,5 millions de francs pour la même période de l'exercice précédent) ;

Le groupe « Freimann-Sodir », a réalisé un chiffre d'affaires de 238 millions de francs, net de 8,4 millions de francs ;

En Italie, la société Vestro a réalisé un chiffre d'affaires de 10 milliards de francs et ramène sa perte d'exploitation à 273 millions de francs contre 485 millions de francs l'exercice précédent ;

Les premiers mois d'activité de la saison automne-hiver s'annoncent par les bonnes dispositions affichées à l'issue du printemps-été. Nous demeurerons scrupuleux quant à l'usage de l'exercice 1981-1982.

D'ores et déjà, 14 vous signalons que pour les six premiers mois de l'exercice en cours le bénéfice net consolidé s'élève à 15,5 millions de francs (après une dotation aux comptes d'amortissements et de provisions de 22,1 millions de francs) ce chiffre ne tenant pas compte des éléments à caractère exceptionnel dont le vous ferez part au début de ma lettre et que nous avons porté directement dans les comptes de capitaux propres.

Au 30 novembre, le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 540 millions de francs, en progression de 18 %.

Le groupe des éditions Rombold voit son chiffre d'affaires progresser de 22 % et sa perte être ramenée à 2 millions de francs (contre 6,5 millions de francs pour la même période de l'exercice précédent) ;

Le groupe « Freimann-Sodir », a réalisé un chiffre d'affaires de 238 millions de francs, net de 8,4 millions de francs ;

En Italie, la société Vestro a réalisé un chiffre d'affaires de 10 milliards de francs et ramène sa perte d'exploitation à 273 millions de francs contre 485 millions de francs l'exercice précédent ;

Les premiers mois d'activité de la saison automne-hiver s'annoncent par les bonnes dispositions affichées à l'issue du printemps-été. Nous demeurerons scrupuleux quant à l'usage de l'exercice 1981-1982.

D'ores et déjà, 14 vous signalons que pour les six premiers mois de l'exercice en cours le bénéfice net consolidé s'élève à 15,5 millions de francs (après une dotation aux comptes d'amortissements et de provisions de 22,1 millions de francs) ce chiffre ne tenant pas compte des éléments à caractère exceptionnel dont le vous ferez part au début de ma lettre et que nous avons porté directement dans les comptes de capitaux propres.

Au 30 novembre, le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 540 millions de francs, en progression de 18 %.

Le groupe des éditions Rombold voit son chiffre d'affaires progresser de 22 % et sa perte être ramenée à 2 millions de francs (contre 6,5 millions de francs pour la même période de l'exercice précédent) ;

Le groupe « Freimann-Sodir », a réalisé un chiffre d'affaires de 238 millions de francs, net de 8,4 millions de francs ;

En Italie, la société Vestro a réalisé un chiffre d'affaires de 10 milliards de francs et ramène sa perte d'exploitation à 273 millions de francs contre 485 millions de francs l'exercice précédent ;

Les premiers mois d'activité de la saison automne-hiver s'annoncent par les bonnes dispositions affichées à l'issue du printemps-été. Nous demeurerons scrupuleux quant à l'usage de l'exercice 1981-1982.

D'ores et déjà, 14 vous signalons que pour les six premiers mois de l'exercice en cours le bénéfice net consolidé s'élève à 15,5 millions de francs (après une dotation aux comptes d'amortissements et de provisions de 22,1 millions de francs) ce chiffre ne tenant pas compte des éléments à caractère exceptionnel dont le vous ferez part au début de ma lettre et que nous avons porté directement dans les comptes de capitaux propres.

Au 30 novembre, le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 540 millions de francs, en progression de 18 %.

Le groupe des éditions Rombold voit son chiffre d'affaires progresser de 22 % et sa perte être ramenée à 2 millions de francs (contre 6,5 millions de francs pour la même période de l'exercice précédent) ;

Le groupe « Freimann-Sodir », a réalisé un chiffre d'affaires de 238 millions de francs, net de 8,4 millions de francs ;

En Italie, la société Vestro a réalisé un chiffre d'affaires de 10 milliards de francs et ramène sa perte d'exploitation à 273 millions de francs contre 485 millions de francs l'exercice précédent ;

Les premiers mois d'activité de la saison automne-hiver s'annoncent par les bonnes dispositions affichées à l'issue du printemps-été. Nous demeurerons scrupuleux quant à l'usage de l'exercice 1981-1982.

D'ores et déjà, 14 vous signalons que pour les six premiers mois de l'exercice en cours le bénéfice net consolidé s'élève à 15,5 millions de francs (après une dotation aux comptes d'amortissements et de provisions de 22,1 millions de francs) ce chiffre ne tenant pas compte des éléments à caractère exceptionnel dont le vous ferez part au début de ma lettre et que nous avons porté directement dans les comptes de capitaux propres.

Au 30 novembre, le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 540 millions de francs, en progression de 18 %.

**Plus irrégulier
mais encore bien orienté**

Cette fois, ce sont Locaforce, Signaux, Schmeller, Creusot-Laitre, Béghin et Poliet, pour ne citer que ces six valeurs, qui ont tenu la vedette, après être demeurées dans l'ombre où les pétroles sont retournés. Ce déplacement des cibles choisies par les opérateurs est apparu très sain aux professionnels. Certains parmi ces derniers commencent du reste à penser que la Bourse pourrait bien être désormais entrée dans cette phase de convalescence tant attendue après le grand choc du 10 mai dernier.

Mais plus peut-être que la bonne tenue des valeurs françaises, le fait saillant de la séance a été la forte baisse de l'or. Sur les indications de Londres où l'once de métal précieux a perdu 9 dollars à 34 dollars, le lingot a décroché pour revenir à 70 000 F (— 2 500 F), son plus bas niveau depuis la fin du printemps 1980. Recul également du napoléon à 690.10 F (après 690 F) qui a cédé ainsi 7 F.

Le volume des transactions a augmenté, passant de 12,79 à 14,19 millions de francs.

Méditerranée, qui annonce pour l'exercice clos le 31 octobre dernier un bénéfice net non consolidé de 134,36 millions de francs en progression de

26,43 % pour un chiffre d'affaires I.T.C. accru de 23,44 % à 2,33 milliards de francs.

MATRA. — Les actionnaires du groupe encaisseront au titre de l'exercice 1981 un dividende majoré, dont le montant sera de l'ordre de 55 F net, auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 27,50 F, contre respectivement 50 F et 25 F précédemment.

Le déficit enregistré en 1981 par la division automobile de Matra avec Solex et Jaeger atteindra 100 millions de francs environ. Un redressement n'est pas attendu avant 1983.

ROUSSEL-UCIAF. — Le groupe devrait atteindre la barre des 10 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1985, soit une augmentation de 1,5 milliards de francs contre 6 milliards pour l'exercice écoulé. Les investissements, dont le montant avait été fixé à 100 milliards de francs, passeront cette année à 350 millions. Le président de Roussel-Uciaf, le docteur E. Sachet, ne croit pas à une augmentation de la production dans les deux mois, a-t-il déclaré, une solution devrait être trouvée entre le gouvernement français et les actionnaires américains pour que l'entreprise, en cas de crise, souhaite conserver la majorité. Un compromis devra être trouvé entre la France et les Etats-Unis, d'origine étonnante. Cela pourrait éventuellement passer par un arrangement au niveau du conseil de surveillance. Quel que soit l'avenir de Roussel-Uciaf, la consolidation de Roussel-Uclaf.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1981)
13 janv. 14 janv.

Valeurs françaises	104,3	103,6
Valeurs étrangères	99,8	99,8

C^o DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 = 29 déc. 1961)

Indice général	94,2	94,2
----------------------	------	------

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Taux du Marché Monétaire
Effets privés du 15 janv. 15 3/8

COURS DU DOLLAR A TOKYO

COURS DU DOLLAR A		TOKYO
	14/1	15/1
1 dollar (en yen)	224.65	CLOS

1. **NAME (in full)** **DATE** **TIME**

Street s'est légèrement r
principalement sous l'effet
techniques. Le marché n'a

de conserve toute l'avance
nt la séance et, à la clôture,
industrielles, parvins à 13 h
te 848,36, devait s'insc
7, soit à 3,33 points seulem
s de son précédent niveau.
activité a très sensiblement
à 42,94 millions de litres
gés de moins contre 49,13
lle.

raisons effectués par les v
couvert ont constitué pour
le gros des transactions. Q
isseurs, restés dans l'ombr
ers temps, ont cependant pr
initiales timides, incités
une déclaration du présiden
ur une sortie de la récessi
e que prévu. L'effet psycho
ait s'être indéfiniment mais
même pas réussi à vaincre

un facteur haussier : les prévisions de résultats meilleurs que prévues pour I.B.M. La décision de ne pas verser de dividende, pour la première fois de son histoire, a provoqué un repli du titre.

En 1844 valeurs traitées, 7
E, 666 ont baissé et 460 n'

[illegible]

VALEURS	Cours du 13 janv.
	34

24
50 1/8
20 7/8

Verizon Bank	53 1/4
de Nations	36
Kodak	69 3/4

Electric	30 1/4
	18 1/8
	15 1/2

Foodstuffs	30
Meat	38
Grain	18 5/8

.....	53 3/8
.....	57 3/8
.....	27 1/2
.....	23 5/8

.....	22 5/8
.....	51 3/8
compur	48 1/2
.....	37 5/8

.....	31 5/8
ac.	15 1/4
oxide	47 1/4

mi	26 1/4
down	24 3/4
on	28

..... 38

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Composition	VALEURS	Cours précédé	Premier cours	Deuxième cours	Compt. premier cours	Composition	VALEURS	Cours précédé	Premier cours	Deuxième cours	Compt. premier cours	Composition	VALEURS	Cours précédé	Premier cours	Deuxième cours	Compt. premier cours	
3000	A.S. 5/172	1955	1880	1910	1925	285	Eurafrance	288	284	285	282	285	Panoré	316	325	325	317 50	134
3005	CAS 5/15	2000	2812	2818	2795	285	Europe 1	698	596	596	600	285	Panoré-Ricard	298	300	298	294 50	75
3010	Al. Ligne	461	401	481	481	480	Pacem	482	485	482 50	475	111	Panoré-Picard	136	130	134	130	84
3015	Al. S. S. 1/1	318	317	317	318	318	Flam	159	159	159	159	111	Panoré-Picard	136	130	134	130	84
3020	Al. S. S. 2/1	318	317	317	318	318	Flam	125	125	125	128	29	Isortelle	32	30	31	31 50	31
3025	Al. S. S. 3/1	318	317	317	318	318	Flam	91	90	92	90	83	Progres S.P.	53	52	52 80	52	80
3030	Al. S. S. 4/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3035	Al. S. S. 5/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3040	Al. S. S. 6/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3045	Al. S. S. 7/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3050	Al. S. S. 8/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3055	Al. S. S. 9/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3060	Al. S. S. 10/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3065	Al. S. S. 11/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3070	Al. S. S. 12/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3075	Al. S. S. 13/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3080	Al. S. S. 14/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3085	Al. S. S. 15/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3090	Al. S. S. 16/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3095	Al. S. S. 17/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3100	Al. S. S. 18/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3105	Al. S. S. 19/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3110	Al. S. S. 20/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3115	Al. S. S. 21/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3120	Al. S. S. 22/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3125	Al. S. S. 23/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3130	Al. S. S. 24/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3135	Al. S. S. 25/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3140	Al. S. S. 26/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3145	Al. S. S. 27/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3150	Al. S. S. 28/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3155	Al. S. S. 29/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3160	Al. S. S. 30/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3165	Al. S. S. 31/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3170	Al. S. S. 32/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3175	Al. S. S. 33/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3180	Al. S. S. 34/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3185	Al. S. S. 35/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3190	Al. S. S. 36/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3195	Al. S. S. 37/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3200	Al. S. S. 38/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3205	Al. S. S. 39/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3210	Al. S. S. 40/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3215	Al. S. S. 41/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3220	Al. S. S. 42/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3225	Al. S. S. 43/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3230	Al. S. S. 44/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3235	Al. S. S. 45/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3240	Al. S. S. 46/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3245	Al. S. S. 47/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3250	Al. S. S. 48/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3255	Al. S. S. 49/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3260	Al. S. S. 50/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3265	Al. S. S. 51/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3270	Al. S. S. 52/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3275	Al. S. S. 53/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3280	Al. S. S. 54/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3285	Al. S. S. 55/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3290	Al. S. S. 56/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3295	Al. S. S. 57/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3300	Al. S. S. 58/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3305	Al. S. S. 59/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3310	Al. S. S. 60/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3315	Al. S. S. 61/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3320	Al. S. S. 62/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3325	Al. S. S. 63/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3330	Al. S. S. 64/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3335	Al. S. S. 65/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3340	Al. S. S. 66/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3345	Al. S. S. 67/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3350	Al. S. S. 68/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3355	Al. S. S. 69/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3360	Al. S. S. 70/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3365	Al. S. S. 71/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3370	Al. S. S. 72/1	318	317	317	318	318	Flam	90	90	90	90	83	Progres S.P.	168	178 90	175	173	31
3375	Al. S. S. 73/1	318	317	317	318	318	Flam	9										

2. 3110

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES
2. L'ALLIANCE EN QUESTION : « L'impossible paix », par Philippe de Saint-Robert ; « Taille pour recoudre », par François de Rosé ; « Contre la névrose anti-américaine », par Pierre Emmanuel.

ÉTRANGER
3. PROCHE-ORIENT : Les participants européens à la force de paix confirment que leur rôle se limitera au Sinaï.
3. AMÉRIQUES
4. ASIE : Le rapport d'Amnesty International dénonce de graves violations des droits de l'homme.
4-5. AFRIQUE : ALGÉRIE : le congrès de l'Union nationale des paysans.
6-7. EUROPE : LA « NORMALISATION » EN POLOGNE ET SES RÉPERCUS- SIONS.

POLITIQUE
3. Les élections législatives partielles.
9. Les travaux de l'Assemblée nationale.
10. On publie Une Politique pour l'avenir, M. Barre prend date.

SOCIÉTÉ
11. SPORTS : le « Masters » de tennis à New-York.
12. JUSTICE : un tribunal correctionnel de Paris : les bonnes affaires des pharmaciens-bazars.
SCIENTES : M. Pierre Mauroy pré- sident de la séance de clôture des états généraux de la science.

RÉGIONS
14. Le projet de décentralisation est adopté en seconde lecture par le Sénat.
— H.E.-FRANCE : l'aménagement de la « Tête-Defense ».

LOISIRS ET TOURISME
15. BON VENT, BONNES VOIES : une planche de solf pour le dé- vrier ; navigation de plaisir ; un ketch à Malte.
16 à 19. Philatélie ; Chasse ; Hip- pisme ; Plaisirs de la table ; Jeux.

CULTURE
20. MUSÉE : la grève du nettoyage au Centre Georges-Pompidou.
23. RADIO - TÉLÉVISION.

ÉCONOMIE
26. SOCIAL : la régularisation des immigrés clandestins ; les ordon- nances sur le droit du travail et sur les contrats de solidarité.
27. AFFAIRES.
28. NATIONALISATIONS.
29. AGRICULTURE.
— ÉTRANGER.

RADIO-TELEVISION (22-23)
INFORMATIONS : « SERVICES » (24) ; « Rétromanie » ; « Journal officiel » ; « Météorologie » ; Loto.
Annonces classées (25) ; Carnet (14) ; Mots croisés (19) ; Programmes spectacle (21-22) ; Bourse (29).

Le numéro du « Monde » daté 15 janvier 1982 a été tiré à 551 871 exemplaires.

Réunis à Paris

LES PAYS CRÉANCIERS DE LA POLOGNE « GÉLÉRAIENT » LES DISCUSSIONS AVEC VARSOVIE SUR LE PAIEMENT DE LA DETTE EN 1982.

Les sept pays occidentaux créanciers de la Pologne auraient décidé, jeudi 14 janvier, à Paris, de suspendre jusqu'à nouvel ordre leurs négociations avec la Pologne polonaise, apprend-on de sources bien informées. Le conseil atlantique avait, lundi 11 janvier, à Bruxelles, pris une décision en ce sens. Une lettre, précisant la position des « Seize », va être envoyée au gouvernement polonais, dont aucun représentant ne participait à la réunion, indique-t-on de sources françaises. Les hauts fonctionnaires occidentaux, qui ne s'étaient pas réunis depuis le 20 novembre, se sont réunis, jeudi, dans le plus grand secret au Centre interna- tional des conférences de Paris sous la présidence de M. Michel Camdessus, directeur adjoint du Trésor français. Ils seraient convenus de « geler » les dis- cussions avec Varsovie sur le rééchelonnement de la dette pu- blique exigible en 1982 (3,5 mil- liards de dollars), sans toutefois remettre en question l'accord de juillet dernier portant sur la consolidation des échéances de 1981 (2,5 milliards de dollars sur huit ans). La dette polonaise envers l'Occi- dent est de 26,5 milliards de dol- lars, dont la moitié sont des créances garanties par les gouver- nements. Parallèlement, les négociations entre les banquiers occidentaux et Varsovie sur la signature de l'accord de rééchelonnement des 2,4 milliards de dollars dus de mars à décembre 1981 semblent aussi s'être enlisées. En effet, le voyage-éclair entrepris dans la capitale polonaise lundi dernier par M. Hans Friderichs, président de la Dresdner Bank.

Chef de l'opposition salvadorienne M. UNGO A ÉTÉ REÇU PAR MM. CHEYSSON ET JOSPIN

M. Guillermo Ungo, dirigeant de l'opposition salvadorienne, a été reçu jeudi 14 janvier à Paris par M. Cheysson, ministre des Relations extérieures. M. Ungo s'est entretenu mercredi avec M. Lionel Jospin, premier se- crétaire du parti socialiste, et Jacques Hénin, secrétaire national adjoint pour les questions internationales. L'opposition salvadorienne re- groupe le Front Farabundo Martí de libération nationale et le Front démocratique révolutionnaire qui sont allés depuis l'année der- nière. En août 1981, la France, dans une déclaration conjointe avec le Mexique, a reconnu que le front d'opposition à la junte constituée « une force politique représentative disposée à assumer les obligations et à exercer les droits qui en découlent ». Depuis, la France, dont la politi- que en Amérique centrale s'op- pose à celle des États-Unis, a accordé une aide financière au Nicaragua et décidé de livrer du matériel militaire à Managua. M. Ungo a précisé que son en- tretien avec le chef de la diplo- matie française répondait à la volonté d'élargir les alliances de l'opposition salvadorienne à tous les secteurs susceptibles de favo- riser une solution politique négo- ciée au Salvador. M. Ungo a réaffirmé, d'autre part, le refus du front d'opposi- tion de participer aux élections prévues en mars au Salvador, qui a-t-il dit, « ne permettront au- cune véritable solution et ne re- présentent qu'une farce politique sanglante ».

Accident ferroviaire en Seine-Saint-Denis Deux morts et trente blessés

Un accident ferroviaire provoqué par une benne à ordures, qui s'était engagée sur les voies, s'est produit, vendredi matin 15 janvier, vers 7 h 30, à 200 mètres de la gare d'Epigny-sur-Seine (Seine-Saint-Denis). En fin de matinée, le bilan provisoire était de deux morts et dix blessés graves. Vingt autres personnes ont été plus légèrement blessées. Une troisième personne était en cours de réanimation, tandis que les sauveteurs essayaient de dégager un voyageur grièvement touché, coincé dans les bords tor- tues d'une voiture.

Personne ne comprend pourquoi la benne à ordures, qui était allé chercher une benne aux établisse- ments Oida, s'est égarée sur les voies, à proximité du pont des Car- rières. Le conducteur n'était-il pas le chauffeur habituel ? Quand il a aperçu le train venant de Saint-Gratien, à une vitesse de 70 kilo- mètres à l'heure, il a eu le juste le temps de sauter de son véhicule. Légèrement commotionné, il est sé- gné et sera entendu prochainement par la police.

Sous le choc, la première voiture de la rame est sortie des rails, mais il y a eu, dans un premier temps, plus de peur que de mal. Soudain, le machiniste a vu s'approcher une autre rame venant de Paris. La col- lision était inévitable. Il s'est précipité dans la voiture en demandant aux voyageurs de refuser vers l'ar- rière. Une dame s'est affolée et, dans la précipitation, s'est fracturé le crâne.

Le choc a été très violent. Les deux premières voitures se sont enca- strées l'une dans l'autre, tandis que la rame venant de Paris restait sur les voies. Selon les responsables de la S.N.C.F., dont M. Paul Gentil, directeur général, les deux trains, bondés à cette heure-là, se sont heurtés à une vitesse de 45 kilo- mètres à l'heure. Les secours, sous la direction du lieutenant-colonel Michel Bernhart, se sont immédia- tement organisés. Les blessés étaient évacués vers les hôpitaux des villes proches, tandis que les sauveteurs tentaient de dégager la dizaine de voyageurs prisonniers de la ferraille, au moyen de vérins hydrauliques, de pinces, tandis qu'on procédait aux premières transfusions.

À 11 heures, seules trois personnes étaient encore coincées dans les tôles déformées. Parmi elles, deux morts. Un centre de soins était in- stallé dans un hangar proche.

M. Charles Fierman, ministre des transports, s'est rendu sur les lieux. Il a déclaré : « cet accident stupide » et a estimé qu'il était encore trop tôt pour établir les responsabilités. « Malgré toutes les règles de sécu- rité », a-t-il ajouté, « il est difficile d'éviter ce genre d'accident ». Il tau- dra attendre le témoignage du conducteur de la benne à ordures, et ceux des deux machinistes, qui sont sortis indemnes de cet accident pour savoir exactement ce qui s'est passé. En fin de matinée, le trafic était encore totalement interrompu.

M. B.-R.

UNE TROISIÈME PERSONNE EST INTERPELLÉE DANS L'AFFAIRE DU VOL D'ARMES DE FOIX

Les policiers de Toulouse ont interpellé, jeudi 14 janvier, dans cette ville, un homme qui pourrait avoir participé au vol d'armes de Foix, a-t-on appris ce vendredi.

L'homme, dont le S.E.P.J. se refusait à dévoiler l'identité, serait âgé d'une quarantaine d'années. Les enquêteurs estiment qu'il pourrait s'agir du chef du commando. Le S.E.P.J. avait retrouvé le 5 janvier la presque totalité des armes volées à Carjat (Haute-Garonne). Deux personnes avaient été arrêtées et écrouées, MM. Francis Emougeon et Vincent Coronna, des délinquants de petite envergure. Le Monde a du 8 janvier. M. Emougeon et Coronna avait affirmé que leurs complices étaient au nombre de deux et avaient refusé de donner leur nom.

JACQUES HEIM
FOURRURES
Pelisses - Coats et peaux laines
SOLDES
du 15 janv. au 15 février 1982
144, rue Saint-Denis, Paris (2°)
12, rue Saint-Sauveur, Paris (2°)

(Publicité)
TELEVISIONS
PRIX FABULEUX
Magnifiques TV N.B. 3 ch. à partir de 120
Magnifiques TV couleur RADIOLA ou THOMSON, à partir de 250 F
Séjour des anciens téléviseurs
Garantie totale pièces et main-d'œuvre jusqu'à 6 mois
Tél. : 01-48-22 - 01-40-40

BELLE JARDINIERE
Boutiques
L'HABILLEMENT AU MASCULIN
GRANDE BRADERIE ANNUELLE
du 5 au 30 janvier 82
☆☆☆
Belle Jardinière Boutiques
galerie du Pont Neuf
2, rue du Pont-Neuf, 75001 Paris

Demain
LE MONDE DIMANCHE
Quand Aron était à gauche de Sartre
Par Jean-François Sirinelli

« LE POINT » QUITTE L'EMPIRE HACHETTE

L'hebdomadaire « Le Point », fondé en 1972 par des journalistes ayant quitté « l'Express » et po- pularité d'une filiale de la Librairie Hachette, a été racheté par un groupe dont le chef de file est M. Nicolas Seydoux, président de la société Guimont. Depuis la prise de contrôle de la Librairie Hachette par le groupe Matra, la rédaction de « Le Point » avait manifesté ses craintes devant les risques d'une nationalisation rampante et participé à la recher- che d'une solution assurant et garantissant son indépendance.

La société éditrice du « Point » est une société anonyme, la SEPO, au capital de 900 000 F divisés en 9 000 actions. Ces actions sont répa- rtiées entre FEP (filiale d'Hachette), qui en contrôle 5347, deux per- sonnes physiques parmi les fonda- teurs — qui possèdent 104 actions chacun — et 8 actions détenues par d'autres porteurs.

Sur les marchés des changes très calmes en fin de semaine, le dollar s'est maintenu, vendredi 15 janvier, au voisinage des cours élevés atteints la veille, s'inscrivant à 5,48 F environ contre 5,55 F à Paris et 2,38 DM contre 2,31 DM. La ten- sion des taux aux États-Unis et les craintes que se sont ouvertes sur leur évolution dans le futur ont contribué à tenir élevés les niveaux de la monnaie américaine, déjouant tous les pronostics de baisse formu- lés à la fin de 1981.

Sur le marché de l'or, le cours de l'once, qui avait chuté, jeudi, de 377 dollars à 371 dollars, s'est re- dressé un peu aux environs de 377 dollars.

FERMETÉ DU DOLLAR STABILITÉ DE L'OR

Sur les marchés des changes très calmes en fin de semaine, le dollar s'est maintenu, vendredi 15 janvier, au voisinage des cours élevés atteints la veille, s'inscrivant à 5,48 F environ contre 5,55 F à Paris et 2,38 DM contre 2,31 DM. La ten- sion des taux aux États-Unis et les craintes que se sont ouvertes sur leur évolution dans le futur ont contribué à tenir élevés les niveaux de la monnaie américaine, déjouant tous les pronostics de baisse formu- lés à la fin de 1981.

Sur le marché de l'or, le cours de l'once, qui avait chuté, jeudi, de 377 dollars à 371 dollars, s'est re- dressé un peu aux environs de 377 dollars.

FERMETÉ DU DOLLAR STABILITÉ DE L'OR

Sur les marchés des changes très calmes en fin de semaine, le dollar s'est maintenu, vendredi 15 janvier, au voisinage des cours élevés atteints la veille, s'inscrivant à 5,48 F environ contre 5,55 F à Paris et 2,38 DM contre 2,31 DM. La ten- sion des taux aux États-Unis et les craintes que se sont ouvertes sur leur évolution dans le futur ont contribué à tenir élevés les niveaux de la monnaie américaine, déjouant tous les pronostics de baisse formu- lés à la fin de 1981.

Sur le marché de l'or, le cours de l'once, qui avait chuté, jeudi, de 377 dollars à 371 dollars, s'est re- dressé un peu aux environs de 377 dollars.

FERMETÉ DU DOLLAR STABILITÉ DE L'OR

Sur les marchés des changes très calmes en fin de semaine, le dollar s'est maintenu, vendredi 15 janvier, au voisinage des cours élevés atteints la veille, s'inscrivant à 5,48 F environ contre 5,55 F à Paris et 2,38 DM contre 2,31 DM. La ten- sion des taux aux États-Unis et les craintes que se sont ouvertes sur leur évolution dans le futur ont contribué à tenir élevés les niveaux de la monnaie américaine, déjouant tous les pronostics de baisse formu- lés à la fin de 1981.

Sur le marché de l'or, le cours de l'once, qui avait chuté, jeudi, de 377 dollars à 371 dollars, s'est re- dressé un peu aux environs de 377 dollars.

L'ÉQUIPAGE DU VOL SPATIAL FRANCO-SOVIÉTIQUE NE DISPOSERA PEUT-ÊTRE PAS D'UNE NOUVELLE STATION SALLIOUT

Moscou (U.P.I.). — Le vol spatial conjoint franco-soviétique pourrait se dérouler au milieu de 1982 et durer huit jours, dont sept à bord de l'habitat station spatiale Sallout-7, qui sera alors en orbite depuis près de cinq ans. Cependant, le commandant Vladimir Chatalov, chef du corps des cosmonautes, s'inscrit pas qu'une nouvelle station, Sallout-7, soit lancée cette année. Auparavant, il était tacitement entendu que l'équipage franco-soviétique — en principe MM. Jean-Loup Chrétien, Youri Ma- lichev et Alexandre Ivanchenkov, avec MM. Patrick Baudry, Leonid Klimin et Vladimir Soloviev — sé- journerait à bord de Sallout-7. La déclaration de M. Chatalov à Radio- Moscou peut indiquer que les Sovi- étiques commencent des difficultés dans la mise au point de cette nou- velle station.

« RÉVOLUTION » ESTIME QUE DENIS ROCHE LUI FAIT UNE « MAUVAISE QUÉPILLE »

L'hebdomadaire communiste Révolution répond, dans son numéro daté 15-21 janvier, à la pro- testation de l'écrivain Denis Ro- che contre la présentation d'un in- terview qu'il avait accordée à cet hebdomadaire et qui avait été publiée dans le précédent nu- méro du Monde du 14 janvier. Révolution indique : « Le texte de l'interview publiée avait été relu, relu et corrigé par l'in- terviewé. Quant aux titres et à l'iconographie, ils ont été, comme à l'habitude dans tout organe de presse, choisis par la rédaction avec le souci évident, dans le cas particulier, d'une mise en valeur du texte ». Révolution ajoute : « Il est par- faitement concevable que des choix, toujours faits pour susciter un intérêt, une réaction, puissent être discutés. Mais il n'y a, à l'évidence, aucune commune me- sure entre cela et la mauvaise querelle qu'on nous en fait. En- core moins avec la campagne grossièrement anti-communiste que mènent certains organes de presse ». La direction de Révolution a précisé, d'autre part, qu'elle ne publie pas la lettre que lui avait adressée Denis Roche et que celui-ci avait rendue publi- que.

LATREILLE
SPÉCIALISTE DU 1983 SEUL RETENIR
HOMMES, DAMES, JUNIORS
SOLDES ANNUELS
Avec nos rayons
QUALITÉS IRREPROCHABLES
PRIX EXCEPTIONNELS
62, R. St-ANDRÉ-des-ARTS - 6°
PARKING ATTENDANT À VOS VÉHICULES

JANVIER 1982: LES GRANDS SOLDES
ALEXANDRE
FOURRURES 376, rue St-Honoré Paris (1°)
Jusqu'à épuisement des stocks sur la collection hiver

EN VENTE DÈS LUNDI

Une publication du **Monde**
BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1981
Une analyse détaillée de la situation économique et sociale de la France et de cent trente-six pays étrangers.
Une centaine de tableaux et de graphiques illustrent ce panorama de l'économie mondiale.
Une chronologie des grands événements de l'année et un index par thème complètent cette étude.
BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1981 : NOUVELLES DONNÉES
Supplément aux « DOSSIERS DOCUMENTS DU MONDE »
184 pages - 25 F

Que choisir pour bien dormir ?
UNE BONNE LITTÉRATURE
TRECA EPEDA SIMMONS
EXPOSITION ET VENTE :
CAPELOU
DISTRIBUTEUR
37, Avenue de la République
75011 PARIS - M° Parmentier
Téléphone : 597-46-35
Livraison GRATUITE
tous payés
dans toute la France
A B C D E F G

LE PREMIER MAGASIN DE TISSUS, A DROITE, EN REMONTANT LES CHAMPS-ÉLYSÉES.
SOLDES D'HIVER
DE VRAIES TROUVAILLES ET DES BONNES AFFAIRES!
TISSUS "COUTURE"
Lainages pour manteaux et ensembles, tweeds, écossais, rayures, pour robes et jupes, coupons, etc.
Imprimés d'hiver, étamines, soies, jerseys, lamés, tissus habillés, etc.
TISSUS D'AMEUBLEMENT
Imprimés "décoration" velours, chinés, douppons, coupons et fin de séries.
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

BELLE JARDINIERE
Boutiques
L'HABILLEMENT AU MASCULIN
GRANDE BRADERIE ANNUELLE
du 5 au 30 janvier 82
☆☆☆
Belle Jardinière Boutiques
galerie du Pont Neuf
2, rue du Pont-Neuf, 75001 Paris

Demain
LE MONDE DIMANCHE
Quand Aron était à gauche de Sartre
Par Jean-François Sirinelli

Handwritten signature

100 150

La belle histoire de Merlin S.A. PAGE IV.

Le face-à-face militaire en Europe PAGE XI.

AUJOURD'HUI • Signes : les créateurs de contacts (III) ; Tournoi : la grand-messe de Twickenham (V) ; Fusils : éduquer les enfants à la paix ; B.P. 5000 : S.O.S. consommateurs en détresse (VI) ; Croquis (VII).

DEMAIN • La stratégie de la petite graine (VII) ; Patrimoine : sauver les ours ; Criblé (VIII).

ÉTRANGER • Les Rouges • à l'écran aux États-Unis ; Kenya : l'enterrement de John Mburu ; Reflets du monde (IX) ; Japon : les châteaux fous de la sexualité (X).

CLEFS • Histoire : quand Aron était à la gauche de Sartre... (XII) ; Poésie : Emmanuel Hocquard ; Généalogie ; Numismatique (XIV).

L'ACTUALITÉ DU DISQUE • Jazz ; classiques ; variétés (XV).

NOUVELLE • Fantômes de Patagonie, par Osvaldo Soriano (XVI).

SUPPLÉMENT AU NUMÉRO 11 499 - NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

DIMANCHE 17 JANVIER 1982

Le Monde

DIMANCHE

Les paysages de Saul Bellow

Le grand romancier juif américain parle de sa conception du monde, de la vie intérieure, des villes américaines, de Paris, de son enfance dans le ghetto et d'Israël...

PIERRE DOMMERGUES

Le tribunal

Dans la plupart de vos romans, on retrouve des tribunaux, des prisons, des hôpitaux. Pourquoi ces lieux ?

Je n'avais pas remarqué que je faisais de ces lieux une métaphore centrale. J'écris sur les populations condamnées des grandes villes. Ils sont 15 millions, peut-être 20 - des Noirs, des Portoricains et maintenant des Mexicains, - concentrés dans ces horribles camps. A l'école, vous voyez des enfants doux, charmants, pleins de bonnes intentions. Dans quelques années, ils seront partie de gangs. Ils seront violents ou violés. Assassins ou assassinés. Le taux de mort violente est cinq à six fois plus élevé parmi eux. Comment observer ces choses sans être ébranlé. Pourtant, personne ne veut en reconnaître la réalité. Dans les tribunaux, dans les prisons, dans les hôpitaux de quartier, la réalité apparaît dans sa nudité. C'est pourquoi je m'y arrête souvent, dans mes vadrouilles à travers la ville.

En Amérique, le système judiciaire est très puissant. L'équilibre des pouvoirs a cessé d'y fonctionner. Il constitue un univers indépendant, lié aux professionnels du droit et, localement, aux organisations politiques. Ce sont eux qui s'occupent des délinquants ! C'est un des plus graves échecs de la démocratie. Non, le tribunal n'est pas l'équivalent américain de l'hôpital psychiatrique en U.R.S.S. Ici, il y a encore combat, bien que le résultat soit douteux. Cela donne un avant-goût de ce que le monde libre risque de devenir. Oui, cela peut empirer avec les coupes budgétaires du président Reagan. Sans préparation, sans atténuation, de telles politiques sont suicidaires.

Quelle est l'alternative au professionnalisme inhumain ?

La première chose est de faire l'expérience de cette condition, sinon en direct, du moins en imagination. J'ai choisi des personnages qui ont cette capacité indigène d'empathie : l'un d'eux est un ancien tueur qui dirige maintenant un établissement pour drogués. Un autre a été licencié de son poste de directeur de prison parce qu'il ne jouait pas le jeu : il passait

JEAN-PIERRE CAGNAT

une certaine forme de résistance ?

Le pouvoir n'a cessé de croître au cours des révolutions industrielles et technologiques qui marquent le capitalisme des cent cinquante dernières années. La question principale est la suivante : qu'est-il advenu de la vie intérieure ? Le pouvoir a montré son mépris pour le contenu de la vie, pour l'âme, si je puis me permettre. Il a utilisé l'être humain comme un pion dans un jeu idéologique et historique, un jeu d'autorité. La question posée, au dix-neuvième siècle, par certains Russes comme Dostoïevski - sommes-nous des souris ou des hommes ? - est redevenue centrale. Les gens eux-mêmes ne viennent à partager ce mépris pour ce qui relève de la personne. Pourtant l'objectif de la démocratie libérale n'est-il pas, selon les termes de notre Déclaration d'indépendance, de créer les conditions permettant de nous « libérer » et d'atteindre le

La mort ? Une rumeur...

Que signifient la mort, l'amour, la souffrance pour vous ?

La mort est l'envers du miroir où nous nous voyons. C'est l'obscurité correspondant à la lumière. Le vide à l'existence. Ces pôles s'interpénètrent continuellement. Mon insistance sur la mort vient peut-être de ce que nous vivons dans une société où personne ne veut vraiment la prendre en compte. On s'agrippe aux plaisirs comme des mourants. Par ailleurs, je me suis laissé convaincre, dès mon plus jeune âge, par Walt Whitman, que le grand poème de la démocratie est celui de la mort. Tant que les hommes libres ne savent pas mourir, il n'y a pas de démocratie.

Et pour vous - personnellement - qu'est-ce que la mort ?

La mort ? Oui, j'en ai entendu parler. Mais, en ce qui me concerne, ce n'est que des rumeurs. Qu'en dites-vous ?

Quelles sont les qualités requises pour être un homme ?

La confiance en son institution. La loyauté envers les expériences les plus élevées de sa vie. La résistance aux pressions qui vous incitent à rejeter votre vision personnelle. La quête de liberté individuelle. La résistance aux clichés déterministes. Une sorte d'enthousiasme divin qui motive tous ces comportements. J'ajouterais que céder aux slogans est une grave erreur, car nous n'avons aucune garantie de succès.

Les villes

Les villes remplissent vos romans. La campagne y est rare. Les fleurs n'ont pas de nom. Dans votre nouveau roman, les fleurs de neige sont comparées à des « lentilles de contact ».

Bien sûr, j'ai grandi à la ville, mais j'ai aussi passé de nombreuses années à la campagne. J'ai été un jardinier amateur très enthousiaste, et j'ai consacré au moins dix années de ma vie à ce genre d'activités. Cela se sent dans *Herzog* qui se passe en partie à la campagne. D'ailleurs, il n'est pas possible d'écrire sur les villes sans connaître la campagne. Quant aux fleurs, elles sont décrites avec précision dans mon dernier roman. Corde (son héros) éprouve une véritable dévotion pour les cyclémeaux.

(Lire la suite page XIII.)

En France, le roman américain, c'est encore Faulkner, Dos Passos, Hemingway et autres bons sauvages déconvertis par Sartre à la veille de la seconde guerre mondiale. On a du mal à reconnaître les successeurs : Bellow, Mailer, Burroughs et autres dissidents déclarés coupables de trop s'intéresser à l'homme - son inquiétude, sa folie, sa résistance - et de trop se désintéresser des recherches formelles.

Aujourd'hui, où les idéologies simplificatrices sont remises en question, où la dialectique se réinvente dans les interstices de la pensée, où l'interrogation porte plus que jamais sur les droits de l'homme à l'Est, comme en Amérique latine et en Afrique du Sud, on est prêt à écouter la voix d'un Saul Bellow.

Car le message de Bellow, de roman en roman, est d'apprendre à dire NON. Non aux idées reçues, aux gestes stéréotypés, aux abstractions destructrices. A tous ceux qui veulent nous adopter : parents, éducateurs, rabbins, journalistes, politiciens. Mais apprendre aussi à dire OUI aux idées neuves, au humanisme, à l'intelligence, à l'art, à l'ordinaire avec tout ce qu'il a d'extraordinaire.

A l'occasion de la parution à New-York de son nouveau roman *The Dean's December* (1), le premier depuis qu'il a reçu le prix Nobel de la littérature en 1976, le grand romancier juif américain nous confie sa vision du monde et nous parle des villes, de son enfance dans le ghetto, et d'Israël.

Dans votre discours d'acceptation du prix Nobel, en 1976, vous décrivez ainsi la condition de l'homme et la responsabilité de l'écrivain : « Au centre, l'humanité lutte pour sa liberté, contre les pouvoirs collectifs ; l'individu contre la déshumanisation, pour la possession de son âme. Si les écrivains, précisez-vous, ne reviennent pas au centre, ce n'est pas que le centre est déjà occupé. Il ne l'est pas. Ils sont libres de s'y installer, s'ils le souhaitent ». Cette profession d'humanisme est au cœur de votre œuvre. Pourtant l'humanisme demeure quelque peu discrédité. Dans un monde où l'homme est broyé par les crises et noyé sous les explications, que signifie ce choix ?

Je pouvais, comme tout le monde, accepter l'humanisme ou le refuser. Certains l'ont rejeté dans un élan révolutionnaire. Les surréalistes, par exemple. Après tout, il était parfaitement acceptable d'être un « révolté » avant la première guerre mondiale, peut-être même jusqu'à la crise qui nous frappe au milieu du siècle. Pour André Breton, tirer sur une foule était un simple geste sur-

réaliste. Mais quand on pense à ce que faisaient alors les armées hitlériennes en Europe centrale, cela cesse d'être une proposition anodine. Cela évoque le sadisme, la psychopathologie, la volonté d'extermination.

Discréditer la bourgeoisie ? Pourquoi pas. Tout individu critique est d'accord sur ce point. Mais rejeter l'art du même coup me paraît être une soumission inutile. C'est capituler devant les forces ennemies. C'est s'éloigner encore davantage du centre. La croissance d'un public cultivé, ou semi-cultivé, rend ces stéréotypes séduisants aux yeux des médecins, des techniciens, des experts et autres membres de cette

classe nouvelle, en marque de culture. C'est aussi accroître la dépendance à l'égard des idées toutes faites, importées d'Europe, qui envahissent, dans les années 40 et 50, l'Université, la jeunesse, l'ensemble du pays.

Pour ma part, je ne suis pas prêt à renoncer à mon droit de penser et d'agir aussi radicalement que possible, mais je trouve nécessaire de dépasser les clichés, dont les effets sont visibles, aujourd'hui encore, à New-York - par exemple dans l'affaire Mailer-Abbott (2) où un écrivain de grand talent montre qu'il ne prend pas les mots au sérieux. Mailer revient à des idées qui, en passant par

Sartre, Fanon et le Malraux de la *Condition humaine*, remontent aux surréalistes et au marquis de Sade. Elles n'ont plus guère aujourd'hui qu'un intérêt historique.

Dans le souterrain

Cette littérature n'exprime-t-elle pas la dégradation de la personne et aussi



LE PONT
Ouvrez l'empire natchette

L'EQUIPAGE DU VOYAGE
FRANCO-SOVIETIQUE
NE DISPOSERA PLUS
D'UNE NOUVELLE
SALOU

PERMETTE DU DOLLAR
STABINET DE L'OR

REVOLUTION
QUE C'EST
UNE MANIPULATION

JANVIER 1982:
LES GRANDS SOLDES

ALEXANDRE
GOURANTS

EN VENTE DES LUNDI

Une publication du **Monde**
BILAN ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL 1981

COURRIER

Archives

A lire M. Favier, directeur des Archives nationales (le Monde Dimanche, 13 décembre 1981), le délai restrictif de cent ans s'appliquerait seulement aux documents « contenant des renseignements individuels ayant trait à la vie privée et familiale et d'une manière générale aux faits et comportements d'ordre privé ». Selon lui, le délai « prévu par la loi est de trente ans » et les chercheurs ont « quotidiennement accès à des documents parfois très récents, puisque même la règle des trente ans est assortie de nombreuses dérogations en faveur de la recherche scientifique ». Libéralisme et progrès donc, puisque l'interdit qui frappait les renseignements d'ordre privé était, antérieurement à la dernière loi, « perpétuel ». Malheureusement, la pratique dément totalement cette vision hautement théorique. Le secret perpétuel n'existait pas dans les faits puisqu'on trouvait, y compris dans la maison que dirige M. Favier, dans les cartons de la série F7, nombre de renseignements concernant la vie privée des hommes politiques de la III^e République : il m'est par exemple arrivé de trouver des appréciations sur la vie sexuelle de Léon Blum ou des rapports sur celle d'Edouard Herriot... Depuis le vote de la loi (...) il m'est par ailleurs rigoureusement impossible de consulter le carnet B, même pour les dossiers concernant les premières années après 1910. Bien que l'historien américain Don Baker se soit vu communiquer avant l'adoption de cette législation l'ensemble des documents en question, et bien que ces derniers ne semblent pas — si l'on s'en tient au descriptif de l'historien d'outre-Atlantique — contenir des données d'ordre privé. De même, l'armée refuse la consultation des dossiers individuels établis lors de la première guerre mondiale, bien que ceux-ci mentionnent les états de service, grades, décorations, citations ou blessures et non les maîtres. Jusqu'en 1979, il me fut possible d'obtenir des mairies communication de l'extrait de naissance des personnages de l'entre-deux-guerres. Aujourd'hui, on me refuse cette pièce en se référant à la nouvelle législation. Résultat : impossible de connaître la profession des parents. Il est vrai qu'il me reste la possibilité d'écrire pour chacun de mes deux cent quarante-cinq personnages au procureur de la République du département concerné, afin de tenter d'obtenir une dérogation ! Aux Archives nationales, enfin, révétons à M. Favier l'existence, dans la série F7, de dizaines de cartons qui demeurent totalement inaccessibles : ils concernent la période comprise entre le Front populaire et la fin de la seconde guerre mondiale. Ces derniers ne contiennent cependant, selon toute vraisemblance, que fort peu de renseignements d'ordre privé.

Mais peut-être cette situation découle-t-elle d'une tout autre réalité : au temps de M. Giscard d'Estaing, il semble bien qu'on ne voulait pas en haut lieu voir les historiens accéder aux archives de la seconde guerre mondiale... Peut-être pour satisfaire tous ceux qui ne tiennent pas à ce que toute la vérité sur cette période soit connue. Quant aux parlementaires, dans leur plus grand nombre, ils ont été tout simplement abusés par la référence soigneusement calculée et parfaitement abusive à la protection de la vie privée qui surgissait à une époque où l'opinion était à juste titre préoccupée par le danger que pouvait receler l'information des fichiers (...). Comment s'étonner si l'attitude affichée ici entraîne trop souvent ailleurs un dangereux mépris pour le document historique. C'est ce qui conduit mon autre contradicteur, M. Guillemeuf, pourtant maître-assistant de sciences politiques, à s'en tenir aux conclusions d'un témoignage partiellement long-

temps après les événements, contre l'évidence qui jaillit de la confrontation sur un même point des documents d'ensemble en provenance des deux bords (archives américaines et P.C.F.) et dans chaque cas au plus haut niveau. D'autant plus fiables qu'ils n'étaient ni l'un ni l'autre destinés à publication même restreinte, ni donc à propagande.

PHILIPPE ROBRIEUX.

Éducation et instruction

J'ai lu avec un grand intérêt, dans le Monde Dimanche du 22 novembre, les réflexions que vous inspire une enquête consacrée aux collèges.

Les propositions que vous formulez, les souhaits que vous émettez vous sont dictés par une pensée généreuse à laquelle il paraît difficile de ne pas accorder son adhésion.

Il convient toutefois de dissiper des malentendus : les collèges

L'identité des jeunes n'est pas cernable : a-t-on seulement le droit de demander à un élève de 3^e de répondre des actes qu'il a accomplis en 4^e ? Peut-on attendre de lui qu'il s'attache à une institution à laquelle ne le retiennent que des liens éphémères ? De même que la marche est une suite de chutes évitées, la scolarité est une succession de bonds en avant en direction d'un objectif incertain, mythique, au regard duquel le présent compte moins que vous ne le laissez entendre. Votre conclusion est caractéristique à cet égard. Vous parlez de bloc, d'ensemble, de totalité, là où il importerait de mettre l'accent sur la plasticité, la réceptivité, le dynamisme évolutif. Sans doute s'agit-il de notions complémentaires, mais il n'est pas indifférent d'avancer que le cloisonnement dont vous stigmatisez les inconvénients est une structure de proposition : dans ce pluralisme culturel, l'élève s'y retrouve plus qu'on ne l'imagine.

Vous réclamez en somme l'autogestion. Elle était un thème électoral à la mode dans les rangs de la précédente opposition. Maintenant que celle-ci est au pouvoir, que fait-elle pour promouvoir des structures plus souples ? Si des institutions plus adaptées sont mises en œuvre ne découvrirait-on pas alors qu'elles sont rejetées comme leurs devancières, au nom du rituel ras-le-bol ? Quand le « péri » et le

Le cumul d'une activité avec la pension de retraite est une chose, ce qu'on appelle « cumul des époux » en est une autre. La retraite est le fruit d'une caisse commune, alimentée par tous les travailleurs, qui compense la perte d'activité. Ces deux revenus : activité et retraite ne peuvent se cumuler puisque l'une remplace l'autre. Mais il devrait être loisible d'exercer une demi-activité et de toucher une demi-retraite.

Quant au cumul des revenus des époux, c'est une astuce fiscale qui consiste à pénaliser des personnes qui se sont engagées par contrat à vivre sous le même toit, à s'occuper, en principe, qu'un seul lit, à manger la même soupe. Si vous faites cela sans contrat, par amour ou pour avoir chaud, vous n'êtes pas pénalisés. Qu'il s'agisse d'une réglementation arbitraire tombe sous le sens.

Et quant au chômage, c'est un problème de l'entreprise. Nulle ment des couples. Ni des femmes. Ne cumulons pas toutes les notions, s'il vous plaît.

MARIE DENIS (Brest).

Mariages islamiques

A propos de l'extrait d'Al-Bayane reproduit dans le Monde Dimanche du 20 décembre 1981, nous devons bien faire la distinction entre le figh, c'est-à-dire le droit islamique authentique, et les droits nationaux, même ceux qui se disent islamiques. Si le premier était appliqué, le drame relaté là n'aurait pas eu lieu, car :

- 1) La femme peut faire inscrire dans son contrat de mariage la clause que son mari restera monogame tant qu'il sera marié avec elle (avec cela, ou le monsieur se serait dérobé avant le mariage ou la femme aurait obtenu gain de cause contre lui pour contrat falsifié ou nul).
- 2) La femme, et non seulement l'homme, peut avoir l'initiative du divorce, pour mauvais traitement, non-entretien, longue maladie du mari, etc.

MUBARAK LABARRIÈRE (Paris).

Service

Je suis en train d'essuyer ma vaisselle, un torchon propre à la main ; le sale vient de rejoindre ses congénères à la salle de bains. Et je réfléchis...

Hier, j'étais chez mon frère ; un manager ; sa femme, conseillère en gestion. Ils voyagent beaucoup. Chez eux : c'est la civilisation du papier ! Pas de torchon à main, pas de serviettes à main, du papier à jeter. Pas besoin pour la vaisselle, il y a la machine qui lave et qui sèche.

A propos de machine, à quand le tapis autonettoyant ? la moquette aspirante avec de petits

PARTI PRIS

Petits crétins

On interrogeait passionnément naguère la jeunesse en fleur et l'on épiloquait longuement sur le moindre de ses états d'âme. L'avenir, monsieur...

Aujourd'hui on ne la questionne plus guère. Peut-être a-t-on peur de son mépris. De sa rigueur aussi. Les générations précédentes lui apparaissent souvent, et elle ne le cache pas, comme une collection de fumées et de rigoles. Abusivement, bien sûr : vous et moi en sommes persuadés. Ces mêmes générations, en effet, qui se sont affrontées sur le sens à donner au bonheur, à la tolérance, supportent très mal qu'on leur dise avec une brutalité adolescente qu'elles ont échoué.

Elles ont usé et abusé de la déraison. Une certaine déraison est un sport de riches et les jeunes ne l'avaient pas dire à leurs aînés. Ce soi que l'on s'est appliqué à rendre fluide, ils le voudraient, eux, solide. L'engloutissement dans les sables mouvants ne les tente pas, si séduisante que soit la dilution dans le chaos.

Et ils ne comprennent plus les jeux auxquels se complaisaient souvent leurs pères. L'avenir pour eux n'est pas une sombre nuit romantique, c'est un rude territoire à défricher.

« Petits crétins », disait récemment lors d'une émission qui fit trop de bruit un « ancien » découragé d'être rejeté dans un passé folklorique et farfelu. Voilà. Les « petits crétins » ont envie de vivre. Le meilleur moyen de les pousser à un excès de rigueur, qui n'est pas exclu, est certainement de les enfermer par l'ignorance ou l'injure dans les certitudes qu'ils se bâtissent pour exister.

JEAN PLANCHAIS.

sacs à poussière sur le côté - en papier à jeter - cachés par quelque chose qui s'intègre au paysage harmonieux de la salle à manger-salon-et-tout. Le chômage pour les femmes de ménage, mais tellement plus comode !

Je continue ma réflexion : pour réussir, il faut être servi, servi par des machines, par des gens, par des courtisans, par des corvéables à merci qui n'ont pas d'autre but que votre réussite ; il faut dire que vous êtes tellement important !

Mais je me dis que jamais je ne réussirai si je persiste à aimer, de parler, de parler, de parler à l'ingé et le repassage, si je m'obstine à ne pas avoir quelconque pour nettoyer ma maison (du coup, elle n'est pas nickel et je passe du temps quand même), si

bagarre entre deux copains berrés, et une fourchette à rôtir trop visible qui a servi d'arme. Le 108, furieux, et le 88, cravé, sont habillés. Le 108, timide et effacé, est en robe de chambre coquette-ment servie à la taille ; moi, la mienne est banale ; quant à la 88, elle a enfilé un élégant manteau fourré sur sa chemise de nuit.

Palabres, sang, police et SAMU. On vitupère ou on cancanne, on ne sait plus se quitter. Le blessé a été emmené, l'agresseur va l'être, menottes aux mains. C'est alors que, se calmant, le 108 se tourne vers moi : « Vous n'avez pas de lait chez vous ? J'ai envie d'un café au lait et c'est la première fois qu'on en manque... » Tout à l'heure, devant la porte de l'ascenseur, j'ai rencontré au rez-de-chaussée le 66 : il n'a pas l'air en forme et s'inquiète de la mienne. La vie continue au Capricorne...

MICHELLE CHOUGHAN.

je préfère ne pas rentrer à cent à l'heure dans la société où tout se jette, où tout doit aller vite à faire. J'épluche mes légumes pour la soupe de mon bébé, je n'ai pas de changes complets ni de petits pots, ni de pyjamas autonettoyants.

Je ne crois pas que j'aie forcément raison.

Mais j'en ai assez des grands de ce monde de tous calibres qui veulent m'imposer une façon de vivre et se refusent à toute contribution concernant la propriété et l'harmonie de leur propre personne, ne serait-ce que le raccommodage d'un bouton de col. En plus, les chercheurs l'ont montré, tout ce qui prétendument simplifie notre vie contribue à asservir et à affamer ; mais cela est une autre question.

Ce qui m'intéresse présentement, c'est : peut-on réussir sans être servi ? Peut-on avoir des enfants et réussir ? Peut-on ? Petits petons tonton tontaine... Non, je ne crois pas - alors, tant pis pour votre réussite.

MARIE-JOSÈPHE BOUCAUT (Ermont).

Fait divers

Nous avançons à pas comptés dans notre appartement plein de cachettes et de recoins : peut-être sont-ils encore là, aussi surpris que nous, derrière une porte ou dans l'escalier.

Au téléphone, l'agent de Police-Secours demande des détails, et j'ai beau lui dire, d'une voix mal assurée, au bord des larmes, « L'appartement est vide, porte un sous-sol, peut-être sont-ils dans l'escalier ou en bas », il semble ne pas comprendre la peur que j'éprouve à chaque pas dans le couloir.

A peine ai-je raccroché que quatre agents en uniforme sonnent à la porte. Ils dévalent l'escalier, revolver au poing, et je me surprends à souhaiter qu'ils se soient enfuis, ces cambrioleurs qui, en moins d'une demi-heure, ont fouillé notre appartement. Il s'avère qu'ils ont filé, sans doute au moment où nous avons ouvert la porte, par la fenêtre de la cuisine : il ne nous reste d'eux que des traces de pas.

Après le départ des agents, nous allons de pièce en pièce. Qui étaient-ils, ces cambrioleurs qui ont pris sept billets de cent francs, une chaîne stéréo, un seul gant en cuir, des bijoux, mais qui ont négligé un beau tableau ancien, un plat dix-septième siècle, l'argenterie, un collier de perles fines et qui ont préféré, à la montre d'un grand bijoutier, une montre à gousset moderne plaqué or ? Ce qu'ils ont emporté représente 30 000 à 40 000 francs : ce qu'ils ont laissé, beaucoup plus.

Si au désarroi et à la colère se mêle un certain soulagement, nous nous refusons cependant à comprendre pourquoi ils ont arraché le fermoir non verrouillé de la trousse à bijoux, dispersé les photos de famille, des papiers personnels, éventré le lit, bu du jus de pomme, jeté par terre des nappes, des draps et volé une seule cassette de musique.

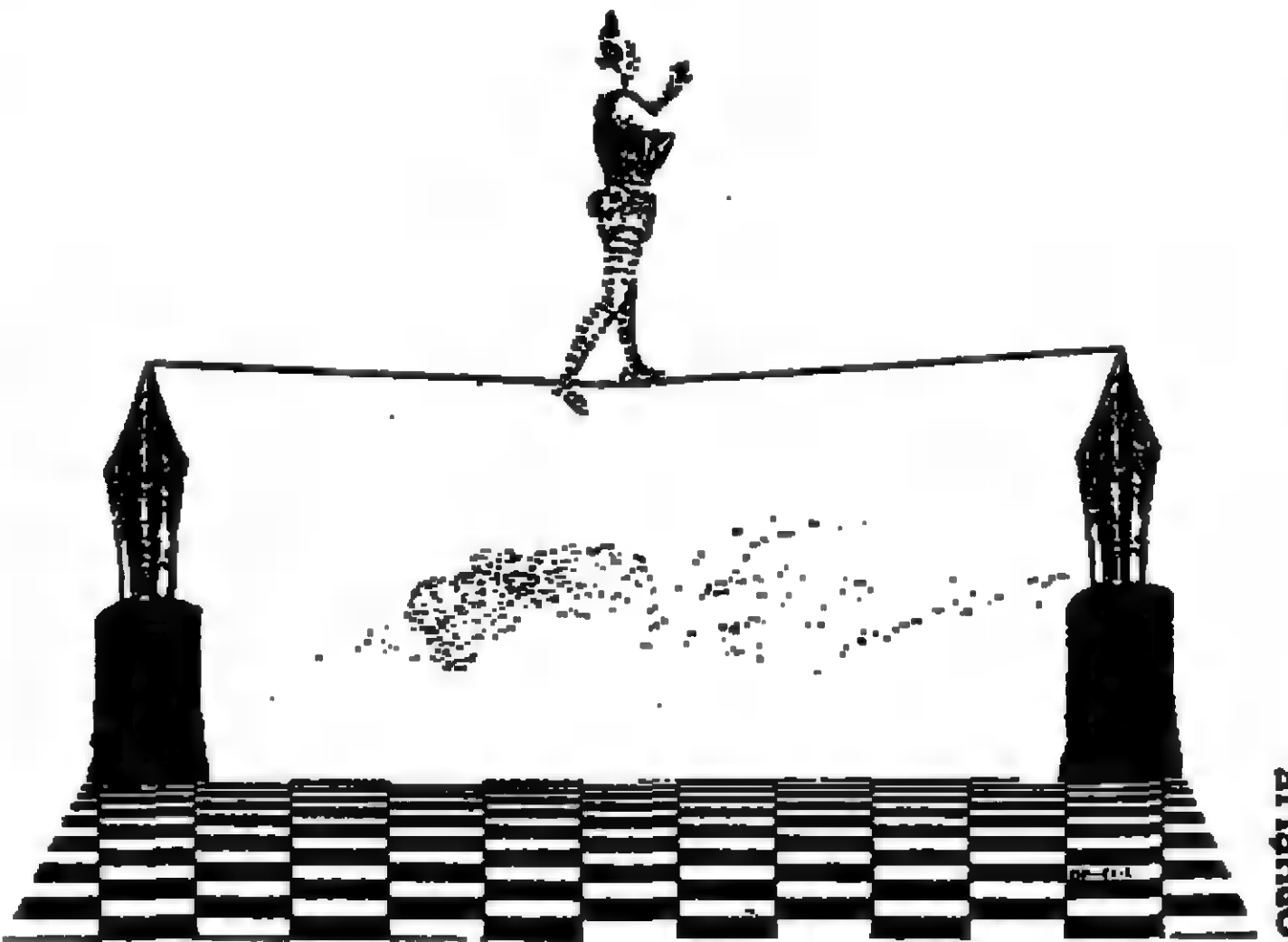
Notre rancune à l'égard de ces visiteurs inattendus tient beaucoup moins à la valeur intrinsèque des objets et de l'argent volés qu'à ce désordre étalé sous nos yeux, et qui nous fait l'effet d'un viol.

Le mot peut sembler abusif, mais sans doute est-ce celui-là même qui vient à l'esprit de milliers de personnes trouvant un jour leur domicile sans dessus dessous. Si en effet d'un certain point de vue statistique et policier un cambriolage n'est qu'un fait divers, du point de vue du cambriolé, cet acte d'appropriation et de vandalisme vise sa personne par-delà ses biens.

Il fait nuit noire depuis longtemps, l'appartement est à nouveau calme et bien clos, et notre colère est tombée ; nous ne trouvons cependant pas le sommeil.

Nous savons presque exactement ce qui nous manque, ce qui nous reste dans notre domicile, mais on nous a volé quelque chose de précieux que ni la police ni l'assurance ne nous permettront de recouvrer : une part de notre insouciance, une part de notre tolérance, une part de notre intimité — une petite part de nous-même.

FRANÇOISE DE MAULDE (Paris).



OPHELIE

sont-ils des établissements d'instruction ou d'éducation ? Vieux débat, vieilles querelles, aux diables, on connaît le refrain. C'est vrai qu'il faut faire la synthèse, que l'instruction est le moyen et l'éducation la finalité, qu'il existe entre elles une constante dialectique.

En attendant qu'il ait été résolu la quadrature du cercle, on ne voit pas comment on demanderait leur avis aux intéressés : a-t-on en son temps demandé le leur aux jeunes écoliers de 1881 ? Il est admis que le progrès social est le résultat d'une lutte. Il faut se féliciter que les jeunes, soumis naguère à la dure loi du travail, assujettis aux pénibles contraintes de l'apprentissage, bénéficient d'un répit de nature à leur assurer plus longtemps une protection appréciable. Qu'ils n'aient pas eux-mêmes conçus ce répit en feraient-ils une tare ?

Leurs parents ne leur ont pas davantage demandé leur avis au moment de les mettre au monde. Par la suite Cédipe nous a appris que la structuration psychique d'un être humain est de nature conflictuelle : on peut le déplorer ; il importe surtout de s'en inspirer.

C'est à se demander s'il n'en est pas de même au collège : tensions, conflits, rapports de forces, jeu des pouvoirs et des contre-pouvoirs, n'est-ce pas une belle illustration de la vie sociale ? En ce sens, la scolarisation ne serait qu'une forme de socialisation, et l'esprit du collège celui de la société qui l'a institué. En somme, la transmission du savoir serait le prétexte à jouer aux gendarmes et aux voleurs.

La difficulté réside dans le fait qu'il ne s'agit pas de catégories précises, fixes, stables : les collégiens étaient hier encore des écoliers, ils seront demain des lycéens. Dans la fluidité de leur condition, que peuvent-ils penser qu'ils penseront demain ? Leur rejet des institutions scolaires n'est-il pas la forme que prend leur rejet du monde adulte en attendant d'y avoir accédé et de se comporter comme des adultes ?

« para » auront été intégrés dans le scolaire, on s'apercevra que rien ne vaut le charme discret de l'extra-scolaire, sans profs, sans parents, sans journalistes.

FRANÇOIS FOURNIER (Luchon).

Cumul encore...

Malgré la laideur du mot cumul et l'aspect rassurant du sujet, il n'est pas possible de laisser M. Jean Le Petitier (le Monde Dimanche du 20 décembre 1981) mélanger à ce point les torchons et les serviettes.

VOUS ET MOI

L'heure du laitier

L'avantage, quand on habite le neuvième étage, l'avant-dernier, d'une H.L.M. bétonnée, c'est qu'on peut vraiment participer à tout. La vue plonge sur le parking, mais aussi sur les immeubles voisins, et l'air est rassurant de constater ainsi la futilité des horreurs des uns et des autres : du café du matin à la télé vespérale, les choses ne valent guère, même dans les périodes de fêtes, particulièrement castrées pour qui n'a rien à fêter, ici, au « Capricorne », le principal lieu de rencontres est l'ascenseur. Moi, je suis au 95 : une étape au-dessus du 78, que je salue à 7 heures pile. En bleu de travail et bonnet, il fume la première d'une longue série. Comme le 88, qui, lui, doit attraper un train qui l'emmènera à Paris « trafiquer » à la brigade des stupés. Et puis, il y a l'animation par les murs : génial, le béton, pour la diffusion du son. Moi, je ne supporte pas la rangée du 108 ; le 108 échoire la gymnastique sonore de la 88, qui, d'après lui, reçoit une multitude d'amants à des heures indues. Personne n'accepte le chien du 98, qui se prend, à 3 heures du matin, pour un coq de ferme. Par contre, on n'entend qu'onque se plaindre du jeune homme du 97, vaguement bougonneur et très timide, dont la mère m'affirme, chaque fois que nous effectuons une commune séquence d'ascenseur, qu'elle aimerait le voir marié : si c'est pas indicible, je gagne combien par mois ?

Mérodine
LE RESTAURANT "BUFFET"
salade + plat garni + dessert pour moins de 30 F net
jusqu'à 22 h même le Dimanche
21 RUE BEAUBOURG Angle Centre Pompidou

La belle histoire de Merlin S.A.

Ou comment un jeune gardien de vaches est devenu en quarante ans le plus gros promoteur français d'immobilier de loisirs.

LILIANE DELWASSE

On dirait une histoire pour enfants méritants, ou bien un film américain des années 50 dans le style self-made man : le petit-gars-parti-de-rien-qui-s'est-élevé-à-la-force-du-pougnon-par-son-audace-et-son-travail et qui, de labeur de carreaux sifflant sur son échelle à la première image, est devenu la dernière patron d'un empire industriel avec piscine hollywoodienne, après avoir traversé vicieusement des crises et pourfendu tous ses ennemis.

Outre-Atlantique ils s'appelaient Ford ou Rockefeller. De ce côté-ci des vagues, toutes proportions gardées, c'est un gars bien de chez nous, avec le nom et le physique du Français moyen, et un succès à faire pâlir les couvertures des romans de gare.

Oyez, bonnes gens, la belle histoire de Guy Merlin, le célèbre promoteur : « Les bureaux Merlin sont ouverts toute la journée, 31, rue de Rivoli, téléphone 277-11-13 : votre deux-pièces-loggia au bord de la Méditerranée pour 159.000 F avec 3 % seulement à la réservation... »

Il était une fois un petit garçon très pauvre, fils de tailleur, qui gardait les vaches dans la campagne sancerroise. A quatorze ans il n'avait jamais encore quitté son village natal. Il se place commis de caviste à Sancerre : puis à vingt ans « monte » à Maisons-Alfort pour racheter une petite épicerie de quartier avec trois sous empruntés à une tante. Il trouve que l'agent immobilier qui lui vend l'épicerie fait bien son beurre avec cette transaction et l'idée commence à germer dans son esprit. Comme le champ est fertile, aussi fertile que ceux de sa campagne natale, il suffit de semer et la récolte ne se fait (presque) pas attendre.

Guy Merlin revend vite son épicerie et s'installe comme agent immobilier. Il a vingt ans, il se spécialise dans les petits fonds de commerce de banlieue. C'est pas cher, ça se vend vite. Après la guerre, les affaires marchent très fort. Il se souvient : « Il y a quarante ans, je vendais cent fonds de commerce par mois. C'est fou ce que les gens achetaient et revendaient, surtout les cafés-restaurants de campagne. On avait à peine le temps de les barater qu'ils demandaient : « On signe où ? » Un jour, j'ai flairé que ça allait être cuit : six mois après c'était foutu. Mais j'avais déjà trouvé autre chose. »

En autocar

Petit, trapu, solide... on remarque surtout Guy Merlin par son regard vif et complice. Déjà à l'époque il avait un bagout peu commun, une passion pour les gens et les contacts humains. « mes potes je peux pas m'en passer ».

Il avait en effet trouvé autre chose : les appartements anciens. Avec la crise du logement des années 50, autant trouver une anguille dans une bouté de foin qu'un appartement à Paris. Un jour qu'il déjeune à Villers-sur-Mer, en Normandie, un ami lui

propose l'hôtel de Paris qui est à vendre... et en ruine. La côte normande, à l'époque, était en baisse de valeur. « Qu'est-ce que j'en ferais ? » répond Merlin. Il en fait la première opération d'hôtel rénové et vendu par appartements.

Pendant quelques années il rachète en Normandie des manoirs délabrés, des propriétés inhabitées, des hôtels vides, il rénove et revend : Houlgate, Cabourg, Deauville. Il a compris, le premier, que l'immobilier de demain c'est l'immobilier de loisirs. « La dispersion des loisirs, j'ai pigé ça dès 1960-1965. Les gens veulent des petits trucs pour un mois de vacances... et pas cher. Dispersion des loisirs, donc dispersion de l'investissement. La vieille propriété de famille pour tous les cousins et neveux ça c'est fini, c'est pour une classe sociale qui disparaît. »

Il fait construire à Villers son premier immeuble neuf sur la côte normande, la Résidence du Parc, parce que là encore il a flairé que la rénovation « ça allait être cuit », qu'il fallait faire du neuf. « Je flaire juste un peu avant les autres, c'est tout mon mérite. » Pierre Bouton, directeur commercial, était vendeur à l'époque héroïque des débuts et se souvient avec tendresse : « Les clients de la semaine voulaient voir ce qu'ils achetaient, on leur donnait rendez-vous au Sambat, un café de la porte de Saint-Cloud, le dimanche à 7 heures du matin. M. Merlin avait loué un autocar pour emmener les clients en Normandie ! On prenait l'autoroute de l'Ouest en famille, M^{me} Merlin, les deux enfants, les clients, qui à la fin de la journée se tutoyaient et se tapaient sur l'épaule, les vendeurs. »

A la fin de la journée, 75 % des gens dans l'autocar avaient signé. Ils se battaient pour signer. Le chauffeur de l'autocar leur donnait des craies et ils barraient la porte de leur studio d'un grand V blanc pour être sûr que personne ne le leur soufflerait. Même Martine, la jeune fille de Guy Merlin, faisait remplir les contrats, les vendeurs ne suffisaient pas à la tâche. Le chauffeur faisait l'article, il connaissait la construction aussi bien que le patron.

La folie des grandeurs

L'agent immobilier Merlin, en bon père de famille, passait toujours ses vacances à Saint-Jean-de-Monts, en Vendée — une station construite peu de temps auparavant, en 1957 — parce que « l'air y est léger et doux et le sable très fin sur une plage parfaite pour les gosses ». Il voudrait se faire construire un pavillon isolé au calme. Dans la vitrine d'un confrère, il avise un jour un terrain de 13 hectares à vendre « pour rien ». Sans eau, sans électricité, sans route pour y accéder, sur une dune déserte au bord de la mer. Un peu grand pour lui, sa femme et ses enfants ? Qu'à cela ne tienne. Il décide d'y bâtir un village de vacances de mille logements et de l'appeler Merlin-Plage. Dans son équipe, dans sa famille, c'est la consternation : le patron a la folie des grandeurs !

Depuis, Guy Merlin a construit 35 000 logements et logé 150 000 personnes. De

500 appartements en chantier en 1970, il en a 6 000 en 1981. En tout il a réalisé 600 programmes sur tout le littoral et la montagne, d'une surface globale de 1 million 500 000 mètres carrés environ.

Il a le premier budget publicitaire français : 55 millions de francs payés en 1981 : sur tous les postes périphériques, Europe 1, R.T.L., Radio Monte-Carlo, et dans la presse écrite. Son chiffre d'affaires a progressé de 25 % par an en moyenne depuis dix ans : il est de 800 millions de francs pour 1981. La Société anonyme Merlin, c'est une seule maison compacte, sans filiale. On n'y conçoit, fabrique et commercialise qu'un seul produit. « Dans l'immobilier de loisirs en général et l'immobilier en particulier, tout le monde se casse la figure et pleure : « C'est la crise. » Nous, ça va bien, merci ! » En pleine expansion la société Merlin : elle va doubler son chiffre de vendeurs pour 1982, doubler son budget publicitaire, qui va passer de 55 à 100 millions.

Les bénéfices sont eux aussi substantiels : de 22 millions de francs en 1975, ils sont passés à 41 millions en 1980. Pourtant l'a-t-on assez attaqué ? Bétonneur n°1, massacreur

ans, dépassant les limites du Calvados. C'est toute une politique de collusion des municipalités avec les promoteurs qui a été mise en cause. Jean-Pierre Baudard avait du culot, des inimitiés politiques solides et ne marchait pas sur la pointe des pieds au conseil général du Calvados, dont il était membre. Il se défendait pied à pied, alla en appel, mais, comme la chèvre de M. Seguin dévorée à l'aube, fut condamné en 1976 en cassation pour corruption et destitué de toutes ses fonctions.

Il mit fin à ses jours en janvier 1980, ruiné. Guy Merlin (avec deux confrères) fut, trois ans après, accusé d'être « corrupteur » actif et condamné à Caen à 300 000 F d'amende pour avoir, concluaient les juges, « manqué d'esprit civique et cédé aux exigences de M. Baudard dans le seul but de ne pas compromettre ses chances de réaliser des opérations immobilières fructueuses ». La cour reconnaissait cependant que le promoteur n'avait jamais pris l'initiative de corrompre M. Baudard et qu'il

Monts, où la SACOM (1) a demandé à Merlin de construire — sur un emplacement cédé par l'Office des forêts — un programme de marinas-pieds dans l'eau qui devait comprendre 3 500 logements. Première mobilisation anti-Merlin. Le promoteur sera contraint de réduire le programme.

Mais ce sont les immeubles de Saint-Gilles-Croix-de-Vie qui mettent le feu aux poudres. Ils empiètent, dit-on, sur le domaine maritime. L'Association pour la défense de l'environnement de la Vendée attaque devant le tribunal administratif de Nantes pour faire annuler les permis de construire. La presse locale titre « La Vendée assassinée » et déplore la fin des « dunes aux lichens qui craquent sous les pas dans la fraîcheur des pins ».

Merlin est montré du doigt par des manifestants aux cris de « promoteur-prophète », et « Merlin-cages à lapins ». M. Surpris, mi-peiné, en tout cas avec franchise, Guy Merlin affirmait : « J'ai surtout contre moi

construire accordé en 1974 aux six cents logements de Saint-Gilles.

Pas d'emprunt

Les années ont passé. Pour Merlin, le temps du béton agressif est fini. Les nouveaux programmes sur la Côte d'Azur ou dans les Landes ne dépassent pas la hauteur des arbres et se cachent dans la verdure. Les écologistes, de leur côté, ont d'autres préoccupations. Les locaux, eux, sont contents. Les municipalités ont toujours été heureuses de « se vendre », comme disaient les « anti-Merlin ». Ce dernier n'apportait-il pas du travail aux entreprises locales, ne donnait-il pas des ressources aux commerçants, en même temps qu'il créait une animation économique et commerciale là où il s'installait ?

Le maire de Saint-Jean-de-Monts explique : « Les rouspétances se sont tassées. Le mur de béton, on n'en parle plus. Bien sûr, si c'était à refaire, on refe-



du littoral, bradeur du paysage national, destructeur de l'environnement, étaient les épithètes les plus douces dont on l'accablait dans la presse régionale des années 1973-1974. Il a même été traîné en justice par les associations de défense des sites et paysages, hué par les écologistes et condamné pour une sombre histoire de corruption à Courseulles-sur-Mer. Car, comme dans tout happy end, il y a eu aussi le chapitre des ennemis et les moments durs.

Le maire de Courseulles-sur-Mer, Jean-Pierre Baudard, était astucieusement à la fois agent immobilier et chef d'un « bureau d'études et de conseil pour la construction » à Puteaux. Difficile d'appeler franchement pots-de-vin les commissions qu'il prenait sur la vente de terrains dans sa municipalité. Difficile aussi de ne pas considérer que ces commissions étaient étonnamment grasses pour des études qui, de l'aveu même du promoteur, n'avaient aucun intérêt. Et difficile de même de ne pas constater que les permis de construire arrivaient très rapidement pour les promoteurs les plus généreux...

Le scandale éclata en 1973 et défraya la chronique durant cinq

n'avait fait que céder à une sorte de chantage. Aujourd'hui Guy Merlin hausse les épaules : « Comme si c'était à nous, promoteurs, de faire le catéchisme et la morale aux élus ! Nous on vend, on est commerçant, pas curé. »

Cages à lapins

Pendant que Merlin construisait ses résidences-vacances, ses concurrents veulent en faire autant, et si la France verte reste déserte, celle du littoral se recouvre en l'espace de trois à quatre ans de cubes de béton, plus ou moins hauts, plus ou moins larges ou longs, plus ou moins colorés, plus ou moins raffinés, plus ou moins chers. Deux techniques. Ou bien les promoteurs achètent eux-mêmes les terrains à des propriétaires et bâtissent ; ou bien des sociétés d'économie mixte sont créées à l'initiative de collectivités locales, des chambres de commerce départementales ou régionales ; elles aménagent les terrains et font appel aux promoteurs pour réaliser leurs projets. C'est ce qui s'est passé notamment au nord de Saint-Jean-de-

les snobs qui volent arriver les congés payés autour de leurs villas avec horreur : je construis pas pour les bourgeois du X^{VI}^e, moi, je construis pour les mecs d'Ivry, de Pantin, pour qu'eux aussi puissent accéder à la résidence secondaire, pour qu'eux aussi aient vue sur la mer, et la plage sous leur balcon. Comité de défense des égoïsmes locaux ouf, voilà ce que c'est que les écotos : des fils à papa qui veulent se réserver les bons endroits. Chaque année, Bernard, le fils du promoteur, va en vacances avec ses trois filles à Saint-Jean-de-Monts, dans un de ces « trois-pièces-loggia sur l'Atlantique » tant critiqués...

Robert Galley — à l'époque ministre de l'équipement — visite le site de Saint-Gilles-Croix-de-Vie... en hélicoptère, trouve que vues d'en haut ces tours de béton sont minuscules et ne lui paraissent pas plus envahissantes qu'une grosse villa. Il déclasse le site avant que le tribunal ne rende son arrêt... Celui-ci ne tarde pas. Et le Conseil d'Etat, en 1980, donnera raison à l'arrêt de la cour de Nantes, qui avait, en 1978, confirmé le permis de

rait ça différemment, moins massif, plus de petits pavillons individuels. Mais faut pas exagérer non plus les dégâts. On a fait tant de publicité autour des marinas qu'on pouvait croire qu'en Vendée il restait pas un centimètre carré de rivage vierge. Finalement on a construit moins haut que prévu : ça fait bien marcher le commerce en été et l'agglomération a digéré tout ça sans problème.

Celui de Saint-Gilles renchérit : « On a annulé une tranche entière. Et en tout cas il n'y a jamais eu aucun problème avec les propriétaires des Merlinales. C'est une clientèle fidèle, propre et pas bruyante. Pas de papiers gras sur la plage, pas de réclamations de la population locale. Et on peut pas en dire autant de tous les vacanciers. Il y en a de plus huppés qui sont moins agréables. »

Pourquoi Merlin marche si fort alors que les concurrents sont à terre ? « Parce que nous avons un produit formidable, dit Guy Merlin, le meilleur employé possible, un prix imbattable et une construction qui tient le coup. Les gens n'achètent plus sur plan : ils vont voir, ils

Je suis un peu...
Je suis un peu...
Je suis un peu...

TOURNOI

La grand-messe de Twickenham

Le Tournoi de rugby des cinq nations recommence le 16 janvier, et l'équipe de France livre son premier match le 6 février. Le discours sportif va se déchaîner une nouvelle fois. Le rugby, par sa dimension épique, lui offre un terrain de choix (1).

ANNIE COHEN-SOLAL ET CHRISTIAN BACHMANN

Le 21 mars 1981, l'équipe de France allait, à Twickenham, reconquérir l'Angleterre sur son terrain, pour le dernier match du Tournoi des cinq nations de la saison. France-Angleterre, ce jour-là, c'est beaucoup plus qu'un match ordinaire : la possibilité pour la France de gagner d'un coup et le match et le tournoi, ainsi que — sur une élévation — de remporter ces deux victoires chez les Anglais, au stade de Twickenham, considéré comme le saint des saints du rugby. Au-delà de l'enjeu apparent, donc, un enjeu symbolique focalise toutes les passions, puisque prendre le pouvoir à Twickenham, c'est conquérir la cité-dieu imprenable et violer le sanctuaire britannique.

Le rugby, inventé en 1823 dans le collège britannique de Rugby, est leur sans le moindre effort. Pour les Français, il en va tout autrement : leur position face à ce sport ressemble à s'y méprendre à celle d'un peuple colonisé, d'un adolescent en révolte qui cherche à acquiescer son indépendance, son identité.

Pierre Georges, dans le Monde, saisit bien ce phénomène quand il fait allusion à l'insolent impérialisme anglais et aux « solides complexes britanniques de supériorité ». Le rugby français se construit donc une histoire qui prend, selon les cas, des colorations différentes, noire ou rose : la version revancharde de l'Aurore, ou la version progressiste du Parisien libéré. Rugby aristo, à l'aisance spontanée, la manière, la classe. Rugby prolo qui sent l'huile et le savoir-faire, avec l'impitoyable et la maladresse inhérentes à sa condition. Cette opposition éclate à merveille dans les images que chacun des deux pays projette sur Twickenham, le stade-symbole.

Le temple et ses servants

Le lieu même où se déroule le match lui donne importance et prestige. Il sacrifie la cérémonie. La presse britannique constate :

« Les Français considèrent Twickenham comme la cathédrale du rugby » (en français dans le texte). « L'aine Twickenham, me le rendra-t-il ? » titre l'Équipe, dans une interview au cours de laquelle Jean-Pierre Rives, « casque d'or », fou d'amour pour la pelouse moelleuse, avoue sa faiblesse pour « les vestiaires, où l'on reste en confort unique, comme chez soi, avec les parkings, les baignoires, et où 60 000 spectateurs chantent le God save the Queen comme nulle part ailleurs ». Confession touchante et naïve, confession du pauvre, lui rétorque le Daily Express : « J.-P. Rives pourrait bien devenir le dindon de la farce s'il s'obstine à répéter que Twickenham est son terrain favori. C'est peut-être vrai en soi, mais les résultats ont prouvé que le quartier général du rugby est trop souvent resté un tombeau pour les équipes françaises ».

Le jugement

Une fois la fièvre retombée, les excois français subissent-ils ? Certes oui, et combien ! Les Anglais, ont eu des ballés, les Français ont eu des idées, ironise le Figaro. Quant au Matin, il culute, dans une fierté béate : « On n'est plus très loin de penser que les sportifs français sont les plus intelligents de la planète », et, soutient le Journal du Dimanche, ils ont « utilisé, bien entendu, à un degré jamais vu, tous les dons inhérents à notre race ». Jusqu'au reporter du Monde qui s'enflamme pour « Berbizier le fût », auteur d'une « canaillerie dont on reparlera encore longtemps dans les chaumières lourdaises ».

Les Français se voient gratifiés de toutes les qualités d'astuce, d'intelligence, d'agilité et de courage, et les Anglais ne sont pas ménagés. « Plus gavis de ballons d'attaque qu'une oie du Périgord de mais, ils se sont emparés de la défense française avec une constance au front bas qui relève du masochisme érigé en totem, ou, si vous voulez anoblir la chose, avec une foi de martyrs. » (Le Figaro).

Le registre britannique, cette fois encore, restera plus technique. Alternance d'une argumentation mixte qui accorde éloges aux vainqueurs et excuses aux vaincus. Les journalistes anglais avaient trois types d'explications. La faute de l'arbitre, tout d'abord, est incontestablement pour eux un premier sujet de mécontentement. Tous les journaux y reviennent avec une plus ou moins grande insistance. Depuis le Sunday Express, furieux, qui titre violemment : « Les braves de Billy sont touchés par un essai illégal », en passant par l'Observer qui, très juridique, explique que « la controverse a porté sur la loi 23 B... ».

Deuxième élément du discours britannique : le vent. Leur capitaine, Bill Beaumont, a choisi de jouer contre le vent en première mi-temps, ce qui a contribué à favoriser les Français au début du jeu. Les titres, seuls, sont éloquentes : « Autant en emporte le vent » pour News of the World, « Souffle fatal au départ » pour l'Observer, ou plus subtilement dans le Times : « Il est pertinent de se demander si Beaumont a été sage de donner à ses adversaires l'avantage du vent en première partie ». Et, avec un art consommé de la finesse sociale, Peter West ajoute : « Avec un vent furieux qui soufflait derrière eux en première

mi-temps — et grâce à la courtoisie de leurs hôtes, — les Français ont su saisir leur chance. » Humour ou mauvaise foi ?

Troisième pôle d'explication lui aussi totalement ignoré de la presse française : les malheurs de Phil Blakeaway. Blessé au cours du match, il se retrouve incapable de terminer la saison. Et il s'auto-accuse, se déclarant responsable de l'échec britannique. « Phil reçoit un blâme », titre alors le Daily Mirror, et lui-même ajoute : « Je m'en veux de ne pas avoir été capable de rentrer suffisamment bien le ballon anglais dans la mêlée. C'était mon boulot, et ça me déprime. » (The Sun).

La fraternité des preux

Au-delà des règlements de comptes, une forme de réconciliation s'amorce : la poignée de main franche et saine succède à l'affrontement brutal. Premier à en profiter, Bill Beaumont, que la presse française couvre, sinon de fleurs, du moins de témoignages de reconnaissance et de fraternité. Retour, donc, au Moyen Âge avec cette révérence inattendue qui consiste à magnifier son adversaire : chevalerie oblige. « On racontera longtemps les exploits de Beaumont Cœur de lion, à la manière de nos ancêtres qui contaient à leurs enfants les hauts faits d'armes des chevaliers de la Table ronde. » Cependant, le chauvinisme n'est pas mort, puisqu'on recherche au capitaine anglais ses ascendances françaises : « Sans la révocation de l'édit de Nantes, Bill Beaumont défendrait peut-être aujourd'hui une autre cause, celle de la République française. » Au reste, le preux chevalier, loin d'éprouver pour la France de l'aversion ou de l'hostilité, l'aime sincèrement. Sa femme — sa dame ? — est professeur de français, et lui-même semble bien nous connaître : « Vous, les Français, déclarez-vous, vous aimez la bonne chère, la bonne vie, les bords. Vous êtes relax, vous prenez la vie du bon côté. »

Jean-Pierre Rives, interrogé à B.B.C. 2, dès le samedi soir, se verra salué par le journaliste pour son bel accent et s'exprimera bel et bien dans la langue de l'adversaire, pour déclarer : « Je suis heureux pour le rugby français et pour le rugby en général. Ces garçons voulaient vraiment la victoire : c'est notre philosophie de la vie. Aimer un sport avec passion et pouvoir partager cette passion avec les gens que vous aimez, c'est la plus belle chose dans le sport... » Nous y voilà : le sport, ce n'est pas un affrontement, c'est une messe, une communion, une forme de partie de plaisir à laquelle on se livre sans arrière-pensée. Et Laurent Pardo, le trois-quart aile français, déclare au Matin : « Mais je vous assure, quand on a envie de s'amuser, le numéro que l'on porte sur le dos importe peu », et il parle de son équipe comme d'un groupe « super-sympa ».

On perçoit le décalage entre le vécu des joueurs au premier degré et la récréation par les médias du même événement. L'influence des grands moyens de communication, leur conditionnement, fonctionnent au maximum et impunément dans le domaine du sport. Pour tout autre type de manifestation, culturelle ou politique, notre vigilance détecte les interprétations idéologiques et discerne même inconsciemment ce qui relève de l'information de ce qui relève de la manipulation. Pour le sport, il en va tout autrement.

(1) Cet article est issu de travaux sur l'intégration européenne, effectués par les auteurs pour la C.E.E.

font le tour de ce qu'il y a à vendre. Quand ils reviennent chez nous c'est parce que c'est moins cher et la qualité est meilleure, plus solide, sans habillage de luxe inutile.

Il y a encore deux ou trois « trucs » qui font que, même en allant loger son bilan, « les autres » ne peuvent pas rivaliser. Tout d'abord, avisé comme pas deux, Merlin a une vaste réserve foncière accumulée en quinze ans : exemple Les Sables-d'Olonne : 25 hectares en friche payés 2 F le mètre carré qui en valent 2 000 aujourd'hui. Il a quadrillé la France et acheté au hasard des occasions et de son inspiration. 180 hectares vides attendent le premier coup de pioche. On peut faire moins cher quand le terrain n'est plus à acheter.

Ensuite les marchés sont d'une telle taille que de substantielles remises lui sont accordées : lorsqu'il paie 55 millions de francs de publicité, c'est qu'il y en a pour 90 millions ! Quand aux entreprises comme Bouygues — à qui il fournit des milliers de logements à construire — elles s'empressent de lui faire des prix... et d'utiliser sa clientèle comme publicité personnelle.

Une loi de juin 1971 stipule que si les bénéfices d'une société immobilière sont réinjectés dans la construction et non pas récupérés par les capitalistes, l'impôt est réduit à 15 % au lieu de 50 %. Les 35 % économisés sur les impôts ont permis à Merlin d'investir au maximum. Enfin, une politique d'extrême prudence a permis de n'avoir jamais aucun crédit bancaire. Merlin s'auto-finance et attend d'avoir complètement digéré un programme pour mettre en chantier le suivant. Conséquence : aucun agio bancaire à payer. Le bénéfice d'un chantier est réinvesti dans le suivant et la publicité, ce qui explique la lenteur de sa progression : Merlin ne construit en montagne que depuis trois ans et sur la Côte d'Azur que depuis l'an dernier. Le succès ne lui est pas monté à la tête : « Faut rester prudent, je n'engage aucun nouveau chantier en 1982 avant d'avoir écoulé 80 % des stocks en moins ».

La rotation des stocks est en bonne voie : à Bormes-les-Mimosas, on a vendu 167 appartements la première semaine et à Prapouté-les-Sept-Laux (commune des Adrets, Isère), les acquéreurs signent sur les capots des voitures, maintenus derrière un cordon par les forces de police débordées et n'en croyant pas leurs yeux.

Un symbole

Dernière raison de ce succès, inimitable celle-là : cette affaire énorme fonctionne comme une petite entreprise familiale : une cinquantaine de personnes jusqu'à (vingt vendeurs et trente administratifs), tous dans la maison depuis le début... et tous amoureux du patron. « Il est pas fier », il a le cœur sur la main, « il discute avec un ministre, eh bien, s'il voit passer sa dactylo il laisse tomber le ministre pour aller demander des nouvelles du petit garçon de la dactylo qui avait une angine la veille », quand on est dans la mouise il est toujours là pour un coup de main », il a gardé son petit tailleur de Fontenay, son coiffeur, le notaire de ses dé-

buts... et les copains avec qui il fait sa pétanque et mange sa pizza. Bref une équipe réduite et dévouée, entièrement issue de la « Merlin business school » comme ils disent, parce qu'on s'y méfie des énarques et des snobs.

Le conseil d'administration est composé... des sept membres de la famille Merlin. Et l'affaire est dirigée par Guy Merlin pour le « commercial », vente, publicité, personnel, et par son fils Bernard, trente-huit ans, pour le « technique » : choix des terrains, conception des programmes, plan des appartements. Bernard travaille depuis vingt ans avec son père, comme d'ailleurs le directeur commercial et le directeur financier.

Des anecdotes concernant la maison, ils en ont plein leurs poches et sont très fiers de raconter qu'il y a des clients qui téléphonent pour demander « un appartement Merlin Plage à la montagne », ou bien que le conseil général de l'Isère qui leur a vendu le terrain à Prapouté a eu l'idée de faire préciser dans le contrat que le programme ne s'appellerait pas Merlin Ski ou Merlin Neige ! Car sur les cartes d'état-major, sur les annuaires des postes, sur les panneaux routiers, le petit bourg vendéen s'appelle désormais officiellement Merlin-Plage.

Que pensent les nouveaux responsables de l'environnement du phénomène Merlin ? Jean-Claude Rour, délégué à la qualité de la vie, reconnaît que sur le plan administratif Merlin n'a jamais été répréhensible : « Jamais de permis flou, d'entourloupette ». Il a toujours été régulier, respectueux de la légalité. Pour l'environnement, « il a fait ce qui se faisait il y a dix ans, des marins, du collectif, c'était la logique de l'époque. Allez voir à La Baule, c'est bien pire, voilà un vrai mur de l'Atlantique. C'est vrai que les pyramides, les formes agressives, passent mieux en habillage de luxe qu'en bas de gamme, avec des balcons en aluminium anodisé, qu'en métal peint. Mais ça vieillit aussi vite. Le produit économique est le même que Port-Grimaud, qui a fait l'unanimité, mais habillé différemment. Merlin a cassé les prix, c'est à la fois son honneur et ce qui lui a valu tant d'ennemis. Il a été le symbole de la résidence secondaire pour tous, parce qu'il la mettait à la portée de tous ».

Si est coupable d'avoir « défiguré la France », la culpabilité est à partager avec les municipalités et l'administration, laquelle délivrait allègrement des permis de construire pour mille logements. On lui a reproché d'avoir privatisé des espaces libres, mais c'était la logique prônée il y a quinze ans : faire reposer l'aménagement du territoire sur la possibilité de chacun d'accéder à la propriété de loisir.

Le choix n'est pas entre la ravissante villa fin de siècle et les merlinades. La villa fin de siècle est morte et enterrée sous la pioche imployable de notre mode de vie : le choix, pour la plupart des gens, est entre Merlin I, II ou III et le camping-caravaning. La clientèle a aussi évolué. Les ménages modestes ne sont plus seuls à investir dans des appartements Merlin : des cadres supérieurs en achètent plusieurs, les revendent, les échangent. A soixante et un ans, Guy Merlin, après une grave opération du cœur, prépare déjà sa retraite. A Merlin-Plage ?

(1) Société d'aménagement de la société de Mont.

CROQUIS

Le loto

« Approchez les milliardaires, approchez ! » Il hurle, il trépigne, M. Robert, l'œil rigolard, un mégot collé au coin de la lèvre. « Il a la pêche, le patron, roule-roule Jojo, le plongeur patéti. Les ménagères joutifues, les cartes-vermeille-béretes camemberts, les zonards barbotés de tatouages érotico-bibliques, tendent leurs parchemins précieux macoués de chiffres occultes. « C'est promis, m'ignoré, tout le monde gagne. Champagne et caviar pour les nababs. Pas vrai, ma petite dame ? Mielai je gagnais le bar-tabac ven-du. La lendemain je filerais aux Seychelles les pieds dans la flotte, une petite pépé dans les bras. Le rêve quoi ! »

Il est tout égrillard M. Robert. Dans un coin, un cadre, noué papillon, attaché-cas, la tête en feu, s'acharne à faire des calculs de probabilités à partir de toutes les séries sorties depuis la Saint-Médard. « Foutaise, sursure M. Robert, le loto, c'est intuitif, c'est moi qui vous le dit. Ma main à couper. A qui le tour ? A vous ma belle. Une belle grille pour la plus belle. Vous êtes comme tout le monde, ma belle, vous avez besoin de sous, pas vrai, ma belle ? » La belle lui tire une langue toute rose et tourne des talons. L'assemblée des lotomanes est hilare : « Hi hi, hi hi ! » « Ben, qu'est-ce qu'elle a celle-là ? » rumine M. Robert. DANIEL ACCURSI.



JEAN-FRANÇOIS HENRY

FUSILS

Eduquer les enfants à la paix

Les institutrices d'écoles maternelles du Val-de-Marne tentent de faire comprendre que la guerre n'est pas une fatalité. Quelques expériences de ce type existent en France.

MARYSE WOLINSKI

Sur le tableau noir, cette inscription : « La paix ? Qu'est-ce que c'est ? ». Ils sont une trentaine de bambins, grande section de l'école maternelle Edouard-Cazaux, dans le Val-de-Marne. Regards brillants et attentifs, assis en tailleur, coude à coude, autour de Flora, l'institutrice.

Sur les murs de la classe, deux affiches symboliques : la colombe de « Paix et Justice » de l'UNESCO, et celle de l'ONU sur le désarmement : une bombe explosant sous le poids de la terre. Et encadrant les affiches, les dessins des élèves : une fusée, une bombe, une colombe ou un visage d'enfant souriant.

Ce matin de décembre, ils commentent tous ensemble le conte de Paul Eluard, « L'enfant qui ne voulait pas grandir » (1). Et les doigts se lèvent. Les paroles s'entrecroisent, les idées fusent. Pourquoi Caroline, la petite héroïne d'Eluard, décidait-elle un beau matin de ne plus grandir, après avoir suivi des images de guerre à la télévision ? La peur, selon Cédric, d'entrer dans un monde d'adultes « où ça se passait comme à la télé. Et ça se

passait comme à la télé... » Des enfants qui meurent de faim ou tués par des fusils, renchérit un blondinet. Tandis que Philippe explique pourquoi il comprend Caroline, lui qui ne veut pas grandir pour ne pas travailler. Et Séverine de rappeler qu'une nuit Caroline, refusant de dormir, avait lu dans le journal des histoires de guerre.

Eduquer les enfants de la maternelle à la paix : une initiative qui a débuté à l'automne et continuera pendant toute l'année. A l'origine, la directrice de l'établissement scolaire, Danièle Le Bricquier, et l'inspectrice de la circonscription, Anne Rabany. Un beau tandem de passionnées. Danièle, la quarantaine, n'a cessé au cours de sa carrière de se lancer dans des tentatives du genre. Coprésidente du Mouvement de résistance internationale des femmes à la guerre, qu'elle a fondé en 1980 (2), Danièle a proposé cette année la création d'un groupe de travail d'enseignantes sur l'éducation à la paix à l'école maternelle. A l'instar des premières expériences réalisées dans le primaire et quelques maternelles déjà, mais de façon ponctuelle, notamment dans le cadre des classes associées à l'UNESCO, appliquant « un programme d'éducation pour la paix et la compréhension internationale ».

cherches, des projets en cours, des réactions des enfants. De celles des parents aussi. Pour Anne Rabany, le dialogue parents-enfants-enseignants est fondamental sur de tels thèmes. A l'école Edouard-Cazaux, une projection de films a été organisée sur le sujet à la fin de l'année. Flora Rader a proposé aux parents d'élèves de sa classe un prêt de livres. Opération réussie à quelques exceptions près. La paix est dans l'air par les temps de guerre qui courent.

Jouets non violents

Le vœu du mouvement coprésidé par Danièle Le Bricquier : instituer cet enseignement à la paix de l'école maternelle à l'Université. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, s'est montré plutôt favorable, annonçant, dans une lettre envoyée au mouvement, qu'il étudiait « la possibilité d'adresser aux enseignants un document présentant les divers textes successifs consacrés aux droits de l'homme, replacés dans leur contexte historique. Une mention particulière y serait faite à la paix ». Une réponse encourageante. Pareille proposition, l'an dernier, n'avait obtenu aucun écho de la part du ministère.

Dans l'enseignement secondaire, les tentatives sont assez rares et peu connues. A noter, celle d'un collège de Bondy (Seine-Saint-Denis) dans le cadre des anciens PACTE, projets d'actions éducatives et culturelles, qui a travaillé en collaboration avec des adolescents d'Oran en Algérie. En revanche, dans le primaire, nombre d'expériences sont lancées ici et là, à travers le pays, depuis l'an dernier, mais rarement aussi officielles que celle du Val-de-Marne.

« Difficile de convaincre son chef d'établissement et son inspecteur d'académie à la fois », avoue Nicole Bernard, une autre enseignante militante pacifiste. Nicole, elle, est secrétaire générale du Mouvement pour le désarmement, la paix et la liberté, et représentante en France du mouvement international Ecole instrument de paix, dépendant encore de l'UNESCO. En 1980, Nicole Bernard avait demandé au ministère l'autorisation de prendre une année sabbatique, pour élaborer avec d'autres instituteurs un enseignement à la paix dans les classes. Et cet été, au Centre universitaire sur la non-violence, installé au Larzac, elle a participé à la réalisation d'un conte collectif, mis à la disposition des enseignants, pouvant être utilisé comme point de départ d'un dialogue sur la paix. Pendant cette année de recherches, Nicole Bernard a établi des fiches pédagogiques (6) pour aider ses collègues. Un exemple : des idées pour construire à partir de fusils, revolvers, arcs et flèches, contes, avions de guerre... des jouets non guerriers et non violents. Avec un peu de fantaisie et beaucoup d'imagination.

L'enseignement à la paix peut aussi passer par la correspondance interécoles avec des enfants dont les pays sont en guerre. C'est ce que pratique une classe de Saint-Etienne qui correspond avec des enfants du Front Polisario. Le 3 février prochain, les enseignants intéressés sont invités à participer à Paris à une grande rencontre sur ce thème de l'éducation à la paix à l'école (7).

Dans le Nord, Lise Tourtel, l'inspectrice de la circonscription d'Avesnes-Mauberge, continue l'expérience entreprise déjà l'an passé et concrétisée par une exposition de textes, dessins, objets, réalisés par des enfants d'écoles primaires et maternelles, regroupés sous le thème : « Construire la paix ». Une mine de petits chefs-d'œuvre de lucidité et de sagesse. Les écoliers du Nord lancent un cri d'alarme : « Arrêtez les soldats, vous faites trop de mal... » et ajoutent : « Les grands ne comprennent pas, mais nous, les enfants, nous ne ferons plus la guerre. » Comme on aimerait les croire.

Le groupe de travail du Val-de-Marne se réunit régulièrement et dispose d'une bibliothèque « pacifiste ». A chaque rencontre, les institutrices confrontent leurs réflexions, font l'exposé d'un livre, s'informent les uns les autres de leurs re-

B.P. 5000

S.O.S. consommateurs en détresse

Inquiets, mal informés ou victimes de leur bonne foi, de nombreux consommateurs cherchent assistance auprès des « Boîtes postales 5000 ». A l'étonnement général, le système fonctionne.

BÉATRICE D'ERCEVILLE

P OUR l'un, c'était un problème de cumul : M. V... s'estimait certes ravi de son nouvel appareil, mais à qui incombait-il donc d'enlever l'ancien, qui trônait, inesthétique, sur le palier depuis plusieurs semaines ? Ailleurs, une vieille dame lançait un véritable appel au secours, affolée de recevoir une note de téléphone de 5 611 F, alors que ses factures habituelles ne dépassaient jamais 300 F. Incapable de payer, elle se voyait menacée de coupure dans les plus brefs délais.

Mésaventures cocasses ou douloureuses, voilà le tout-venant de la centaine de milliers de dossiers traités depuis cinq ans par les « Boîtes postales 5000 ».

Le projet était sorti, en 1976, des cartons de feu le secrétariat d'Etat à la consommation (1). Faute de savoir à quelle porte frapper, le particulier écrit au hasard à « son » député ou à « son » journal, quand, le plus souvent, il ne baisse pas tout simplement les bras. D'où l'idée de créer une structure d'accueil qui centralise cette masse errante de courrier. Le principe des Boîtes postales 5000 était né, d'une apparence limpide : une adresse unique, facile à mémoriser (2), derrière laquelle trois partenaires œuvrent en commun. A partir de ce Q.G. postal, administration (les D.D.C.C., directions départementales de la concurrence et de la consommation), associations de consommateurs et syndicats professionnels se répartissent le courrier reçu et traitent les cas, ensemble ou séparément : on transmet les infractions aux bureaux concernés, on répond aux demandes de renseignements et, originalité du système, on tente de résoudre les litiges à l'amiable au moyen de « commissions de conciliation » tripartites. Ainsi, le consommateur désorienté se verra informé dans les meilleurs délais sur les méthodes de calcul d'une surface corrigée, il saura quelles indemnités espérer pour une robe qui a rétréci de moitié au nettoyage ou comment essayer d'obtenir l'échange d'un réfrigérateur qui en est à sa cinquième panne.

« Personne n'y croyait »

Si le projet ne manquait pas d'intérêt, il souffrait aussi de nombreuses ambiguïtés. Formule bâtarde à mi-chemin entre l'autorité administrative et l'initiative privée, les Boîtes postales se voyaient affublées de missions trop diverses pour n'être pas à la limite de l'incohérence : comment, dans une même foulée, faire œuvre d'information, de défense, de conciliation et, indirectement, de répression ?

Aussi, malgré un lancement à grand renfort de satisfecit euphoriques, les Boîtes postales se heurtaient, dès leur installation dans quatre-vingt-dix-neuf départements, à un concert de scepticisme : réticences des tribunaux, qui reprochaient au système d'empiéter sur leurs compétences au profit d'une justice « parallèle ». Hostilité, jusqu'au boycottage, de bon nombre d'associations de consommateurs,

redoutant de finir en « sous administrations » et de voir se tarir le flot de leurs adhérents. Réserves, enfin, de la part des D.D.C.C. qui, vouées à héberger le « bâtarde » dans leurs locaux, ne se sentaient guère la vocation de jouer les arbitres entre deux équipes antagonistes.

« Personne n'y croyait », se souvient un responsable. Avec autant de Carabosses penchées sur son berceau, l'expérience aurait dû, presque naturellement, tomber dans les oubliettes de la concertation avortée. Mais si, après plusieurs mois de communications triomphantes — et donc suspects, pensait-on, — le silence semble s'être fait sur l'opération, les B.P. 5000 ont poursuivi, loin des feux de la rampe, un cheminement discret et obstiné. Et aujourd'hui, tous rouages huilés, le système fonctionne. Ronronnant mais efficace.

Déconcertés dans un premier temps par l'apparition de ce nouveau sigle, qui s'insérait difficilement au milieu des UROC, I.N.C. et autres U.F.C. (3), les particuliers ont écrit. Massivement la première année, puis sur un rythme de croisière, une fois écartés les dossiers de divorce, les recherches d'emploi et les demandes de recettes de crêpes. Aujourd'hui, 25 000 lettres arrivent chaque année aux Boîtes postales, avec une affluence très inégale d'un département à l'autre : si Paris vient en tête, les Bretons prennent, également facilement la plume, tandis que les Corsais ne goûtent guère cette communication par enveloppe interposée.

Ce flot épistolaire reflète les maux dont est affligée notre société de consommation. Sans prétendre dresser un hit-parade des infractions et des bavures, on observe que les secteurs sensibles se recoupent d'année en année : en tête, l'immobilier, avec les délicats rapports propriétaires-locataires ou les problèmes d'acquisition. Mais aussi toute la gamme des appareils industriels, quand les automobiles roulent mal ou que les aspirateurs n'aspirent plus. Enfin, les prestations de services, qui traduisent d'innombrables difficultés devant le jargon des polices d'assurance ou le montant des factures de plombiers.

Vouées, en principe, à une mission d'abord informative, les Boîtes postales se sont retrouvées, par la force des choses, devoir traiter surtout des litiges. Malgré la technicité accrue de ces affaires, qui imposent le recours à des régiments d'experts, les deux tiers des cas sont résolus à l'avantage des consommateurs. Il faut dire que ceux-ci font montre d'obstination et de méticulosité : « Si nous recevons parfois des lettres typhilliques, note-t-on à la D.D.C.C. de Paris, les dossiers constitués par les consommateurs sont de plus en plus complets. On y trouve tout, jusqu'à la série de photos qui prouvent, documents publicitaires à l'appui, pourquoi un hôtel n'était pas à 200 mètres de la mer et comment la piscine promise s'est transformée en terrain vague. » Ainsi épaulés par une structure frappée du sceau officiel, les consommateurs de la capitale ont réussi à récupérer jusqu'à 160 000 F en indemnités diverses lors du premier semestre 1981.

Dans le sillage de leur réussite sur le terrain, d'autres retombées

1520

DEMAIN

La stratégie de la petite graine

... Ou comment, en faisant main basse sur les semences, on tente de s'approprier le pouvoir génétique. Dans la légalité.

SOPHIE SEROUSSI

PATRIMOINE ou propriété ? L'évolution des techniques de la sélection génétique remet en cause des millénaires de traditions culturelles qui voulaient que les semences appartiennent à tout le monde. Qu'ils soient chiliens, indiens ou français, bien peu de paysans aujourd'hui reconstituent eux-mêmes leurs semences, d'une année sur l'autre, comme par le passé. Ils les achètent à des entreprises, dont le métier est de croiser des populations de variétés végétales pour conserver et améliorer leur potentiel génétique. De petits sélectionneurs qui se font plus à leur instinct qu'à la loi de la génétique, ces entreprises semencières - à l'origine souvent familiales - sont devenues une véritable industrie à la pointe de la technologie.

En France, elle représente 4,7 milliards de francs de chiffre d'affaires : 112 entreprises qui sélectionnent de nouvelles variétés, et 65 000 agriculteurs qui assurent leur multiplication. Mais le poids économique réel de cette industrie dépasse largement quelques centaines de millions de quintaux de semences. Ainsi, une variété de blé qui, en 1980, avait permis d'augmenter de 10 % la production française, aura accru la récolte de deux millions de tonnes supplémentaires, soit 2 milliards de francs de plus pour la balance commerciale. L'équivalent de 2 % de la facture pétrolière.

Le rôle des semenciers est de mettre à la disposition du cultivateur des semences de qualité, productives et résistantes. Ils trient, calibrent, traitent les grains, contrôlent et garantissent leur taux de germination. Autant de tâches que le cultivateur peut accomplir lui-même. Rien ne l'empêche en théorie, les années de vaches maigres, d'économiser sur l'achat des semences et de les

produire lui-même. D'ailleurs, en France, la moitié des surfaces emblavées le sont encore avec des semences maison.

Brevets

Cette industrie, parce qu'elle travaille sur du matériel vivant, a la curieuse particularité de vendre un produit - la semence - identique au grain que moissonnera le cultivateur. Un peu comme si Renault, en commercialisant une RS, donnait le moyen à l'acheteur de reproduire une multitude de petites voitures identiques. Fait unique dans le monde industriel : moyen de production et bien de consommation sont confondus.

Pour remédier à cet état de fait qui rend l'existence de leur industrie précaire, les semenciers ont voulu préserver leur activité créatrice. Véritable loterie où bien peu sont gagnants, la sélection génétique demande, en effet, près de dix ans avant d'obtenir une nouvelle variété, pas toujours intéressante. Aussi, partant du principe que toute peine méritait salaire, un système de protection des obtentions végétales, assimilables aux brevets industriels, a été instauré depuis une dizaine d'années.

En France, toute variété nouvelle, après une étude détaillée, obtient un certificat et est inscrite à un catalogue. Cette inscription n'est qu'une formalité obligatoire pour pouvoir commercialiser des semences, l'équivalent du visa pour les produits pharmaceutiques. En revanche, le certificat d'obtention végétale, facultatif, garantit à son possesseur le droit exclusif à l'exploitation de sa semence. Avec pour conséquences : l'encasement de redevances (1) acquittées par toute personne utilisatrice, la possibilité pour l'obtenteur de mettre sur pied un réseau de concessionnaires sous licence de sa variété et d'attaquer en justice pour contrefaçon quiconque fera commerce de sa semence sans y être autorisé. Un organisme - la Caisse de gestion des licences végétales, qui comprend des obtenteurs privés et l'INRA (2) - se charge de la collecte des redevances et de la délivrance des licences.

A quelques variantes près, cette réglementation est commune à l'ensemble des pays techniquement avancés. Ils sont regroupés en une Union pour la protection des obtentions végétales. En font partie les pays de la C.E.E., Israël, la Suède, la Suisse, l'Afrique du Sud et les États-Unis. Pour les « auteurs » de variétés végétales, cette garantie de l'obtention est un dû. « Nul n'aurait l'idée de contester à un industriel son droit de breveter une machine-outil qu'il a mise au point dans ses ateliers. Alors, pourquoi pas nous ? » soutient le Comité pour la protection des obtentions végétales qui, en France, à l'aide des services techniques de l'INRA, délivre les certificats. « L'agriculture est en train de vivre le même essor que l'industrie au XIX^e siècle. Comme à cette époque, la notion de protection s'imposera d'elle-même. »

Pat Mooney, auteur d'un livre retentissant intitulé « Les Se-

mences de la terre » (3), ne partage pas cet avis. Il affirme qu'il existe une distinction fondamentale entre le brevet accordé pour une machine ou un procédé industriel et un brevet agricole. En protégeant les droits des inventeurs, la législation sur les brevets vise, en effet, non seulement à stimuler l'innovation mais aussi à encourager la divulgation des connaissances nouvelles. Pour être valable, un brevet doit donner une description suffisamment claire pour permettre à un « homme de l'art » - suivant l'expression consacrée - de réaliser l'invention. Les brevets industriels, de cette façon, encouragent la diffusion de l'information et aident d'autres inventeurs à aller plus loin.

Pour ce jeune Canadien originaire de la grande province céréalière du Manitoba, ce concept du brevet, appliqué aux semences, crée la situation complètement inverse. La diffusion de l'information risque, au contraire, d'être freinée. Après avoir produit une variété possédant une caractéristique exceptionnelle, un sélectionneur pourrait être tenté de la cacher afin de l'introduire lui-même dans d'autres variétés. Tout simplement en gardant pour lui les lignées parentales qui sont indispensables pour l'obtenir par croisement. Certains peuvent même accaparer un matériel génétique très rare découvert dans la nature (4). Leur espoir inavouable serait d'être les premiers à l'introduire dans des variétés nouvelles pour toucher des royalties et accaparer le marché. Une seule firme, United Brands, contrôle déjà les deux tiers des semences de banane dans le monde. Pat Mooney conclut : la protection sur les obtentions végétales revient à breveter la vie, un bien public. Elle ne profitera qu'aux sociétés qui font commerce des semences, au détriment de la collectivité.

Effervescence

Aussi honorable soit la position de nombreux semenciers, vraiment soucieux de mieux financer leurs travaux d'amélioration génétique avec leurs redevances, les craintes de Pat Mooney ne semblent pas dénuées de fondement. Comme en témoigne l'effervescence qui agite le monde des semences depuis la mise en place de cette réglementation. Des multinationales américaines, britanniques, suisses, ont toutes acquis une ou deux sociétés de sélection végétale. Et pour ne pas être en reste, des grands groupes français comme Elf-Aquitaine et Rhône-Poulenc s'y intéressent également. Curieuse coïncidence pour un secteur où les bénéfices ne sont pas mirobolants.

Manifestement, cet intérêt soudain pour les semences est moins une question de rentabilité que de stratégie. Maîtriser le premier maillon de la filière agro-alimentaire apparaît désormais comme capital. Commercialement, la semence « produit d'appel » peut permettre à un distributeur d'écouler tous les produits de traitement associés à la culture. Ce n'est certainement pas un hasard si les nouvelles sociétés semencières ont pour nom Ciba-

Geigy, Sandoz, Pfizer, Upjohn, Monsanto, Shell, Union Carbide, les leaders mondiaux de la chimie, de la pétrochimie, de la pharmacie et... des pesticides, des insecticides, des engrais. Ciba-Geigy ne cache pas avoir la société américaine Funk de sélection de maïs pour mieux suivre l'évolution d'un de ses débouchés : les désherbants sélectifs. Mise au point dans les laboratoires de recherche du groupe suisse, cette découverte a permis à la culture du maïs de se développer en Europe.

Dépendance

De là à penser qu'en monopolisant le secteur semenciers les multinationales détiendront le pouvoir d'orienter - pas forcément dans le bon sens - les productions agricoles mondiales, il n'y a qu'un pas. D'autant plus vite franchi que l'avenir de la sélection végétale les concerne directement. Tous les spécialistes sont d'accord, Jacques Polyn (directeur de l'INRA) en tête : désormais, « la sélection végétale ne vise plus seulement à améliorer les rendements à l'hectare, mais aussi à diminuer les consommations intermédiaires des agriculteurs, machines, engrais, phytosanitaires coûteux en investissements, en énergie et en devises ».

Des esprits, que l'on dit malveillants, prétendent notamment que ces sociétés aimeraient orienter la sélection végétale vers les semences hybrides tous azimuts. Développées à l'origine pour le maïs, ces semences proviennent du croisement de deux variétés différentes génétiquement pures. L'avantage : elles donnent des épis de maïs plus vigoureux et plus productifs. Grâce à ces semences, le rendement mondial du maïs à l'hectare a pratiquement doublé ces trente dernières années. L'inconvénient : les graines obtenues à partir de ces maïs hybrides ne sont plus homogènes. Il devient techniquement impossible pour l'agriculteur de régénérer lui-même sa semence, sous peine d'une récolte catastrophique. Seuls les sélectionneurs qui possèdent les lignées parentales d'origine peuvent le faire. La dépendance est totale.

Dans le cas du maïs, cultivateurs et sélectionneurs y trouvent leur compte. Ce bénéfice réciproque est moins évident pour d'autres céréales. Actuellement, les travaux de recherche ont démontré que le jeu n'en valait pas la chandelle. Il reste tentant de généraliser au blé ou au riz la technique de l'hybridation. La culture des semences hybrides nécessite justement beaucoup de « consommations intermédiaires ». Les risques que présente une sélection végétale plus ou moins manipulée sont grands, surtout pour les pays en voie de développement.

En poussant plus loin la réflexion - et certains États-majors de sociétés multinationales ne s'en privent pas - l'appropriation de nouvelles variétés, de nouvelles méthodes génétiques, peut revêtir une importance stratégique, voir géopolitique. Tout comme actuellement le négoce international des céréales, où cinq firmes « font » le marché mondial. Dans le secteur des semences, bien au contraire, des places sont encore à prendre.

Loi du progrès inéluctable pour certains, atteintes aux libertés fondamentales pour d'autres, la protection légale des obtentions végétales contribue à faciliter ce nouveau partage du pouvoir alimentaire. Les tristes lendemains de la « révolution verte » ont pourtant déjà montré que les progrès de la génétique ne sont pas toujours innocents. ■

(1) Pour les espèces de grande culture, cette redevance est de l'ordre de 3 % du prix de vente en gros, soit environ 15 F au quintal pour une variété de blé par exemple.
(2) INRA : Institut national de la recherche agronomique.
(3) Disponible en français à Éditions Méditerranée, 3, rue Colbert, 13001 Marseille.
(4) Voir le Monde Dimanche du 24 février 1980 : « Des réserves pour les plantes ».

S.O.S. consommateurs en détresse

Beaucoup de consommateurs sont en détresse. Ils ont besoin d'aide. Ils ont besoin de conseils. Ils ont besoin de soutien. Ils ont besoin de solidarité. Ils ont besoin de...
Beaucoup de consommateurs sont en détresse. Ils ont besoin d'aide. Ils ont besoin de conseils. Ils ont besoin de soutien. Ils ont besoin de solidarité. Ils ont besoin de...
Beaucoup de consommateurs sont en détresse. Ils ont besoin d'aide. Ils ont besoin de conseils. Ils ont besoin de soutien. Ils ont besoin de solidarité. Ils ont besoin de...

BEATRICE DE LAUNAY

positives sont à mettre au crédit des Boîtes postales 5000. Loin de faire écran aux associations de consommateurs, elles ont indéniablement joué un rôle multiplicateur de leur audience. Chaque réponse émanant de la B.P. est en effet systématiquement assortie d'une liste des organisations existant dans le département. Cette promotion du mouvement associatif figurait d'ailleurs parmi les objectifs du système. Si plusieurs associations persistent dans leur attitude de boycottage, d'autres ont assoupli leur position, du moins au niveau local : loin des mois d'ordre des États-majors, la concertation est plus facile à mettre en œuvre. Aujourd'hui, deux cent cinquante antennes locales travaillent avec les Boîtes postales. Douze dans un département, neuf à et parfois... zéro ailleurs. A titre de dédommagement, l'administration leur verse une indemnité forfaitaire, qui va de 80 francs à 130 francs suivant le nombre de dossiers traités dans l'année. Une subvention déguisée, en quelque sorte, que l'on peut assimiler à un mini-pacteole s'il s'agit d'un simple coup de fil à donner pour accélérer la livraison d'un meuble, mais qui apparaît désirable quand le litige porte sur un problème d'accès à la propriété.

Les Boîtes postales ont également prêté à de nombreuses rencontres entre professionnels et consommateurs. Témoin ce fourreur, manifestement ravi de pouvoir rencontrer, d'un seul coup, une dizaine d'interlocuteurs et leur exposer la fameuse « charte des consommateurs » que son syndicat brandit en vain depuis plusieurs années. Hors du contexte antagoniste qui préside trop souvent aux discussions entre « frères ennemis », le dialogue redevient possible. Les B.P. bousculent les habitudes, expliquent un responsable, elles jouent un rôle d'aiguillon pour amener les partenaires à inventer toute une palette de solutions nouvelles.

« Marchand de tapis »

Malgré ces ouvertures, la Boîte postale n'en reste pas moins une thérapeutique individuelle. Et, faute de donner une quelconque publicité aux « débats », elle n'encourage guère, aux actions collectives de la part des consommateurs. Qui plus est, elle fait prévaloir des accords à l'amiable là où, bien souvent, il faudrait exiger la simple application de la loi.

D'où les réticences exprimées par l'actuel ministre de la consommation sur la valeur de l'opération : « Les équipes précédentes ont concentré tous leurs efforts sur l'information et la concertation. Il existe bien sûr des litiges sur lesquels on peut accepter de transiger. Mais, lorsque des textes existent - et nous en avons beaucoup en matière de consommation - ils doivent aussi entraîner une certaine forme d'interventionnisme. Nous ne pouvons partager la démarche des B.P. 5000, qui crée un système parallèle à la justice. Qui dit transaction dit marchand de tapis. »

Cette opinion est largement partagée, notamment à la Boîte postale de Lille : « Nos commissions de conciliation ne sont qu'un pis-aller. Lorsqu'un dommage porte sur une somme de 1 000 francs, le consommateur s'estimera satisfait s'il obtient une indemnisation de 600 ou 700 francs, alors que, bien souvent, il aurait dû récupérer la totalité. Devant certains abus, on en vient à regretter de ne pouvoir condamner les responsables. » On retrouve ici la revendication déjà exprimée par les « conciliateurs » (4), ces nouveaux « juges de paix » bénévoles, qui, après plusieurs années d'activité, souhaiteraient aujourd'hui disposer d'un pouvoir de coercition pour rendre, dans certains cas, leur médiation exécutoire.

Mais les consommateurs iront-ils devant les tribunaux pour des affaires qui portent parfois sur des sommes dérisoires ? Au ministère, on cite le cas exemplaire de Walter F., dont le magnétophone tout neuf ne cessait de « rouler » malgré trois réparations successives. Rapport d'huissier à l'appui, il s'est présenté sans avocat devant le tribunal d'instance et a obtenu que soit entériné un accord à son entier

avantage : remboursement intégral de l'appareil - 380 francs - plus 40 francs pour frais de procédure. L'aventure est édifiante, mais elle demeure rarissime. Pour l'heure, la clientèle des B.P. 5000 fait encore montre de profondes réticences à l'idée de se retrouver devant M. le Juge. La lenteur de la justice, son coût, l'intimidante solennité des débats, sont autant d'obstacles qui provoquent de véritables blocages de la part des consommateurs moyens... quand ils ne rebutent pas leurs associations.

Pourtant, entre l'application de la loi et le compromis bâtarde, le ministère a désormais fait son choix. Faciliter l'accès des particuliers à la justice entraîne, à terme, la condamnation de systèmes tels que les B.P. 5000. Avec pourtant un délai de grâce : le réalisme impose de ne pas casser brutalement une dynamique qui existe et qui continue de susciter une masse de courrier. Progressivement cependant, il faudra que l'État se désaisisse de l'institution pour rendre à chacun sa spécificité : à l'administration le soin de réprimer les infractions, aux associations la vocation de défendre les consommateurs, et d'inventer leurs propres formules de concertation avec les professionnels.

Ce glissement s'est d'ailleurs déjà amorcé. Alors que, à leur naissance, les B.P. ont certainement joué un rôle de soupape de sécurité dans un environnement sous-informé, elles ne possèdent plus, aujourd'hui, l'exclusivité de l'accueil des consommateurs. Le phénomène est particulièrement significatif à Bordeaux, où le système n'a jamais accroché : avec des associations bien implantées et structurées, les consommateurs n'avaient aucun besoin de disposer d'un organisme supplémentaire à qui exposer leurs doléances.

Bref, mission accomplie, les B.P. 5000 devraient se résorber d'elles-mêmes. « On s'aperçoit que tout marche bien quand personne ne fait plus appel à nous », explique-on à la D.D.C.C. de Lille. Reste une inconnue : les associations auront-elles les moyens de faire face seules à un nouvel afflux de courrier ? Certaines antennes locales demeurent embryonnaires, et le bénévolat n'est pas extensible à l'infini. On frôle déjà la saturation dès que - par malheur ! - une émission télévisée relaie l'intérêt sur les Boîtes postales. Pour l'heure, certaines associations apprécient encore de pouvoir se reposer à l'abri des garde-fous d'une structure déjà rodée. La passation de pouvoirs n'est pas pour demain.

(1) Sous la responsabilité de Christiane Scriver, le secrétariat d'État à la consommation a existé de 1976 à 1978.

(2) « Boîte postale 5000 », suivi du nom du chef-lieu de département et de son code postal.

(3) UROC : unions régionales d'organisations de consommateurs ; I.N.C. : Institut national de la consommation ; U.F.C.V. : Union fédérale des consommateurs.

(4) Sur les conciliateurs, voir le Monde Dimanche du 22 février 1981.

CROQUIS

En attendant le bateau

Sur l'île la plus méridionale des Cyclades. Un cochon vivant attaché au quai attendant d'être embarqué sur le bateau.

Les ânes pour monter les paquets et les gens au village arrivent avec leurs propriétaires, qui s'installent au café. Un pêcheur, en levant ses bottes dans l'eau du port, attrape un poupe à la main qui se grommelait sur un rocher, pour manger avec l'ouzo, dit-il. Des femmes balayent le quai des coqueux où les filets sèchent. Des algues s'envoient dans le vent.

Des chiens du port se jettent à l'eau pour happer les poissons non comestibles jetés. Un peu plus loin, à l'ombre de trois palmiers, des roseaux en fleurs protègent les cultures du vent et de l'air marin.

Là où les sources coulent, des lauriers roses en pleine floraison n'attendent pas le bateau. Sur les toits plats du village, sèchent des raisins, des figues et des tomates. Dans le jardin du monastère, l'eau de la

source déborde sans cesse du bassin. Des lys de mer fleurissent encore sur les plages désertes. Les pêcheurs préparent le glaçe des caisses de poissons à expédier au Pirée, comme d'habitude.

Des sacs de grenades, des caisses de petites tomates et de raisins muscat, dont le parfum se répand sur les chemins, des quartiers de viande de chèvre et du miel vanillé déjà dans l'Antiquité s'entassent sur l'unique quai de ce port miniature d'où les caïques ou les petites barques vont jusqu'au bateau, ancré un peu au large. Un moteur embarqué pour réparation casse le travail qui s'effondre avec son bloc de béton sur le quai. Il faudra une heure pour l'enlever.

Pendant ce temps, le bateau corne et une grue décharge une minuscule barque à l'eau avec, à l'intérieur, le pope du village, qui gagne le quai à la rame, après avoir enlevé sa robe...

MICHEL JOURDAN.

ETRANGER

Les Rouges à l'écran aux Etats-Unis

L'enterrement de John Mburu

Aux quatre de France

PATRIMOINE

Sauver les ours !

Contrairement à ses voisins européens, la France ne fait rien pour protéger les derniers ours des Pyrénées.

MARC AMBROISE-RENDU

JOJO se dresse, se dandine et grimace. Puis, de ses lourdes paluches griffues, l'ours ramasse la portion de miel enveloppée de plastique qu'on lui a jetée. A petits gestes délicats il la dépliante pour en lécher le contenu. Jojo fait le clown. Il y a dix ans qu'il amuse ainsi les pensionnaires de la maison d'enfants de Borca, une petite commune blottie au creux de la vallée d'Aspe, au fin fond des Pyrénées-Atlantiques.

Jojo fut capturé tout près d'ici alors qu'il n'avait que quelques semaines : une boule de poils de 1 livre à peine. Sa mère avait été flinguée par un braco, et la peau vendue très cher et en secret à quelque amateur. Aujourd'hui l'orphelin pèse 200 kilos, et, lorsqu'il se dresse dans sa cage, il toise les visiteurs du haut de ses 2,20 mètres.

René Rose, directeur du centre pour enfants et maire du village, tient à sa bête. Il a refusé de la prêter à un zoo suisse qui souhaitait croiser ce mâle superbe avec une ourse helvétique. « Il ne serait jamais revenu », dit-il, mé-

flant. Et puis nous en avons besoin ici.

Car Jojo n'est pas seulement la mascotte des gosses. Il est aussi la vedette de la vallée : c'est une attraction qui retient quelques instants les touristes en route vers le col du Somport et l'Espagne. Et puis ce fauve en cage rassure : oubliées les antiques terreur, vengées les brebis dévorées, remboursées les ruches jadis culbutées. Jojo paye pour sa race qu'ici l'on redoute et l'on admire tout à la fois.

César

Gare à lui si, tout jeune encore, on parvenait à le capturer au déboulé de la tanière. Alors, en Ariège, on l'enchaînait, on le muselait, on lui rognait les griffes et on le sous-alimentait pour l'assagir. Ainsi « domestiqué », Martin était promené de foires en comices agricoles. Il était le symbole de la sauvagerie vaincue.

Affublé d'un sobriquet vulgaire, cadenassé derrière ses

grilles et nourri des restes de la cantine scolaire, Jojo ne fait plus peur. César garda Vercingétorix pendant cinq ans dans les fers pour qu'il figure à son triomphe. Mais, la cérémonie achevée, il le fit garrotter avec tous les autres barbares vaincus.

Soyons tranquilles. René Rose ne se prend pas pour César. Jojo mourra de vieillesse. Mais il aura joué sa vie durant le rôle d'un fauve-valoir rétrospectif. Il rappelle à tous qu'il y a vingt ans les plus courageux des chasseurs pyrénéens affrontaient l'ours — le plus grand fauve d'Europe, le plus proche des anthropoïdes — avec des pétards à deux coups portant à 30 mètres.

Voilà pourquoi Jojo ne quittera pas Borca et restera puceau. Si on le relâchait, il serait bien incapable de vivre sa vie dans la montagne. Il ne saurait plus, comme ses frères congénères, retourner les pierres, piller les fourmilières, déterrer les bulbes, cueillir les myrtilles et courser les brebis lorsque le besoin de viande le tenaillait.

Cet imbécile heureux sera peut-être le dernier ours des Pyrénées. Car sa race est chez nous en train de s'éteindre. Les plus récents dénombrements ressemblent à un faire-part. Une vingtaine d'ours hantent encore les forêts : trois en Ariège, autant en Haute-Garonne, une quinzaine dans les Pyrénées-Atlantiques. En 1937, ils étaient deux cents tout au long de la chaîne, en 1954

on n'en comptait plus que soixante-dix et quarante il y a dix ans. Dégringolade qui fait redouter une disparition prochaine.

L'ours est un vagabond solitaire, farouche, qui aime par-dessus tout sa tranquillité. Excellent escaladeur, il se plaît dans les parois calcaires et boisées où d'étroites tanières lui permettent de ronfler tout l'hiver. A la belle saison, il ne sort qu'à la faveur de l'obscurité, évitant même de laisser ses empreintes dans les sentiers. C'est à l'aube, lorsqu'il regagne un abri, qu'on peut parfois l'apercevoir, un bref instant.

L'ennemi numéro un

Martin a toujours été le plus discret et même le plus secret des grands fauves. Et le moins prédateur puisque, pour les deux tiers, son régime est végétarien. Pour vendre la peau de l'ours, il fallait autrefois organiser des battues ou déposer des appâts farcis de strychnine. S'il disparaît progressivement, ce n'est plus sous le tir croisé des chasseurs. C'est tout simplement que, dans nos montagnes, il n'y a plus de place pour les ermites.

Bien sûr, sa chasse est théoriquement interdite depuis 1957. Mais cette première et tardive mesure de protection devait tenir compte des plaintes des bergers pour lesquels depuis des millé-

naires l'ours est, avec le loup, l'ennemi numéro 1. Une véritable psychose déferla sur les vallées pyrénéennes. Toute brebis crevée alimentait le procès instruit en permanence contre le plantigrade et la protection dont il bénéficiait. Pour apaiser les esprits, on organisa à grand tapage des battues administratives. La dernière, montée en 1972, jeta dans la montagne quatre-vingts gendarmes armés en guerre, des véhicules tout-terrain, deux hélicoptères et les plus fines gâchettes du pays. Bien entendu, Martin avait décampé avant même qu'on ne déclenche le ratisage.

En 1967, fut créé le parc national des Pyrénées, dont l'une des missions devait être le sauvetage de l'ours. Pour ne mécontenter personne, les frontières du parc n'englobèrent que des zones de haute montagne. Lorsqu'on les reporta de la carte sur le terrain, les propriétaires s'arrangèrent pour en reprendre encore 3 000 hectares. Puis on mit dix ans à s'apercevoir que la totalité des tanières à ours étaient en dehors du parc, dans des forêts privées ou communales. Tout y est permis : la promenade, la chasse aux sangliers, aux isards et à la palombe, l'exploitation forestière, le perçement de routes. A la saison de la chasse, des dizaines d'hommes armés de fusils à lunette capables d'abattre la plus grosse bête à 250 mètres arpentent les ultimes refuges des ours.

Les gardes du parc, qui patrouillent en dehors de leurs limites, sont vigilants. Mais comment n'y aurait-il pas ici ou là quelques « erreurs de cible » ? En réalité, ils n'ont réussi à calmer la hargne des bergers qu'en

payant systématiquement tout dégât, réel ou supposé, causé par le plantigrade. Il en coûte environ 100 000 F par an.

Dynamite

Si les ours sont ainsi à l'abri du poison et des coups de carabine, ils n'en ont pas pour autant retrouvé la tranquillité. Bien au contraire. Car leurs repaires s'étendent sur 8 700 hectares de forêts situées en moyenne montagne entre 1 200 et 1 800 mètres. Ces hêtres et ces sapins mêlés d'alisiers et de sorbiers, on veut les exploiter. Depuis des siècles, les bûcherons descendaient les troncs grâce à des câbles : une technique en voie d'abandon, car il n'y a plus de « câbliers ». Bon prétexte pour tracer des routes qui ouvriront les futaies sauvages non seulement aux tronçonneurs, mais aussi aux chasseurs, aux touristes et, qui sait, aux futurs clients de quelque station de ski.

Comme l'explique René Rose, le maire de Borca : « Je dis oui à la préservation des ours, car je suis conscient que nous sommes dépositaires d'une part du patrimoine national. Mais on ne peut tout de même pas, pour deux dizaines de bêtes, condamner le développement de la montagne. »

C'est sans doute en vertu de ce raisonnement habilement balancé que monsieur le maire a laissé construire, sur proposition de l'Office national des forêts et avec l'aide du Fonds forestier national, une incroyable route. Montant juste à l'aplomb du village, elle s'enfonce dans la montagne vers des lointaines futaies à « vidanger ». Loin de se glisser en douceur, en utilisant le terrain, elle s'est hissée dans la falaise à grands coups de dynamite — huit mois de tirs — et à quelques centaines de mètres d'une tanière.

L'ouvrage est une des agressions contre la nature les plus scandaleuses qu'on puisse observer. Il a coûté pour l'instant plus de 1 million de francs et en coûtera sans doute quatre fois plus lors de son achèvement. Des pistes semblables, une demi-douzaine sont en chantier ou en projet dans le secteur.

A coups de routes forestières, la France sera-t-elle le seul pays d'Europe à laisser disparaître son capital « ours » ? Elle en prend le chemin. Car il faut savoir que les plantigrades sont encore présents — au nombre d'environ dix mille, — protégés et encouragés dans treize pays européens. Ils ont été réintroduits en Roumanie, en Tchécoslovaquie et même en Italie. A moins de 100 kilomètres de Rome, dans une réserve des Abruzzes, une centaine d'ours s'ébattent en liberté. Ceux des Asturies, en Espagne, sont vigoureusement protégés. Leur nombre augmente en Finlande, en Suède, en Norvège.

Un fonctionnaire de l'Office national de la chasse, Jean-Paul Farthouat, a été chargé de formuler des propositions qui ont fait l'objet d'un rapport en janvier 1981. C'est un excellent plan de sauvetage : limitation de la chasse dans les zones à ours, aides aux bergers sous forme de liaisons par radio, de clôtures électriques et d'indemnités accordées, non-exploitation des forêts avec compensation pour les communes propriétaires, limitation d'accès aux routes forestières, information des élus, etc. Il faudrait investir tout de suite quelques millions et dépenser ensuite chaque année environ 650 000 F. Même sur le plan comptable, on connaît donc le prix des derniers ours.

L'information ? Elle est entamée par le parc national, qui a ouvert l'été dernier une remarquable exposition à Etsaut, dans la vallée d'Aspe. En quelques mois, cinq mille visiteurs y sont venus. La moindre conférence sur le sujet fait salle comble. Un montage audiovisuel — accompagné d'un livret pédagogique — est à la disposition de tous les enseignants des vallées pyrénéennes. Et ils s'en servent. « Que peut-on faire pour sauver les derniers ours ? » demandent les enfants.

Bonne question, en effet. Les négociations qui devaient être engagées avec les chasseurs sont en panne. L'aide aux bergers reste une idée en l'air. La France reste dans ce domaine la lanterne rouge de l'Europe.



CRIBLE

par ANNIE BATLLE

REPÈRES

Réchaud solaire

Les employés de bureau asiatiques pourraient bientôt être en mesure de préparer leur tasse de thé de la matinée grâce à un réchaud solaire conçu par les Chinois. Ce type de réchaud est entièrement fabriqué à partir de matériaux locaux — bambou et petits miroirs paraboliques — qui focalisent la lumière solaire sur un réchaud central. C'est une contribution majeure à la solution d'un des problèmes les plus préoccupants du monde en développement, celui de l'approvisionnement en combustible destiné à la cuisson des aliments (Forum du développement, CH-1211 Genève 10).

Testament

sur vidéocassette

Pour 350 dollars, « Posterity Pix », département de la firme Royal Color Portraits Inc (New York) enregistre à concurrence de quinze minutes vos dernières volontés. Elles seront transmises, en temps utile, à vos héritiers, sur vidéo cassette. Pour Kirsten Alpern, qui a eu l'idée de systématiser ce

dispositif, « si on voit et on entend quelqu'un vous expliquer ce qu'il faut faire de ses biens, il devient quasiment impossible de contester ses volontés ». Dans les faits cette procédure ne se substitue pas aux documents légaux, mais leur est complémentaire. (Time - The Weekly News Magazine Time-Life International BV Otto Heldringstraat 5 1066 AZ Amsterdam The Netherlands. France : 17, avenue Matignon, 75008 Paris.)

BOITE A OUTILS

La démystification de l'information

L'informatique n'est déjà plus ce qu'elle était, un ensemble de techniques mystérieuses, quasi magiques, dont seuls quelques privilégiés avaient les clés. Avec le microprocesseur et son intrusion dans la vie quotidienne des citoyens, elle devient domaine public et fait l'objet d'une saine démystification et d'initiation au grand public. Dans cet esprit, Science et Avenir consacre un numéro spécial à « l'invasion des micro-ordinateurs » (n° 36). On y constate qu'il n'est pas difficile de

comprendre la physiologie d'un microprocesseur, qu'il est très envisageable de faire soi-même des programmes, et qu'il existe déjà de nombreux outils à la portée de publics très différents : outils de gestion, d'enseignement, domestiques, jeux. Et demain, outre la multiplication et la diversification de ces outils, des micro-ordinateurs, ordinateurs de poche (et pas ordinateurs portables), véritables ensembles de traitement et de stockage de l'information, constitueront une nouvelle génération miniature sur le marché avec des conséquences incalculables. (Science et Avenir, 28, rue du Louvre, 75002 Paris. Téléphone : (233-21-73).

La légitimité des associations

La Fondation pour la vie associative (Fonda) est née le 9 octobre 1981 : son objet : « Témoigner en permanence de la nécessité et de l'importance de la vie associative ; offrir un cadre de rencontre, de réflexion et de confrontation entre des associations, afin de situer leur pratique dans un champ culturel plus vaste ; prendre toutes initiatives utiles au développement de la vie associative. »

Dans sa lettre d'information n° 4, la Fonda publie une intervention de Jacqueline Mengin, vice-présidente, qui situe de façon claire le rôle et la légitimité des associations dans une société qui se transforme. (Fonda, 18, rue de Varenne, 75007 Paris. Téléphone : 549-06-58.)

Science, technique et société

L'École nationale des ponts et chaussées ouvre ses portes à un enseignement S.T.S. (Science, technique et société). Plus précisément, deux « programmes » sont créés : « Science, technique et société » et « Géographie des sciences et des techniques ». Ces programmes mêlent des activités pédagogiques diverses (cycles de conférences, travaux personnels d'étudiants) et une activité de recherche (créations du CERTES, Centre d'enseignement et de recherche « Technique et société »).

Les conférences sont d'accès libre, ouvertes à toute personne étrangère à l'école. Elles ont lieu le mercredi, à 14 h 30, au 28, rue des Saints-Pères. (Contacter P. Veltz. Tél. : 260-34-13, poste 312.)

BLOC-NOTES

Information et handicap

Les techniques informatiques peuvent apporter des solutions concrètes aux problèmes quotidiens des handicapés, sous réserve de certaines modifications et de financements mineurs, mais surtout dans la mesure où il est décidé de prendre en compte cette demande qui ne constitue pas un marché au sens économique du terme.

C'est pour poser ce problème devant l'opinion que la Fondation Fredrik R. Bull organise, avec le concours de l'Agence de l'Informatique et en coopération avec l'unité de recherches biomécaniques (n° 103) de l'INSERM, une rencontre avec les représentants de la presse et des médias : médecins, techniciens et utilisateurs viendront exposer ce qu'il faudrait, ce qui existe et ce qui pourrait exister, à Montpellier du 3 au 5 février 1982. (Secrétariat permanent : Fondation Fredrik Bull, téléphone : (3) 958-66-20 ; Organisation à Montpellier : Unité 103 de l'INSERM, téléphone : (67) 63-27-48.

47/11/1982

ETRANGER

« Les Rouges » à l'écran aux Etats-Unis

Un film de Warren Beatty, *Reds* (« les Rouges »), étonne les Américains de l'ère Reagan par une reconstitution à grand spectacle de la révolution de 1917.

HENRI PIERRE

DEPUIS sa présentation en décembre, *Reds* (« les Rouges »), le film-fleuve (trois heures vingt de projection) de Warren Beatty, provoque des réactions. Il n'a pas plu à tout le monde, à commencer par les amis du président Reagan, qui, par ignorance ou par malice, avaient été invités dans la salle

de cinéma de la Maison Blanche. Beaucoup se déclarèrent choqués ou déconcertés par cette surproduction, dont le héros, John Reed, est un communiste de surcroît plutôt sympathique. Peu d'entre eux, surtout les jeunes générations, avaient entendu parler de l'auteur des *Dix Jours qui ébranlèrent le monde*, dont Léonine souhaitait qu'il soit traduit dans toutes les langues et publié à des millions d'exemplaires. Apparemment, le grand public a lui aussi été surpris de voir tant de

drapaux rouges, d'étendards, tant de vibrantes « Internationales », et il a mal assimilé les affrontements entre les factions et groupuscules communistes. Aussi, malgré une critique favorable dans l'ensemble, le film ne semble pas faire les recettes escomptées pour compenser son énorme coût : 37 millions de dollars.

Pourtant, Warren Beatty, scénariste, producteur, metteur en scène et principal acteur, avait été prudent. Les problèmes politiques sont tout juste effleurés dans le film, qui est essentiellement une belle histoire d'amour dans le genre *Docteur Jivago* entre John Reed et Louise Bryant, sa femme, et dont les péripéties se déroulent sur la toile de fond d'un grand événement historique. Bien entendu, le film fait une bonne place aux débâcles de Reed aux prises avec la nouvelle bureaucratie soviétique (il faut admettre que Zinoviev, bien interprété par l'écrivain Jerzy Kozinski, a plus de présence que les falots fonctionnaires d'aujourd'hui), ainsi qu'aux déceptions de l'anarchiste Emma Goldman, s'écriant : « Notre rêve est mort... Ce système ne peut pas fonctionner... »

Peut-être, pour rendre le personnage plus acceptable, Beatty l'interprète comme un idéaliste naïf, un innocent d'après Harvard égaré dans la politique, gauche et bégayant, faisant contraste avec Louise Bryant, représentée par Diane Keaton comme une féministe avant l'heure, dynamique et robuste et facilement agressive, craignant

toujours de n'être pas prise au sérieux. La critique du *New Yorker* rappelle que Reed était aussi « un homme envoiement, un coureur et un très bon écrivain... Cet aspect du personnage n'apparaît pas dans le film... », écrit-il, en ajoutant : « Beatty est un homme de spectacle qui veut plaire au public et s'assure que le film est inoffensif... »

Pourquoi cette prudence et ces précautions, comme s'il avait eu peur de son audace à présenter un héros communiste à un public relativement ignorant ? Le critique du *New Republic*, au demeurant extrêmement élogieux, l'explique ainsi : « Le film n'est ni politique ni révolutionnaire... Le cinéma est un art qui coûte cher... Les capitaux privés ou les subventions officielles ne vont pas souvent à des œuvres méritant en cause le statu quo... » Et lui aussi note les facilités, les exagérations, les inexactitudes, les concessions faites au public pour le distraire, l'attendrir, y compris un accompagnement musical de type guimauve.

J'ai vu l'avenir

Reds, en tout cas, a révélé l'intérêt pour l'œuvre de Reed, réimprimée en édition de poche. « Le meilleur reportage jamais écrit sur la révolution bolchevique, mais l'analyse la plus mauvaise qui en ait été faite », commente Robert Kaiser, ancien correspondant du *Washington Post* à Moscou. Il ne cache pas sa jalousie devant la chance de

Reed bénéficiant de la protection de Staline et surtout de Trotski (dans l'édition soviétique publiée après la mort de Staline, qui avait interdit le livre, une note finale a été ajoutée, précisant le rôle de Trotski) : « Aujourd'hui, écrit Kaiser, le travail d'un correspondant est une lutte avec la bureaucratie la plus renfrognée, avec des menteurs professionnels... »

Le film a également amené des lecteurs à écrire aux journaux pour quelques mises au point. Par exemple, pour rappeler que John Reed n'est pas le seul Américain dont les cendres reposent dans le mur du Kremlin (Bill Haywood, leader du groupe révolutionnaire I.W.W., était le second américain). D'autres indiquent également que Reed ne serait pas l'auteur de la formule fameuse employée dans sa dépêche de Petrograd : « J'ai vu l'avenir, et il fonctionne... »

Reds a également ravivé l'intérêt pour Louise Bryant, dont la biographie, écrite par Barbara Gelb, a été rééditée en édition de poche. Après la mort de Reed en 1920, elle se remaria trois ans plus tard à Paris avec William Bullitt (1), qui quitta sa femme

pour l'épouser. Elle eut une fille, mais Louise, inconsolable et malheureuse, se mit à boire. Divorcée en 1926, elle revint hanter le quartier de Greenwich Village à New-York, à la recherche de ses souvenirs. De retour à Paris en 1935, elle se laissa aller complètement. L'alcool et la drogue altérèrent profondément ses traits. « Elle était tombée très bas », écrit Janet Hanner, qui fut correspondante du *New Yorker* à Paris. Je l'ai vue la dernière fois dans une nuit pluvieuse, rue Vavin. Une créature terrifiante se leva littéralement d'un ruisseau. Son visage était si déformé que j'eus du mal à la reconnaître... » Louise mourut le 6 janvier 1936. Sa fille Ann, quatre fois divorcée, élève des chevaux en Irlande.

1) William Bullitt, journaliste, envoyé en mission spéciale en U.R.S.S. en 1919 par le président Wilson, fut le premier ambassadeur des Etats-Unis à Moscou en 1933. En 1936, il fut nommé ambassadeur à Paris. Antisémitisme et antisocialisme, il poussa en 1939-1940 son pays à sortir de la neutralité et déclencha en novembre 1940. En 1944-1945, il servit comme commandant dans l'armée française. Il vécut ensuite à Paris, où il mourut en 1967. (N.D.L.R.)

REFLETS DU MONDE

SOVIETSKAIA ROSSIA

Auto-écoles ou taxis ?

Les accidents de la route sont très nombreux en U.R.S.S., révèle le général Louchanov, chef de la police routière soviétique, dans une interview au journal *Sovetskaja Rossia*. Le général Louchanov dénonce les deux grands maux de la circulation en U.R.S.S. : que sont l'état déplorable des routes et le nombre élevé des chauffards : « Les auto-écoles fonctionnent mal en U.R.S.S. » Le chef de la police routière

cite « le cas de moniteurs peu scrupuleux qui, au lieu de donner des leçons aux candidats au permis de conduire, utilisent les voitures-écoles comme taxis ». Il déplore que « de nombreux miliciens ferment les yeux sur les infractions au code de la route en échange de « petits cadeaux ». Mais le général n'évoque pas un autre grand responsable des accidents de la circulation en U.R.S.S. : l'alcool.

Herald Tribune

Du bon usage des réfugiés

« Dans le cadre de son programme involontaire d'aide aux Etats-Unis, l'Union soviétique élève le contingent américain de mathématiciens de très haut niveau, ironise l'*International Herald Tribune*. Durant les dix dernières années, plus de quarante mathématiciens soviétiques émigrés ont été envoyés aux U.S.A. et y enseignent désormais dans des universités de pointe. La plupart sont des victimes de l'antisémitisme qui, indique-t-on, sévit particulièrement dans l'establishment » des mathématiques soviétiques.

« Ces faits ont été relatés par le Dr Melvin B. Nathanson (...). Cet afflux de mathématiciens soviétiques aux Etats-Unis, a-t-il indiqué, vient à un moment particulièrement opportun. Le nombre de mathématiciens titulaires d'un doctorat était en effet en sérieux déclin... »

THE TIMES

L'espéranto, instrument de l'internationalisme bourgeois ou prolétarien ?

« Pour la première fois de son histoire, écrit le *Times*, l'espéranto n'est interdit dans aucun pays. Dès 1895, dans la Russie tsariste, un article qui disait que l'espéranto se heurtait à la désapprobation de la censure, et le magazine fut retiré de la circulation. Après la révolution, des traductions en espéranto d'un certain nombre d'ouvrages politiques et littéraires furent publiées, y compris des romans de Gorki et le *Manifeste du parti communiste* (...). Puis, de 1937 à 1954 environ, l'espéranto perdit sa faveur, devint « le langage de l'internationalisme bourgeois » et fut supprimé dans toute l'Union soviétique. Mais maintenant, une association des espérantistes soviétiques a été mise sur pied, et, selon son président, Michail Isakov, il doit y avoir entre six mille et dix mille fidèles de ce langage international en U.R.S.S., avec des clubs à Moscou et dans plusieurs autres grandes villes (...). »

Inventé par le docteur Zamenhof, en 1887, l'espéranto devait servir, dans l'esprit de son créateur polonais, de « deuxième langue pour toute l'humanité », ajoute le *Times*.

Pariser Kurier

Leçons de choses au Bundestag

Le bimensuel franco-allemand *Pariser Kurier* publie dans sa rubrique d'échos sur la vie politique en R.F.A. une information relative à la bonne tenue des débats parlementaires. La revue écrit : « Le vice-président du Bundestag, Georg Leber, a demandé, non sans malice, aux députés et aux représentants du gouvernement de ne plus apporter à la tribune les objets qui consti-

tuent le thème central des principaux débats parlementaires. » Un député avait apporté récemment des bouteilles de vin pour discuter de la forme des bouteilles européennes, un autre était venu avec une prise de courant pour montrer les dangers de certains ustensiles électriques. Si cela faisait école, a estimé Georg Leber, chacun viendrait illustrer ses discours avec les objets les plus curieux... »

KENYA

L'enterrement de John Mburu

John Mburu, catholique d'origine, mais polygame, a laissé en mourant une succession délicate. Quelles règles adopter pour l'enterrement ? Et pour quand la succession ?

JEAN-PIERRE LANGELLIER

PENDANT plus d'un mois, le cadavre de John Mburu séjourna, sous étroite surveillance, à la morgue de Nairobi, en attendant que la justice lui allouât un domicile pour l'éternité. Une âme bien inspirée avait songé, par chance, à le faire embaumer. Ce fâcheux contretemps infligé avant le grand sommeil à un notable méritant défraya la chronique et choqua plus d'un Kenyan. Il mit surtout à nu l'un des mille conflits culturels qui agitent une société africaine écartelée entre son héritage et sa modernité, et où coutume et religion s'efforcent de faire bon ménage.

John n'était qu'un petit instituteur kikouyou quand il épousa Carmelina. Catholiques, ils se marièrent à l'église. John devint fonctionnaire et prit rapidement du grade, mais, à leur désespoir, ils ne purent avoir d'enfant. Le couple s'étiola. Après huit ans de mariage, John prit une compagne plus jeune, Mary. Ils achetèrent une ferme à Mbaruk, dans la vallée du Rift. Episode banal dans un pays où la polygamie est monnaie courante. Mary donna cinq filles à John et un fils. Ces dernières années, John vivait avec une troisième femme.

John est mort riche, à l'approche de la soixantaine et sans exprimer la moindre volonté quand au lieu de son inhumation. Cette négligence coupable déclencha une querelle macabre, devenue vite une affaire nationale. Carmelina et Mary, principales intéressées, saisirent tour à tour la justice. L'une comme l'autre revendiquaient le cadavre. Pas question d'enterrer John avant la fin du procès, qui dura trois semaines. Son silence, à l'article de la mort, avait donné le champ libre à toutes les prétentions.

Le clan Mburu, conduit par le frère de John, prit fait et cause pour Carmelina. Au fil du procès, ses membres invoquèrent longuement les traditions de l'éthnie kikouyou. Le mari polygame, dirent les témoins, est inhumé là où vit sa première femme. Il revient même à celle-ci de partager la terre du défunt entre les co-épouses. En toutes choses funéraires, son avis l'emporte. De mémoire de Kikouyou, on n'a jamais vu un mort enseveli loin du sol ancestral, à moins d'avoir été banni par le clan.

Avant 1914, précise un témoin, les corps du tout-venant étaient abandonnés aux hyènes, mais sur un lopin d'ament aménagé. En toute hypothèse, le frère du défunt est l'ordonnateur des funérailles. Bref, John doit reposer près de son père et non dans cette « sauvage » vallée du Rift, sous peine d'être frappé par une malédiction éternelle. On cita même des extraits d'*Au pied du mont Kenya*, bible des Ki-

kouyou, où le père de la nation, Jomo Kenyatta, tenait la famille, le clan et l'ancêtre pour les trois fermes d'unité de sa tribu.

A quoi bon solliciter la coutume, rétorqua Mary, alors que le clan Mburu y avait dérogé pendant quinze ans ? Nul parent n'avait pris la peine de remonter John, à chaque naissance, ni de consoler sa compagne, quand il tomba malade. Restait contre Mary l'argument de choc, à savoir l'indissolubilité du mariage catholique. Non seulement Carmelina, d'avec laquelle John n'avait pas divorcé, était, suivant la coutume, la « ngatha » (la « reine ») en tant que première épouse, mais surtout elle restait sa seule femme au regard de Dieu.

Un évêque embarrassé

On vit, événement rarissime, un évêque témoigner à la barre. Ayant rappelé l'attachement exclusif du catholicisme à la monogamie, il admit, un peu embarrassé, que l'Eglise adoptait parmi les coutumes « ce qui était adoptable ». Pouvait-on avouer plus clairement que, pour enraciner leur religion dans les fertiles terres africaines, les messagers de l'Evangile préféraient prendre quelques libertés avec la doctrine plutôt que de combattre de front les pratiques ancestrales ? Mary, quant à elle, fit valoir que l'Eglise, loin de crier à l'adultère, avait implicitement reconnu son union avec John, puisqu'un prêtre avait dit une messe dans la maison du malade et lui avait administré les derniers sacrements.

Si John était mort sans les sou, les démentis eurent sans doute été moins vifs. Mais cette sarabande judiciaire autour d'un cadavre était aussi une vulgaire affaire de succession. Si Mary l'emportait, ses enfants — seuls descendants de John — verraient consolider

Aux quatre coins de France

Vins et alcools
GRAND VIN DE BORDEAUX
CHATEAU D'AUROS
33124 AUROS. Tél. 540-397
Vente directe du propriétaire récoltant
GRANDS VINS D'ANJOU
SAUMUR - CRÉMANT DE LOIRE
HAURET, 49540 MARTIGNÉ
GRANDS VINS D'ALSACE
Directement du producteur
Louis SIFFERT fils, vigniculteur.
Tél. : (88) 93-02-77
16, rue de Vin, 67600 ORSCHWILLER.

CHAT MAZERIS BELLEVUE, Vins
bords A.C. Canon Frossac, Vie dir.
Bout. enb. Tarif sur dem. BUSSIER,
33145 ST-MICHEL-DE-FRONSAC.
Produits régionaux
TRUFFES DU TRICASTIN
Appellation d'origine.
SICA-FRANCE TRUFFES
26130 BAUME-DE-TRANSIT.
Safaric-Truffes, T. (75) 98-12-01.
HUILE D'OLIVE VERGE EXTRA
Produit naturel de renommée millénaire.
Catalogue et tarif M gratuits.
Demande à SYR HELIOLINE, R.P. 37
SALON-DE-PROVENCE, 13632 CEDEX.

Edité par la S.A.R.L. le Monde
Gérants :
Jacques Fournier, directeur de la publication.
Claude Jadin.
Imprimerie
du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IX
Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux
et publications : n° 57 437

JAPON

Les châteaux fous de la sexualité

Les hôtels pour brèves rencontres ont au Japon non seulement pignon sur rue mais ils s'imposent à la vue. Libération sexuelle ? Ou plutôt une mécanique enrobée de kitsch pour des plaisirs imposés ?

PHILIPPE PONS

Le lit rond qui s'élève en tournant jusqu'au plafond de glaces où scintille une constellation de petites lumières multicolores dont la brillance varie avec l'intensité des voix pour devenir des flashes spasmodiques ; le lit qui s'enfonce doucement de 3 mètres dans un sorte d'aquarium de verre illuminé dont les parois décorées de fleurs forment une caisse de résonance particulièrement sensible ; le lit installé dans un coupé Mercedes, le matelas à musique rempli d'eau chaude, la baignoire en forme d'enf aux parois de verre grossissant placée sur un piédestal et éclairée par en dessous. Telles sont quelques-unes, parmi les moins osées, des spécialités de l'hôtel Chantilly Izawa, à une centaine de kilomètres de Tokyo, l'un des plus modernes et des plus sophistiqués des « love hotel » nippons.

Tous les pays ont leur hôtel pour couple sans bagages. Au Japon, ils ont ceci de particulier que non seulement ils sont légion — plus de 26 000 dont 3 500 à Tokyo — mais encore qu'ils ne se dissimulent en rien. Au contraire. Tous les « love hotel » sont reconnaissables à leur architecture pour le moins voyante et baroque : châteaux de contes de fées, palais des Mille et Une Nuits, arche de Noé, ou paquebot. On ne peut les manquer : au bord des autoroutes, ils ressemblent en général à un château, voire à une mosquée ; à proximité d'une ville de province, ils sont plus proches extérieurement du motel classique ; enfin dans les quartiers animés des grandes villes, c'est un mélange des genres précédents. Des quartiers entiers leurs sont réservés, à Shinjuku ou à Ueno, dans Tokyo. A Roppongi, un quartier huppé et bon genre de la vie nocturne de la capitale, on peut lire, sur un grand panneau publicitaire au néon de l'avenue principale, l'annonce suivante : « Hôtel Alpha-In (sado-maso), juste derrière l'ambassade d'Union soviétique ». Le Kremlin n'a pas à s'offusquer du rapprochement, car dans un autre « love hotel », le Queen Mary, le long d'une autoroute près de Yokohama, dont l'architecture reproduit la silhouette du fameux paquebot, les lits des chambres de luxe ont la forme du carrosse dans lequel la reine Elizabeth se rendit à son couronnement.

Les « love hotel » sont des affaires qui marchent. Au dire des directeurs des plus célèbres à Tokyo et aux environs, ils ignorent les récessions et ont toujours un taux de remplissage de 150 à 300 %. Leur histoire remonte aux années 40 : c'est au début de la guerre qu'à Osaka fut construit le premier du genre. Après la défaite, avec la présence des GI's, ils vont se multiplier étant liés à la prostitution. Les Américains parisiens, non seulement la prostitution (qui sera légalement interdite en 1956, mais en fait prendra simplement d'autres formes) redevient purement japonaise, mais encore les « love hotel » étendent leur clientèle et offrent des décors de plus en plus sophistiqués. Le premier de ce type sera l'Hotel 69 dans le quartier de Dotonbori à Osaka. Le Meguro Emperor à Tokyo, qui dresse ses tourelles et ses mâchicoulis dans un quartier paisible de la capitale, est l'un des plus célèbres et fut le pionnier de la sophistication : chambre sado-masochiste avec tous les équipements

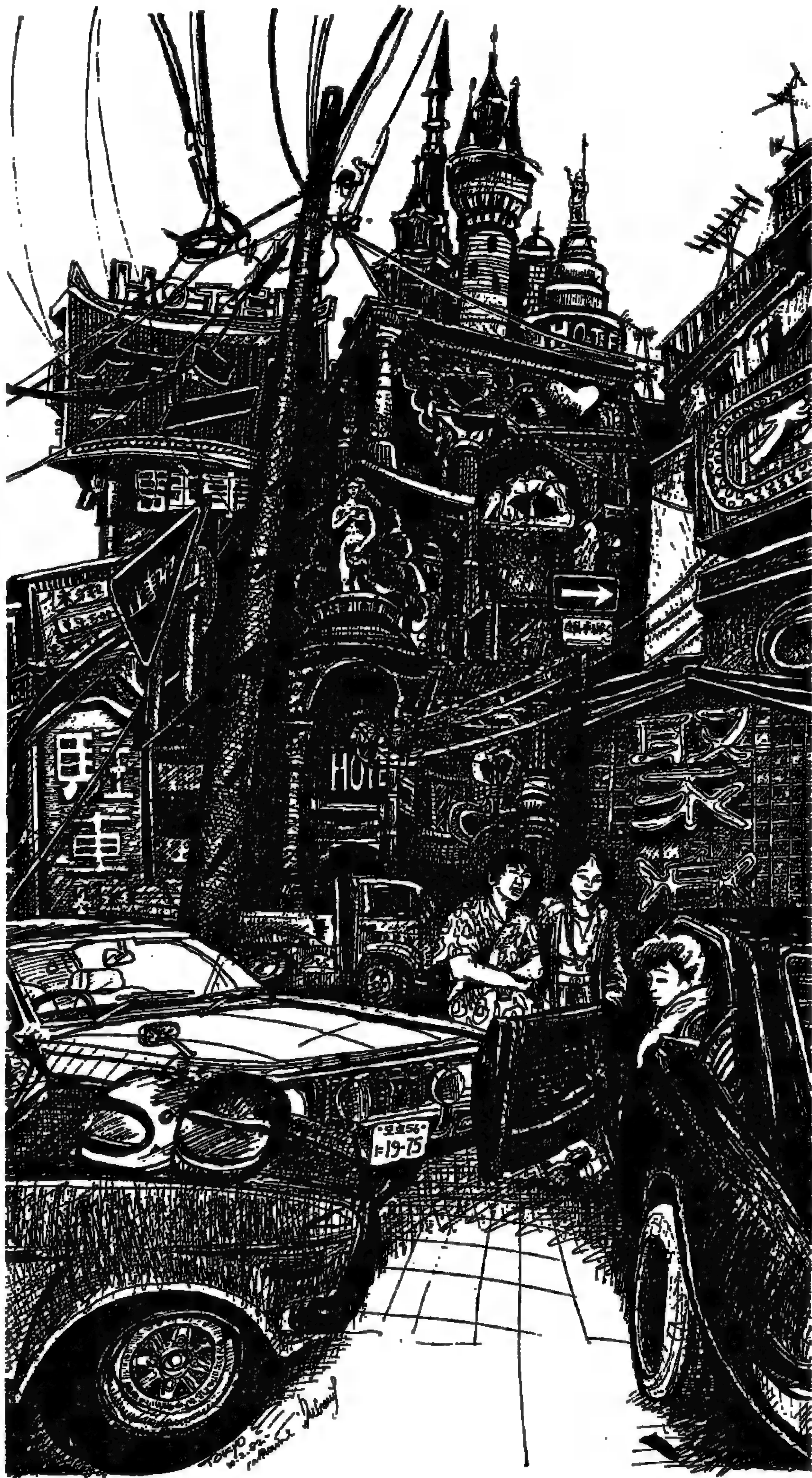
appropriés, ou toboggan allant du lit à la baignoire, sont quelques-unes de ses spécialités. La société Meguro Emperor atteint chaque mois un chiffre d'affaires dépassant les 100 millions de yens avec des chambres dont le prix varie entre 8 000 et 20 000 yens pour deux heures. A Gotemba, à une centaine de kilomètres de Tokyo, sur le chemin du Mont Fuji, une soixantaine de « love hotel » dressent leur architecture tapo-à-l'œil aux couleurs acidulées de part et d'autre de l'autoroute. Ils ne reçoivent pas moins de cinq mille couples chaque dimanche. Les affaires marchent si bien qu'existent désormais des chaînes gérées par des sociétés connues.

Les « love hotel » sont symptomatiques de deux phénomènes du Japon contemporain. D'abord une libération des mœurs : l'archipel tend à évoluer, dans le domaine de la sexualité, vers une situation aussi permissive sinon aussi provocatrice que les autres pays industrialisés. Les « love hotel » sont aussi l'expression la plus débridée d'une architecture du patchwork, caractéristique du Japon contemporain.

Images cosmopolites

« Cette architecture vise évidemment en priorité, nous dit un architecte spécialisé, à frapper l'imagination du client, à l'intriguer pour le faire entrer, mais aussi à marquer sa mémoire le jour où il sera en quête d'un lieu pour ses ébats amoureux ». Cela dit, le côté baroque, néo, kitsch, des « love hotel » avec leurs ornements de stuc, leurs colonnes en faux marbre et leurs murs imitant la pierre de taille, n'est que l'expression, outrée assurément, d'une tendance de l'architecture populaire du Japon contemporain : en l'absence d'un urbanisme, au sens occidental du terme, centralisateur, le hasard, la spéculation, la vitalité sociale et l'ecclésiastisme des Japonais ont donné une beauté monstrueuse aux villes nipponnes en ce qu'elles rassemblent, surimposent, en un compromis ou un affrontement incessant, tous les possibles architecturaux, intègrent le nouveau à l'ancien, le national à l'étranger. La ville s'apparente dès lors à un immense collage qui est moins l'expression d'un style qu'il ne le témoignage d'une force de vie, d'une énergie. En fait, les « love hotel » dans leur outrance architecturale même sont l'expression d'une consommation d'images, d'une profusion de stéréotypes iconographiques, d'une mémoire collective de plus en plus cosmopolite.

On trouve la même frénésie de signes et de références allégoriques dans les cafés (kissaten). Ceux-ci ont été au début du siècle l'un des espaces de cette rencontre, jamais consommée, de l'Occident et du Japon offrant à l'homme de la rue, qui alors ne voyageait pas, un parfum de « petite Europe ». Avec un décor feutré ou tapageur, rétro ou futuriste, le café japonais cherche à reproduire un univers, sinon dans son authenticité du moins conformément à la représentation que les Japonais se font d'une atmosphère bavaroise, new-yorkaise ou montmartroise. Tout est évocation, trompe-l'œil. Du « Mamoussou kisa » (café Mamoussou) de Shinjuku à Tokyo avec ses immenses vitraux au « Moudo kisa » (café mood, c'est-à-dire à l'atmosphère plus feutrée) en passant par l'extravagant et ancestral Magicland de



CATHERINE DUBREUIL

Shibuya (autre quartier de la capitale), les cafés partagent avec les « love hotel » un goût immodéré du kitsch et une fascination pour la haute-fidélité : beaucoup sont de véritables salles de musique en direct où, avec des équipements sonores sophistiqués de qualité, on peut écouter devant une consommation un concerto pour trompette de Haydn, une improvisation d'Oscar Peterson ou de la musique psychédélique.

Certain kissaten offrent des facilités aux ébats des amoureux peu argentés. Dans tous les quartiers d'amusement il y a des *ko-shitu kisa* (café à pièces particulières) ou *dohan kisa* (café pour couples) ou encore, plus précis, *koibito kisa* (café pour amoureux), d'ailleurs annoncés par des enseignes lumineuses. Souvent au rez-de-chaussée, c'est un café normal. Au premier, on trouve des pièces individuelles aux lumières tamisées, équipées d'un sofa, de coussins ou d'un canapé-lit.

Les chambres ont des noms romantiques (Fugues à deux, Forêt d'Alhambra, Tour du monde en quatre-vingt jours, etc.). Un autre établissement célèbre, O-Jo (le château), se présente extérieurement comme un château fort. Une grande publicité des « cafés pour amoureux » est faite régulièrement dans les revues de jeunes, de garçons comme de filles.

La pléthore et la diversité des établissements offerts aux couples en quête de lieux tranquilles, sinon discrets, sont sans doute une des conséquences des conditions d'habitation dues à une congestion urbaine énorme. Les habitants des grandes villes ont une ou deux heures de trajet pour

rentrer chez eux. En outre, l'exiguïté des logements et la minceur des parois ne favorisent guère l'intimité des couples. Il y a quelques années, un chauffeur de taxi, pris le soir dans son véhicule en train de faire l'amour avec sa femme sur l'esplanade du Palais Impérial, plaide que la promesse avec les parents les privait de toute intimité : il fut relaxé. Toujours est-il, affirment les propriétaires, que les « love hotel » sont souvent utilisés par des couples légitimes. « Pendant les week-ends, près de 30 % des clients sont des couples mariés. Parfois ils viennent avec leur bébé qu'ils installent sur un fauteuil de la chambre... », raconte le patron du Meguro Emperor.

Libres ?

En fait, soulignent les sociologues, les « love hotel » comme leurs versions moins sophistiquées que sont les cafés pour amoureux, la prolifération de revues traitant du sexe, l'âge décroissant rapidement des premières expériences (dont témoigne le nombre important d'avortements de jeunes de quinze à dix-huit ans) et, d'une manière générale, l'absence de culpabilité chez les jeunes femmes à l'égard du plaisir sont des indications de l'évolution des comportements sexuels au Japon. « Libération ? Je ne sais pas. En tout cas incontestablement une évolution dans les valeurs et, à mon sens, par rapport à la génération de la guerre dont je fais partie, une grande insouciance pour le sexe », nous dit M^{me} Yoshiko Shigekane, romancière qui

a obtenu en 1979 le prix Akutagawa. « Les femmes sont plus libres ; cela veut dire qu'elles peuvent avoir un rôle plus actif en matière de sexualité, et c'est ce phénomène qui est surtout important aujourd'hui », nous dit pour sa part la célèbre, et vénérable, romancière Fumiko Enchi. Sous couvert du maintien d'une éthique de la retenue et d'une censure pudibonde — en matière cinématographique notamment — le Japon productif vit-il aussi sa « révolution sexuelle » ? S'agit-il d'un héritage de plus de la modernisation ou renouerait-il avec une longue tradition de « permissivité » ? Avant l'introduction de la morale confucianiste, puis des valeurs puritaines de l'Occident industriel à l'époque de Meiji, le Japon a connu des périodes de liberté sexuelle qu'illustrent notamment la littérature des époques Nara et Heian (710-1185). La femme, dans toute la première partie de l'histoire du Japon, apparaît l'égale de l'homme : dans la mythologie, d'ailleurs, le soleil est identifié à la femme, contrairement à ce qui prévalut en Grèce avec Apollon, mais aussi en Chine où le mâle est Yang, et soleil, et la femme Yin, et lune, note la sociologue Kazuko Tsurumi, qui souligne en outre que la pratique du matriarcat à long terme prévalait dans certaines régions.

La morale au Japon est sociale et non transcendante. Et les religions n'ont fait, semble-t-il, que tempérer une liberté fondamentale, réglée seulement par les principes d'organisation de la société. Le bouddhisme prêche la renonciation à tout plaisir, mais ne culpabilise pas le sexe. Les Tokugawa (qui régnèrent du dix-

septième au dix-neuvième siècle), dans leur frénésie de mettre le pays en coupe réglée selon les principes confucianistes, ont séparé les sexes en définissant à chacun sa place et ils ont abaissé le statut de la femme, ramenée à être une valeur « utile » pour servir la lignée. Mais en chassant le christianisme, ils ont sans doute aussi préservé le Japon des tabous évangéliques. Aussi, malgré toutes les réglementations, les deux siècles et demi de fermeture à l'extérieur furent en même temps une période hétéroclite. D'après la dichotomie qu'établit Michel Foucault entre sociétés qui ont donné naissance à un art érotique et celles qui se sont dotées d'une science sexuelle, le Japon fait partie des premières. Le plaisir y est une pratique et non un objet de savoir : les estampes de l'époque Tokugawa, qui d'ailleurs s'inspirent des albums érotiques chinois, en véhiculèrent la technique. En Occident chrétien, la vérité du sexe s'extorque dans l'aveu. Il convient de surveiller le plaisir alors qu'en Extrême-Orient il s'agit plutôt de l'exacerber, la séduction n'ayant en tout cas rien de satanique : la seule limite est celle de l'ordre social.

« Sérénité »

En 1945 cependant, estime Oshima Nagisa, le réalisateur de *l'Empire des Sens*, le Japon a importé en même temps que la démocratie bon nombre de nos fantasmes et inhibitions sexuelles, puis une permissivité différente : elle ne se vit pas sur le mode du défi, provocateur ou extraverti, n'ayant pas à s'inscrire en réaction à une morale traditionnelle du péché. Cette « sérénité » expliquant peut-être que la « révolution sexuelle » y prend un caractère moins « hard » qu'ailleurs, du moins en surface. Comme ailleurs cependant, la modernité apporte au Japon industriel moins de liberté, un « dérèglement de tout les sens » à la Rimbaud qu'une « désublimation institutionnalisée » (Herbert Marcuse) de la sexualité. Ce que la modernité engendre au Japon en matière sexuelle — comme ailleurs, encore une fois, — c'est le laxisme et la médiocrité du mercantilisme. Les « love hotel » et autres endroits pour ébats amoureux en sont une expression. Aucune restriction pour y entrer : c'est l'anonymat le plus complet. Parfois, tout se fait même par ordinateur. On n'a qu'à demander ce qu'on veut dans le micro. Même la note viendra par un système de pneumatique. N'importe qui peut entrer : « Nous n'acceptons pas les lycéennes en uniforme et les personnes seules par crainte des suicides. Mais c'est tout », nous dit le patron du Chantilly Izawa. Le sexe comme autre chose est objet de consommation. Cette désublimation évacue à la fois le désir de protestation et l'érotisme, potant aussi bien Oshima que Mme Enchi. Pour tous deux, venant pourtant d'horizons diamétralement différents, la liberté sexuelle actuelle est moins épanouissement de l'érotisme qu'appauvrissement par une perte de l'imagination au profit d'un recours à la sophistication machinique. Libido libérée ou à la dérive ? En fait, au caractère de Disneyland des quartiers de « love hotel » répondent à l'intérieur un univers tout aussi chimérique, une mise en scène où tout concourt (contraint) au plaisir : les clients sont assignés à jouer comme ils le sont dans la quotidienneté, à travailler. Les machines sont là, normant les pulsions comme le travail quotidien, ramenant la sexualité à l'anatomie.

Le « love hotel » est un univers de fonctionnement plus que de passion, une résurrection caricaturale — mais est-ce que la société moderne peut offrir autre chose — d'un rapport non représentatif au plaisir. A défaut de fête, les clients s'offrent leur foire érotique. Dans le luxe factice du trompe-l'œil et la manipulation d'un Meccano à jouissance, ils contemplent une image d'eux-mêmes désirante et capiteuse, multicolore et quadriphonique. Le vertige de la perfection n'épargne pas les pulsions. Mais c'est peut-être moins le « divin marquis » de Sade que Bentham, l'utilitariste, ou Taylor, avec son « sus à la flânerie », qui mènent la ronde. En cela au demeurant, le Japon est-il vraiment différent de l'Occident ?

DOSSIER

Le face-à-face militaire en Europe

DOSSIER

Le face-à-face militaire en Europe

Deux blocs militaires s'opposent en Europe. Qui, de l'alliance atlantique ou du pacte de Varsovie, a acquis la suprématie ? La réponse doit être nuancée : d'ici à 1985, la volonté de planifier son effort de défense avantage l'Union soviétique.

JACQUES ISNARD

Le gouvernement français s'est déclaré convaincu que le milieu de la décennie verra s'instaurer, dans les rapports des forces entre l'Est et l'Ouest en Europe, un grave déséquilibre entre la puissance militaire des pays membres du pacte de Varsovie et celle des Etats de l'alliance atlantique. C'est ce que les spécialistes appellent « la fenêtre de vulnérabilité » des années 85, une situation dans laquelle les forces occidentales seraient, quantitativement, en état d'infériorité par rapport à celles des pays socialistes, qu'il s'agisse des armes nucléaires ou des armements dits classiques.

On imagine aisément ce que peut vouloir signifier cette appréciation militaire d'un état du monde jusqu'à la fin de ce siècle, si l'on admet que les relations entre nations se fondent aussi sur l'idée qu'elles ont de leur propre puissance guerrière et de leur capacité à impressionner un adversaire potentiel.

En réalité, malgré les moyens modernes d'observation, la mesure de cet effort de guerre dans le monde est probablement ce qu'il y a de plus difficile à cerner avec exactitude, surtout dans des pays, comme les Etats socialistes du pacte de Varsovie, qui sont réfractaires à toute diffusion d'informations en la matière. Le mystère que ces gouvernements instaurent, avec une rare efficacité, sur de tels sujets participe sans doute d'une volonté de mystifier leur interlocuteur, au point qu'il est arrivé, lors de conférences sur le désarmement ou sur la limitation des armements, que la partie adverse découvrait, non sans surprise, que ses évaluations de l'effort de guerre au sein du pacte de Varsovie étaient plus souvent sous-estimées qu'elles ne sollicitaient la réalité.

Un piège

Il n'en demeure pas moins qu'une comparaison des forces en présence, même en Europe où les données sont plus facilement publiques, est délicate pour une série de raisons. D'abord, parce qu'il faudrait porter, sur le caractère opérationnel et sur la disponibilité des unités avec leurs matériels, des jugements qui sont largement subjectifs. Ensuite, parce qu'il faudrait connaître avec précision la situation géographique ou politique, les ressources industrielles ou démographiques d'un pays et, donc, les avantages qu'il peut en tirer ou les inconvénients qui risquent de le paralyser. Enfin, parce qu'il existe, pour chaque armée, des éléments d'appréciation non quantifiables, comme son degré d'entraînement, les capacités de ses réserves, le moral de ses hommes ou l'initiative tactique, sur le terrain, de ses chefs. Autant de facteurs qui nuancent

l'énumération de la puissance incarnée par une armée. A supposer que les renseignements puissent être, de part et d'autre, rassemblés et analysés avec le maximum d'objectivité par des états-majors soucieux de dresser l'ordre de bataille d'un adversaire potentiel, il resterait à éviter le piège qui consiste à placer sur le même niveau des forces éminemment disparates dans leur organisation, leur volume, leur équipement et leur déploiement.

En effet, qu'y a-t-il de commun, voire de comparable, entre un bombardier britannique Vulcan, ancien et technologiquement dépassé, et un avion soviétique de pénétration à basse altitude Backfire qui peut transporter, à deux fois la vitesse du son, jusqu'à quatre charges explosives à la fois ? Sur le plan militaire, qu'y a-t-il de commun entre un missile soviétique SS-20, apparu dès 1977 et capable de larguer à 5 000 kilomètres de distance trois charges sur trois cibles différentes, et un missile américain Pershing-2, qui ne

sera opérationnel qu'après 1983 et qui portera à 1 800 kilomètres une seule tête explosive ? Les performances du SS-20 ont ceci de particulier qu'elles permettent aux états-majors soviétiques de viser tous les objectifs terrestres en Europe occidentale sans distraire — comme doivent le faire aujourd'hui les Américains et les Britanniques avec leurs sous-marins Poseidon et Polaris — une seule unité de leur importante flotte de sous-marins stratégiques absorbée, dans ces conditions, par d'autres missions de destruction.

Peut-on comparer les mérites et les défauts d'une flotte d'avions soviétiques, lançant au contact des troupes des engins tactiques si les conditions atmosphériques les y autorisent, avec ceux de batteries américaines d'artillerie nucléaire, qui peuvent tirer par tous les temps ? Pour de telles tâches, l'une et l'autre de ces deux armées disposent-elles des mêmes moyens modernes d'identification et de repérage préalable de leurs cibles éventuelles, ou bien les Américains n'ont-ils pas une large avance dans ce domaine ?

Prudence

Sans partager la thèse de l'U.R.S.S., qui dénie aux alliés de l'OTAN le droit de posséder de nouveaux missiles tactiques visant son territoire, sous le prétexte que la portée de ses SS-20 n'est pas suffisante pour atteindre les Etats-Unis, peut-être conviendrait-il de mieux distinguer, dans tout recensement des armements « eurostratégiques » de destruction massive, mais à portée moyenne, des engins tactiques de « théâtre », qui seraient engagés en appui direct de la bataille au sol.

De même, il serait rationnel d'observer, si l'on se réfère aux seules forces classiques, que la division, considérée habituellement comme le « pion » de base dans toute manœuvre de haut commandement sur le terrain, ne présente pas la même réalité selon les types d'armées. Les divisions blindées américaines et soviétiques ont sensiblement le même nombre de chars (360 pour l'une et 325 pour l'autre), mais la première aligne 16 200 hommes et la seconde un peu plus de 10 000. La division française d'infanterie, avec ses 7 300 hommes, n'a ni char lourd ni char moyen, mais la division soviétique de fusiliers motorisés (13 000 hommes) compte 265 blindés.

Toutes ces considérations expliquent la prudence des experts internationaux, et l'apreté ou la minutie de leurs discussions, lorsque ces diplomates et leurs conseillers militaires sont chargés, par leurs gouvernements respectifs, de dresser un état comparatif et presque comptable des forces dans l'espoir de parvenir, un jour, à des mesures de réduction des armements dans le monde.

Cela étant, d'où vient cette inquiétude diffuse en Occident et, parfois, ce jugement alarmiste des autorités devant « le surarmement soviétique en Europe » ?

Cette impression est née de la conjonction d'au moins trois phénomènes de l'ordre technico-politique, qui ont déjà ou vont avoir leur traduction militaire : 1) le sentiment de nombreux Européens que la protection nucléaire des Etats-Unis n'est plus aussi assurée ou aussi efficace que par le passé ; 2) la perte graduelle, par les Occidentaux, de ce qu'ils croyaient être leur suprématie technologique, aujourd'hui battue en brèche par les progrès de l'armement soviétique ; 3) la constatation que les Soviétiques ont conçu, depuis plusieurs années, une planification militaire rigoureuse, qu'ils ont cherché avec obstination à exécuter malgré leurs difficultés économiques et qui arrive désormais à maturité avec la production en série de matériels modernes concurrentiels.

Opiniâtreté

On laissera de côté l'opinion, de plus en plus répandue à tort ou à raison en Europe, selon laquelle le « bouclier » américain a perdu de sa crédibilité. La vérité d'un tel jugement peut être discutée. Mais ce qu'il importe de noter en la circonstance est que l'éloignement géographique des Américains — par les difficultés de logistique qu'il entraîne et les délais dans l'acheminement des renforts qu'il impose — n'est pas fait pour rassurer ceux qui douteraient d'une intervention immédiate et massive des Etats-Unis aux côtés de leurs alliés pour briser une agression. En revanche, l'Union soviétique n'a pas à surmonter ce handicap naturel en Europe.

Ce qui paraît moins contestable est l'opiniâtreté avec laquelle les Soviétiques ont construit, année après année, un arsenal dépassant leurs seuls besoins stricts de défense du territoire national, et leur persévérance à vouloir rattraper la technologie occidentale.

Alors que la crise économique internationale incitait de nombreux pays occidentaux à comprimer leurs dépenses militaires déjà grevées par l'inflation, l'effort de défense du pacte de Varsovie a été en augmentation constante entre 1970 et 1980. En particulier, les dépenses de l'Union soviétique, estimées de source française, ont crû à un taux moyen de 5 % par an (en valeur constante) et elles représenteraient de 11 à 13 % du produit national brut. Le pouvoir d'achat des forces soviétiques n'a pas diminué, tandis qu'il a eu plutôt tendance à se ralentir dans les pays occidentaux.

POTENTIEL NAVAL

	Alliance atlantique	Pacte de Varsovie
Sous-marins d'attaque	191	212
Bâtiments de combat de surface dont porte-avions	1 035	1 370
et navires de plus de 2 000 tonnes	12	4
Navires logistiques et amphibies	348	139
Aéronavale	412	365
Aéronavale navale (1)	2 600	600
Tonnage moyen par unité (2)	de 150 à 6 500 tonnes, selon les pays membres	1 600 tonnes pour la marine soviétique et 185 tonnes pour la marine américaine

(1) Il s'agit des appareils basés à terre, pour la patrouille ou la reconnaissance maritime, et des avions de combat embarqués (à l'exclusion des hélicoptères).
(2) La notion de tonnage moyen par unité est importante : elle différencie une marine de haute mer (dite océanique) d'une marine côtière (limitée essentiellement à la défense des atterrages). Avec les missiles modernes, l'armement d'un petit bateau peut néanmoins être redoutable, mais sa tenue à la mer est très réduite.

POTENTIEL TERRESTRE ET AÉRIEN

	ALLIANCE ATLANTIQUE (1)					PACTE DE VARSOVIE (2)				
	Nombre de divisions (3)	Effectifs	Chars et blindés légers	Pions d'artillerie	Avions de combat (4)	Nombre de divisions (3)	Effectifs	Chars et blindés légers	Pions d'artillerie	Avions de combat (4)
Théâtre Nord	1	(5) 64 000	820	320	190	8	126 000	2 100	880	270
Théâtre Centre	41	1 050 000	10 300	4 230	2 440	90	1 400 000	25 400	8 500	3 350
Théâtre Sud	38	824 000	5 800	4 430	1 050	28	390 000	5 100	2 100	755
TOTAL	80 (dont 8 amér.)	1 938 000	16 920	8 980	3 680	126 (dont 64 sov.)	1 916 000	32 600	11 480	4 375
Renforts immédiats (6)	8					76				

(1) La France a été comptée dans les forces alliées, mais elle place ses unités sous commandement national non intégré à l'OTAN.
(2) A l'exclusion des divisions soviétiques déployées à l'est de la Volga et de l'Oural.
(3) Il s'agit des divisions blindées, des divisions mécanisées, motorisées et d'infanterie. Cependant, les effectifs de ces divisions varient beaucoup d'un pays à l'autre.
(4) Non compris les avions de l'aéronavale navale.
(5) Le Danemark et la Norvège ont des régiments réunis en brigades (et non pas en divisions).
(6) Ces renforts, distincts des unités de mobilisation, sont susceptibles d'être acheminés dans les soixante-douze heures aux côtés des troupes qui constituent le premier échelon d'intervention.

Dans un secteur comme celui de l'armement, où l'investissement doit s'étaler avec continuité sur une décennie pour mettre au point un système et sur les deux décennies suivantes pour le déployer en service opérationnel, nul doute qu'une planification appliquée avec méthode ne porte ses fruits à long terme. L'effort de défense soviétique de la décennie écoulée, que l'on a pu suivre au rythme des apparitions de prototypes et que l'on a pu mesurer par le dynamisme des industries à l'exportation, va donc s'épanouir d'ici à 1985. D'où cette crainte, à l'Ouest, d'un déséquilibre des forces, que les différents plans d'équipement militaire aux Etats-Unis ou en France — pour prendre l'exemple des deux seuls pays occidentaux qui viennent de les annoncer publiquement — ne compenseront pas avant la fin de la décennie en cours.

Sans équivalence

A vrai dire, le missile SS-20, souvent cité pour illustrer la thèse de la supériorité nucléaire de Moscou, n'est en la circonstance qu'un symbole, qui relève déjà presque du passé. Certes, cet engin n'a pas d'équivalent en Occident et, déployé pour un tiers à l'ouest de l'Oural et pour le dernier tiers face à la Chine, il constitue une menace que ne contrebalance pas, en Europe, le missile de croisière trop lent et moins précis que le Pershing-2 américain. Mais le SS-20, pour impressionnant qu'il soit, n'est ni le seul ni le dernier-né des produits militaires qui témoignent du savoir-faire soviétique.

Ce qui retient l'attention des experts, depuis quelques mois, est la mise en service dans les divisions et escadres soviétiques d'une nouvelle génération de missiles sol-sol à courte portée (SS-21, SS-22, SS-23) et d'avions d'attaque nettement améliorés (comme le Su-24 Fencer), susceptibles de balayer le champ de bataille dans toute sa profondeur. Plus récemment encore, c'est l'apparition d'une artillerie de 180, 203 et 240 millimètres à double capacité, nucléaire et chimique. A cet arsenal il faut ajouter la puissance de feu et la mobilité que confère, aux divisions soviétiques du premier échelon et de la réserve, un parc global de

50 000 chars (dix fois plus que n'en avait Hitler, à l'époque, pour déclencher la seconde guerre mondiale), appuyé par des moyens antichars et antiaériens et par une flotte considérable d'hélicoptères de combat.

A contre-pied

La marine n'est pas en reste de modernisation. Alors que le nombre des bâtiments décroît dans les marines européennes faute d'un financement qui permettrait de maintenir les flottes issues du pacte d'assistance militaire conclu dans les années 50 avec les Etats-Unis, la marine soviétique connaît une nouvelle jeunesse.

Pour autant, les marines soviétiques, si l'on en juge par les nombreux incidents de mer accumulés depuis plusieurs années, font encore sur le tas l'apprentissage de leur métier. Leurs bateaux, surarmés par rapport à leur tonnage, sont sans doute nés du cerveau d'ingénieurs plus préoccupés d'en faire de redoutables machines de guerre que de veiller au confort des équipages. Il n'en demeure pas moins que les croiseurs lance-missiles ou les navires amphibies nouvellement apparus n'ont pas leur équivalent à l'Ouest.

Supériorité numérique, recherche de la parité dans la qualité des armes : l'effort de défense à l'Est prend à contre-pied une évolution à l'Ouest caractérisée, ces dernières années, par une « sophistication » croissante, quasi intellectuelle, de la doctrine militaire, qui a retardé le lancement de nouveaux armements.

A la vérité, les terrifiants progrès accomplis par les deux blocs militaires aboutissent à la même conclusion que relevait M. Jacques Chautouat, sénateur R.P.R. de la Sarthe, dans son rapport sur le budget français de la défense pour 1982 : « On glisse insensiblement du concept de la dissuasion nucléaire, fondée sur l'équilibre de la terreur et le caractère apocalyptique et inacceptable du risque nucléaire, à un système qui parait exclure de moins en moins la possibilité de mener, maîtriser et, si possible, gagner une guerre nucléaire... ». Insensiblement, à la non-guerre de la dissuasion se substitue la possibilité d'engager un conflit nucléaire en Europe.

ARMES NUCLÉAIRES TACTIQUES DE BATAILLE (1)

PACTE DE VARSOVIE (Toutes armes allouées aux forces soviétiques)	Nombre	Armement	Rayon d'action en kilomètres
Missiles SS-20	270	3 têtes par batterie recharge	5 000
Missiles SS-4 et SS-5	350	1 seule tête par missile	2 000 et 4 000
Missiles SS-12 et SS-22 (2)	100	1 seule tête par missile	800 et 1 600
Missiles Frog et SS-21 (2)	480	1 seule tête par missile	75 et 120
Missiles Soud et SS-23 (2)	400	1 seule tête par missile	280 et 370
Avions Backfire	45	3 ou 4 têtes par appareil	5 500 (avec ravitaillement en vol)
Avions Badger et Blinder (3)	350	1 ou 2 têtes par appareil	1 000
Avions Fencer, Fencer et Flogger (3)	2 650	1 ou 2 têtes par appareil	900 à 1 800
ALLIANCE ATLANTIQUE (4)			
Missiles Polaris embarqués sur les sous-marins britanniques de l'OTAN	64	3 têtes à trajectoire non indépendante par missile	4 600
Avions britanniques Vulcan	48	2 têtes nucléaires par appareil	2 800
Avions britanniques Buccaneer	30	2 têtes par appareil	900
Missiles Poseidon embarqués sur les sous-marins américains de l'OTAN	48	10 têtes à trajectoire séparée par missile	4 500
Missiles américains Lance	100	1 tête par missile	110
Missiles américains Pershing I-A	180	1 tête par missile	740
Missiles américains Honest John	26	1 tête par missile	40
Avions américains F-111	160	1 tête par appareil	2 500
Avions américains F-4 Phantom	180	1 tête par appareil	1 000
Avions américains FB-111	63	1 tête par appareil	5 000 (avec ravitaillement en vol)
Avions américains A-6 et A-7 embarqués sur porte-avions	68	2 têtes par appareil	1 000 à 1 500
Pions d'artillerie américains de 155 et 203 millimètres	1910	obus kilométriques	15 à 30
Missiles M-20 embarqués sur les sous-marins français	64	1 tête par missile	3 000
Missiles sol-sol S-3 français	9	1 tête par missile	3 000
Avions français Mirage IV	33	1 tête par appareil	4 000 (avec ravitaillement en vol)
Avions français Mirage III et Jaguar	75	1 tête par appareil	1 000 à 2 000
Avions français Super-Éclair	15	1 tête par appareil	700
Missiles français Pégase	42	1 tête par missile	120

(1) Ne se sont pas comptabilisés les armements stratégiques (sous-marins, missiles intercontinentaux et bombardiers) de l'Union soviétique et des Etats-Unis.
(2) Le dernier modèle cité doit progressivement remplacer le premier, puis celui-ci.
(3) Backfire ou Tupolev Tu-22 M; Badger ou Tupolev Tu-16; Blinder ou Tupolev Tu-22; Fencer ou Sukhoi Su-24; Flogger ou Sukhoi Su-17; Flogger ou Mig-23 et Mig-27. Il s'agit de désignations attribuées par l'OTAN.
(4) Les armes françaises ne dépendent pas de l'OTAN et sont considérées comme des armes stratégiques ou tactiques non spécifiques du théâtre européen, placées sous commandement national.

CLEFS

HISTOIRE

Quand Aron était à gauche de Sartre...

Pendant plusieurs décennies Sartre et Aron ont symbolisé les deux pôles inconciliables de la pensée française : la gauche et la droite. Mais avant cette brouille historique, ils étaient à l'École normale supérieure, deux inséparables « petits camarades ». Et à cette époque le plus à gauche des deux était Raymond Aron.

JEAN-FRANÇOIS SIRINELLI

C'ÉTAIT il y a un peu plus d'une cinquantaine d'années, à l'École normale supérieure, en plaisantant, Jean-Paul Sartre et Raymond Aron avaient conclu un pacte : celui des deux qui survivrait à l'autre rédigerait sa notice nécrologique pour l'Annuaire des anciens élèves de la rue d'Ulm. Mais les décennies ont passé, les itinéraires ont divergé et « l'engagement ne tient plus (1) ».

Les phases principales de la brouille politique Sartre-Aron et les arguments échangés sont bien connus, jusqu'à la rencontre cruciale en juin 1979 sur le perron de l'Élysée. En outre, la mort de Jean-Paul Sartre puis, un an plus tard, les émissions télévisées de Raymond Aron ont donné lieu à de savantes exégèses sur le destin comparé des deux anciens « petits camarades ». Mais, curieusement, personne, ou presque, ne s'est penché sur la jeunesse étudiante des deux philosophes, en ces années 1924 à 1928 où ils sont l'un et l'autre élèves à Normale. Or il se trouve qu'avant d'incarner pendant un tiers de siècle deux bastions opposés de l'intelligentsia française, ils ont été, rue d'Ulm, deux amis proches. Bien plus, à cette date, Raymond Aron apparaît plus à gauche, tandis que Jean-Paul Sartre, le futur chantre du « devoir d'engagement », manifeste un désintérêt politique à peu près total.

Les sources sur cette commune jeunesse normalienne sont, il est vrai, à première vue, bien minces : tout au plus Sartre a-t-il déclaré dans sa préface célèbre à *Aden Arabie* : « L'École normale, pour la plupart d'entre nous, pour moi, fut, du premier jour, le commencement de l'indépendance. Beaucoup peuvent dire, comme je le fais, qu'ils y ont eu quatre années de bonheur », tandis qu'Aron confesse dans le *Spectateur engagé* sa « nostalgie de l'École normale ».

Les sartrologues ont scruté l'enfance et la jeunesse de Sartre, disséqué *Les Mots*, mais sont restés pratiquement muets sur ses vingt ans : et comme Simone de Beauvoir n'apparaît dans la vie de Sartre qu'en 1929, les *Mémoires d'une jeune fille rangée* ne le saisissent qu'à vingt-quatre ans. De même, seules les deux premières pages du *Spectateur engagé* évoquent Raymond Aron avant son départ de la rue d'Ulm à l'été 1928.

Dans ces conditions, l'historien ne peut se contenter de ce maigre faisceau de souvenirs. A travers le témoignage de khâgneux et normaliens qui côtoyèrent Sartre et Aron, les archives scolaires et universitaires, et les petites revues où leurs signatures ont pu apparaître à cette époque, il peut tenter de recomposer l'éducation intellectuelle des deux philosophes dans le décor du Paris de l'entre-deux-guerres.

Au commencement était la khâgne. Nombre de futurs acteurs de la scène intellectuelle française s'y sont succédé, et notamment dans les années 20. A cette date, la région parisienne ne compte que quatre khâgnes. Celle de Louis-le-Grand, condensé de prix d'excellence et de lauréats du concours général, glane chaque année une partie importante des places du concours littéraire de l'École normale supérieure. Un peu plus haut sur la montagne Sainte-Geneviève se tient la khâgne d'Alain, qui enseignera à Henri-IV jusqu'en 1933. Auprès d'elles, la petite khâgne de Lakanal à Sceaux fait figure de khâgne des champs ; distillant quelques normaliens chaque année, elle a à peu près les mêmes effectifs que celle de Condorcet, la seule de la rive droite.

C'est dans cette classe que s'inscrit Raymond Aron, à l'automne 1922. Ancien élève du lycée Hoche de Versailles, c'est la proximité de la gare Saint-

Lazare, sans doute, qui le conduit à Condorcet. Son profil scolaire le prédisposait plutôt à rejoindre la cohorte des forts en thème ludoviciens : deuxième accessit au concours général de philosophie, il vient d'obtenir au baccalauréat la mention très bien. S'il avait été élève à Louis-le-Grand, il aurait été, deux ans avant la rue d'Ulm, le condisciple de Jean-Paul Sartre. Ce dernier, en effet, s'y inscrit la même année, en classe préparatoire. Lui aussi est un élève brillant : prix d'excellence en première A.S., il ramporte en classe de philosophie, division B, à Henri-IV, le

premier prix de dissertation philosophique, son ami Paul Nizan s'adjugeant le second. L'un et l'autre, passés à Louis-le-Grand, s'acclimateront sans gros problèmes à l'atmosphère de serre intellectuelle de la rue Saint-Jacques.

Premières armes littéraires

Durant cette préparation au concours de Normale se mettent déjà en place chez Aron et Sartre des éléments qui persisteront par-delà les décennies. Le premier effectué à Condorcet une scolarité

assidue, s'installant sans difficulté à la tête de la classe, préparant méthodiquement les épreuves d'entrée et approfondissant sa formation philosophique (2). A Louis-le-Grand, au contraire, Sartre, tout en se plaçant immédiatement dans la frange de la khâgne susceptible d'intégrer « rue d'Ulm, arpenté déjà les sentiers parallèles de la création littéraire. Dans une petite revue tirant à quelques centaines d'exemplaires et qui n'aura que quatre numéros, la *Revue sans titre*, il publie une nouvelle, *L'Ange du morbide*, et, sous un pseudonyme, les premiers chapitres d'un roman, *Jésus la chouette, professeur de province*. Le premier texte relate l'aventure du « médiocre » Louis Gailard, professeur de sixième au lycée de Mulhouse, avec une jeune phthisique. *Jésus la Chouette* met en scène un autre professeur de province, M. Laubré, dont le ridicule et le mauvais goût sont soulignés avec insistance. L'ambiance glauque du premier récit et le portrait pitoyable des deux enseignants annoncent *la Nausée* et, dans une certaine mesure, le personnage de Roquentin.

Dans un milieu intellectuel français où le roman, la nouvelle et le théâtre seront, pour certains philosophes, un moyen de vulgariser leur œuvre théorique, ces deux facettes du khâgneux Sartre symbolisent la future dichotomie de l'œuvre sartrienne, dont le versant littéraire contribuera à faire connaître le plan philosophique. Et, dans cette perspective, il n'y a rien d'étonnant à ce que l'œuvre philosophique d'Aron passe plus prosaïquement par la thèse de doctorat n'ait pas connu la même faveur du grand public, compte non tenu, naturellement, de son œuvre « politique ».

Sur le plan politique, le futur directeur des *Temps Modernes* montre alors bien peu d'intérêt pour les problèmes de la cité. Une partie de la khâgne de Louis-le-Grand vibre pourtant, durant l'année universitaire 1923-1924, pour le cartel des Gauches qui se constitue en vue des élections du printemps 1924. Un « bloc des gauches », animé par Georges Lefranc et quelques-uns de ses camarades, réunit alors nombre d'aspirants normaliens et la classe compte, de ce fait, un important noyau socialiste ou radical. Or, tous les témoignages sont sur ce point concordants : l'élève Jean-Paul Sartre ne participe ni de près ni de loin aux discussions qui divisent la khâgne. Tout le contraire d'un Raymond Aron qui suit avec attention, depuis la khâgne de Condorcet, le débat politique : favorable au cartel des gauches, il lit le *Progrès civique*.

La participation de l'un à la *Revue sans titre* et l'intérêt de l'autre pour la campagne électorale de 1924 n'empêchent pas le succès des deux philosophes à la rue d'Ulm, dès leur premier concours. Louis-le-Grand enlève, cette année-là, quatorze des vingt-huit places, dont huit des dix premières. Sartre est septième. Condorcet doit se contenter de deux places, et le premier des élèves de ce lycée, Raymond Aron, est quatorzième. La légende normalienne rapporte

qu'un oral d'histoire ancienne sur Pergame lui fit perdre bien des places.

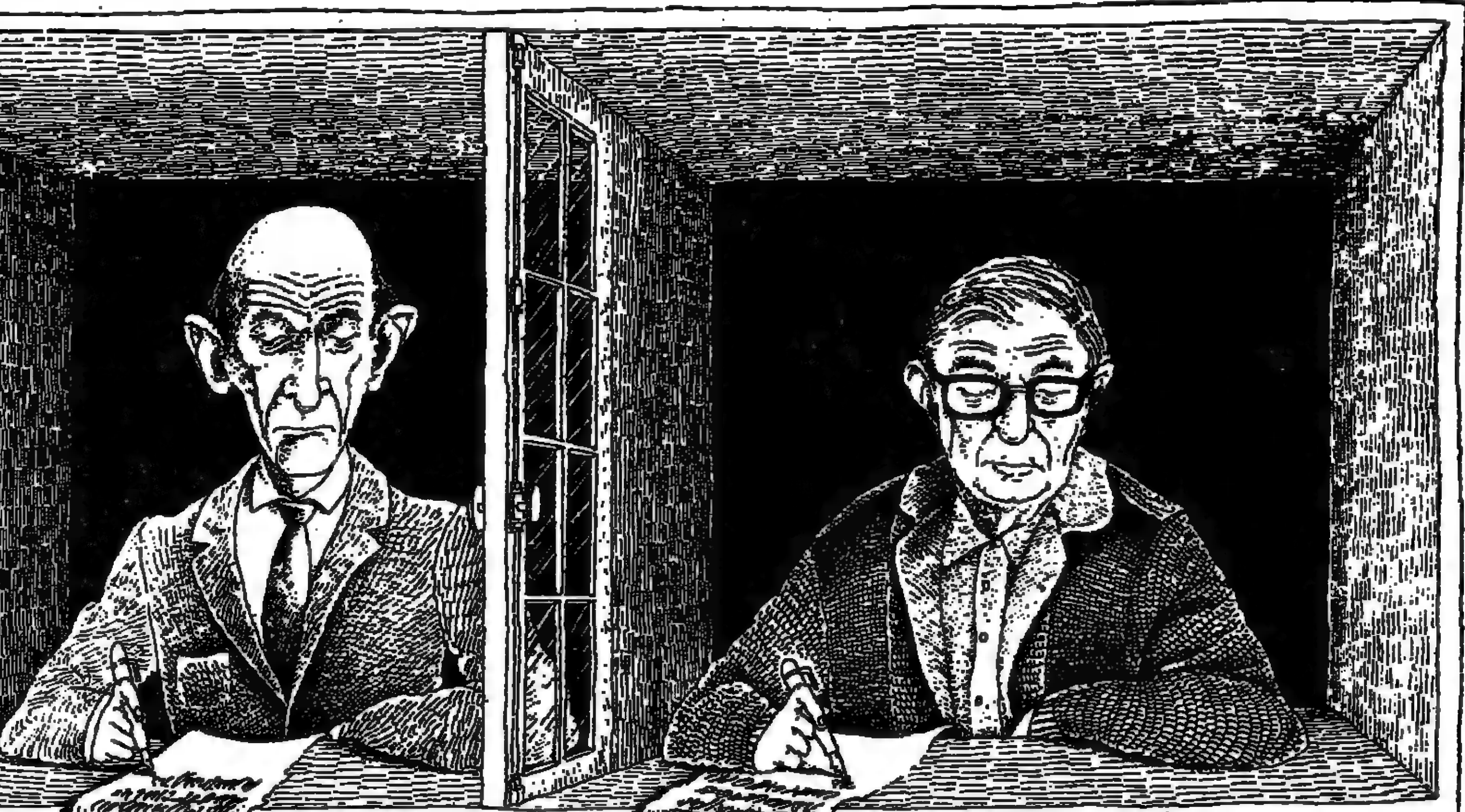
L'idéologie dominante à l'École normale supérieure en cette rentrée de 1924 est pacifiste et socialisante. Les élèves ne sont pas, pour la plupart, membres de la S.F.I.O., mais, parmi les normaliens militants, ceux-ci représentent le groupe le plus nombreux.

Pacifisme

Mais plus encore que cette imprégnation socialiste ou socialisante, le microclimat de la rue d'Ulm se définit par son orientation pacifiste. Les élèves d'Alain constituent, en effet, une deuxième composante du paysage politique normalien. Certes ces aliniens sont peu nombreux, mais ils seront à l'origine de plusieurs pétitions et de quelques incidents antimilitaristes dans la deuxième partie de la décennie. Jean-Paul Sartre et Raymond Aron signeront plusieurs de ces pétitions, qui rendent bien compte de l'imprégnation pacifiste de l'École normale à cette date.

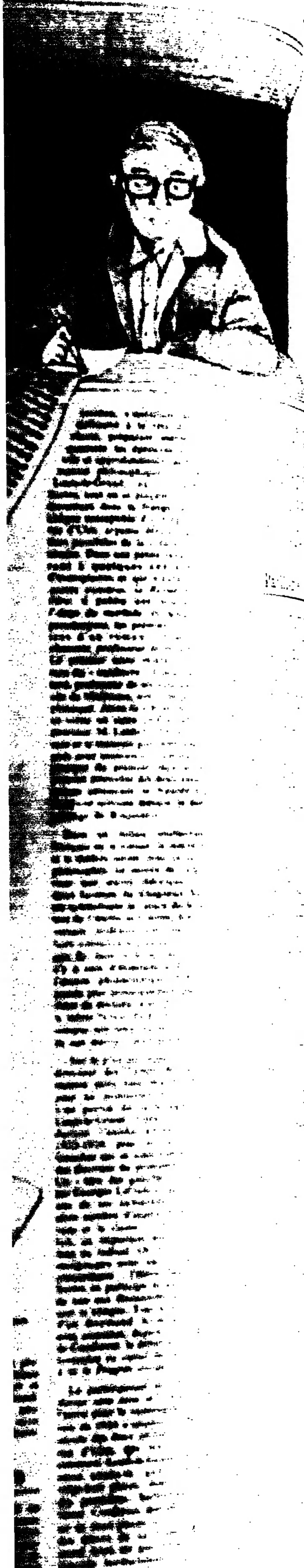
En mars 1927 est votée une loi militaire dont l'article IV prévoyait notamment « dans l'ordre intellectuel, une orientation des ressources du pays dans le sens de la défense nationale ». Immédiatement, les normaliens montent en ligne. Cinquante-quatre d'entre eux signent une pétition qui considère cette loi comme abrogeant « pour la première fois en temps de guerre toute indépendance intellectuelle et toute liberté d'opinion (3) ». Au nombre des signataires figurent les deux philosophes, qui signeront, quelques mois plus tard, un nouveau texte qui entendait protester « contre la radiation de l'ordre de la Légion d'honneur dont est menacé M. Demartial pour ses écrits (4) ». Cette pétition restera vaine, puisque l'écrivain Georges Demartial, accusé d'avoir mis en doute la version française sur les causes du déclenchement du premier conflit mondial, est suspendu pour cinq ans de l'ordre de la Légion d'honneur.

Mais, par-delà ce fond pacifiste commun, existent des différences sensibles entre les deux normaliens dans la façon même d'exprimer ce pacifisme. Chez Jean-Paul Sartre, tout passe alors, semble-t-il, par une manière d'anarchisme débouchant sur une certaine violence verbale, dans ses rapports avec beaucoup de ses camarades comme dans son comportement « politique ». C'est ainsi, par exemple, que lors des spectacles annuels montés par les élèves de la rue d'Ulm (les « Revues »), il se spécialise dans le rôle de Gustave Lanson. En 1925 et en 1926, il joue le rôle du directeur de l'École normale supérieure, successivement dans *Le désastre de Langson* et *A l'ombre de vieilles billes en fleur*. Jusque-là, en fait, rien de très choquant, ces spectacles font partie du folklore normalien et les « archicubes » brocardés rient en général de bon cœur. La *Revue* de 1927, au contraire, fera scandale et cet esclandre dépassera le cadre de la rue d'Ulm. Sur l'air de la *Marseillaise*, un



MORGAN

Après la 1920



normalien, déguisé en officier instructeur, chantera, entre autres couplets antimilitaristes : *Je suis entré dans la carrière Quand le métier avait du bon ! On pouvait espérer la guerre Et gagner pas mal de galons (bis) !*

Lorsque la gloire vous enivre Qui ose compter les cercueils ? Un bon officier s'en bat l'œil, L'essentiel, pour lui, c'est de survivre.

Les auteurs principaux de la chanson litigieuse étaient deux amis de Jean-Paul Sartre. Les deux premiers furent blâmés ; Sartre échappera à l'enquête menée par Lanson. Apparemment, Raymond Aron est au contraire, à cette date, bien davantage ancré politiquement. Son pacifisme provient moins d'une sorte de démarche anarchiste, découlant elle-même d'une attitude antimilitariste présente alors rue d'Ulm, que d'une analyse réfléchie de la situation diplomatique : l'objectif prioritaire est le rapprochement franco-allemand et tout doit être fait pour faciliter la mise en œuvre. Dès lors, l'influence pacifiste d'Alain n'est pas pour lui celle d'une Pythie plus ou moins lointaine dont on guette les oracles à travers les livraisons des *Libres propos*, mais procède, au contraire, d'un choix mûrement pesé. La prise de distance dans les années 30, à l'heure des révisions déchantantes de certains pacifistes devant la menace hitlérienne, n'en sera que plus aisée.

Cette démarche pacifiste est donc fondamentalement différente de celle de Sartre, comme l'est également la manière d'exprimer ce pacifisme. Dans les *Libres propos* du 20 avril 1928, par exemple, est publiée une courte note de Raymond Aron sur Julien Benda, qui a écrit peu de temps auparavant la *Trahison des clercs*. Si le ton de ce petit article, qui est vraisemblablement le premier texte imprimé aronien, est souvent très dur : « Nous attendions un homme. Nous n'avions plus qu'un homme de lettres », l'ensemble de l'argumentation est solidement étayé et nous sommes loin, en tout cas, des canulars antimilitaristes des *Revue*. A l'heure où Sartre se complait à irriter des sous-officiers par son inaptitude au cas cadencé, son ami Aron réfléchit déjà à ce problème qui sera par la suite au cœur de leurs méditations conflictuelles, à savoir les rapports entre la recherche de la vérité et la générosité : « Ne saurait-on concevoir, sans trahir, un esprit attaché au vrai et porté par la générosité, tout engagé déjà dans l'action ? »

Aron socialiste

Il existe une autre différence importante entre les deux amis : l'un est alors socialiste, l'autre pas. Les témoignages sont convergents : Sartre, à l'Ecole normale supérieure, ne semblait guère porter attention à la politique. Il le reconnaît, un tiers de siècle plus tard, quand il brosse, dans l'avant-propos d'*Aden Arabie*, le portrait de Paul Nizan, et qu'il oppose l'engagement politique de ce dernier à sa propre indifférence : « Je détestais qu'il fit de la politique parce que je n'avais pas le besoin d'en faire (3) ». Raymond Aron, au contraire, est, à cette époque, socialiste.

Les souvenirs sont là encore convergents, à commencer par celui du principal intéressé : le jeune normalien a été inscrit à la S.F.I.O. Le problème n'est pas encore résolu de savoir si cette adhésion se fit à la cinquième section parisienne, où s'inscrivaient la plupart des normaliens, et où Raymond Aron a dit, à plusieurs reprises, avoir été inscrit, ou aux étudiants socialistes, comme en ont gardé le souvenir plusieurs de ses camarades de promotion. Autre problème non résolu : quelle a été la durée de cet engagement que Raymond Aron a peut-être tendance à minimiser ? Il n'eût, dit-il, sa carte en poche que durant quelques mois.

L'important, en fait, est ailleurs : l'itinéraire du « spectateur engagé » part de la gauche du paysage politique, et, carte du parti en poche ou non, son éducation politique s'est ébauchée dans la mouvance socialiste. Plus de dix ans après, en 1938, à sa soutenance de thèse, Raymond Aron

commença son exposé de la thèse principale par ces mots : « Pourquoi suis-je socialiste ? Que signifie avoir une position politique ? Telles sont les questions que je me suis posées en étudiant le marxisme et l'économie politique (6) ».

« Une défaite »

Par-delà ces différences de tempérament et de comportement, ce séjour commun à l'Ecole fut aussi l'époque de leur amitié. Les deux « petits camarades » sont, par exemple, le 24 décembre 1927, les témoins, à la mairie du cinquième arrondissement, du mariage de Paul et Henriette Nizan. Et les deux amis mûrissent alors, l'un et l'autre, un système philosophique, qu'ils précisent en s'opposant en d'interminables discussions. Raymond Aron, plus classique, passe une année à lire Kant, auquel il consacre son mémoire de maîtrise. Jean-Paul Sartre rédige, la même année, un mémoire sur « Les images dans la vie psychologique. Rôle et nature », participe avec Nizan à la traduction de la *Psychopathologie générale* de Karl Jaspers, et, surtout, médite sur le problème de la liberté. Sa réponse à l'*Enquête auprès des étudiants d'aujourd'hui*, menée par les *Nouvelles littéraires*, contient déjà en germe certains thèmes de l'*Etre et le Néant*. Retenons cette phrase extraite du numéro du 2 février 1929 : « L'idée vaine aussi ce déterminisme qui tente curieusement de faire la synthèse de l'existence et de l'être ».

Dans le même temps, affleure à nouveau, chez Sartre, cet électionisme qui le pousse également vers le roman. Durant l'année 1927-1928, tout en préparant l'agrégation, il rédige *Une défaite* qui s'inspirait des rapports entre Nietzsche et le couple Wagner. Le roman sera refusé par Gallimard. Cet électionisme est, peut-être, responsable de son seul échec universitaire. En 1928, tandis que l'on se presse pour assister aux oraux de l'agrégation de philosophie de Raymond Aron, qui sera finalement reçu premier, Jean-Paul Sartre, à la surprise générale, a été ajourné dès l'écrit. Pour l'administration de l'Ecole qui déplore cet « accident » (c'est le terme employé, dans une lettre, par le directeur adjoint de l'Ecole, qui ajoute : « Nous comptons beaucoup sur Sartre »), cet échec est d'autant plus désolant que Sartre était considéré comme l'un des espoirs de la section de philosophie de la rue d'Ulm. Celle-ci parvient cependant à emporter, entre autres, la première et la troisième place, avec Raymond Aron et Daniel

Pour en savoir plus

Le *Spectateur engagé* de Julliard, 1981), les *Mémoires d'un jeune fille rangée* (Gallimard, 1958) ou le texte du film *Sartre* (Sartre, un film réalisé par Alexandre Astruc et Michel Contat, texte intégral, Gallimard, 1977), s'ils n'évoquent pas avec précision cette période de la vie de Raymond Aron et Jean-Paul Sartre, permettent de replacer cet article en perspective, et notamment par rapport à l'évolution des deux philosophes dans les années 30. Le seul ouvrage qui fournit quelques renseignements précis sur les premiers balbutiements littéraires de Sartre est celui de Michel Contat et Michel Rybalka, *Les écrits de Sartre* (Gallimard, 1970).

L'article de Jean Gaudier, « Quand Sartre avait dix-huit ans » (*Le Figaro littéraire*, 5 juillet 1968), étudie l'épisode de la *Revue sans titre*, tandis que l'enquête de Claude Bonnefoy, intitulée « Rien ne laissait prévoir que Sartre deviendrait Sartre » (*Arts*, 11 janvier 1961, pp. 13-14), réunit quelques témoignages sur cette phase de la vie de Sartre. Nous nous fondons, en fait, sur une gerbe de sources, les plupart inédites (développement des *Libres Propos* et d'*Europe*, réunion et critique de témoignages, archives scolaires et universitaires...). Certaines textes de jeunesse de Sartre (*la Semence* et *le Scaphandre*, texte presque contemporain de l'épisode de la *Revue sans titre* et qui l'évoque sous une forme romancée, *Empédocle*, écrit rue d'Ulm et premiers moutons d'*Une défaite*...) vont paraître chez Gallimard.

Lagache, l'étudiant de Sorbonne Emmanuel Mounier s'intercalant à la deuxième place.

Rencontrant son camarade Daniel Lagache peu de temps après, Sartre lui aurait dit, mi-guêpe mi-raisin : « Quand on joue à ses parents le tour d'être collé à l'agrégation, on n'a plus qu'une chose à faire : être reçu premier l'année suivante. » Contrat rempli en 1929 : quatre normaliens se classent, cette année-là, dans les cinq premiers. En tête se trouve Jean-Paul Sartre et l'intruse, dans ce peloton groupé d'élèves de la rue d'Ulm, est une étudiante nommée Simone de Beauvoir, classée deuxième. A l'écrit, l'un des sujets portait sur « Liberté et contingence ».

La broûille

Dès lors, les années étudiantes de Sartre et d'Aron sont terminées. Mais, dans les années 30, leur amitié restera entière, quoique sans intimité. En cette décennie de montée des périls, Raymond Aron, persuadé d'être entré désormais dans une zone de turbulence historique, rompra rapidement avec le pacifisme aronien et prendra progressivement ses distances à l'égard du socialisme. Quant à Jean-Paul Sartre, il demeurera jusqu'à la guerre en marge des grands débats qui secouaient la conscience nationale. Et quand la broûille politique surgira, après le second conflit mondial, l'un et l'autre, nés en 1905, auront vu, en fait, leurs chemins diverger depuis longtemps.

Etrange génération, au reste, que cette génération de 1905 ! Trop jeune pour aller au feu en 1914-1918 et, par là même, génération démographiquement éparpillée, elle a été touchée de plein fouet par toutes les convulsions de ce siècle de fer : pacifisme des années 20 broyé au cours de la décennie suivante, embrasement, déception vis-à-vis de la grande guerre née à l'Est, guerre froide et guerres coloniales. Bien peu de chance, laissée, dans ce contexte, à l'amitié. « Que, dans notre génération, aucune amitié n'ait résisté aux divergences d'opinion politique, que les amis aient dû politiquement changer ensemble pour ne pas se quitter, est à la fois explicable et triste (8) ».

Sans doute, Raymond Aron, en évoquant ainsi la polémique de Sartre avec Merleau-Ponty, au milieu des années 50, songeait-il également à ses rapports avec Jean-Paul Sartre. Tout comme ce dernier, évoquant sa broûille avec Camus, pensait-il peut-être aussi, en 1960, à son ancien camarade Raymond Aron : « Nous étions broûillés, lui et moi : une broûille, ce n'est rien — dût-on ne jamais se revoir — tout juste une autre manière de vivre ensemble et sans se perdre de vue dans le petit monde étroit qui nous est donné. Cela ne m'empêchait pas de penser à lui, de sentir son regard sur la page du livre, sur le journal qu'il lisait, et de me dire : « Qu'en dit-il ? Qu'en dit-il en ce moment (9) ? »

- (1) Raymond Aron, « Mon petit camarade », *L'Express*, 19 avril 1980, p. 138.
- (2) Le professeur de philosophie de cette petite khâgne, André Crescon, aura le privilège de voir passer dans sa classe, à quelques années de distance, Raymond Aron et Claude Lévi-Strauss.
- (3) *Europe*, 15 avril 1927 et *Libres Propos*, 20 avril 1927.
- (4) *Libres Propos*, 20 février 1928.
- (5) Il le reconnaît à nouveau dans ses entretiens de 1974 avec Simone de Beauvoir qui viennent d'être publiés chez Gallimard (*la Cérémonie des adieux*, suivi de *Entretiens avec Jean-Paul Sartre*, p. 476).
- (6) Témoignage du Père Gaston Fessard, qui assista à cette soutenance et prit plusieurs pages de notes, dans *La philosophie historique de Raymond Aron*, Julliard, 1980, p. 42. Témoignage à confronter avec les souvenirs de Raymond Aron sur la période du Front populaire : « *J'étais, socialiste, vigilement, mais de moins en moins sûr et à mesure que j'étudiais l'économie politique* », (*Le Spectateur engagé*, p. 46).
- (7) Témoignage de Daniel Lagache, *Arts*, 11-17 janvier 1961 p. 14.
- (8) Raymond Aron, « Aventures et mésaventures de la dialectique », *Preuves*, janvier 1956, p. 15.
- (9) *France Observateur*, 7 janvier 1960.

Les paysages de Saul Bellow

(Suite de la première page.)

— Pourquoi cet amour pour Chicago ?

— Chicago est le lieu de mes émotions les plus profondes, de mes attachements les plus puissants — famille, camarades de classe, amantes. Comment ne pas y investir une partie de ses sentiments ? Même le côté barbare et cruel de la ville a un certain attrait. Son histoire perverse est aussi quelque chose qu'appréhendent ses habitants. On a tendance à accorder de la valeur à l'expérience personnelle, même si elle n'est pas parfaite. Les anciens combattants entraînent leurs familles sur les champs de bataille où ils ont souffert...

— New-York n'est pas une ville américaine. C'est une ville internationale, mondiale comme San Francisco. Chicago est la ville américaine par excellence. C'est un mélange caractéristique d'industries lourdes, d'immigrants frustrés, de scènes brutales associées aux luttes contre le capitalisme. Les règles du jeu sont la virilité, la solidarité, la loyauté à la ville. Son code d'honneur ? Ne pas trahir. Ne pas dénoncer ses amis. Bannir les bavardages irresponsables. Ne pas pousser trop loin dans les zones protégées. Si on détient une parcelle de pouvoir, maintenir intacte sa structure. S'abstenir, glisser sur la laideur et le crime. C'est ça le système de Chicago.

De Londres à Jérusalem...

— Où s'est passée votre enfance ?

— Pas dans ce quartier résidentiel, en bordure du lac, où j'habitais maintenant, mais dans une zone aujourd'hui entièrement portoricaine et noire, à l'ouest de Division Street. Mes parents, venus d'Europe, voulaient que je résiste aux déordres de l'entourage. Ils voulaient me donner une bonne connaissance de l'hébreu, une solide éducation religieuse, une excellente formation afin que je fasse carrière dans les affaires ou dans les professions libérales. Mais j'étais attiré par la rue. Le yiddish ? On ne le parlait qu'à la maison. Et l'hébreu au *heder*, l'école religieuse. J'ai commencé à apprendre l'hébreu à quatre ans. On récitait la Genèse, puis on le traduisait, phrase par phrase, en yiddish. J'ai écrit l'hébreu bien avant l'anglais. Mais j'ai appris à parler l'anglais en même temps que le yiddish. L'anglais était la langue des rues.

— Et votre petite enfance ?

— Je l'ai passée au Canada. Dans la rue, il y avait l'étranger supplémentaire de la langue française. Je ne m'en rendais pas compte, bien sûr. Je n'avais pas de point de comparaison. Montréal était une ville européenne construite sur le modèle britannique. Mais c'était aussi une ville française, et une ville d'émigrants, au moins dans le quartier où j'habitais. Les enfants français marchaient en rang, deux par deux, en plein milieu de la rue, pour aller à l'école des sœurs.

— J'avais neuf ans en arrivant à Chicago. Ce fut un choc. Tout était plus grossier, plus grand, plus bruyant. Tout était différent : les feuilles aux arbres, les brins d'herbe, le sol. Et même les molécules, c'était du moins le sentiment que j'avais. A peine j'avais pris à bras-le-corps l'idée de devenir américain. C'était une véritable libération. On échappait à l'influence de la famille, du *heder*, de l'orthodoxie. On se réjouissait de parler anglais. C'était une sorte de joie populaire.

— Vous semblez toujours avoir en son faible pour Londres...

— C'est une ville où l'on peut être heureux sans éprouver de tension. C'est un pays étranger où, on parle votre propre langue. On est parmi des monuments qui ont inspiré votre imagination d'enfant. J'apprécie beaucoup le Londres de Dickens. Les Américains ont une piété naturelle pour l'Angleterre. Pour ma part, j'ai toujours résisté à la tentation de m'y installer, car, comme on dit, ce n'est pas là que l'action se passe. L'action est ici, en Amérique. A Londres, il y a comme un sentiment de détente. Comme si l'Europe avait pris des vacances après la seconde guerre mondiale.

diale. Comme si elle voulait qu'on l'excuse de ne pas participer à l'histoire.

— Si vous deviez choisir une autre ville, réelle ou imaginaire...

— Je choisirais une ville espagnole. Ségovie, peut-être. C'est une merveilleuse cité. Je vous livre les fantasmes d'un homme qui songe à prendre sa retraite ! Ma seule excuse est d'avoir un lien ancestral avec une ville espagnole : Tolède ou Ségovie. Cela remonte à 1492, quand nous en fumes chassés.

— Et Jérusalem ?

— J'ai des sentiments très forts pour cette ville. Jérusalem me fascine et j'aime y retourner. Pourtant, je ne peux pas imaginer que je puisse quitter la diaspora pour m'installer dans une société entièrement juive. Ce serait un geste de déloyauté à l'égard des lieux où j'ai passé l'essentiel de ma vie. Ce serait une manifestation de mauvaise foi de la part de quelqu'un comme moi, qui a toujours cru en la démocratie libérale, que de quitter l'Amérique en cette période de crise pour aller s'abriter sous un oranger. Bien sûr, je ne resterais pas longtemps à l'abri, je pénétrerais dans une autre crise. Pas en tant qu'Américain, mais en tant que juif ayant annoncé son déplaisir à l'endroit du monde non juif. Mais cela n'est pas moi. Ce n'est pas ce que je ressens.

— Paris ?

— J'aime Paris dans ses moments de soleil. Mais comme tout Américain ayant vécu à Paris à la fin des années 40 et au début des années 50, j'aurais aimé être mieux accueilli. Je me suis fait des amis français, j'ai une très ancienne admiration et une passion pour la culture française, mais, personnellement, je n'ai jamais pu donner le change, parce que les règles françaises sont difficiles. Si vous n'êtes pas français, même si vous l'êtes par procuration, on ne vous accepte jamais complètement. La société française est très exclusive, sans doute a-t-elle ses raisons. Ce n'était pas le cas, semble-t-il, au XVIII^e ou au XIX^e siècle. Mais, à la fin de la seconde guerre, la France s'est repliée sur elle-même.

— Aujourd'hui, c'est différent. Ma visite en juin dernier a été un nouvel élan d'affection. Un peu comme des noces nouvelles. Je m'y suis promené avec ravissement, revoyant les lieux que j'avais connus. Je n'y ai pas ressenti d'hostilité. Peut-être mon humeur s'était-elle améliorée. Peut-être était-ce la présence d'Alexandra. Je n'accuse pas les Français. J'ai dit à leur propos des choses désagréables que je ne suis pas prêt à retirer complètement. Mais je trouve à Paris un charme qui manque totalement aux villes américaines.

L'apollinien

— Vos romans sont pleins d'histoires, vos histoires pleines de personnages et vos personnages si pleins d'idées qu'on se demande comment ils évitent le mal de tête...

— Parfois, je ressens moi-même comme une congestion chez mes personnages. Mais cela ne représente-t-il pas la condition qui est la leur ? Je ne considère pas comme quel qu'un qui invente tout, mais plutôt comme une sorte de médium, à l'écoute de mon pays. A propos de ce que j'avais écrit, des milliers de personnes, littéralement — pas des critiques — m'ont dit qu'elles avaient senti les mêmes choses, évoqué les mêmes problèmes. Et les Américains que j'ai décrits se retrouvent un peu partout aux Etats-Unis. Sans doute parce qu'ils appartiennent à cette nouvelle classe d'autodidactes, à cette première génération d'intellectuels qui se trouvent soudain débordés par l'excès de dons, d'informations et de responsabilités. Que faire de cette opulence ? La contrôler, peut-être. L'aimer, peut-être. Je l'aime. Je me dois d'y être fidèle.

— Il y a les écrivains avarés et ceux qui sont généreux. Les millionnaires ont des histoires à brûler. L'écrivain ne doit pas théosauriser. Il doit être prodigue.

— La situation s'est considérablement dégradée depuis

que vous avez écrit *Retour à Jérusalem*. Comment voyez-vous, aujourd'hui, l'avenir d'Israël ?

— Parce qu'ils se sentaient encerclés, les Israéliens crurent très tôt qu'ils devraient imposer leur présence au Moyen-Orient par la force. Qu'il était impossible que les nations arabes les acceptent. Que la loi islamique, le fondement de tous les gouvernements, conservateurs ou radicaux, les excluait. Il se transformèrent alors en une mini-superpuissance au Moyen-Orient. Cette décision fut extrêmement dangereuse. Elle accrût l'indépendance des Israéliens à l'égard des armements sophistiqués qu'ils ne pouvaient ni fabriquer ni acheter.

— Avec la technologie moderne vinrent les problèmes de financement. L'état juif fut entraîné loin de son projet sioniste original. C'est une folle anomalie que ce pays — fondé sur des concepts socialistes, tolstoïens, pacifistes, agrariens et social-démocrates — ait dû se transformer en état militaire. Une anomalie mal perçue par les Israéliens, car elle s'accompagne d'un dérangement, d'ailleurs parfaitement compréhensible si on tient compte des souffrances qu'ils ont endurées au XX^e siècle.

— Israël est donc devenu dépendant d'un seul pays, les Etats-Unis, qui sont entrés aujourd'hui dans une phase où ils ne peuvent choisir entre des objectifs de politique étrangère et la prospérité des affaires, le contrôle de l'inflation, l'équilibre budgétaire, la concurrence internationale... Israël doit tout affronter : la question arabe, la question israélienne, la question européenne et la question américaine.

Mauvais calcul

— L'accord de Camp David m'avait donné espoir. Je ne pensais pas qu'il allait vraiment fonctionner, mais c'était un premier pas dans le processus de légitimation d'Israël que les Israéliens ne cessent d'appeler de leurs vœux. Pourtant, ils ne firent rien pour étendre la paix aux autres pays arabes. Sans doute la fièvre causée par la perspective de rendre le Sinaï les a-t-elle amenés à se retrancher, à devenir encore plus agressifs. C'est d'autant plus regrettable que la puissance dont dépend Israël en dernier ressort a décidé qu'il y aurait un Etat arabe d'un genre ou d'un autre. Les Israéliens auraient dû être plus malins et prendre eux-mêmes l'initiative. Par exemple, proposer un condominium d'Etats incluant la Jordanie, peut-être même le Liban. Une confédération d'entités liées sur le plan politique et économique. Ils ont préféré laisser le conflit s'aggraver. C'est un mauvais calcul.

— C'est une erreur de prendre pour comptant les communautés de la diaspora. C'est quelque chose que je ne dis pas souvent, que je n'aime pas dire, mais il faut le dire. Certes, j'éprouve une loyauté totale à l'égard d'Israël, je suis totalement impliqué dans sa survie, je considérerais sa destruction comme un désastre à la dimension du monde. Mais je ne vois pas pourquoi je n'aurais pas la liberté de dire ce que je pense. Lorsque le Mouvement pour la paix maintenant a démarré, et bien que je ne l'approuve pas totalement, j'ai décidé de lui apporter mon soutien, en partie parce que j'estime que le droit à la libre discussion ne peut pas être supprimé par Israël. Je sais que les Israéliens ont à faire face à une situation perdue. Il ne manque pas d'Américains prêts à sacrifier Israël pour défendre des intérêts économiques ou des avantages politiques immédiats. Ce n'était sans doute pas la position personnelle de Reagan. Mais le président ne contrôle pas totalement la situation. Il reçoit trop de mauvais conseils.

— En ce qui concerne la rive occidentale du Jourdain, la volonté de s'y maintenir est une erreur. Nous n'avons, pour la plupart d'entre nous, qu'un intérêt limité pour la Samarie et la Judée bibliques. Et il nous importe peu qu'Israël soit une petite superpuissance au Moyen-Orient. Ce qui nous préoccupe, c'est qu'Israël soit un sanctuaire de paix pour les juifs persécutés.

Emmanuel Hocquard

Elégie cinq

III

Pour toutes choses nous eûmes les mêmes yeux :
le jardin d'autrefois et celui d'aujourd'hui,
le jardin immobile

Nous avançâmes au milieu de ce qui porte un nom
et que nous avions appris à nommer,
Nous progressâmes dans les lièrres
au milieu de ce que nous apprenions.

L'arbre vivant et l'arbre mort un même titre,
songeant peut-être qu'une telle coïncidence
Ne durerait pas toujours car sa croissance serait sa mort
et la pensée du modèle sa fin.

Notre amour n'eut pas d'autres lieux
Qu'une succession de regards sur des lieux de fortune
morceaux de choix raris aux circonstances

Une alternance de mémoire et d'oubli pour les choses connues
Et puis l'indifférence aux choses sùes.

Le temps de l'amour fut cette suspension du temps de tous les
jours,
une brèche délibérée dans le temps des paroles

Et là nous ressentîmes ce que d'autres à notre place
auraient également éprouvé

Un contentement retint, quoique tempéré, d'être parvenus
là

où nous étions parvenus

Et déjà pourtant le vague désir de nous en retourner,
Une telle coïncidence ne pouvant pas durer
puisque sa croissance serait sa fin.

La mobilité

Bien sûr, une « statistique générale de la France » existe, mais elle apparaît surtout sécurisante. Elle n'a jamais fait l'objet d'une véritable critique ni d'une utilisation approfondie. Surtout, elle ne répond pas aux grandes

La recherche de toute la descendance tant par les hommes que par les femmes (cognatique)

Nous atteignons alors l'autre motif principal de la limitation à la seule descendance agnatique. L'enquête est conduite à partir des tables décennales. Les trois mille couples choisis au départ le sont dans une même « place alphabétique » (en l'occurrence TRA, qui est représentée dans tous les groupes ethniques européens). La conduite de l'enquête consistait alors à rechercher, dans les tables décennales de chaque département toutes les mentions relatives aux personnes dont le nom commence par TRA. De très nombreux généalogistes amateurs ont accepté de participer bénévolement à ce travail. Les indications recueillies entrent sur ordinateur au laboratoire de dé-

L'enquête de M. Jacques Dupâquier a maintenant débuté de façon effective. Elle est conduite avec brio. Il ne faut pas s'y tromper. L'arbre ne doit pas cacher la forêt. Même basés sur la seule recherche de la descendance agnatique, ses résultats seront un progrès indéniable pour la connaissance de la mobilité géographique et sociale et, *a posteriori*, de toute la démographie du XIX^e siècle. Enfin, elle correspond à la participation d'une centaine de généalogistes amateurs à une œuvre scientifique importante. ■

(2) 54, boulevard Raspail, 75006
Paris

Trésors en Turquie

comme Kelenderis, nous ont laissé un monnayage abondant. Les fouilles de Meydancik-Kalesi ont permis de dégager un bastion garni d'une enceinte vigoureuse. A l'intérieur de l'enceinte, une belle tombe (du début du cinquième siècle avant J.-C.) dont l'entrée, précédée d'une esplanade, est flanquée de deux statues. La fouille stratigraphique

Il n'y a qu'à finir de dégager la marmite. Cela est fait et permet alors d'apercevoir deux autres ré-

Le trésor de Gúlnar est à bien des égards exceptionnel : il a d'abord été trouvé en fouille officielle (fait rare !) et il est d'une importance numérique hors du commun. Fort de 5 215 monnaies (soit 65 kg d'argent, représentant, en pouvoir d'achat, le fruit d'environ 25 années de travail à

(1) Recommandation 921 (1981) de la commission permanente du Conseil de l'Europe.

(2) La dynastie fondée en 305 av. J.-C. par Ptolémée I^{er} régnera en Égypte pendant 275 ans, jusqu'au suicide de Cléopâtre VII.

JEAN GUICHARD-MEILI.



JAZZ

Triomphe du classicisme

L'époque des pionniers — chifonniers et bricoleurs — ont ses maîtres en Béchet et en Armstrong. Ces deux-là surtout avaient trouvé ce que les autres confondent de chercher sans le savoir ou sans pouvoir l'extérioriser : le rythme libre, échappé de la prison des marches et des polkas. Ce qu'on appelle la « swing era », ce fut d'abord une appropriation collective, une reprise, par des milliers de souffleurs et de tappeurs, de cette démarche émancipatrice, après qu'elle fut découverte par quelques vagebondes de génie.

Le jazz qui succéda à celui des origines et qui, travaillé par ses propres forces de déséquilibre, engendra le bebop, les auteurs anglo-saxons le désignent d'un seul mot : « mainstream ». Il fut, sans doute, celui qui accomplit le mieux cette tâche si difficile dans nos sociétés déviées, nos cultures scindées : s'adresser à tous sans que l'inventeur abandonne toute ambition esthétique, réconcilier la chansonnette nonnante et l'art bous-

culant, la quotidienneté et l'exceptionnel.

A cette musique, que Jacques Souplet nomme un jour « middle jazz » — expression qui n'existait ni outre-Atlantique ni outre-Manche, — beaucoup restent attachés, et beaucoup font sa connaissance, grâce, bien évidemment, aux rééditions, mais aussi aux efforts de perpétuation. Au premier rang de toutes les petites maisons d'édition qui ont œuvré pour ce classicisme citons « Black and Blue », qui publie, par exemple, un Major Holley (Excuse me Ludwig, 33 156) et un Al Gray (Trombone by Five, 33 174). En d'autres termes viennent également de paraître un Basie 61-62 (Back with Basie, Roulette-Vogue 500 022), un Lunceford 39-40 (The Complete Jimmie, C.B.S. 66 421) et deux Ellington 56 (The Bethlehem Years, Volumes 1 et 2, Bethlehem-Musidisc 6804, 6805). Classicisme du jazz, temps triomphal aussi pour les grands orchestres que certains rêvent de voir revenir.

LUCIEN MALSON.

LESTER YOUNG : « In Washington, D.C. »

Dans un cabaret de la capitale américaine, Washington, D.C. (District of Columbia) Lester Young fut invité par le Bill Potts Trio. Ce Lester de l'« Olivia Patio Lounge », souffrant — il approchait de la fin de sa vie et allait disparaître trois ans plus tard, — est moins impétueux sans nul doute que le soliste des années 40 et 50, mais, avec ses sonorités admirablement feutrées et son discours suspendu au-dessus de celui des rythmicistes, il garde ici tout son pouvoir d'envoûtement (Pablo R.C.A. volumes 1 et II, 2308 219 et 225).

BARBARA HENDRICKS, KATIA ET MARIELE LABEQUE : « Gerahwin ».

De la même manière que le concert Solal-Constant n'appartenait à personne parce qu'il appartenait à tout le monde, le disque de Barbara Hendricks et de ses fascinantes sœurs Labèque court le danger, n'entrant prioritairement en aucune rubrique, d'être méconnu. Décidons-nous, Français ! Les deux sœurs ont écrit des arrangements très habiles et très beaux pour deux pianos. Barbara Hendricks (soprano) n'est pas une Sarah Vaughan ou une Ella Fitzgerald. C'est une chanteuse classique et qui ne veut pas tenir un autre rôle que celui qui est, ordinairement le sien. Aucun amateur de jazz et de musique tout court ne doit passer à côté de ces *The Man I Love* ou *Embraceable You* dont on connaît mieux les refrains (les « chorus ») que les couplets ici fidèlement exprimés. (Phonogram-Philips 9500 987).

WALTER DAVIS JUNIOR : « Au Dräher ».

Pianiste découvert par Max Roach, Walter Davis fut, en pleine vogue du « soul jazz », un des fidèles messagers de Art Blakey. A la fin de mars 1981, il fit quelques apparitions dans le confortable sous-sol du 1, rue Saint-Denis. D'où ce disque, où l'on retrouve, aussi, « bopplisants » que lui, et aussi à l'aïe, le grand Michel et le grand Clarke. Trois hommes pour une seule musique, qu'ils connaissent comme leur poche. (Night and Day-Eurogram 1004).

JAMES BROWN : « Soul Syndrome ».

La musique de James Brown, comme l'ensemble de celles éti-

quées R'n'B, fait « briller les cuivres », à l'inverse de certaines musiques populaires blanches qui les ont relégués au placard. Brown, avec ses « riffs » ne va pas chercher midi à quatorze heures, mais il tombe toujours sur midi juste, sur le point d'être s'insérer une forte chaleur, et ce n'est pas aussi facile à faire qu'on pourrait le croire. (Vogue 540 001).

DES CHATS SUR UN TOIT BRULANT

Pas étonnant finalement que les Stray Cats fassent un malheur du tonnerre de Brest en France. Car en France plus qu'ailleurs les adolescents, ceux des banlieues en tous cas, ont gardé la nostalgie des années 50. Il suffit de se promener dans la périphérie de Paris pour les voir tous ces Elvis en herbe, arborant fièrement la panoplie : cheveux gominés, badge du héros piqué sur le cuir noir et santiags aux pieds, et l'on comprend l'émotion qui suit la sortie, au début de l'année 1981, du premier album des Stray Cats.

Tout à coup ces trois gamins new-yorkais, exilés à Londres, qui avaient choisi de vivre la banane au-dessus du front, ressuscitaient comme un seul homme les fantômes de Gene Vincent, Eddie Cochran et Buddy Holly réunis. Un seul album et les Stray Cats ont relancé la mode en un véritable raz de marée : un déferlement de groupes a suivi : les Polcents, les Rockers, les machinistes et les biduleurs, jusqu'à Dick Rivers qui s'est cru obligé de reformer péniblement ses vieux Chats sauvages.

Mais pour confirmer la légende, tous ces chats-là faisaient grise mine derrière les griffes acérées de Brian Setzer (guitare et chant), Slim Jim Phantom (batterie) et Lee Rocker (contrebasse). Fiers, beaux, évocateurs, délibérément tatoués, avec le génie du riff et du trémolo, ils exaltaient le rockabilly. On exultait. Pourtant on avait peur, on craignait de les voir bloqués dans une époque sans avenir, coincés dans une démarche « revivaliste » sans issue. A peine un an plus tard, les voilà avec un second album, différent et tout aussi persuasif. Le premier

se limitait au rock'n'roll blanc, mélangeant les compositions originales aux reprises de classiques ; celui-ci ne comporte que des morceaux signés de leur plume et qui puisent dans les racines noires : rock'n'roll et rhythm'n'blues. Sur la pochette du disque on peut lire : « *Seuls les instruments les plus minables ont été utilisés pour la réalisation de cet album.* » Une chose est sûre, de « minables », il n'y a, dans ce 33, que les instruments.

* Stray Cats, « Goma Ball », Arbelia 224.019.

CHIC : « Take it off »

Il est bien question de danse ici, de danse avant tout ; une exhortation aux mouvements, et Chic représente le *rac plus ultra* dans ce domaine. Magiciens du son, orfèvres en la matière, les musiciens de Chic, qui sont avant tout des gens de studio, ont provoqué il y a quatre ans une petite révolution dans l'industrie du disque aux Etats-Unis, en imposant par l'évidence leurs règles de rythmes et d'harmonies sur les stations FM et dans les discothèques. Très vite, la quasi-totalité de ce qui s'est fait en matière de disco et de funk s'est rangé d'un « son Chic ». Leurs disques ont invariablement gagné le sommet des hit-parades et les stars qui ont fait appel, avec le même succès, au service de ces producteurs de génie ne se comptent plus.

Le nouveau disque de Chic est sans surprise : la qualité habituelle de l'enregistrement est irréprochable, les compositions sont accrocheuses, remuantes à souhait, et les interventions s'enchaînent avec une minutie méthodique. On peut regretter en

revanche l'absence de remise en question ; le groupe, qui avait l'habitude de se renouveler, semble s'être contenté cette fois d'exploiter un filon qui ne brille que par son efficacité (WEA, ATL K 50845).

STRANGLERS : « La folie »

On retrouve avec joie toute la force de frappe des Strangers sur ce disque qui fait suite à ce que l'on pourrait appeler un essai malheureux. En effet, si l'on peut comprendre les motivations respectables qui avaient poussé le groupe anglais à tenter l'aventure en s'écartant radicalement de son style, force est de constater que le précédent album, « The Meninblack », se perdait dans des divagations hermétiques et hors sujet. Une aventure néanmoins pas tout à fait inutile puisque les Strangers, en revenant à des schémas plus mélodiques et raisonnablement construits, ont conservé une certaine liberté dans le choix des sonorités.

Il existe une pulsance inaltérable dans la musique des Strangers, un lyrisme solennel et impérieux qui prend forme sous les nappes volumineuses des claviers, les gerbes flamboyantes de la guitare, les déclamations ra-cées de la voix, autant de composantes qui déterminent une filiation hautement savoureuse avec les Doors. Toujours armés d'une conscience sociale aigüe, les quatre hommes en noir, anarchistes de cœur, transportant un discours vibrant avec des textes caustiques (EMI 83219).

COMATEENS : « Call me »

Ils sont trois les Comateens : une fille, Lyn Byrd, au synthétiseur et au chant, et les deux frères North, Nic à la basse et au

CLASSIQUE

L'humanisme serein d'Anton Dvorak

Il faut que le public du XX^e siècle ait été bien fon de drame lyrique, pour avoir si délibérément ignoré l'œuvre vocale de Dvorak. C'est sûr, il n'avait pas le sens du tragique. Il n'a pas de ces procédés qui portent sur scène la violence des passions et la cruauté du désir. Ailleurs étaient sa force et ses dons : dans un humanisme serein, volontiers panthéiste, empreint de tendresse et de jubilation. Pour le dire : un foisonnement harmonique, la fluidité mélodique et un sens infallible de l'ordonnance musicale. Il reçut comme une exigence l'héritage symphoniste qui charpentait ses opéras. Mais le lyrisme en transcende la rigueur, et la respiration mélodique de son âme. Avec des thèmes que d'autres auraient nourri de symbolisme ou de tragique, il affirme la plénitude de l'humanité, de ses limites et de ses joies. En décalant un traitement des voix sans effet ni exploit, utilisant seulement le maximum de ses possibilités avec équilibre.

Rusalka ou la tendresse. L'histoire de cette ondine amoureuse d'un humain s'ouvre par la poursuite de trois naïades par un génie des eaux. Avec le même argument, Wagner, dans l'*Or du Rhin*, ouvrait la voie de l'épopée. Dvorak, lui, anime une fée pastorale : oscillations mélodiques, variations du flux orchestral, changements de tonalités... nulle métaphysique, mais la tendresse poétique immédiate. Une distribution de troupe, sans voix d'exception donc, mais dont l'homogénéité renforce l'humanisme musical.

Le Jacobin ou la réconciliation. L'hommage au patriarcat tchèque. Avec cette histoire de proselitisme au pays recouvert son rang, on imagine le drame que Verdi aurait écrit. Avec Dvorak, tout n'est que vitalité et fraternité. Un hymne à la réconciliation, scandé par les chœurs et animé de danses et de chants populaires. Distribution, hélas, sans éclat, les interprètes étant parfois éprouvés par les tessitures.

Inscrit lui aussi dans la mémoire nationale, l'oratorio *Sainte Ludmilla* illustre la légende de cette sainte, liée à l'histoire de la Bohême. Avec une science d'architecte, mais aussi d'horloger, Dvorak alterne les séquences au gré de leur intensité et de leur progression. Une fresque puissante (gros effectif choral) et contrastée, véritable mémorial lyrique.

Mais c'est le *Requiem* qui révèle l'essence de l'humanisme de Dvorak. Anthèse de ceux de Verdi ou de Berlioz, spectaculaires et extériorisés, il n'est que sérénité. La mort n'est objet ni d'effroi ni de désolation, mais de gravité, puis de consolation. Son mystère y est approuvé dans la pudeur plus qu'affronté dans la révolte : combinaison des timbres, fluctuations des lignes dessinent une ode à la Hölderlin plus qu'un drame à la Hugo. Parfaitement joué, chanté et dirigé, un événement du disque.

ALAIN ARNAUD

* *Rusalka*, solistes, chœurs et orchestre du Théâtre national de Prague, dir. Z. Chabala (quatre disques Supraphon, 50.440/43) ; *Le Jacobin*, solistes, chœurs et Orchestre philharmonique de Brno, dir. J. Pichas (trois disques Supraphon, 112.248/1/83) ; *Sainte Ludmilla*, V. Soukupova et solistes, chœurs et Orchestre philharmonique tchèque, dir. V. Smetacek (trois disques Supraphon, 50.585/87) ; *Requiem*, F. Zysla-Gara et solistes, chœurs et Novel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. A. Jordan (deux disques Erato, 71430).

Les premiers quatuors de Beethoven

Le Quatuor Alban-Berg de Vienne avait inauguré son intégrale l'an dernier avec les cinq ouvrages de la période médiane. Les derniers suivront sûrement sous peu. Les membres de cette formation, l'une des plus grandes d'aujourd'hui, sont encore jeunes, et s'attachent surtout à faire ressortir à quel point les quatuors op. 18, les premiers

de Beethoven, sont porteurs d'avenir. Cela ne va pas à l'occasion sans une certaine rudesse, que vient parfois accentuer une prise de son mettant en valeur le timbre de chaque instrument, le côté linéaire de la musique. Mais de cette musique, nos interprètes savent aussi dégager le lyrisme, tout en restant sobres. D'où une synthèse miraculeuse de gravité et de fougue juvénile, d'objectivité et d'engagement. Les membres de ce quatuor n'ont sûrement pas dit leur dernier mot. Tout ou tard, nous les retrouverons dans un nouveau cycle Beethoven, qu'il sera alors passionnant de confronter à celui-ci (trois disques EMI, 167.43090/2).

M. V.

Les lieder de Liszt

Les lieder de Franz Liszt sont d'autant plus méconnus que la plupart restent à peu près inconnus... A nouveau les dédaigneux du génie ont tort comme nous le prouvent Dietrich Fischer-Dieskau et Daniel Barenboim, qui viennent de graver quarante-quatre de ces mélodies (soit plus de la moitié). Certes il y a du mauvais drame, de la déclamation agaçante, des romances un peu trop sentimentales et parfois une ornementation débordante. Mais combien, en revanche, de pages intimes, touchantes, profondes, de grandes effusions amoureuses, de méditations quasi mystiques, brillant dans leur écrit pianistique incomparable... La propriété admirable des images musicales est directement suggérée par le climat poétique dans les plus beaux lieder (tels les sublimes *Je voudrais m'en aller*, *Tout est sur les sommets*, *Les voix bruyantes du jour*). Et toujours, malgré une voix plus vulnérable, quel art du phrasé expressif chez Fischer-Dieskau, avec ce miracle du timbre modelé sur le sentiment et la couleur du poème (bien qu'il force le ton en français et en italien), qui se retrouvent pleinement dans le piano de Barenboim, aussi inspiré (quatre disques DG 2740.254).

J. L.

Deux symphonies de Szymanowski

Le centenaire de la naissance de Karol Szymanowski (1882-1937), le plus grand compositeur polonais entre Chopin et Lutoslawski, doit permettre enfin à ses quatre symphonies, à ses deux concertos pour violon, à son *Stabat Mater*, à son opéra *Le Roi Roger*, de s'intégrer à notre vie musicale, au même titre que les œuvres d'un Bruckner ou d'un Mahler. Le disque magnétique qui vient d'enregistrer Antal Dorati et l'Orchestre symphonique de Detroit devrait y contribuer grandement. La *deuxième Symphonie* (1910), témoignage de l'admiration du compositeur pour Scriabine, est une page purement orchestrale d'une splendide énergie. Sa fugue terminale n'enlève rien à son élan.

Encore plus personnelle est la *Troisième* dite *Le Chant de la Nuit* (1916). Ecrite pour ténor, chœur et orchestre, elle met en musique un texte mystique de Djawal-el-Din Rumi, le principal des poètes soufis persans (un voyage en Algérie avait mis Szymanowski en contact avec la culture de l'Islam). L'ouvrage est, d'une grandeur abrupte, mais aussi très séduisant, une prière de son et une interprétation somptueuse qui n'excluent heureusement ni la clarté ni la profondeur. Un disque rare et précieux (Decca, 591.144).

M. V.

Sélection

Cette rubrique se compose que des enregistrements recommandés par nos collaborateurs.

BACH : Les trois concertos pour clavier, par T. Flietner, K. Gilbert, L.U. Martensen, N. Kraemer et The English Concert (quatre disques Archiv, 7723.077).

MAHLER : *Kinderlieder* et *Lieder eines fahrenden Gesellen*, par K. Tarkenton, S. Solym Nagy et l'Orchestre symphonique de Budapest, dir. G. Lohel (Hemigon, SLPX 12944).

MEYERHOFER : Concerto pour violon et BEETHOVEN : Deux Sonatas, par L. Stern et l'Orchestre de Boston, dir. S. Orama (CBS, 37280).

MEYERHOFER : Symphonies *« Italien »* et *« Espagnol »* et quatre « *Italiana* », par l'Orchestre symphonique de Londres, dir. Cl. Abbado (Decca, 592059).

ROCK ET VARIETES

DES CHATS SUR UN TOIT BRULANT

Pas étonnant finalement que les Stray Cats fassent un malheur du tonnerre de Brest en France. Car en France plus qu'ailleurs les adolescents, ceux des banlieues en tous cas, ont gardé la nostalgie des années 50. Il suffit de se promener dans la périphérie de Paris pour les voir tous ces Elvis en herbe, arborant fièrement la panoplie : cheveux gominés, badge du héros piqué sur le cuir noir et santiags aux pieds, et l'on comprend l'émotion qui suit la sortie, au début de l'année 1981, du premier album des Stray Cats.

Tout à coup ces trois gamins new-yorkais, exilés à Londres, qui avaient choisi de vivre la banane au-dessus du front, ressuscitaient comme un seul homme les fantômes de Gene Vincent, Eddie Cochran et Buddy Holly réunis. Un seul album et les Stray Cats ont relancé la mode en un véritable raz de marée : un déferlement de groupes a suivi : les Polcents, les Rockers, les machinistes et les biduleurs, jusqu'à Dick Rivers qui s'est cru obligé de reformer péniblement ses vieux Chats sauvages.

Mais pour confirmer la légende, tous ces chats-là faisaient grise mine derrière les griffes acérées de Brian Setzer (guitare et chant), Slim Jim Phantom (batterie) et Lee Rocker (contrebasse). Fiers, beaux, évocateurs, délibérément tatoués, avec le génie du riff et du trémolo, ils exaltaient le rockabilly. On exultait. Pourtant on avait peur, on craignait de les voir bloqués dans une époque sans avenir, coincés dans une démarche « revivaliste » sans issue. A peine un an plus tard, les voilà avec un second album, différent et tout aussi persuasif. Le premier

se limitait au rock'n'roll blanc, mélangeant les compositions originales aux reprises de classiques ; celui-ci ne comporte que des morceaux signés de leur plume et qui puisent dans les racines noires : rock'n'roll et rhythm'n'blues. Sur la pochette du disque on peut lire : « *Seuls les instruments les plus minables ont été utilisés pour la réalisation de cet album.* » Une chose est sûre, de « minables », il n'y a, dans ce 33, que les instruments.

* Stray Cats, « Goma Ball », Arbelia 224.019.

CHIC : « Take it off »

Il est bien question de danse ici, de danse avant tout ; une exhortation aux mouvements, et Chic représente le *rac plus ultra* dans ce domaine. Magiciens du son, orfèvres en la matière, les musiciens de Chic, qui sont avant tout des gens de studio, ont provoqué il y a quatre ans une petite révolution dans l'industrie du disque aux Etats-Unis, en imposant par l'évidence leurs règles de rythmes et d'harmonies sur les stations FM et dans les discothèques. Très vite, la quasi-totalité de ce qui s'est fait en matière de disco et de funk s'est rangé d'un « son Chic ». Leurs disques ont invariablement gagné le sommet des hit-parades et les stars qui ont fait appel, avec le même succès, au service de ces producteurs de génie ne se comptent plus.

Le nouveau disque de Chic est sans surprise : la qualité habituelle de l'enregistrement est irréprochable, les compositions sont accrocheuses, remuantes à souhait, et les interventions s'enchaînent avec une minutie méthodique. On peut regretter en

revanche l'absence de remise en question ; le groupe, qui avait l'habitude de se renouveler, semble s'être contenté cette fois d'exploiter un filon qui ne brille que par son efficacité (WEA, ATL K 50845).

STRANGLERS : « La folie »

On retrouve avec joie toute la force de frappe des Strangers sur ce disque qui fait suite à ce que l'on pourrait appeler un essai malheureux. En effet, si l'on peut comprendre les motivations respectables qui avaient poussé le groupe anglais à tenter l'aventure en s'écartant radicalement de son style, force est de constater que le précédent album, « The Meninblack », se perdait dans des divagations hermétiques et hors sujet. Une aventure néanmoins pas tout à fait inutile puisque les Strangers, en revenant à des schémas plus mélodiques et raisonnablement construits, ont conservé une certaine liberté dans le choix des sonorités.

Il existe une pulsance inaltérable dans la musique des Strangers, un lyrisme solennel et impérieux qui prend forme sous les nappes volumineuses des claviers, les gerbes flamboyantes de la guitare, les déclamations ra-cées de la voix, autant de composantes qui déterminent une filiation hautement savoureuse avec les Doors. Toujours armés d'une conscience sociale aigüe, les quatre hommes en noir, anarchistes de cœur, transportant un discours vibrant avec des textes caustiques (EMI 83219).

COMATEENS : « Call me »

Ils sont trois les Comateens : une fille, Lyn Byrd, au synthétiseur et au chant, et les deux frères North, Nic à la basse et au

chant, Olivier à la guitare et au chant. Trois New-Yorkais encore peu connus dont le premier album, produit par un Français, apparaît pourtant comme une belle carte de visite. Les Comateens jouent habilement avec les contrastes en noir et blanc, un rock urbain directement en prise avec l'imagerie des villes où les sons méthodiques des synthétiseurs, les guitares criées répondent avec astuce à des rythmes saccadés, un esprit léger qui calme la tension ; les mélodies sont là, subtiles, pédales, étonnantes, qui reposent essentiellement sur un travail original des voix, et sur des pulsions, légèrement teintées de funk, qui motivent les mouvements (Barclay 200180).

JEAN-PATRICK CAPDEVIELLE : « Le long de la jetée »

Dans la catégorie des initiateurs sans scrupules de Bruce Springsteen, cette année le chansonnier français Jean-Patrick Capdevielle a remporté, sans aucune concurrence sérieuse, le titre de champion du monde. Rappelons qu'il était depuis deux ans le tenant du titre. Bel effort ! Pour information, la compagnie C.B.S. propose le modèle original à des prix à peine plus élevés (C.B.S. 385 360).

A CHRISTMAS RECORD

A partir d'une idée amusante, le petit label américain ZE a réuni ses artistes dans un album qui a pour titre « *un disque de Noël* ». Chaque groupe, dans son style, a composé pour la circonstance un titre ayant pour sujet Noël. On retiendra plus particulièrement ceux de Material avec Nona Hendryx, d'August Darnell, de The Wais-

tresses et de Was Not Wes (Phonogram 6313272).

AMERICAN POP

Ce disque constitue la bande sonore d'*American Pop*, l'excellent film d'animation de Ralph Bakshi. L'histoire de la musique populaire aux Etats-Unis est illustrée ici par d'anciens morceaux, qui sont aujourd'hui des classiques, des Doors, de Jimi Hendrix de Sam Cooke, de Peter Paul and Mary, des Mama's and the Papa's, de Big Brother and the Holding Company... (Arabella 20373.7320).

DIANA ROSS : « All the Greatest Hits »

Une compilation de chansons qui retrace en deux disques la carrière de l'une des plus grandes chanteuses noires américaines. La période évoquée ici commence après la séparation de Diana Ross et des Supremes, et s'étale sur les années 70 (Vogue 42.8007).

ALAIN WAIS.

MERLE HAGGARD : « Big City »

Devenu depuis quinze ans une institution de la musique Country au même titre qu'un Johnny Cash, Merle Haggard se place dans la lignée traditionnelle où l'on trouve notamment Hank Williams et Jimmie Rodgers. Haggard chante la nostalgie de l'Ouest et celle d'une époque (les années 50) où le rythme de vie n'avait pas encore pris une virgineuse accélération. Les paroles sont simples, mais la musique a les couleurs irrésistibles d'une tradition fidèlement respectée et légèrement modernisée, et la voix, basse, est belle (Epic, 85303).

C. F.

EN plein cours de physique, lorsque le printemps revenait, que le vent se calmait et que nous cessions tous de grincer des dents, *el Flaco* Martínez, le professeur le plus aimé du collège, lançait sa craie sur son bureau délabré et disait : « Et maintenant, allons visiter la matière ! » Nous savions tous ce que cela voulait dire : les premiers applaudissements et les hurrahs fusaient des bancs du fond, de la poitrine des plus vieux qui triplaient la classe et étaient déjà en âge de service militaire.

Nous fermions livres et cahiers, et *el Flaco* Martínez levait les bras pour réclamer le silence afin que le directeur et le surveillant ne remarquent rien. En fait, le directeur — un type jeune, bien habillé, qui savait manier le sourire et la discipline — était au courant, mais il tolérait l'escapade parce qu'il voulait ménager le moral des meilleurs joueurs de football pour la grande finale intercollèges de novembre. Tout le monde savait que chaque année, pour la finale du championnat scolaire de Patagonie, il paraît toute sa prime de fin d'année sur « ses » garçons. Son caractère enjoué et tolérant reprenait le dessus avec l'arrivée du printemps, la discipline se relâchait, les examens étaient moins sévères, et ceux qui se savaient membres de l'équipe se sentaient le droit d'oublier les mathématiques et la chimie pour aller s'entraîner sur le terrain voisin. Cette année, notre rival était le terrible Collège national de Comodoro Rivadavia, et un long et aventureux voyage à travers la Patagonie nous attendait.

C'est ainsi que nous quittons la classe, en marchant lentement, en traînant presque les pieds pour ne pas faire envie à ceux de première année qui suivaient leur cours de maths à côté du perron, la porte entrouverte parce que le vent d'ouest ne soufflait presque plus et que le silence calmait les nerfs comme une poignée de cachets d'aspirine.

A cette époque, les rues de Neuquén n'étaient pas pavées et un vieux camion d'arrosage passait plusieurs fois par jour pour tasser la poussière. Lorsque le vent tombait, comme cet après-midi-là, le paysage plat et gris semblait se couvrir de bruits que nous ne connaissions pas. Chacun de nous les entendait différemment : pour les uns, c'était un troupeau d'éléphants qui menaçait la vallée depuis les hauteurs sablonneuses où ne vivaient que serpents et scarabées, pour les autres, c'étaient les moteurs de l'avion noir qui devait ramener Peron au pays.

El Flaco Martínez marchait en tête, le mégot aux lèvres, son visage blafard de tuberculeux affrontant un soleil écrasant. Il était aussi pauvre que nous, portait toujours le même costume bleu et râpé, qu'il repassait entre le matelas et le sommier de son lit de pension, et nousait autour de son cou une petite cravate courte dont il ne défaisait jamais complètement le nœud. On disait qu'il était joueur et coureur de jupons et que c'était pour cela qu'on l'avait muté d'un respectable collège mixte de Bahía Blanca à notre lointain établissement de garçons, perdu au confluent du Neuquén et du Limay, là où on n'arrivait que d'aventure ou par châtiment.

Nous étions plus de vingt dans la classe, mais les présents ne dépassaient jamais douze ou quatorze : les meilleurs élèves, sérieux et bien vêtus, et nous qui avions nos carnets de notes couverts d'encre rouge et d'une vingtaine d'avertissements (à vingt-cinq, c'était le renvoi), mais dont dépendaient les économies du directeur et le prestige de l'école dans les cinq provinces patagoniennes.

Il n'était pas facile de suivre *el Flaco* Martínez qui avait de longues jambes, des jambes grandes comme des mâts. Il grimpait la dune et prenait la route qui séparait les bons des mauvais citoyens de Neuquén. Sous le soleil, ses cheveux longs de bohémien passés de mode de-

venaient rouges, et nous nous rendions compte alors qu'il attachait autant d'importance que nous à la physique. Mais jamais personne n'osa le tutoyer. Aux moments les plus dramatiques d'une partie de billard, on lui passait la craie avec un « tenez, monsieur » qui n'eut jamais l'air narquois.

La physique ne lui doit certainement rien, mais nous, nous lui devons une partie de notre bonheur d'adolescents. La Patagonie n'était pas sa terre, et il était évident qu'il méprisait chaque grain de sable qu'il respirait ou qui entrainait dans ses chaussures. Mais il y était résigné, comme les hommes seuls se résignent aux nuits interminables.

En descendant la dune, de l'autre côté de la route, on apercevait çà et là les premières maisons carrées et le café du Turc Saul Asim, avec ses tables de billard et ses cartes à jouer. A cette heure-ci, les rues des alentours étaient désertes et seuls les camions, avec leur cargaison de pommes, passaient en laissant derrière eux une traînée de poussière qui flottait jusqu'à ce que la brise vint l'écarter du chemin et que le soleil se remit à dessécher les jujubiers. Au bistrot, *el Flaco* Martínez commandait un genévre, un seul, et nous faisions vider nos poches. Comme toujours, Mores, le boiteux, avait tout juste de quoi se payer le car de retour jusqu'au Centenario, qui était en plein milieu des dunes, à 40 kilomètres de là. Nous habitions presque tous loin du collège et nous devions traverser le fleuve en autocar, à bicyclette, ou agrippés à un quelconque camion : ceux qui manquaient l'école (et le jour suivant déclaraient avoir été malades) restaient pêcher près du pont, parce qu'il ne faisait pas encore assez chaud pour se déshabiller et se mettre à l'eau.

LE premier vendredi du mois, nous rassemblions ce que nous avions gagné par quelques mauvais tours ou en faisant çà et là quelques menus travaux. *El Flaco* Martínez ramassait les billets et même quelques pièces de monnaie, ajoutait son dû, qui n'était pas bien gros, et allait parlementer avec *la Gorda* Zulema, notre vierge protectrice. Zulema était douce et sage, patiente et compréhensive et elle aimait son métier. Jamais je n'ai vu femme l'aimer autant. Elle ne connaissait ni l'égoïsme ni les petites misères que les êtres humains prennent pour des vertus. Sa seule fierté était son réfrigérateur électrique, le seul qui existait de ce côté maudit du fleuve et qu'elle avait fait venir de Buenos-Aires par wagon. Ce n'est pas qu'elle s'en glorifiait ou qu'elle fût mesquine, mais per-



SERGIO BIHANNIC

Fantômes de Patagonie

PAR OSVALDO SORIANO

sonne n'était autorisé à l'ouvrir sans sa présence et son consentement.

Un soir qu'il faisait lourd et où nous étions tous d'accord pour dire qu'il allait pleuvoir, elle l'ouvrit devant moi et *el Negro* Orellana. A part une bouteille de soda et une aile de poulet, il y avait un long collier de fausses perles, une montre de femme, quelques breloques en toc et un paquet de lettres entouré d'un ruban rose. Fantômes

du passé que *la Gorda* Zulema voulait conserver frais et intacts comme un gâteau au chocolat.

Puis, un autre soir, alors que j'étais triste, un peu saoul et impuissant, elle entoura mes épaules de son bras, effleura mes paupières et ne prononça pas les mots stupides que les autres femmes du quartier avaient toujours en réserve. Elle me fit asseoir au pied de son lit aussi grand qu'une piste de danse, ap-

proposée. Elle ne parla pas de l'homme qu'elle avait laissé sur le port de Marseille : lorsqu'elle ne reçut plus de lettres, elle fit un paquet de son passé et le garda dans le réfrigérateur, comme d'autres femmes le conservent dans le rictus amer de leurs lèvres.

Mais en cet après-midi de printemps, nous n'avions pas encore vu l'intérieur du réfrigérateur, ni n'avions pleuré ensemble. Zulema était ronde et opulente et Fellini l'aurait sûrement aimée. A côté, *el Flaco* Martínez ressemblait à un balai abandonné contre un camion citerne. Ils parlèrent un moment sans froisser de billets ni hausser la voix. De l'autre côté de la rue, nous attendions, aussi anxieux que si *el Flaco* allait tirer un penalty. Un mouvement de tête, un rire compréhensif de *la Gorda* Zulema, et nous nous mettions à sauter et à sauter et à nous embrasser comme si *el Flaco* avait marqué le but.

Nous tirions au sort en lançant en l'air deux pièces de monnaie, système compliqué car l'entreprise était sérieuse. Si quelqu'un réclamait priorité pour l'argent qu'il avait versé, *el Flaco* promettait de lui faire réviser la fusion de je ne sais plus quelle matière et l'égoïste se calmait. Puis, lorsque le soir tombait, les langues déliées par l'émotion, nous allions jouer au billard chez Asim le Turc, morts de faim et sans un sou pour nous payer un sandwich.

LORSQUE aujourd'hui remontent à ma mémoire ces années passées dans ma province de Neuquén, en Patagonie, lorsque je revois les images de *Flaco* Martínez et de *la Gorda* Zulema, il me semble que le correspondant de Marseille devait écrire ses lettres dans la crainte que le cœur de sa Geneviève ne s'endurcisse au milieu de ce désert hostile. Eh bien, non ! Il est temps que cet homme obstiné, s'il souffre encore, le sache. Cela valait la peine de l'attendre. Même de l'attendre en vain. Dans cet endroit où nous étions des étrangers (c'est-à-dire des innocents), tout était irréel : il n'y avait pas d'éléphants entourant la vallée, et l'avion noir de Peron n'y atterrait jamais ; les pommes et les vies fleurissaient, et les illusions — comme les montres *bon marché* que nous portions au poignet — s'engourdissaient et luttaient pour se frayer un chemin entre le sable qui arrivait du désert en volant.

Lorsque je m'y rendis pour la dernière fois, il y a cinq ans, mes amis me prévinrent : la nouvelle avait couru que j'avais été décapité dans un accident de voiture. Ce fut drôle de voir les visages ébahis devant cette apparition d'outre-tombe. Enfin, lorsque nous nous mîmes à compter les vivants et les morts, les hauts faits et les lâchetés, les rêves devenus réalités, les couples unis et déunis, je demandai des nouvelles de *Flaco* Martínez. « *El Flaco est mort lui aussi*, déclara quelqu'un, *il est parti vers le sud, à Santa-Cruz, et il a attrapé une pneumonie, pauvre Flaco !* » On se souvenait de Zulema à voix basse. Beaucoup s'étaient fait construire une maison pour se mettre à l'abri d'un passé de misère et *la Gorda* Zulema était enterrée dans leur ciment. Les hommes et les femmes de Neuquén s'étaient inventés une métropole et ne voulaient plus être la Patagonie. Quelle importance pouvait alors avoir à leurs yeux ces premiers vendredis du mois, lorsque le printemps revenait, que le vent se calmait et que nous cessions tous de grincer des dents ?

(Traduit par Annie MORVAN.)

OSVALDO SORIANO est né à Mar-del-Plata, Argentine, en 1943. Journaliste, scénariste de cinéma et de télévision, il a publié plusieurs romans : *Je ne vous dis pas adieu* et *Je n'ai plus de peine ni d'oubli* (Fayard). Son dernier roman, *Quartiers d'hiver* (Calmann-Lévy), va paraître prochainement. Il vit en France depuis 1978.

Le risque israélien

La violence en

Partisans et adversaires

Solidarité